MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

NEUVIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1906
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1905-1906
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1906
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1906
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1906
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1906
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1906
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1906

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
ÉDITEUR
16, rue Treurenberg

1908

PRIX : 7 FRANCS

STATISTIQUE

JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1906

IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Rue de Louvain, 40, Bruxelles.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

NEUVIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1906
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1904-1906
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1906
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1906
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1906
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1906
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1906
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1906

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
ÉDITEUR
16, rue Treurenberg

1908

PRIX : 7 FRANCS

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* IX

SECONDE PARTIE. *Statistique criminelle* XXIII

Statistique de la justice civile et commerciale XL

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* XLIX

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* LVIII

Statistique de la mendicité et du vagabondage LXX

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle LXV

Statistique de la police des étrangers LXVII

Statistique des aliénés LXVIII

TABLEAUX

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* . . . 9

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.* 155

Statistique de la justice civile et commerciale 201

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.* 271

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* 293

Statistique de la mendicité et du vagabondage 305

Statistique de la libération conditionnelle. 323

Statistique de la police des étrangers 327

Statistique des aliénés 133

Statistique des sourds-muets et des aveugles 347

Table analytique 349

Table méthodique 359

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1906

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice, » rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la statistique criminelle, traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(Tableau I.)

Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux.

Les parquets des tribunaux de première instance ont reçu, en 1906, 192,395 plaintes, dénonciations et procès-verbaux, soit une proportion de 266 plaintes, dénonciations, procès-verbaux pour 10,000 habitants. On n'a pas relevé de proportion plus élevée depuis 1870; et il est à remarquer que depuis 1903 la progression continue.

ANNÉES.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE de chaque année.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants.
1870	37,119	5,087,826	72.95
1875	48,081	5,403,006	90.65
1880	70,285	5,520,009	127.27
1885	83,041	5,853,278	141.86
1890	112,776	6,069,321	185.81
1895	130,218	6,410,783	203.12
1900	159,540	6,693,548	238.34
1901	163,017	6,799,999	230.73
1902	164,810	6,896,079	238.99
1903	164,207	6,985,219	235.08
1904	171,863	7,074,910	243.00
1905	185,539	7,160,547	259.11
1906	192,395	7,238,622	265.78

Il serait inexact de conclure de ces chiffres à une allure correspondante de la criminalité.

Beaucoup de plaintes, de dénonciations et surtout de procès-verbaux ont pour objet des infractions créées par des lois nouvelles. La loi sur l'ivresse publique de 1887, la loi de 1890 sur la falsification des denrées alimentaires, l'arrêté royal du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine, etc., ont notablement accru le nombre des affaires entrées dans les parquets. Les modifications apportées par la loi du 5 juillet 1899 à la réglementation de la pêche fluviale ont donné lieu également à un accroissement de procès-verbaux en cette matière.

L'augmentation ou la diminution de la criminalité proprement dite ne peuvent être déduites que des chiffres de la statistique criminelle, complétés par ceux de la statistique des parquets et des cabinets d'instruction, qui indiquent le nombre des crimes et des délits restés sans suite parce qu'on n'a pu en découvrir les auteurs.

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dans chacun des arrondissements du royaume fait l'objet du tableau suivant.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX entrés au parquet en					NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants, entrés au parquet en				
	1902	1903	1904	1905	1906	1902	1903	1904	1905	1906
Bruxelles	29,842	30,522	31,699	33,095	38,187	332	331	338	345	390
Louvain	4,151	3,787	3,885	3,977	4,549	166	151	152	154	171
Nivelles	3,079	3,743	3,880	3,864	4,203	232	217	223	221	245
Anvers	11,044	12,775	13,711	14,252	16,234	226	256	248	231	280
Malines	2,111	2,033	2,066	2,048	2,333	114	109	108	106	119
Turnhout	1,776	1,651	1,935	2,494	2,568	127	116	134	170	172
Mons	9,465	9,575	10,040	12,074	11,400	240	236	251	300	281
Charleroi	20,098	20,830	22,285	28,597	24,401	403	394	418	532	440
Tournai	3,799	3,755	3,411	3,618	3,443	148	145	131	139	131
Gand	11,006	10,393	10,280	10,921	11,697	230	219	211	220	238
Audenarde	3,038	4,009	4,451	4,334	4,529	185	185	202	196	203
Termonde	5,006	5,064	5,700	5,890	6,277	158	158	155	158	165
Bruges	6,810	6,440	6,048	6,803	7,188	226	212	226	223	230
Courtrai	7,148	6,642	6,815	6,725	6,033	244	225	226	221	226
Furnes	1,621	1,631	1,605	1,693	1,743	187	186	182	191	199
Ypres	3,352	3,120	3,185	3,160	3,070	226	210	213	210	202
Liége	11,610	11,785	12,355	14,022	15,462	225	226	233	260	248
Huy	2,807	2,567	2,574	2,714	3,092	185	168	168	176	200
Verviers	4,218	5,280	5,035	4,222	4,410	253	294	270	234	244
Tongres	2,220	2,148	2,213	2,076	2,080	182	174	177	165	211
Hasselt	2,287	2,579	2,736	2,600	2,830	181	201	211	198	210
Arlon	2,265	2,158	2,300	2,508	2,911	263	246	273	285	327
Marche	1,177	1,224	1,304	1,461	1,378	184	190	201	224	211
Neufchâteau	1,081	1,755	1,850	2,122	2,102	275	240	249	286	280
Namur	5,871	5,705	5,975	6,422	7,019	242	280	291	311	337
Dinant	3,439	3,247	3,561	3,777	3,629	228	215	234	247	237

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(Tableau III.)

Les chambres du conseil ont eu à statuer en 1906 sur 31,299 affaires.

Dans le chiffre total des affaires soumises par les juges d'instruction aux chambres du conseil figurent les très nombreux délits transmis par les parquets aux juges d'instruction en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867 (contraventionnalisations). Ces affaires ne donnent lieu à aucun devoir d'instruction. La statistique dressée pour les années antérieures à 1903 ne permettait pas de les distinguer des affaires réellement instruites. On le peut depuis 1903. Sur 30,494 affaires qui, en 1906, ont été l'objet de renvoi devant le tribunal de police, 30,187 le furent en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867.

Le total des affaires *réellement* instruites pendant l'année 1906 est donc : 21,112. En voici le détail pour chaque arrondissement :

Bruxelles	4,045	Courtrai	757
Louvain	344	Furnes	296
Nivelles	380	Ypres	312
Anvers	2,333	Liége	1,624
Malines	535	Huy	261
Turnhout	140	Verviers	799
Mons	1,120	Tongres	253
Charleroi	1,897	Hasselt	239
Tournai	636	Arlon	247
Gand	1,173	Marche	89
Audenarde	477	Neufchâteau	113
Termonde	673	Namur	937
Bruges	1,080	Dinant	352

Chambres des mises en accusation.

(Tableaux V, VI et VII.)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 139 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

Pendant les années 1902 à 1905 il y avait eu 150, 131, 172 et 150 arrêts.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accu-

sation est en 1906 de 541; il avait été de 664 en 1902, de 594 en 1903, de 640 en 1904, de 602 en 1905. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement, en 1902, 515 ordonnances, soit 78 %; en 1903, 438 ordonnances, soit 74 %; en 1904, 471 ordonnances, soit 74 %; en 1905, 480 ordonnances, soit 80 %; en 1906, 422 ordonnances, soit 78 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

	Ordonnances rendues sur le fond des affaires.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
	—	—	—
1902.	148	53	36 %
1903.	128	62	48 %
1904.	185	79	43 %
1905.	150	66	44 %
1906.	139	67	48 %

	Ordonnances préparatoires et d'instruction.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
	—	—	—
1902.	516	96	19 %
1903.	466	94	20 %
1904.	455	90	20 %
1905.	452	56	12 %
1906.	402	52	13 %

Réhabilitations. — On constatait en 1902 que la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale recevait chaque année une application plus étendue. Il y eut un léger recul en 1903. Mais depuis 1904 la progression a repris et elle s'est continuée en 1905 et en 1906.

Années.	Demandes accordées.	Demandes rejetées.	Total.
	—	—	—
1896	21	6	27
1897	22	14	36
1898	26	6	32
1899	38	14	52
1900	48	13	61
1901	59	13	72
1902	63	18	81
1903	57	20	77
1904	93	15	108
1905	113	28	141
1906	115	35	150

Durant les cinq dernières années (1902-1906) 410 demandes en réhabilitation ont été adressées à la cour d'appel de Bruxelles, 79 à celle de Gand, 68 à celle de Liége.

Un relevé opéré durant les années 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906 permet de se rendre compte de l'empressement que mettent les intéressés à réclamer le bénéfice de la réhabilitation. Des 557 demandeurs que l'on a comptés durant ces cinq années, 82, ou 15 %, ont agi dès l'expiration des délais légaux, c'est-à-dire moins de six ans après avoir subi leur peine ou en avoir obtenu la remise; 181, ou 32 %, ont laissé s'écouler, avant d'agir, un délai de six ans à moins de dix ans; 148, ou 27 %, un délai de dix à moins de quinze ans; 146, ou 26 %, une période de quinze ans ou de plus de quinze ans.

Le tableau V montre que les demandes concernent les délits les plus divers et que les magistrats n'en repoussent systématiquement aucune. Appliquant la loi comme elle doit l'être, ils basent leur décision sur les garanties morales que le condamné présente et non sur la nature du fait dont il s'est rendu coupable.

2. — Tribunaux de police.

Nombre des affaires.

(Tableau XII.)

Le mouvement des affaires devant les tribunaux de police a été comme suit depuis 1902 :

	Total.	Affaires de police.	Affaires concernant la mendicité et le vagabondage.	Affaires électorales.
	—	—	—	—
1902.	153,419	142,386	9,104	1,929
1903.	143,773	133,805	8,267	1,701
1904.	144,412	131,523	8,143	4,746
1905.	144,784	137,111	7,606	67
1906.	153,920	146,075	6,915	930

L'année 1906, comparée à l'année 1905, donne une augmentation considérable du total des affaires (augmentation de 9,136).

Les affaires de police accusent une augmentation de 8,964 affaires, celles concernant la mendicité et le vagabondage une diminution de 691, les affaires électorales une augmentation de 863.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires de police et des affaires concernant la mendicité et le vagabondage réunies dans les différents arrondissements du royaume en 1905 et 1906.

ARRONDISSEMENTS.	1905	1906	ARRONDISSEMENTS.	1905	1906
Bruxelles	38,128	39,444	Report.	23,266	24,427
Louvain	2,700	2,989	Furnes	562	568
Nivelles	2,121	2,275	Ypres	1,374	1,396
Anvers	16,001	16,024	Ressort de la cour d'appel de Gand.	25,202	26,591
Malines	1,895	2,256	Liége	11,376	10,815
Turnhout	2,265	2,455	Huy	1,857	1,789
Mons	6,515	8,527	Verviers	3,501	3,105
Charleroi	16,618	19,226	Tongres	1,121	1,660
Tournai	5,084	2,062	Hasselt	1,597	1,338
Ressort de la cour d'appel de Bruxelles.	69,422	96,838	Arlon	1,057	2,203
Gand	8,829	9,714	Marche	1,121	955
Audenarde	1,634	1,740	Neufchâteau	1,056	1,750
Termonde	2,087	3,001	Namur	4,119	3,811
Bruges	4,557	4,778	Dinant	2,028	2,067
Courtrai	5,259	5,104	Ressort de la cour d'appel de Liége.	30,093	29,561
A reporter	23,266	24,427	Royaume.	144,717	152,990

Nombre des inculpés.

(Tableau XIII et XIV.)

En 1902. . . .	173,986 inculpés.
En 1903. . . .	164,683 id.
En 1904. . . .	164,145 id.
En 1905. . . .	170,996 id.
En 1906. . . .	178,460 id.

Déduction faite des enfants de moins de 16 ans, les tribunaux de police ont eu à juger en matière ordinaire :

Le classement des infractions donne les chiffres suivants :

		1902.	1903.	1904.	1905.	1906.
		—	—	—	—	—
Inculpés de délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.	Code pénal	32,910	29,614	31,440	31,410	31,117
	Lois spéciales	2,020	2,326	3,183	8,103	13,320
Inculpés d'infractions de la compétence directe du tribunal de police.	Code pénal	40,323	38,195	37,529	38,701	36,994
	Règlements provinciaux et communaux .	48,165	47,437	46,290	46,486	45,860
	Lois spéciales et règlements généraux .	55,568	47,111	45,703	46,296	51,169

Première catégorie. — *Inculpés de délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.* (Loi du 4 octobre 1867.)

Les inculpés de délits prévus par le Code pénal se répartissent en 1906 comme en 1905 sans variations notables entre les diverses rubriques. On doit toutefois signaler l'augmentation des outrages à la police (1,779 inculpés en 1906 contre 687 en 1905.)

Mais le nombre des inculpés de délits prévus par les lois spéciales qui était déjà très considérable en 1905 a encore augmenté. Il est de 13,320 contre 8,103 en 1905; 3,183 en 1904; 2,326 en 1903; 2,020 en 1902. L'explication se trouve à la rubrique : Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). La mise en application de l'arrêté royal du 16 juin 1891 a amené devant les tribunaux de police 12,582 inculpés pendant l'année 1906.

Deuxième catégorie. — *Inculpés d'infractions de la compétence directe des tribunaux de police.*

Tandis que les inculpés d'infractions prévues par le Code pénal (36,994 en 1906 contre 38,701 en 1905) et les inculpés d'infractions prévues par les règlements provinciaux et communaux (45,860 en 1906 contre 46,486 en 1905) sont en diminution, le chiffre des inculpés d'infractions aux lois et aux règlements généraux présente un accroissement de 4,873 (51,169 en 1906 contre 46,296 en 1905).

La plus grande partie de celui-ci est dû à l'augmentation des infractions en matière de grande voirie et roulage puisqu'on relève du chef de celles-ci 3,389 inculpés de plus qu'en 1905.

Résultat des poursuites.

(Tableaux XIII et XIV.)

Déduction faite des jeunes délinquants placés par la loi dans une position spéciale au point de vue de la répression, les poursuites devant les tribunaux de police ont abouti aux résultats suivants :

	1905.	1906.
	—	—
	%	%
Acquittés	11.35	11.59
Renvoyés, le tribunal étant incompétent. . .	0.13	0.14
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	0.08	0.09
Id. id. sans sursis .	2.68	2.55
Condamnés à l'amende conditionnelle. . . .	28.92	28.89
Id. id. sans sursis	56.84	56.74
	100.00	100.00

Lorsque les juges de paix prononcent des peines d'emprisonnement, ce sont généralement des peines peu élevées. Sur 4,534 condamnés à l'emprisonnement sans sursis on compte 3,836 condamnés à un emprisonnement dont la durée ne dépasse pas quatre jours, soit 84 %.

Les juges de paix se montrent fort réservés dans le prononcé des emprisonnements conditionnels. On en compte 154 en 1906; on en comptait 127 en 1905, 162 en 1904 et 1903, 180 en 1902.

Si l'on rapproche le nombre total des condamnés à l'emprisonnement du nombre total des condamnés à l'amende, on remarque combien les tribunaux de police apportent de réserve dans l'application de la peine de l'emprisonnement. Sur 157,523 inculpés condamnés en 1906, 4,708, soit 2.9 %, sont condamnés à l'emprisonnement. Les proportions étaient de 3.1 % en 1905, de 2.7 % en 1904, de 3.7 % en 1903, de 3.9 % en 1902.

Parmi les condamnations à l'amende, le nombre des amendes avec sursis est très considérable : 51,560, soit 34 % du chiffre total des amendes. Les proportions étaient de 34 % en 1905, de 33 % en 1904, 1903 et 1902.

En 1906, 6,661 mendiants et vagabonds ont été mis à la disposition du gouvernement. Les mendiants et vagabonds qui avaient été l'objet de pareille mesure étaient au nombre de 6,926 en 1905, de 8,019 en 1904, de 8,157 en 1903, de 9,028 en 1902.

Inculpés âgés de moins de 16 ans.

(Tableau XIV.)

Aux termes de la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage, les inculpés âgés de moins de 16 ans ne peuvent être condamnés ni à l'emprisonnement, ni à l'amende, mais doivent, s'ils ont agi avec discernement, être réprimandés ou mis à la disposition du gouvernement pour être élevés dans une école de bienfaisance.

Le nombre de ces inculpés a été :

En 1902, de 3,599, dont 40 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1903, de 3,510, dont 47 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1904, de 3,351, dont 43 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1905, de 3,347, dont 39 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1906, de 3,002, dont 32 ont été mis à la disposition du gouvernement.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

(Tableau XVII.)

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger, en 1906, 41,756 affaires nouvelles et 14,937 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 56,693 affaires. Ils en ont terminé 43,276. Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année était donc de 13,417.

De 1902 à 1906, la marche des affaires introduites et des affaires terminées par jugement au fond a été comme suit :

	Affaires introduites.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.	Affaires terminées par jugements au fond.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.
	—	—	—	—
1902	41,074		42,911	
1903	40,565	— 1 %	43,006	0 %
1904	40,864	+ 1 %	39,104	— 9 %
1905	39,926	— 2 %	38,567	— 1 %
1906	41,756	+ 5 %	43,097	+ 12 %

Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1906 est de 13,417, soit une diminution de 1,520 affaires sur le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1905 (14,937).

Les tribunaux où le nombre des jugements au fond a le plus augmenté sont : Bruxelles (augment. 1,039), Anvers (augment. 3,004), Charleroi (augment. 317), Liége (augment. 915).

Par contre, dans divers tribunaux le chiffre des jugements au fond a diminué. Ainsi, à Mons il y a une diminution de 624 jugements, à Gand de 521.

TRIBUNAUX.	AFFAIRES INTRODUITES DURANT L'ANNÉE					AFFAIRES restant à juger au 31 décembre				
	1902	1903	1904	1905	1906	1902	1903	1904	1905	1906
Bruxelles.	6,310	7,055	6,435	5,825	5,772	1,366	1,726	3,151	3,109	1,857
Louvain	1,526	1,151	1,125	1,145	1,218	308	180	255	317	281
Nivelles	878	761	682	752	782	204	115	108	175	188
Anvers	4,124	5,878	5,902	5,998	4,625	2,685	1,887	2,580	5,021	2,760
Malines	670	625	695	636	600	193	151	207	200	307
Turnhout	1,006	905	902	1,084	1,020	132	100	96	135	158
Mons	1,200	1,334	1,901	1,409	1,275	553	711	1,155	760	855
Charleroi	3,552	3,259	3,126	3,558	3,221	955	465	391	1,020	1,033
Tournai	780	696	786	767	745	207	202	174	58	48
Gand	5,051	5,596	5,201	5,581	5,580	1,465	1,598	905	582	779
Audenarde	948	990	1,010	950	1,052	235	548	501	527	686
Termonde	2,128	1,949	2,519	2,521	2,548	464	562	480	690	590
Bruges.	2,192	2 518	2,145	2,515	2,052	600	871	585	775	1,260
Courtrai	2,050	2,067	2,255	2,124	2,050	545	577	512	578	520
Furnes.	595	662	645	627	590	100	120	140	250	155
Ypres	984	881	857	908	808	155	170	155	195	158
Liége	2,779	5,166	2,975	2,700	3,020	3,116	1,852	900	870	856
Huy.	574	512	552	557	554	71	59	71	56	110
Verviers.	890	810	777	658	825	221	148	187	42	151
Tongres	619	542	597	486	651	95	105	100	89	89
Hasselt	852	787	759	760	850	184	150	201	119	176
Arlon	486	502	552	578	595	59	59	52	17	56
Marche	286	297	519	254	258	19	24	20	18	8
Neufchâteau	512	506	522	296	541	57	55	51	45	54
Namur.	1,474	1,159	1,297	1,224	1,505	457	250	340	508	570
Dinant.	962	796	892	848	755	251	84	154	178	157
TOTAUX. . . .	41,074	40,565	40,864	39,926	41,756	14,522	12,002	13,647	14,937	13,417

Nombre des prévenus.

(Tableaux XVIII a XXI.)

Le nombre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels soit en première instance, soit sur appel d'un jugement d'un tribunal de police s'est élevé :

En 1902 à.	60,989	prévenus.
En 1903 à.	60,674	id.
En 1904 à.	53,544	id.
En 1905 à.	53,948	id.
En 1906 à.	58,195	id.

Les prévenus d'infractions forestières, dont il n'est pas tenu compte dans l'exposé qui va suivre, furent au nombre de 1,651. Les 56,541 autres prévenus se décomposent en 54,875 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,666 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 54,875 prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	8,958	ou 16 3 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, sans mise à la disposition du gouvernement	602	ou 1.1 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, avec mise à la disposition du gouvernement	281	ou 0.5 %
Réprimandés en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891	7	—
Mis à la disposition du gouvernement en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891.	—	—
Condamnés à l'emprisonnement	23,061	ou 42.0 %
Id. à l'amende	21,966	ou 40.1 %
	54,875	100.00

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

3,855 (8.6 %) condamnations à une amende de police;
18,111 (40.2 %) id. id. correctionnelle;
77 (0.1 %) id. à un emprisonnement de police;
9,590 (21.3 %) id. id. de 8 jours à moins d'un mois;

11,642 (25.9 %) condamnations à un emprisonnement de 1 mois à 6 mois;
625 (1.4 %) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois à moins d'un an.
1,127 (2.5 %) condamnations à un emprisonnement de 1 an ou plus.

On voit par ces chiffres que les condamnations que l'on peut considérer comme graves, c'est-à-dire celles qui dépassent 6 mois d'emprisonnement, ne sont qu'exceptionnellement prononcées par les tribunaux correctionnels. La proportion des condamnations graves varie d'ailleurs avec les antécédents judiciaires des condamnés et avec les tribunaux.

La disposition typographique des documents statistiques a permis en 1906 de réunir, comme en 1903 et en 1905, les individus condamnés à 6 mois de prison aux individus condamnés à un emprisonnement de moins de 6 mois.

En répartissant les condamnés d'après leurs antécédents judiciaires, on trouve :

	Condamnés à l'amende.	Condamnés à un emprisonnement de six mois et moins.	Condamnés à un emprisonnement de plus de six mois.
Première catégorie. — Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encore encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle.	13,308 (58.1 %)	8,979 (39.2 %)	619 (2.7 %)
Deuxième catégorie. — Condamnés ayant encouru des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 26 francs d'amende .	686 (56.7 %)	502 (41.5 %)	22 (1.8 %)
Troisième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois	4,786 (54.9 %)	3,742 (42.9 %)	194 (2.2 %)
Quatrième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois	2,120 (32.5 %)	4,113 (63.1 %)	285 (4.4 %)
Cinquième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	882 (20.4 %)	3,079 (71.3 %)	358 (8.3 %)
Sixième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans ou plus, ou une peine criminelle	184 (13.6 %)	894 (66.1 %)	274 (20.3 %)

D'autre part, le nombre total des condamnés se répartit comme suit entre les six catégories :

Première catégorie	22,906	ou	50.09 %
Deuxième catégorie. . . .	1,210	ou	2.07 %
Troisième catégorie. . . .	8,722	ou	19.03 %
Quatrième catégorie. . . .	6,518	ou	14.05 %
Cinquième catégorie . . .	4,319	ou	9.06 %
Sixième catégorie.	1,352	ou	3.00 %
	45,027		100.00

Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

(Tableaux XVIII à XXII.)

Les tribunaux correctionnels ont accordé, en 1906, le bénéfice du sursis à 5,153 condamnés à l'emprisonnement sur 23,109 et à 10,757 condamnés à l'amende sur 23,110. Ces chiffres comprennent, comme les années précédentes, les condamnés en première instance et les condamnés sur appel d'un jugement de police. Comparés à ceux des années précédentes, ils donnent les proportions suivantes de condamnés conditionnellement :

	1906. %	1905. %	1904. %	1903. %	1902. %
Parmi les condamnés à l'emprisonnement	22.30	21.63	21.71	23.16	21.26
Parmi les condamnés à l'amende	46.55	46.88	47.95	48.49	46.41

Les proportions qui viennent d'être citées peuvent être utilement employées pour certaines comparaisons générales, mais elles n'indiquent nullement dans quelle mesure les tribunaux font usage de la faculté qui leur est accordée par la loi de suspendre l'exécution des peines. Pour élucider ce point, il faut éliminer les condamnés qui sont exclus par la loi du bénéfice du sursis. Cette exclusion frappe, parmi les condamnés soit à l'amende, soit à l'emprisonnement, ceux qui ont déjà encouru une condamnation à une peine correctionnelle (8 jours de prison ou 26 francs d'amende); en outre, parmi les condamnés à l'emprisonnement, ceux à qui le tribunal inflige une peine de plus de 6 mois d'emprisonnement ou des peines, soit principales, soit subsidiaires, qui, cumulées, dépassent 6 mois d'emprisonnement. De cette double restriction mise par la loi à la faculté qu'ont les tribunaux de suspendre l'exécution des condamnations à l'emprisonnement, la statistique avait dû jusqu'ici négliger la seconde. En effet, quand un individu est condamné simultanément à plusieurs peines du chef de plusieurs infractions, elle ne note que la principale. Mais un relevé spécial effectué en 1906 a permis de déterminer dans combien de cas les tribunaux n'ont pu accorder un sursis à des condamnés à l'emprisonnement n'ayant pas d'antécédents judiciaires, parce que les peines qu'ils prononçaient contre eux formaient un total de plus de 6 mois de prison.

Les nombres qui vont être donnés disent donc, cette fois, exactement la proportion des cas où le tribunal, pouvant accorder un sursis, l'a réellement accordé, parce qu'on a pu tenir compte, en faisant le calcul, des cas où, par suite de l'élévation des peines, l'octroi du sursis était impossible.

La proportion des condamnations conditionnelles parmi les condamnés qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires faisant obstacle à l'obtention d'un sursis a été durant l'année 1906 (les jugements des tribunaux correctionnels en première instance et en appel étant réunis) :

	Emprisonnement.	Amende.
Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle	56.3 %	75.0 %
Condamnés ayant encouru des condamnations de police qui, cumulées, équivalent à une condamnation correctionnelle	30.8 %	25.5 %

Si, comme les années précédentes, on n'avait pu tenir compte des cas où, par suite de l'élévation des peines, l'octroi du sursis était impossible, on aurait obtenu les proportions suivantes :

	Emprisonnement.					Amende.				
	1906. %	1905. %	1904. %	1903. %	1902. %	1906. %	1905. %	1904. %	1903. %	1902. %
Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle. . . .	55.6	56.1	52.8	54.3	49.7	75.0	76.9	76.0	74.8	72.7
Condamnés ayant encouru des condamnations de police qui, cumulées, équivalent à une condamnation correctionnelle	30.6	26.7	28.4	27.5	23.6	25.5	28.1	27.8	33.3	25.6

Les relevés statistiques avaient démontré que la proportion des rechutes après une condamnation conditionnelle était considérable. Cette constatation, rapprochée de la proportion élevée des condamnations conditionnelles, prouvait que les tribunaux ne se montraient pas assez circonspects en accordant aux condamnés un sursis à l'exécution de leur peine. Cette faveur, dans l'esprit de la loi, ne devait être accordée qu'aux condamnés primaires qui ont encore assez le sentiment de l'honneur pour qu'une menace de peine soit une peine suffisante. En fait, elle était accordée à la grande majorité des condamnés primaires, au point que beaucoup de condamnés croyaient avoir le droit de la revendiquer. Une circulaire du département de la justice du 12 août 1901 a rappelé aux parquets la prudence avec laquelle, au vœu de la loi, la condamnation conditionnelle doit être appliquée. Les chiffres transcrits permettent de juger des fruits qu'elle a portés.

TRIBUNAUX.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	PROPORTION des condamnés à l'emprisonnement conditionnel. 1906	1905	1904	1903	1902	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende conditionnelle.	PROPORTION des condamnés à l'amende conditionnelle. 1906	1905	1904	1903	1902
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,132	1,208	56.7	53.4	49.4	56.8	48.6	1,330	902	71 5	76.4	75.2	67.5	69.8
Louvain	417	256	61.4	60.2	65.5	68.8	72 9	506	191	62.4	72.8	72.7	77.0	77.0
Nivelles	151	98	64.9	47.6	61.2	43 8	37.4	290	237	80.1	76.7	79.5	81.9	61.9
Anvers	1,208	533	45.0	49.9	49 6	62.5	50.7	1,260	977	77.5	75.4	83.0	78.7	71.4
Malines	110	67	60.9	51.9	48.6	47.8	44.1	194	163	84.0	85.0	82.1	72.7	78.2
Turnhout	254	183	72.3	64.0	69.9	66.7	60.6	284	195	68.7	69.8	70.0	66.2	75.4
Mons	445	249	56.0	60.7	59.7	56.8	47.0	503	248	81.3	80.7	83.2	82.2	82.0
Charleroi	776	458	59.0	43.7	45.8	47.1	37 2	980	814	83.1	78.0	80.2	75.6	65 4
Tournai	339	202	59.6	46.0	47.9	55.1	46.9	250	181	73.7	80.3	78.1	81.0	66.3
Gand	534	242	45.3	50.6	63.9	58.0	65.7	1,151	703	68.9	82.6	80.8	83.4	85.5
Audenarde	201	105	51 2	68.6	67.2	58.8	48.9	298	217	72.8	82.7	71.2	66.2	75.1
Termonde	400	114	28.5	26.2	32.0	40.0	46.9	1,287	690	53.6	57.6	58.1	49.9	61.1
Bruges	453	271	46.2	48.5	51.8	49.4	54.6	702	506	72.1	66.6	64.4	64.1	55.7
Courtrai	272	139	51.1	57.9	58.6	50.7	54.2	718	541	75.5	66.7	59.6	65.5	68.6
Furnes	104	98	59.8	59.4	50.7	70.2	60.7	265	170	64.2	71.5	77.5	83.6	92.0
Ypres	167	84	50.3	(51.7)	40.7	48.3	(48.0)	299	230	85.6	82.9	74.2	82.7	84.6
Liége	780	344	44.1	41.2	52.7	51.5	41.1	1,527	1,268	83.0	79.4	84.1	82.0	75.7
Huy	43	31	(70.1)	(55.7)	(45.6)	(75.0)	(75.5)	287	264	92.0	92.9	93.8	79.7	89.4
Verviers	183	71	38.8	47.5	52.3	57.1	39.4	273	193	71.4	80.0	86.3	88.2	69.2
Tongres	110	67	(60.9)	(57.4)	(69.1)	(65.0)	(52.1)	332	293	85.8	75.4	77.8	81.9	76.4
Hasselt	97	79	81.5	88.2	(75.8)	82.8	87.2	366	304	85.1	85.5	85.8	79.2	87.7
Arlon	61	11	(18.0)	(21.6)	(12.0)	(27.8)	(17.1)	110	99	83.2	80.9	87.6	81.2	86.3
Marche	50	17	(50.7)	(45.5)	(29.4)	(45.8)	(45.8)	97	84	86.6	87.5	82.2	88.5	85.6
Neufchâteau	31	16	(51.6)	(41.7)	(45.9)	(51.6)	(52.4)	178	145	81.5	85.2	86.1	85.2	77.4
Namur	141	73	51.8	47.1	53.6	60.0	52.0	570	501	86.7	86.0	87.1	80.5	87.0
Dinant	74	20	30.2	(25.2)	(14.5)	(22.0)	26.4	570	277	75.1	84.5	75.5	75.1	68.1
En général	9,615	4,998	52.0	51.8	52.8	54.3	49.7	14,091	10,567	75.0	76.8	76.0	74.8	72.7

N. B. Les proportions sont mises entre parenthèses quand elles sont calculées sur des chiffres inférieurs à 100.

Durée des sursis. — Une condamnation conditionnelle est considérée comme non avenue si, pendant un délai dont la durée est fixée par le jugement, celui qui l'a encourue ne commet ni crime, ni délit. Les tribunaux déterminent librement la durée de cette épreuve, sauf qu'ils ne peuvent la prolonger au delà de cinq ans. De quelle manière ont-ils usé de la liberté d'appréciation que la loi leur a laissée; quelle est leur jurisprudence en cette matière?

Si, pour répondre à cette question, on répartit par durée les sursis accordés en 1906 par tous les tribunaux du pays, on n'obtient pas une série régulièrement graduée, mais une suite de chiffres qui, lus sur un diagramme, donneraient une courbe aux allures tourmentées.

Sur 100 sursis on en a compté :

En 1906.	En 1905.	En 1904.	En 1903.	En 1902.	
2.2	2.3	2.2	1.8	1.9	d'une durée de 6 mois et moins;
10.0	10.4	10.6	9.4	8.9	id. 1 an;
11.8	8.5	7.5	7.8	6.5	id. 2 ans;
40.9	44.4	42.9	43.7	47.1	id. 3 id.
0.7	1.3	2.3	1.0	1.6	id. 4 id.
34.4	33.1	34.5	36.3	34.0	id. 5 id.
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	

Dans l'ensemble donc, les tribunaux ont une préférence marquée pour trois types de sursis : ceux d'une durée d'un an, de trois ans et de cinq ans. Le sursis de quatre ans, qui devrait, à première vue, former un stade d'épreuve intermédiaire entre ceux de trois et de cinq ans et d'importance proportionnellement égale à ces derniers, n'est appliqué qu'à un petit nombre de condamnations. En 1906, il n'est guère employé que par le tribunal d'Audenarde.

Les sursis de trois ans et de cinq ans restent d'un usage très fréquent. Ils forment la majeure partie des sursis : en 1902, les 81.1 %; en 1903, les 80.0 %; en 1904, les 77.4 %; en 1905, les 77.5 %; en 1906, les 75.3 %.

Si irrégulière que soit la disposition des chiffres pour l'ensemble des tribunaux, les différences dans la jurisprudence de chacun d'eux sont plus prononcées encore, comme on peut s'en convaincre par la lecture du tableau ci-dessous. Presque tous les tribunaux ont une préférence marquée pour quelques sursis; bien rares sont ceux qui en varient la durée suivant une échelle soigneusement mesurée à la gravité des condamnations.

TRIBUNAUX.	DURÉE DU SURSIS ACCORDÉ : 6 mois et moins.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	NOMBRE TOTAL des condamnations conditionnelles.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	—	209	368	1,015	5	637	2,334
Louvain	—	46	—	273	—	130	449
Nivelles	—	5	10	40	—	274	330
Anvers	16	126	15	1,084	—	328	1,567
Malines	2	30	1	201	—	1	235
Turnhout	1	97	7	255	6	14	380
Mons	—	66	—	341	—	108	515
Charleroi	56	110	18	699	—	440	1,332
Tournai	2	8	—	25	—	564	599
Gand	—	82	76	555	—	545	1,038
Audenarde	—	7	11	50	89	165	322
Termonde	—	24	84	101	—	596	805
Bruges	—	22	114	488	4	83	711
Courtrai	—	2	1	3	—	682	688
Furnes	—	7	5	76	8	173	269
Ypres	—	20	1	25	—	285	340
Liége	51	237	611	202	—	534	1,638
Huy	0	193	71	24	—	7	300
Verviers	24	81	119	39	2	8	273
Tongres	—	51	5	304	—	1	362
Hasselt	—	15	161	207	—	7	390
Arlon	12	5	91	2	—	3	113
Marche	20	66	18	1	—	—	105
Neufchâteau	5	23	86	52	—	1	169
Namur	120	13	1	384	—	72	590
Dinant	40	18	—	250	—	2	310
Totaux	358	1,583	1,870	6,505	114	5,480	15,910

Rechutes survenues pendant la durée du sursis (tableau XXII). — Un des résultats principaux qu'on s'est proposé d'obtenir par l'institution de la condamnation conditionnelle, c'est la diminution de la récidive. Quelques recherches commencées en 1899 sur les résultats de la loi à ce point de vue ont été continuées en 1906. Elles ont pour objet de déterminer combien de condamnés commettent une nouvelle infraction avant l'expiration du sursis qui leur a été accordé.

On donne souvent à ces recherches le nom de « Statistique des rechutes », en attribuant au mot *rechute* le sens spécial de récidive survenue au cours du sursis accordé au délinquant par le jugement de condamnation conditionnelle.

On n'a pas, jusqu'à présent, fait le compte des condamnés conditionnellement qui récidivent après l'expiration de leur terme de sursis.

Avant 1902 la statistique des rechutes avait été dressée en comprenant dans les condamnations formant rechute non seulement les condamnations à une peine correctionnelle, qui seules, avec celles à une peine criminelle, donnent lieu au retrait du sursis, mais également les condamnations à une peine de police; ces dernières avaient fait l'objet d'un relevé distinct.

Depuis 1902 on s'en est tenu aux termes de la loi du 31 mai 1888; il n'a plus été tenu compte des condamnations à une peine de police survenant pendant la durée d'un sursis.

1,748 délinquants condamnés antérieurement à une peine correctionnelle ont encouru, en 1906, une nouvelle condamnation correctionnelle pour une infraction commise avant que le sursis qui leur avait été accordé ne fût expiré. Leur nombre était de 1,568 en 1905, 2,061 en 1904, 1,844 en 1903 et de 1,985 en 1902.

Si l'on rapproche le nombre de ces rechutes du nombre des condamnations conditionnelles à une peine correctionnelle prononcées pendant l'année 1906, on trouve la proportion de 12.81 °/₀ contre 12.96 °/₀ en 1905, 16.93 °/₀ en 1904, 12.84 °/₀ en 1903 et 14.66 °/₀ en 1902.

En 1906, 513 délinquants condamnés antérieurement à une peine de police (les recherches n'ont porté que sur les peines de police inscrites au casier judiciaire) ont encouru une condamnation correctionnelle pour une infraction commise avant l'expiration du sursis.

Appels de police.

(Tableau XX.)

Les prévenus jugés en appel par les tribunaux correctionnels étaient, dans les statistiques antérieures à 1901, compris dans les chiffres des prévenus jugés par ces tribunaux en première instance. Depuis 1901, ils en ont été séparés. Leur nombre s'est élevé, pendant l'année 1906, à 1,667, dont 1,193 prévenus condamnés et 474 prévenus non condamnés. Dans ces chiffres ne sont pas compris 3 individus qui, mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques, se sont pourvus en appel devant le tribunal correctionnel.

La proportion des individus jugés en appel, comme appelants ou intimés, calculée sur le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, est de 18 pour 1,000 des individus renvoyés devant les tribunaux de police par les chambres du conseil du chef d'un délit prévu par le Code pénal; de 13 pour 1,000 des inculpés poursuivis pour une contravention prévue par le Code pénal; de 5 pour 1,000 des inculpés d'un délit ou d'une contravention prévue par une loi ou un règlement spécial. Au total, la proportion est de 9 appelants ou intimés sur 1,000 individus jugés par les tribunaux de police.

Le nombre des affaires de police déférées en appel aux tribunaux de première instance ne montre aucune tendance à se modifier.

Voici à quel chiffre annuel les appels se sont élevés depuis 1892 :

1892. . .	1,195	1897. . .	1,375	1902. . .	1,552
1893. . .	1,920	1898. . .	1,353	1903. . .	1,534
1894. . .	1,287	1899. . .	1,392	1904. . .	1,697
1895. . .	1,245	1900. . .	1,314	1905. . .	1,693
1896. . .	1,379	1901. . .	1,466	1906. . .	1,636

Comme les affaires susceptibles d'appel ont considérablement augmenté pendant cette période, il s'ensuit que, proportionnellement, le nombre des affaires frappées d'appel n'a pas augmenté. Rien, mieux que ces chiffres, ne peut témoigner de la sagesse des magistrats cantonaux : les inculpés comme le ministère public ne réclament que fort rarement l'intervention de la magistrature supérieure.

4. — Cours d'appel.

(Tableaux XXIII a XXV.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel, durant l'année 1906, est de 4,063.

On a maintes fois fait observer que les recours à la juridiction supérieure sont devenus beaucoup plus fréquents qu'ils ne l'étaient en 1885 et en 1890.

Voici, à titre comparatif, les nombres qui expriment le mouvement des affaires jugées par les tribunaux de première instance, d'une part, des affaires déférées aux cours d'appel, d'autre part :

	Affaires jugées par les tribunaux de première instance.	Affaires portées devant les cours d'appel.
	—	—
1885.	31,341	1,955
1890.	33,148	1,994
1895.	34,288	3,331
1900.	39,570	3,412
1905.	38,567	3,563
1906.	43,097	4,063

En comparant, par catégories, les infractions jugées par les cours d'appel durant la période 1881-1885 (1) à celles qui ont été jugées durant l'année 1906, on constate que l'augmentation des appels a été plus forte pour les crimes correctionnalisés et les infractions aux lois spéciales que pour les délits prévus par le Code pénal.

	Moyenne 1881-1885.	1906.	Différence °/₀ en plus.
	—	—	—
Crimes correctionnalisés. .	161	430	167 °/₀
Délits prévus par le Code pénal	1,436	2,916	103 °/₀
Délits prévus par des lois spéciales.	211	556	164 °/₀

(1) C'est la dernière période, avant l'année 1898, où ces recherches aient été faites.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires introduites devant chaque cour depuis 1890 :

ANNÉES.	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	TOTAL.
1890	1,023	582	389	1,994
1895	1,872	816	643	3,331
1900	1,637	1,002	773	3,412
1905	1,606	1,036	921	3,563
1906	1,913	1,080	1,070	4,063

5. — Cours d'assises.

(Tableaux XXVI a XXXIII.)

En 1906, les cours d'assises ont jugé 82 affaires; 79 étaient des affaires criminelles, 3 étaient des délits politiques et de presse.

Le nombre des accusés de crimes, jugés contradictoirement ou par contumace, a été, en 1906, de 107.

L'augmentation très considérable des crimes contre les propriétés qui s'était manifestée en 1905 ne s'est pas maintenue en 1906.

Voici les proportions des accusés pour les années 1905 et 1906 :

	Crimes contre les personnes.	Crimes contre les propriétés.
	—	—
En 1905.	52	48
En 1906	69	31

6. — Conseils de guerre et Cour militaire.

(Tableaux XXXIV a XXXVI.)

Les tableaux concernant la statistique de la justice militaire permettent de se rendre compte de la mesure dans laquelle les juridictions militaires appliquent les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 instituant la condamnation conditionnelle. Cette application a été autorisée par la loi du 15 juin 1899, qui comprend le titre Ier du Code de procédure pénale militaire (art. 34, alinéa 1er).

7. — Cour de cassation.

(Tableau XXXVII.)

La seconde chambre de la cour de cassation a rendu en 1906 552 arrêts. C'est, comparativement à l'année 1905, une diminution de 334 arrêts. Mais le chiffre exceptionnellement élevé de 1905 (886 arrêts) était dû au nombre très considérable des affaires électorales.

Le tableau ci-dessous permet de comparer le nombre des arrêts de chaque espèce rendus pendant la période décennale 1897-1906 :

NATURE DES ARRÊTS.		1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Arrêts statuant au fond, rendus en matière	criminelle	21	23	26	27	20	21	26	24	24	25
	correctionnelle	109	169	146	152	146	145	142	150	160	164
	de police	39	39	42	28	48	52	35	99	49	68
	pénale militaire	22	45	34	20	31	24	27	34	24	19
	de garde civique	0	171	121	200	70	72	64	103	71	45
	de milice	20	15	12	15	27	14	16	15	19	10
	électorale	34	73	134	119	41	55	163	70	480	146
	fiscale	3	—	0	0	4	0	5	11	16	23
Arrêts de désistement		0	4	3	3	2	—	—	3	4	2
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	correctionnelle	1	—	—	—	—	—	—	2	2	2
	de police	—	1	—	—	1	—	1	—	1	3
	autre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrêts statuant sur des demandes concernant	le règlement de juges	16	14	15	22	18	26	22	35	22	24
	l'art. 441 (instr. crim.) et la loi du 27 ventôse an VIII.	2	0	3	0	2	7	5	6	4	13
	l'art. 443 (instr. crim.)	0	2	2	1	—	2	2	4	1	8
	d'autres matières	3	—	—	1	3	1	2	3	—	—
Totaux		389	565	547	612	413	426	510	559	886	552

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1906 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1899-1905. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes par différents jugements, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin de permettre de comparer les résultats de 1906 à ceux de 1898, année dont la statistique ne fait mention que des condamnations individuelles, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

8. — Nombre des condamnés.

(Tableau XXXVIII à XLIV.)

Si, pour faire porter la comparaison sur les neuf années qu'embrasse actuellement la statistique criminelle, on mesure le mouvement de la criminalité au nombre des condamnations individuelles, on obtient le tableau suivant :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1898.	22,904	19,169	42,073	9,339	3,387	12,726	54,799
1899.	24,556	20,933	45,489	10,148	5,674	15,822	59,291
1900.	24,380	21,779	46,159	9,569	5,717	15,286	59,445
1901.	23,732	24,214	49,946	10,039	4,370	14,108	64,344
1902.	25,113	24,126	49,239	10,214	4,870	15,084	64,323
1903.	23,195	24,035	47,230	9,308	4,860	14,168	61,398
1904.	21,455	22,712	44,167	8,921	4,081	13.002	58.069
1905.	21,116	24,835	45,969	8,857	4,829	13,686	57,655
1906.	22,452	24,019	46,471	8,731	5,142	13,893	60,364

Le chiffre des individus condamnés, qui n'a été établi en distinguant le sexe et les antécédents qu'à partir de 1899, donne les résultats que voici, assez différents des premiers :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1899.	25,150	17,445	40,595	9,770	3,143	12,915	53,508
1900.	25,099	18,134	41,233	9,205	3,251	12,454	53,687
1901.	24,227	20.015	44,242	9,597	3,779	13,376	57,618
1902.	23,707	20,238	43,965	9,734	4,089	13,843	57,808
1903.	21,004	20,241	42,145	8,931	4,208	13,139	55,304
1904.	20,410	19,275	39,692	8.610	4,285	12,895	52,587
1905.	20,024	19,334	39,358	8,548	4,141	12,689	52,047
1906.	21,507	20,410	41,717	8,452	4,448	12,880	54,597

Afin de mettre mieux en lumière l'influence que le choix de l'unité exerce sur les mouvements apparents de la criminalité, on a traduit ci-dessous en proportions les mouvements de la criminalité de 1901 à 1902, de 1902 à 1903, de 1903 à 1904, de 1904 à 1905 et de 1905 à 1906, d'après le nombre des condamnations individuelles et celui des condamnés :

	PRIMAIRES.		RÉCIDIVISTES.		TOTAL.		
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et femmes.
Mouvement de 1901 à 1902	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 2.40	+ 1.91	— 0.36	+ 11 21	— 1.41	+ 4.76	— 0.03
Individus condamnés	— 2.14	+ 1.65	+ 1.21	+ 8.20	— 0.62	+ 3.49	+ 0.32
Mouvement de 1902 à 1903	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 7.64	— 8.87	— 0.38	— 0.21	— 4.08	— 6.07	— 4 85
Individus condamnés	— 7 61	— 8.23	— 0.08	+ 2.91	— 4.14	— 4.94	— 4 33
Mouvement de 1903 à 1904	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 7.50	— 4.16	— 5,50	+ 2.40	— 6 40	— 1.88	— 5.42
Individus condamnés	— 6.78	— 3.81	— 4.78	+ 1.83	— 5.81	— 2.01	— 4.91
Mouvement de 1904 à 1905	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 1.11	— 0.72	+ 0.63	— 3.03	— 0.43	— 1.56	— 0.71
Individus condamnés	— 1.03	— 0.72	+ 0.32	— 3.36	— 0.84	— 1.60	— 1 03
Mouvement de 1905 à 1906	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	+ 6.55	— 1.20	+ 5.10	+ 6.48	+ 5.69	+ 1.51	+ 4.70
Individus condamnés	+ 6.47	— 1.36	+ 5.57	+ 6.69	+ 5.99	+ 1.38	+ 4.90

Le tableau ci-dessous montre de combien chaque catégorie d'infractions a augmenté ou diminué d'une année à l'autre :

NATURE des INFRACTIONS.	HOMMES. PRIMAIRES. Année 1905.	Année 1906.	Différence en plus.	Différence en moins.	HOMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1905.	Année 1906.	Différence en plus.	Différence en moins.	FEMMES. PRIMAIRES. Année 1905.	Année 1906.	Différence en plus.	Différence en moins.	FEMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1905.	Année 1906.	Différence en plus.	Différence en moins.
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	8	5	—	3	2	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc	27	40	13	—	14	21	7	—	5	9	4	—	4	2	—	2
Faux en écriture	131	182	31	—	97	138	41	—	40	48	8	—	8	13	5	—
Faux témoignage et faux serment	33	19	—	14	17	13	—	4	5	6	1	—	7	2	—	5
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	227	283	56	—	133	162	27	—	56	47	—	9	17	13	—	4
Crimes et délits contre l'ordre public	2,725	2,883	238	—	3,616	3,803	189	—	473	483	10	—	361	360	—	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	538	570	32	—	834	859	25	—	92	81	—	11	75	51	—	24
Crimes et délits contre l'ordre des familles	250	280	44	—	233	270	37	—	284	303	70	—	112	147	35	—
Crimes et délits contre la moralité publique	617	856	239	—	473	584	111	—	113	130	17	—	68	62	—	6
Meurtre	20	21	1	—	25	28	3	—	10	10	—	0	1	2	1	—
Lésions corporelles volontaires	10,074	10,327	253	—	9,049	9,302	253	—	3,484	3,521	37	—	1,556	1,649	93	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	89	97	8	—	83	106	23	—	3	6	3	—	5	5	—	—
Calomnies et injures	830	818	—	18	560	554	—	6	1,068	1,017	—	51	302	458	66	—
Violation de sépulture	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	—
Vols et maraudages	2,337	2,031	94	—	2.403	2,388	125	—	2,380	2,084	—	296	1,294	1,373	81	—
Banqueroute	43	80	37	—	22	31	9	—	5	14	9	—	3	5	2	—
Escroqueries et abus de confiance	711	844	133	—	572	775	203	—	276	333	57	—	99	132	33	—
Recel	208	261	53	—	269	286	17	—	128	139	11	—	80	84	4	—
Incendie	5	13	8	—	12	11	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	939	997	58	—	854	870	16	—	119	139	20	—	59	87	28	—

Parmi les 54,597 condamnés de 1906, 4,559 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées, au total, à 5,767 contre 5,608 en 1905, 5,482 en 1904, 6,094 en 1903, 6,515 en 1902. Durant chacune de ces années, elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

	1902	1903	1904	1905	1906
Individus condamnés 2 fois pendant l'année	4,031	3,921	3,381	3,668	3,728
Id. 3 *Id.*	680	694	594	575	616
Id. 4 id.	217	173	125	140	143
Id. 5 id.	93	20	41	48	42
Id. 6 id.	20	14	13	11	12
Id. 7 id.	7	5	6	7	8
Id. 8 fois et plus.	8	5	9	5	10

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur ces 5,767 condamnations, 3,918 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 1,849 autres condamnations répétées concernaient des faits commis en 1906, après une condamnation prononcée elle-même en 1906. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 466 hommes et 124 femmes ont été inscrits, en 1906, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (NYPELS, *Législation criminelle de la Belgique*, Comm. II, n° 252.)

9. — Sexe.

(TABLEAU XXXVIII.)

La répartition des condamnés par sexe est sujette à très peu de variations. Le nombre des hommes et des femmes condamnés chaque année se maintient dans un rapport presque aussi constant que celui des individus de chaque sexe existant au sein de la population du pays. Sur 1,000 condamnés, on comptait, en 1902, 239 femmes; en 1903, 238; en 1904, 245; en 1905, 244, et, en 1906, 236.

Quant au taux de la criminalité, en prenant pour base les chiffres de la population fournis par l'*Annuaire statistique* (population au 31 décembre de l'année précédente), on arrive à le fixer comme suit :

Sur 10,000 habitants, on compte :

	Hommes.	Femmes.
1902	130	40
1903	123	38
1904	114	37
1905	112	36
1906	117	36

La répartition par nature de peines est aussi significative, au point de vue de la comparaison entre la criminalité masculine et la criminalité féminine (1).

		1902	1903	1904	1905	1906
Sur 100 condamnés à une peine correctionnelle	hommes	87	87	88	88	87
	femmes	13	13	12	12	13
Sur 100 condamnés à une peine de police	hommes	62	62	61	62	63
	femmes	38	38	39	38	37

Le tableau ci-dessous, dressé dans la même forme que les années précédentes, établit, par nature d'infractions, la répartition qui vient d'être donnée par nature de peines :

NATURE DES INFRACTIONS.	NUMÉROS de la NOMENCLATURE.	NOMBRE DES CONDAMNÉS. Hommes.	Femmes.	SUR 100 CONDAMNÉS. NOMBRE DES Hommes.	Femmes.	Répartition par nature d'infractions de 1,000 hommes condamnés.	Répartition par nature d'infractions de 1,000 femmes condamnées.
	1	2	3	4	5	6	7
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	11	—	100.0	—	0.3	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	2	61	11	84.7	15.3	1.5	0.8
Faux en écritures	3	320	61	84.0	16 0	7.7	4.7
Faux témoignage et faux serment	4	32	8	80.0	20.0	0.8	0.6
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	445	60	88.1	11.9	10.7	4.7
Crimes et délits contre l'ordre public	6, 7, 8	6,788	845	89.0	11.0	162.7	63.5
Id. id. la sécurité publique	9	1,420	132	91.5	8.5	34.2	10.3
Id. id. l'ordre des familles	10, 11, 12, 13, 20	550	510	51.9	48.1	13.2	39.6
Id. id. la moralité publique	14, 15, 17, 18, 19	1,440	192	88.2	11.8	34.5	14.9
Meurtre	21, 22	49	12	80.3	19.7	1.2	0.9
Lésions corporelles volontaires	23, 24, 25, 26	10,620	5,170	79.2	20.8	470.5	401.4
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	203	11	94.7	5.1	4.9	0.8
Calomnies et injures	28, 29	1,372	1,475	48.2	51.8	32.9	114.5
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	32, 33	1	1	50.0	50.0	—	0.1
Vols et maraudages	34, 35, 36	5,219	3,450	60.1	39.9	125.1	268.6
Banqueroute	37	111	10	85.4	14.6	2.6	1.5
Escroqueries et abus de confiance	38, 39	1,619	465	77.7	22.3	38.8	36.1
Recel	40	547	225	71.0	29.0	13.1	17.5
Incendie	41, 42	24	2	92.3	7.7	0.6	0.2
Destructions et dommages	43, 44, 45	1,807	226	89.2	10.8	43.7	17.5
TOTAUX		41,717	126,80	76.4	23.6	1,000.0	1,000.0

(1) Le calcul porte sur les infractions qui donnent lieu à une subdivision par nature de peines dans la statistique criminelle.

10. — Etat civil.

(Tableau XXXIX.)

La répartition des habitants du royaume par état civil, telle qu'elle résulte du recensement effectué le 31 décembre 1900, diffère sensiblement de celle qu'on avait constatée lors du recensement précédent.

Sur 1,000 habitants de chaque sexe âgés de 16 ans au moins, on compte 418 célibataires, 522 mariés (1), 60 veufs ou divorcés parmi les hommes; 377 célibataires, 509 mariées, 114 veuves ou divorcées parmi les femmes.

Les condamnés d'âge correspondant se répartissent dans des proportions très différentes.

Sur 1,000 condamnés âgés de 16 ans au moins (2), il y a :

	Chez les hommes.		
	Célibataires.	Mariés.	Veufs ou divorcés.
En 1902.	545	435	20
En 1903.	543	435	22
En 1904.	536	442	22
En 1905.	534	444	22
En 1906.	532	446	22

	Chez les femmes.		
	Célibataires.	Mariées.	Veuves ou divorcées.
En 1902.	256	695	49
En 1903.	262	692	46
En 1904.	256	699	45
En 1905.	249	708	43
En 1906.	251	711	38

En rapprochant le chiffre des condamnés célibataires, mariés, veufs ou divorcés, des catégories correspondantes de la population, telles que le recensement de 1900 nous les fait connaître, on constate qu'en 1906 :

Sur 1,000 hommes célibataires, il y a eu 24 condamnés.
Id. hommes mariés, il y a eu 16 condamnés.
Id. hommes veufs ou divorcés, il y a eu 7 condamnés.
Sur 1,000 femmes célibataires, il y a eu 4 condamnées.
Id. femmes mariées, il y a eu 8 condamnées.
Id. femmes veuves ou divorcées, il y a eu 2 condamnées.

La grande différence de criminalité que l'on remarque entre les célibataires et les gens mariés et la disposition en sens contraire des chiffres, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, ne doit pas être attribuée uniquement à l'influence qu'exercent sur l'individu le célibat et le mariage. L'âge intervient comme un élément important dans la solution du problème.

A défaut d'un tableau qui donne la répartition des condamnés de chaque âge par état civil, on peut se rendre un compte assez exact de l'influence qu'exerce sur la criminalité chacun des facteurs : âge et état civil, en calculant quelle doit être, d'après le recensement général de la population, la proportion des célibataires et des gens mariés parmi les condamnés de chaque âge. En réunissant pour chaque sexe les chiffres ainsi obtenus et en les comparant aux résultats de la statistique criminelle donnés plus haut, on obtiendra, par voie de différence, une évaluation de la part d'influence qui doit être attribuée à l'état civil sur la criminalité.

Les résultats de ce calcul sont donnés dans le tableau ci-dessous :

AGE.	HOMMES.			FEMMES.		
	PROPORTION des célibataires d'après le recensement.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉS célibataires.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉS mariés, veufs ou divorcés.	PROPORTION des célibataires d'après le recensement.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉES célibataires.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉES mariées, veuves ou divorcées.
16 à moins de 21 ans.	99.2	7,591	61	93.0	1,741	92
21 à id. de 25 id.	82.2	6,503	1,409	67.5	1,274	614
25 à id. de 30 id.	49.8	4,098	4,151	40.8	878	1,275
30 à id. de 35 id.	20.8	1,810	4,286	26.8	557	1,465
35 à id. de 40 id.	21.2	875	3,252	21.1	357	1,239
40 à id. de 45 id.	17.8	500	2,355	18.2	220	990
45 à id. de 50 id.	16.1	330	1,717	17.1	156	758
50 à id. de 55 id.	15.7	192	1,034	16.4	96	492
55 à id. de 60 id.	15.5	112	608	16.1	57	296
60 à id. de 70 id.	15.4	105	580	16.5	46	252
70 ans et plus.	15.5	22	110	16.4	10	53
TOTAL.		22,158	19,550		5,352	7,526

(1) Le recensement n'établit pas de distinction entre les mariés avec enfants et les mariés sans enfants.

(2) Les calculs n'embrassent que les condamnés âgés de 16 ans ou plus. Les condamnés de moins de 16 ans ont été déduits des célibataires. Il ne saurait en résulter d'erreur dans les calculs, puisqu'il n'y avait en Belgique, lors du recensement de 1900, que 82 femmes de moins de 16 ans qui n'étaient pas célibataires. Tous les hommes de moins de 16 ans étaient célibataires.

Il résulte de ces chiffres que, si l'état civil n'exerce aucune influence sur la criminalité, la proportion des mariés, veufs ou divorcés, sur l'ensemble des condamnés, doit être de 465 °/₀₀ pour les hommes, de 589 °/₀₀ pour les femmes.

En réalité, elle est, parmi les condamnés du sexe masculin, comme on vient de le voir, de 468 °/₀₀ et parmi les condamnés du sexe féminin de 749 °/₀₀.

L'influence de l'état civil sur la criminalité masculine se montre donc nulle puisque la différence est insignifiante entre 465 et 468. Pour les femmes, au contraire, la différence est grande entre 589 et 749, elle prouve manifestement l'action défavorable du mariage sur la criminalité féminine.

Pourquoi la vie conjugale exerce-t-elle sur la femme cette influence funeste? *A priori* on serait tenté d'en rechercher la cause dans la misère, dans la tentation que peut éprouver une mère de famille de subvenir par des moyens malhonnêtes aux charges de son ménage, mais il a été constaté (voir statistiques de 1898, 1899, 1900) que cette cause n'est point la vraie, puisque la criminalité n'est pas plus forte chez les femmes ayant des enfants que chez celles qui n'en ont pas. Le tableau ci-dessous, qui répartit les condamnés par état civil et par nature d'infractions, confirme cette constatation en montrant que la criminalité des femmes mariées dépasse davantage celle des célibataires quand il s'agit de délits contre les personnes que lorsqu'il s'agit de délits contre les propriétés.

NATURE DES INFRACTIONS.	HOMMES.			FEMMES.		
	Célibataires.	Veufs ou divorcés.	Mariés.	Célibataires.	Veuves ou divorcées.	Mariées.
Crimes et délits contre l'ordre public	508	24	468	275	65	664
Crimes et délits contre la moralité publique	620	53	547	452	52	516
Lésions corporelles volontaires.	527	16	457	254	30	736
Calomnies et injures	415	28	559	187	46	767
Vols et maraudages.	587	20	595	305	58	639
Escroqueries et abus de confiance.	452	36	512	301	73	626
Destructions et dommages.	673	15	512	207	30	761
EN GÉNÉRAL.	534	22	444	252	39	709

11. — Ivrognerie.

(Tableaux XL et XLVII.)

Avant d'exposer les modifications qui, depuis 1898, se sont produites dans les rapports entre l'ivresse alcoolique et la criminalité, il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement, les seconds une simple appréciation émise par les employés de justice chargés de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont passé de 21,118 en 1899 à 23,244 en 1900, à 27,160 en 1901, à 26,747 en 1902, à 22,916 en 1903, à 22,246 en 1904, à 21,847 en 1905 et à 22,868 en 1906.

A ne prendre que les *condamnations individuelles* (1) encourues par des individus ayant contrevenu à la loi sur l'ivresse publique, on trouve pour chacune de ces années sur 100 *condamnations individuelles :*

	Parmi les primaires	Parmi les récidivistes
	du sexe masculin.	
En 1898	8.66 °/₀	31.17 °/₀
En 1899	10.82 °/₀	36.68 °/₀
En 1900	11.52 °/₀	39.65 °/₀
En 1901	13.39 °/₀	42.03 °/₀
En 1902	13.24 °/₀	42.82 °/₀
En 1903	11.96 °/₀	41.83 °/₀
En 1904	11.06 °/₀	42.08 °/₀
En 1905	11.26 °/₀	41.22 °/₀
En 1906	14.32 °/₀	40.67 °/₀

(1) Ceci afin de pouvoir comparer les chiffres de 1898 à ceux des années suivantes.

L'augmentation du nombre des condamnations a été cette année de 1,021. La baisse qui avait été continue depuis 1902 est donc interrompue. Les femmes résistent beaucoup mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les délits imputables à des personnes atteintes à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie restent nombreux.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. On trouve dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres très suggestifs que voici :

Parmi les condamnés primaires, 23.96 °/₀ des condamnés pour destructions et dommages; 37.01 °/₀ des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 51.84 °/₀ et 65.75 °/₀ d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DE CONDAMNÉS.				PROPORTIONS POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution. . . .	5	*6*	—	—	2	*2*	—	—	40.00	*33.33*	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	40	*21*	9	*2*	1	*1*	—	—	2.50	*4.76*	—	—
Faux en écritures	182	*138*	48	*15*	1	—	—	—	0.55	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	19	*13*	6	*2*	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	283	*162*	47	*13*	16	*14*	—	—	5.65	*8.64*	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public . . .	2,985	*3,805*	485	*360*	960	*1,601*	20	*45*	32.18	*42.08*	6.00	*12.50*
Id. id. la sécurité publique.	570	*859*	81	*51*	87	*126*	—	—	15.26	*14.67*	—	—
Id. id. l'ordre des familles .	280	*270*	303	*147*	—	*2*	—	—	—	*0.74*	—	—
Id. id. la moralité publique.	836	*584*	130	*62*	74	*114*	7	7	8.04	*19.52*	5.38	*11.29*
Meurtre	21	*28*	10	*2*	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	10,327	*9,302*	3,521	*1,619*	658	*868*	10	*13*	6.37	*9.33*	0.28	*0.78*
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	97	*106*	6	*5*	12	*10*	—	—	12.37	*9.43*	—	—
Calomnies et injures	818	*554*	1,017	*458*	21	*31*	3	*4*	2.57	*5.59*	0.30	*0.87*
Violation de sépulture	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	2,631	*2,588*	2,084	*1,375*	11	*31*	—	*3*	0.42	*1.19*	—	*0.21*
Banqueroute.	80	*31*	14	*5*	—	*1*	—	—	—	*3.23*	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	844	*775*	333	*132*	1	*3*	1	—	0.12	*0.39*	0.30	—
Recel	201	*286*	130	*84*	—	*3*	2	—	—	*1.05*	1.44	—
Incendie	13	*11*	2	—	1	—	—	—	7.69	—	—	—
Destructions et dommages.	997	*870*	139	*87*	185	*210*	3	*4*	18.56	*24.15*	2.16	*4.59*
TOTAUX DU TABLEAU.	21,307	20.410	8,432	4,448	2,030	3,017	55	76	9.52	14.73	0.65	1.70
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	22,452	24,019	8,751	5,142	2,147	3,585	62	98	9.56	14.93	0.71	1.87

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	5	*6*	—	—	2	*5*	—	—	40.00	*83.33*	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	40	*21*	9	*2*	3	*7*	1	—	7.50	*33.33*	11,11	—
Faux en écritures.	182	*138*	48	*13*	4	*25*	1	—	2.20	*18.12*	2.08	—
Faux témoignage et faux serment.	19	*13*	6	*2*	—	*2*	—	—	—	*15.38*	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	283	*162*	47	*13*	23	*71*	—	*1*	8.13	*43.83*	—	*7.69*
Crimes et délits contre l'ordre public. . . .	2,985	*3,805*	483	*360*	1,030	*2,482*	34	*76*	34.83	*65.23*	7.04	*21.11*
Id. id. la sécurité publique .	570	*859*	81	*51*	85	*344*	1	*8*	14.91	*40.05*	1.23	*15.69*
Id. id. l'ordre des familles .	280	*270*	303	*147*	24	*85*	5	*8*	8.57	*31.48*	1.38	*5.44*
Id. id. la moralité publique.	836	*584*	130	*62*	108	*284*	12	*12*	12.62	*48.65*	9.23	*19.35*
Meurtre	21	*28*	10	*2*	—	*2*	—	—	—	*7.14*	—	—
Lésions corporelles volontaires.	10,327	*9,302*	3,521	*1,619*	878	*2,345*	29	*90*	8.50	*25.21*	0.82	*5.56*
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	97	*106*	6	*5*	13	*52*	—	—	13.40	*49.06*	—	—
Calomnies et injures	818	*554*	1,017	*458*	42	*179*	8	*57*	5.13	*32.31*	0.79	*12.45*
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	2,631	*2,588*	2,084	*1,375*	113	*905*	14	*52*	4.29	*34.97*	0.67	*3.78*
Banqueroute.	80	*31*	14	*5*	1	*9*	—	—	1.25	*29.03*	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	844	*775*	333	*132*	50	*218*	4	*7*	5.92	*28.13*	1.20	*5.30*
Recel	201	*286*	130	*84*	16	*85*	2	*6*	6.13	*29.72*	1.44	*7.14*
Incendie	13	*11*	2	—	1	*4*	—	—	7.69	*36.36*	—	—
Destructions et dommages.	997	*870*	139	*87*	199	*429*	12	*9*	19.96	*49.31*	8.63	*10.34*
TOTAUX DU TABLEAU.	21,307	20,410	8,432	4,448	2.592	7,533	123	326	12.17	36.91	1.46	7.33
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	22,452	24 019	8,751	5,142	2,800	9,564	132	400	12.47	39.82	1.51	7.78

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
					NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
	HOMMES.		FEMMES.		Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution . . .	5	6	—	—	2	5	—	—	40.00	83.33	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	40	21	9	2	3	7	1	—	7.50	33.33	11.11	—
Faux en écritures	182	158	48	13	5	25	1	—	2.75	18.11	2.08	—
Faux témoignage et faux serment. . . .	19	13	6	2	—	2	—	—	—	15.38	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	283	162	47	13	25	72	—	1	8.83	44.44	—	7.69
Crimes et délits contre l'ordre public . . .	2,985	3,805	485	360	1,104	2,502	35	76	37.01	65.75	7.23	21.11
Id. id. la sécurité publique.	570	859	81	51	105	353	1	8	18.07	41.09	1.23	15.69
Id. id. l'ordre des familles.	280	270	305	147	24	83	5	8	8.57	31.48	1.58	5.44
Id. id. la moralité publique.	856	584	150	62	119	286	15	12	15.90	48.97	10.00	19.35
Meurtre	21	28	10	2	—	2	—	—	—	7.14	—	—
Lésions corporelles volontaires.	10.327	9,302	3,321	1,649	1,124	2,465	31	93	10.88	26.48	0.88	5.64
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	97	106	6	5	18	52	—	—	18.56	49.06	—	—
Calomnies et injures	818	551	1,017	458	40	186	8	57	5.90	33.57	0.79	12.45
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	2,651	2,588	2,084	1,375	117	908	14	52	4.45	35.08	0.50	3.78
Banqueroute	80	51	14	3	1	9	—	—	1.25	29.05	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	844	775	333	152	31	218	4	7	6.01	28.13	1.20	5.30
Recel	261	286	139	81	16	85	2	6	6.13	29.72	1.44	7.14
Incendie	13	11	2	—	2	4	—	—	15.38	36.36	—	—
Destructions et dommages.	997	870	139	87	259	451	12	9	25.96	51.84	8.63	10.34
TOTAUX DU TABLEAU.	21,307	20,410	8,432	4,448	3,002	7,715	127	329	14.09	37.80	1.51	7.40
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	22,452	24,019	8,751	5,142	3,215	9,768	136	403	14.32	40.66	1.55	7.83

12. — Age.

(TABLEAU XLI.)

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis proportionnellement au nombre pour chaque âge.

AGE.	HOMMES.						FEMMES.					
	1905			1906			1905			1906		
	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.
Moins de 16 ans	114	5	119	162	5	167	25	—	23	27	1	28
De 16 à moins de 18 ans . .	1,603	194	1,797	1,708	189	1,897	557	36	573	547	32	579
De 18 id. 21 ans . .	3,830	1,464	5,294	4,107	1,481	5,588	1,008	213	1,221	1,036	190	1,226
De 21 id. 25 ans . .	4,261	3,444	7,705	4,455	3,470	7,914	1,240	520	1,769	1,362	526	1,888
De 25 id. 30 ans . .	3,510	4,430	7,949	3,655	4,896	8,229	1,392	688	2,080	1,376	777	2,153
De 30 id. 35 ans . .	2,142	3,299	5,441	2,393	3,712	6,105	1,266	757	2,023	1,175	827	2,002
De 35 id. 40 ans . .	1,468	2,309	3,777	1,580	2,547	4,127	935	637	1,572	957	639	1,596
De 40 id. 45 ans . .	1,013	1,702	2,715	1,104	1,758	2,862	711	504	1,215	668	542	1,210
De 45 id. 50 ans . .	715	1,116	1,831	809	1,238	2,047	577	365	942	496	418	914
De 50 id. 55 ans . .	529	659	1,188	553	675	1,226	384	200	584	338	250	588
De 55 id. 60 ans . .	336	373	729	353	367	720	224	120	344	226	127	353
De 60 id. 70 ans . .	381	287	668	382	303	685	199	88	287	194	84	278
De 70 ans et plus	88	52	140	80	61	141	42	13	55	48	15	63
Age inconnu.	5	—	5	8	1	9	1	—	1	2	—	2

AGE.	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 hommes.		RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 femmes.	
	1905	1906	1905	1906
Moins de 16 ans	5.0	4.0	1.8	2.2
De 16 à moins de 18 ans	45.7	45.8	45.2	44.0
De 18 id. 21 ans	134.8	134.0	96.3	95.2
De 21 id. 25 ans	193.8	189.7	139.4	146.6
De 25 id. 30 ans	202.0	197.3	163.9	167.2
De 30 id. 35 ans	136.2	146.3	159.4	155.4
De 35 id. 40 ans	96.0	98.9	123.9	123.9
De 40 id. 45 ans	69.0	68.6	95.8	93.9
De 45 id. 50 ans	46.5	49.1	74.2	71.0
De 50 id. 55 ans	30.2	29.4	46.0	45.7
De 55 id. 60 ans	18.5	17.3	27.1	27.4
De 60 id. 70 ans	17.0	16.4	22.6	21.6
De 70 ans et plus	3.6	3.4	4.4	4.9

Ces tableaux ont sans doute leur intérêt. Mais ils ne deviennent vraiment expressifs que par la comparaison avec l'état de la population générale. Le nombre des condamnés divisé selon les âges doit être mis en regard des catégories formées parmi les habitants du royaume.

Déjà, en 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 on avait rapproché les chiffres que donne la statistique criminelle de ceux que fournissait le recensement général de 1900. On a fait la même opération cette année en tenant compte de l'augmentation de la population au cours de 1905. Les chiffres de 1900 ont été augmentés de cinq fois la moyenne annuelle de l'accroissement de la population constatée de 1890 à 1900.

AGE.	HOMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population masculine nombre des			FEMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population féminine, nombre des		
	condamnés primaires.	condamnés récidivistes.	condamnés primaires et récidivistes réunis	condamnées primaires.	condamnées récidivistes.	condamnées primaires et récidivistes réunies.
1	2	3	4	5	6	7
16 à moins de 18 ans.	12.9	1.4	14.3	4.1	0.2	4.3
18 id. 21 ans.	20.7	7.5	28.2	5.2	1.0	6.2
21 id. 25 ans.	17.3	13.6	30.9	5.5	2.1	7.4
25 id. 30 ans.	12.1	15.4	27.5	4.6	2.6	7.2
30 id. 35 ans.	9.2	14.3	23.5	4.6	3.2	7.8
35 id. 40 ans.	6.9	11.1	18.0	4.1	2.9	7.0
40 id. 45 ans.	5.5	8.7	14.2	3.3	2.6	5.9
45 id. 50 ans.	5.2	7.9	13.1	3.1	2.6	5.7
50 id. 55 ans.	4.2	5.0	9.2	2.4	1.7	4.1
55 id. 60 ans.	2.6	2.7	5.3	1.6	0.9	2.5
60 id. 70 ans.	2.1	1.6	3.7	0.9	0.4	1.3
70 ans et plus.	0.7	0.5	1.2	0.3	0.1	0.4

Le maximum de la criminalité masculine est atteint entre les âges de 21 et 25 ans. Pour les primaires, si l'âge de 18 à 21 ans est l'époque spécialement critique, celui qui va de 18 à 30 ans constitue tout entier une période périlleuse. Quant aux récidivistes, c'est entre 25 et 35 ans que sont les chiffres les plus forts.

Le nombre des récidivistes, comparé à celui des condamnés primaires, est plus faible de 18 à 25 ans, mais plus fort de 25 à 60 ans.

La criminalité féminime atteint, en 1906, son maximum entre 30 et 35 ans. La période qui s'étend de la vingt-et-unième à la quarantième année est la plus chargée; elle renseigne les proportions les plus fortes. Il est à noter que, chez les femmes, à aucun moment, les récidivistes ne l'emportent sur les primaires; la différence entre les deux groupes est très sensible.

13. — Répartition géographique des condamnés.

(Tableau XLIII.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pas été simultanées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis. On trouvera dans le tableau ci-dessous, pour chaque arrondissement judiciaire, la relation, d'une part entre le chiffre de la population masculine et celui des hommes condamnés, d'autre part entre le chiffre de la population féminine et celui des femmes condamnées.

Population au 31 décembre 1905.

ARRONDISSEMENTS.	HOMMES primaires. °/₀₀	HOMMES récidivistes. °/₀₀	TOTAL. °/₀₀	FEMMES primaires. °/₀₀	FEMMES récidivistes. °/₀₀	TOTAL. °/₀₀
Bruxelles	7.3	7.3	14.6	2.4	1.2	3.6
Louvain	4.1	3.7	7.8	1.7	1.0	2.7
Nivelles	5.0	4.2	9.2	2.6	1.2	3.8
Anvers	7.2	6.8	14.0	2.6	1.2	3.8
Malines	4.7	4.0	8.7	1.6	0.6	2.2
Turnhout	6.0	7.0	13.0	1.8	0.8	2.6
Mons	5.7	5.1	10.8	3.6	2.6	6.2
Charleroi	7.2	8.3	15.5	4.2	3.2	7.4
Tournai	5.7	4.4	10.1	1.8	0.7	2.5
Gand	6.4	7.7	14.1	2.1	0.9	3.0
Audenarde	3.9	3.2	7.1	1.0	0.3	1.3
Termonde	6.0	5.1	11.1	1.3	0.5	1.8
Bruges	6.0	5.8	11.8	1.7	0.8	2.5
Courtrai	6.3	8.2	14.5	1.9	0.7	2.6
Furnes	6.6	6.8	13.4	1.6	0.8	2.4
Ypres	5.6	5.5	11.1	1.7	0.8	2.5
Liége	5.7	4.6	10.3	2.8	1.6	4.4
Huy	3.3	2.2	5.5	2.7	1.4	4.1
Verviers	4.4	3.5	7.9	1.5	0.5	2.0
Tongres	5.6	4.4	10.0	1.8	0.9	2.7
Hasselt	5.1	3.8	8.9	2.7	0.9	3.6
Arlon	6.0	5.0	11.0	1.6	0.6	2.2
Marche	4.2	2.4	6.6	1.0	0.4	1.4
Neufchâteau	5.8	3.7	9.5	1.8	0.4	2.2
Namur	5.6	5.4	11.0	3.1	1.9	5.0
Dinant	5.0	3.4	8.4	2.0	0.7	2.7
Le Royaume	6.0	5.7	11.7	2.3	1.2	3.5

Rangés par ordre décroissant de criminalité, les divers arrondissements se placent dans l'ordre suivant :

Condamnés par 1,000 habitants. — Hommes.		Femmes.	
Charleroi	15.5	Charleroi	7.4
Bruxelles	14.6	Mons	6.2
Courtrai	14.5	Namur	5.0
Gand	14.1	Liége	4.4
Anvers	14.0	Huy	4.1
Furnes	13.4	Nivelles et Anvers	3.8
Turnhout	13.0	Bruxelles et Hasselt	3.6
Bruges	11.8	Gand	3.0
Termonde et Ypres	11.1	Louvain, Tongres et Dinant	2.7
Arlon et Namur	11.0	Turnhout et Courtrai	2.6
Mons	10.8	Tournai, Bruges et Ypres	2.5
Tournai	10.1	Furnes	2.4
Liége	10.3	Malines, Arlon et Neufchâteau	2.2
Tongres	10.0	Verviers	2.0
Neufchâteau	9.5	Termonde	1.8
Nivelles	9.2	Dinant	8.4
Hasselt	8.9	Verviers	7.9
Malines	8.7	Louvain	7.8
		Audenarde	7.1
		Marche	6.6
		Huy	5.5
		Marche	1.4
		Audenarde	1.3

Il convient de renouveler la remarque faite les années précédentes.

Les coefficients qui précèdent n'étant établis que sur les condamnations prononcées pendant une année ne peuvent être considérés comme l'expression précise de l'état moral des différents arrondissements. L'activité plus ou moins grande des tribunaux peut accroître dans une certaine mesure le nombre des condamnés. Aussi convient-il, pour écarter l'influence de cet élément étranger, de ne baser de conclusion que sur les chiffres réunis de plusieurs années. Telles qu'elles sont, les séries ci-dessus données sont intéressantes. Elles montrent que, dans un même arrondissement, la criminalité féminine et la criminalité masculine ont un aspect tout différent et elles prouvent, par les divergences qui existent entre les arrondissements appartenant à une même région, combien est complexe le problème de l'influence du milieu sur la criminalité.

14. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

(Tableau XLIV.)

La récidive a été étudiée sous son double aspect d'intensité et de qualité, d'une façon identique pour les années 1899 à 1906. Les chiffres de ces années sont donc comparables et l'on peut, en les rapprochant, d'un côté vérifier l'exactitude des rapports et des proportions précédemment calculés, de l'autre apercevoir les modifications qui se sont produites dans la répartition des récidivistes par degré et par groupe.

I. — Contrairement à ce qui s'était produit en 1905, la proportion des condamnés primaires, pour les hommes, est en légère augmentation ; pour les femmes, elle a diminué. Elle atteint chez les premiers 51.07 contre 50.87 en 1905, 51.44 en 1904, 51.97 en 1903, 53.92 en 1902, 54.76 en 1901, 56.02 en 1900, 57.02 en 1899 ; chez les secondes 65.47 contre 67.36 en 1905, 66.77 en 1904, 68.02 en 1903, 70.46 en 1902, 71.74 en 1901, 73.89 en 1900, 75.64 en 1899.

Récidivistes.

1906.		Primaires	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes	Chiffres absolus	21.307	7.030	4.075	2 274	1.380	1.110	745	601	428	370	1.370
	Proportions	*51.07*	*18.36*	*9.77*	*5.45*	*3.79*	*2.66*	*1.78*	*1.44*	*1.03*	*0.89*	*3.76*
Femmes	Chiffres absolus	8.432	2.257	888	466	279	185	99	68	57	45	158
	Proportions	*65.47*	*17.52*	*6.89*	*3.62*	*2.17*	*1.19*	*0.77*	*0.53*	*0.44*	*0.35*	*1.07*

Récidivistes.

1905.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà
Hommes.	Chiffres absolus	20.021	7.344	3.770	2.214	1.482	1.017	745	555	388	336	1.456
	Proportions	*50.87*	*18.65*	*9.60*	*5.62*	*3.76*	*2.58*	*1.89*	*1.40*	*0.98*	*0.90*	*3.69*
Femmes.	Chiffres absolus	8.548	2.077	900	445	196	158	100	74	56	33	140
	Proportions	*67.36*	*16.36*	*7.09*	*3.50*	*1.54*	*1.08*	*0.78*	*0.58*	*0.28*	*0.27*	*1.40*

Récidivistes.

1904.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	20.419	7.368	3.853	2.224	1.469	945	752	536	416	319	1.431
	Proportions	*51.44*	*18.56*	*9.64*	*5.60*	*3.70*	*2.37*	*1.84*	*1.35*	*1.04*	*0.80*	*3.60*
Femmes.	Chiffres absolus	8.010	2.240	925	404	227	147	85	51	50	29	120
	Proportions	*66.77*	*17.37*	*7.17*	*3.13*	*1.76*	*1.13*	*0.64*	*0.39*	*0.38*	*0.22*	*1.00*

Récidivistes.

1903.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	21.904	7.928	4.011	2.316	1.473	1 077	711	555	418	298	1,396
	Proportions	*51.97*	*18.81*	*9.58*	*5.56*	*3.49*	*2.55*	*1.68*	*1.31*	*0.99*	*0.70*	*3.31*
Femmes.	Chiffres absolus	8 031	2.287	812	408	218	135	91	63	40	27	118
	Proportions	*68.02*	*17.37*	*6.17*	*3.10*	*1.64*	*1.02*	*0.69*	*0.49*	*0.37*	*0.20*	*0.89*

Récidivistes.

1902.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	23,707	8,123	4,014	2,333	1,318	1,028	744	529	393	285	1,280
	Proportions	*53.92*	*18.47*	*9.12*	*5.31*	*3.45*	*2.33*	*1.69*	*1.20*	*0.89*	*0.64*	*2.93*
Femmes.	Chiffres absolus	9,734	2,185	811	405	255	147	75	51	30	30	118
	Proportions	*70.46*	*15.76*	*5.85*	*2.92*	*1.68*	*1.06*	*0.54*	*0.36*	*0.21*	*0.26*	*0.85*

Récidivistes.

1901.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	24 227	8,018	4,134	2,100	1,441	992	735	534	399	269	1,297
	Proportions	*54.76*	*18.12*	*9.34*	*4.96*	*3.25*	*2.24*	*1.66*	*1.20*	*0.90*	*0.60*	*2.93*
Femmes.	Chiffres absolus	9,397	2,065	777	503	194	128	64	40	30	26	92
	Proportions	*74.74*	*15.42*	*5.80*	*2.72*	*1.45*	*0.95*	*0.47*	*0.29*	*0.22*	*0.19*	*0.68*

Récidivistes.

1900.		Primaires	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	25,099	7,481	5,346	2,080	1,508	870	651	449	300	256	1,172
	Proportions	*56.02*	*18.04*	*8.59*	*5.03*	*3.17*	*2.13*	*1.57*	*1.08*	*0.71*	*0.62*	*2.81*
Femmes.	Chiffres absolus	9,205	1,808	667	515	157	89	58	33	25	17	82
	Proportions	*75.89*	*14.51*	*5.35*	*2.52*	*1.26*	*0.71*	*0.46*	*0.28*	*0.18*	*0.15*	*0.63*

Récidivistes.

1899.		Primaires.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus	25.150	7,220	5,562	2.008	1,258	845	597	425	315	244	984
	Proportions	*57.02*	*17.80*	*8.77*	*4.97*	*3.01*	*2.07*	*1.47*	*1.04*	*0.77*	*0.60*	*2.42*
Femmes.	Chiffres absolus	9,770	1,758	655	286	156	80	45	47	20	20	91
	Proportions	*75.64*	*15.61*	*5.05*	*2.21*	*1.05*	*0.61*	*0.34*	*0.36*	*0.15*	*0.22*	*0.70*

La probabilité avec laquelle un condamné récidivera à nouveau a été calculée cette année encore, et les chiffres des années antérieures ont été rappelés.

	Hommes.								Femmes.							
	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906
Les récidivistes au 1er degré sont aux condamnés primaires dans la proportion de	51.2	52.5	55.09	54.26	56.19	56.03	56.68	55.9	17.9	19.6	21.49	22.58	23.53	26.02	24.50	26.7
Les récidivistes au 2e degré sont aux récidivistes au 1er degré dans la proportion de	49.2	47.4	51.55	49.41	51.97	52.05	51.46	51.9	37.1	36.8	37.66	37.15	35.50	41.20	45.55	39.7
Les récidivistes au 3e degré sont aux récidivistes du 2e degré dans la proportion de	56.5	58.8	55.12	58.16	58.05	58.00	58.59	55 8	45.7	47.2	46.07	49.05	50.24	45.68	49.41	52 4
Les récidivistes au 4e degré sont aux récidivistes au 3e degré dans la proportion de	61.6	62.7	65.01	65.01	62.78	63.05	70.10	71.2	47.5	49.8	55.15	57.53	52.01	56.19	44.01	59.8
Les récidivistes au 5e degré sont aux récidivistes au 4e degré dans la proportion de	69.6	67.2	68.84	67.72	73.12	64.19	68.62	70.2	58.8	58.6	65.07	65.09	62.50	64.76	70.41	51.8
Les rédicivistes au 6e degré sont aux récidivistes au 5e degré dans la proportion de	70.8	74.0	74.09	72.37	66.01	70.53	75.23	66.9	»	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 7e degré sont aux récidivistes au 6e degré dans la proportion de	70.8	68.0	72.75	71.10	77.77	74.59	74.23	88.8	»	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 8e degré sont aux récidivistes au 7e degré dans la proportion de	74.4	68.1	74.71	74.29	75.58	77.61	70.16	71.2	»	»	»	»	»	»	»	»
Les récidivistes au 9e degré sont aux récidivistes au 8e degré dans la proportion de	77.4	85.6	67.41	72.51	71.29	76.68	91.75	86.4	»	»	»	»	»	»	»	»

15. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par localités et par mois.

(Tableau XLV.)

On a continué, en 1906, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dite, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour un autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1906 ont été au nombre de 73,836, commises par 54,597 délinquants. Les chiffres de 1905 avaient été de 69,228 infractions pour 52,047 délinquants ; les chiffres de 1904 de 69,502 infractions pour 52,587 condamnés ; les chiffres de 1903 de 73,483 infractions pour 55,304 condamnés; les chiffres de 1902 de 76,864 infractions pour 57,808 condamnés. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée est, en 1906, de 1.35; il avait été de 1.33 en 1905, de 1.32 en 1904, de 1.33 en 1903 et en 1902.

37,090 infractions furent commises par des condamnés primaires, 36,746 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 49.2 ont été commises par des récidivistes. En 1905 la proportion était de 49.2; en 1904 de 49.6; en 1903 de 48.8; en 1902 de 46.5.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 30,329 (1) condamnés, 37,090 infractions = 1.22 infraction par condamné (1.21 en 1905, 1.18 en 1904, 1.19 en 1903, 1.20 en 1902).

Récidivistes : 24,858 condamnés, 36,746 infractions = 1.48 infraction par condamné (1.45 en 1905, 1.47 en 1904, 1903 et 1902).

II. — Pour la répartition des infractions individuelles suivant l'importance des communes où elles ont été commises, on a rangé les communes du royaume en quatre catégories, ainsi disposées :

	Population totale au 31 décembre 1904.	Proportion °/₀ de la population du royaume.
	—	—
1re catégorie : communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants au moins	1,302,684	18.41
2e catégorie : communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants .	531,805	7.52
3e catégorie : communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants . .	982,945	13.89
4e catégorie : communes de moins de 10,000 habitants	4,257,476	60.18

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 29,739 condamnés primaires (tableau XXXVIII, col. 7) 590 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année 1906. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

Le nombre d'infractions individuelles commises par les individus condamnés en 1906 a été, dans chacune de ces catégories de communes, de :

1re catégorie :	19,842	infractions ou	152	par 10,000	habitants.
2e id.	7,508	id.	141	id.	id.
3e id.	13,223	id.	135	id.	id.
4e id.	32,603	id.	77	id.	id.

Ces chiffres avaient été en 1905 de :

1re catégorie :	15,927	infractions ou	124	par 10,000	habitants.
2e id.	7,215	id.	137	id.	id.
3e id.	12,530	id.	131	id.	id.
4e id.	32,807	id.	78	id.	id.

En 1904 de :

1re catégorie :	15,175	infractions ou	121 (1)	par 10,000	habit.
2e id.	7,731	id.	147	id.	id.
3e id.	12,033	id.	130	id.	id.
4e id.	33,717	id.	81	id.	id.

En 1903 de :

1re catégorie :	18,358	infractions ou	149	par 10,000	habitants.
2e id.	6,816	id.	131	id.	id.
3e id.	13,530	id.	151	id.	id.
4e id.	33,850	id.	82	id.	id.

En 1902 de :

1re catégorie :	17,392	infractions ou	136	par 10,000	habitants.
2e id.	7,209	id.	146	id.	id.
3e id.	13,793	id.	160	id.	id.
4e id.	37,533	id.	89	id.	id.

Quant on compare les résultats de 1906 avec ceux de 1905, on remarque une très forte hausse dans la catégorie des communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus, et une augmentation légère dans les catégories des communes de 25,000 à moins de 100,000 et de 10,000 à moins de 25,000 habitants.

Le chiffre de la catégorie des communes de moins de 10,000 habitants est le plus bas qui ait été relevé depuis 1899.

1902 :	76,864	infractions ou	113	par 10,000	habitants.
1903 :	73,483	id.	108	id.	id.
1904 :	69,502	id.	101	id.	id.
1905 :	69,228	id.	99	id.	id.
1906 :	73,836	id.	104	id.	id.

La proportion de 1905 indique que le mouvement de régression qui s'était produit depuis 1902 est interrompu.

Les tableaux ci-dessous montrent de combien les infractions qui entraînent un nombre élevé de condamnations ont varié en nombre, d'abord dans l'ensemble du pays, puis dans chaque catégorie de communes :

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉES. 1902	1903	1904	1905	1906	Augmentation de 1905 à 1906.	Diminution de 1905 à 1906.
Faux en écritures	415	474	545	721	829	108	—
L'usurpation de fonctions, de titre ou de nom	804	965	892	919	1,030	111	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	12,587	10,706	9,557	10,308	10,577	269	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	2,750	2,592	2,402	2,574	2,518	144	—
Crimes et délits contre la moralité publique	1,796	1,706	1,771	1,805	2,464	601	—
Adultère et bigamie	680	822	849	816	933	117	—
Lésions corporelles volontaires	32,626	31,869	30.167	29,418	30,848	1,430	—
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	218	277	201	257	292	45	—
Calomnies et injures	3,871	3,351	3,352	3.351	3,487	136	—
Vols et maraudages	12,572	11,476	11,171	11,590	12,175	585	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	3,078	3,065	3 252	2,950	3,664	714	—
Recel	1,017	972	905	967	981	14	—
Destructions et dommages	4,198	4.050	3,642	3,527	3,487	160	—

(1) La publication de 1905 (p. xxxvi) porte par suite d'une erreur de typographie : 149. Il faut lire : 121.

NATURE des INFRACTIONS (1).	NUMÉROS de la nomenclature.	NOMBRE D'INFRACTIONS PAR 10,000 HABITANTS dans les communes de 100,000 habitants et plus.					25,000 à moins de 100,000 habitants.					10,000 à moins de 25,000 habitants.					moins de 10,000 habitants.				
		1902	1903	1904	1905	1906	1902	1903	1904	1905	1906	1902	1903	1904	1905	1906	1902	1903	1904	1905	1906
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers . .	7, 8	52	51	25	27	23	29	25	25	25	24	26	21	16	19	19	11	9	9	9	9
Outrage aux mœurs . . .	18, 19	2	5	5	2	4	2	2	5	4	4	2	2	2	2	5	1	0,8	1	1	1
Adultère.	20	5	5	5	5	4	2	1	5	2	2	2	5	2	2	2	0,5	0,3	0,4	0,4	0,5
Lésions corporelles volontaires	25, 24, 25	47	51	45	45	48	62	56	61	52	58	70	70	60	59	62	42	39	38	37	36
Calomnies et injures. . .	28, 29	6	6	6	6	6	7	7	6	5	6	8	6	6	7	6	5	4	4	4	4
Vols et maraudages . . .	54, 55, 56	22	23	18	19	28	19	17	20	21	21	27	25	21	22	22	15	15	14	14	12
Vols et maraudages punis d'une peine correctionnelle :	55	20	24	17	18	26	16	14	16	18	16	14	12	10	10	12	6	6	6	6	6
Vols et maraudages punis d'une peine de police. .	56	1	0,9	0,9	1	1	5	5	4	3	5	14	11	11	11	10	9	7	8	8	6
Escroqueries et abus de confiance	58, 59	10	12	9	9	15	7	7	12	8	7	4	5	4	5	4	2	2	1	2	2
Destructions et dommages.	44, 45	4	4	5	5	5	6	5	6	4	5	9	10	7	7	8	6	6	5	5	5

16 — Nombre des infractions commises pendant l'année 1903.

(Tableau XLVI.)

Un tableau donne le nombre complet des infractions *commises* pendant une année déterminée. C'est en 1902, pour la première fois, que pareil tableau a pu être dressé, et cela relativement à l'année 1899, parce que l'époque où une infraction est jugée suit quelquefois d'assez loin celle où elle a été commise; les tribunaux statuent parfois à la limite extrême du délai de prescription.

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles *commises* pendant l'année 1903, qu'elles aient été *jugées* en 1903 ou qu'elles l'aient été en 1904, 1905, 1906.

Voici le tableau comparatif des années 1899 à 1903 (2) :

INFRACTIONS.		1re Catégorie.			2e Catégorie.			3e Catégorie.			4e Catégorie.			Total des 4 catégories.		
		Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
1899	En commises.	8,301	*9,467*	17,858	2,757	*2,914*	5,651	5,862	*5,255*	11,097	21,522	*14,055*	35,557	58,512	*51,651*	70,163
	jugées . .	8,862	*8,933*	17,795	2,807	*2,774*	5,581	6,027	*5,077*	11,104	21,775	*13,643*	35,418	59,469	*50,429*	69,898
1900	En commises	9,485	*9,498*	18,983	3,420	*3,299*	6,720	7,501	*6,053*	13,356	21,872	*14,781*	36,656	42,088	*33,627*	75,715
	jugées . .	8,252	*8,910*	17,142	2,925	*2,942*	5,867	6,161	*5,454*	11,615	20,673	*15,895*	34 568	57,991	*51,201*	69,192
1901	En commises.	9,600	*9,835*	18,835	3,553	*3,445*	6,973	6,985	*6,109*	13,394	21,770	*15,657*	37,416	41,291	*33,521*	76,618
	jugées . .	8,886	*9,860*	18,746	3,610	*3,439*	7,049	7,435	*6,395*	13,830	21,592	*15,761*	37,316	41,495	*33,458*	76,941
1902	En commises.	8,722	*9,495*	18,217	3,269	*3,843*	7,112	6,586	*6,329*	12,915	20,201	*15,414*	35,615	38,578	*33,281*	73,859
	jugées . .	8,695	*8,699*	17,392	3,303	*3,996*	7,299	6,911	*6,882*	13,793	21,610	*15,893*	37 533	40,657	*33,580*	76.017
1903	En commises.	7,527	*8,836*	15,563	3,502	*3 719*	7,081	6,260	*6,408*	12,668	18,206	*14,902*	33,108	55,135	*53,865*	68,420
	jugées . .	8,728	*9,630*	18,358	3,243	*3,571*	6,816	6,609	*6,921*	13,530	18,616	*15,251*	33,850	37,108	*33,556*	72,554

(1) Pour ne pas compliquer ce tableau, on n'y a inscrit que les infractions dont la répartition par commune a semblé présenter le plus d'intérêt. Il est aisé de le compléter en utilisant les chiffres du tableau XLV.

(2) Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

Le total des infractions commises et celui des infractions jugées différaient très peu pour l'année 1899 ainsi que pour l'année 1901 et cette similitude des chiffres s'observait même en ce qui concerne les quatre catégories entre lesquelles la statistique judiciaire répartit la population (communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus; communes de 25,000 à moins de 100,000; de 10,000 à moins de 25,000; de moins de 10,000). Il en fut autrement pour l'année 1900 et pour l'année 1902. Des différences s'accusent aussi entre les chiffres des *infractions commises et les chiffres des infractions jugées* durant l'année 1903; la différence des totaux trouve son explication dans les chiffres relatifs à la première catégorie (communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus).

17. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

I. — *Faits d'ivresse jugés en 1906.*

(Tableau XLVII.)

Les condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui, ont été au nombre de 22,868. C'est une augmentation de 1,021, soit 4.7 %, sur le chiffre de 1905. La baisse qui s'était manifestée pendant quatre ans est donc interrompue.

Pour donner à l'action répressive, en matière d'ivresse, sa signification entière, il ne suffit pas d'enregistrer les nombres qui forment son expression concrète, il faut encore les rapprocher des chiffres qui traduisent le mouvement ascensionnel de la population.

Les chiffres se répartissent de la manière suivante entre les différentes catégories de communes :

	1902	1903	1904	1905	1906
Communes de la 1re catégorie.	10,731	9,194	8,525	8,882	8,732
Id. 2e id.	2,745	2,376	3,467	3,303	3,613
Id. 3e id.	5,714	5,296	3,644	3,959	4,262
Id. 4e id.	7,557	6,050	6,610	5,703	6,261

Pour apprécier ce qui est dû à un développement réel de l'ivrognerie et ce qui peut être attribué à la sévérité plus ou moins grande de la police, il faut distinguer les faits d'ivresse isolés des faits d'ivresse connexes à un délit. La répression des premiers doit nécessairement varier avec l'esprit qui anime les agents de la police et les autorités locales. Les seconds, au contraire, sont l'accessoire d'un délit et sont poursuivis en même temps que celui-ci. Leur nombre varie principalement sous l'action des causes qui font varier les chiffres de la criminalité en général.

Les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de :

	En 1902	En 1903	En 1904	En 1905	En 1906
Dans les communes de la 1re catégorie de	9,033	7,812	7,380	7,516	7,281
Id. id. 2e id.	2,061	1,816	2,606	2,679	2,906
Id. id. 3e id.	4,493	4,171	2,276	2,964	3,078
Id. id. 4e id.	5,073	3,922	4,533	3,836	4,216

Les faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit ont été au nombre de :

	En 1902	En 1903	En 1904	En 1905	En 1906
Dans les communes de la 1re catégorie de	1,678	1,382	1,145	1,366	1,451
Id. id. 2e id.	684	560	661	624	707
Id. id. 3e id.	1,221	1,125	968	995	1,184
Id. id. 4e id.	2,484	2,128	2,077	1,867	2,045

II. — *Faits d'ivresse commis en 1904 et en 1905.*

(Tableau XLVII.)

La plupart des infractions à la loi sur l'ivresse publique sont des contraventions dont la poursuite est prescrite après un délai d'un an. On a donc connu à la fin de l'année 1906 tous les faits d'ivresse *commis* en 1905 qui ont été suivis d'une condamnation. A ce relevé est joint celui de 1904. En regard de ces chiffres on rappelle le nombre des condamnations *prononcées* pendant les mêmes années.

	Faits d'ivresse jugés en 1904	Faits d'ivresse commis en 1904	Faits d'ivresse jugés en 1905	Faits d'ivresse commis en 1905
Communes de la 1re catégorie	8,525	8,860	8,882	8,792
Id. 2e id.	3,467	3,474	3,303	3,357
Id. 3e id.	3,644	3,841	3,959	4,053
Id. 4e id.	6,610	6,531	5,703	5,782

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1905-1906

I. — Justices de paix.

Bureau de conciliation.

(Tableau XLIX.)

Le nombre des affaires de la compétence des tribunaux civils de première instance, portées préalablement en conciliation devant les juges de paix du royaume, s'est élevé, pendant l'année judiciaire 1905-1906, à 2,925; en outre, il y a eu 393 affaires rayées du rôle et restées sans suite connue des juges.

Des 2,925 affaires, 608 (20 °/₀) ont été conciliées, 2,318 (80 °/₀) ne l'ont pas été.

Juridiction contentieuse.

(Tableau XLIX.)

Dans leurs attributions judiciaires, les juges de paix ont eu à statuer sur 136,447 affaires; ce chiffre est supérieur de 9,747 à celui de l'année précédente (126,700), et de 36,782 à celui de l'année 1898-1899 (99,665).

Ces affaires ont été terminées :

14,809 (109 sur 1,000) par des jugements contradictoires;
10,538 (77 id.) id. par défaut;
233 (2 id.) id. d'incompétence;
Et 203 (1 id.) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

Les 110,654 (811 sur 1,000) causes restantes ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite.

Sur les 25,793 jugements, les juges de paix en ont prononcé 16,892 (65 °/₀) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 8,901 (35 °/₀), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 3,301 demandes de cette nature.

Il a été rendu 4,319 jugements préparatoires ou interlocutoires. Les mesures les plus fréquemment ordonnées sont les enquêtes et les expertises.

Les audiences de justice de paix, au nombre de 16,921 en 1905-1906, ont eu une durée, pour la plupart, de deux à trois heures.

Juridiction gracieuse.

(Tableau XLIX.)

Les juges de paix ont présidé 20,503 conseils de famille, reçu 892 actes d'émancipation et procédé à 1,077 levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 260; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 15,014, soit une diminution de 503 sur le total de l'année précédente.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, actes de notoriété, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume s'est élevé, en 1906, à 271,335 pour une population de 7,160,547 habitants au 31 décembre 1905, soit 379 actes par 10,000 habitants.

Ce relevé se répartit comme suit :

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 142,149 actes (52 °/₀), ce qui représente 304 actes par notaire;

Dans le ressort de la cour d'appel de Gand, 52,682 actes (20 p. c.), ou 158 actes par notaire;

Et, pour le ressort de la cour d'appel de Liége, 76,504 actes (28 °/₀), ou 252 actes par notaire.

N. B. — La statistique civile et commerciale est dressée relativement à l'année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Le tableau qui suit permettra de se rendre compte de la marche des affaires durant l'année 1905-1906 comparée à la période 1900-1901 à 1904-1905 :

ANNÉES.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires conciliées.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires non conciliées.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées à l'amiable ou restées sans suite.	JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées par jugements.	JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	JURIDICTION GRACIEUSE. Levée de scellés.	JURIDICTION GRACIEUSE. Ventes de biens.	JURIDICTION GRACIEUSE. Actes reçus pro Deo.	ACTES REÇUS par LES NOTAIRES.	
1900-1901 .	566	2,435	5,280	20,628	20,970	1,165	3,941	14,050	252,300	1901
1901-1902 .	585	2,350	5 558	21,857	20,945	1,006	4,024	15,020	254,528	1902
1902-1903 .	564	2,426	5,528	23,057	21,451	1,067	4,102	15,075	258,947	1903
1903-1904 .	551	2,500	5,600	23,450	20 897	1,030	3,932	15,777	260,180	1904
1904-1905 .	707	2,454	5,825	24,141	20,971	1,158	3,950	16,417	261,821	1905
Total. . .	2,963	12,160	27,875	113,599	104,892	5,452	19,929	79,026	1,286,848	
Moyenne. .	593	2,432	5,575	22,720	20,978	1,090	3,986	15,805	257,370	
1905-1906 .	694	2,370	5,340	25,390	20,503	1,077	3,927	15,014	271,335	1906

II. — Tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

(Tableau LI.)

Les tribunaux civils de première instance ont été saisis de 11,979 affaires nouvelles en 1905-1906; celles-ci se divisent en 5,856 affaires ordinaires et 6,123 affaires sommaires.

A ces 11,979 affaires nouvelles s'ajoutent 11,885 affaires anciennes; de ce nombre, 11,694 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 110 ont été réinscrites après avoir été rayées et 81 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut.

Les tribunaux ont donc eu à juger 23,864 affaires, soit 1,133 en plus que l'année précédente.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES pendantes au commencement de l'année judiciaire.	CAUSES ANCIENNES réinscrites au rôle.	CAUSES ANCIENNES sur opposition à des jugements par défaut.	CAUSES ANCIENNES TOTAL.	CAUSES NOUVELLES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Bruxelles	8,608	47	57	8,712	7,630	16,342
Gand.	724	10	4	738	1,490	2,228
Liége	2,362	53	20	2,435	2,859	5,294
Totaux. . . .	11,694	110	81	11,885	11,979	23,864

Affaires terminées.

(Tableau LI.)

De ces 23,864 causes à juger, 11,159 ont été terminées, savoir :

4,771 (42.76 %) par des jugements contradictoires;
3,154 (28.26 %) par des jugements par défaut;
3,234 (28.98 %) par transaction, abandon, radiation.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 12,705 affaires ou 53.24 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(Tableau LIII.)

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau LIII, sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 38 affaires rentrant sous le titre du mariage et relatives à des oppositions, nullités, autorisations maritales, etc., 596 demandes en pension alimentaire, 703 relatives au divorce, 95 relatives à la séparation de corps, 91 en interdiction, 38 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 174 affaires relatives aux biens et aux différents modes d'acquérir la propriété, dont 24 concernaient les propriétés immobilières, 124 les propriétés mobilières, 26 les servitudes.

III. — Livre III : 777 demandes relatives aux successions, 76 aux donations entre vifs et aux testaments, 60 relatives aux conventions, 1,411 pour non-payement de sommes, 370 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 60 rentrant sous le titre de la vente, 33 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les procès en dommages-intérêts intentés sont nombreux (833). Ils sont classés par catégorie à la suite du tableau LIII.

413 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 332 à des saisies immobilières.

Les expropriations pour cause d'utilité publique ont fourni matière à 663 procès.

Communication au ministère public.

(Tableau LIII.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 4,626 cas sur 7,925 affaires (58.4 %).

Dans 4,415 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 211, contraires au jugement.

Durée des procès.

(Tableau LII.)

La durée des procès est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau LII.

Sur les 7,925 affaires terminées par des jugements, 4,550 (58 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 1,524 (19 %) du sixième au douzième mois et 1,851 (23 %) après ce délai. Les procès qui restent inscrits au rôle pendant plus d'une année ne forment pas le cinquième du total des affaires terminées par des jugements.

Affaires restant à juger.

(Tableau LII.)

Sur les 12,705 affaires restant à juger au 1er août 1906, 5,516 (44 %) avaient moins de six mois d'inscription; 2,842 (22 %) avaient de six mois à un an; 4,377 (34 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

L'arriéré de 1904-1905 était de 11,694 affaires; l'augmentation est donc de 1,011 affaires pour cette année.

Le tableau qui suit compare la moyenne des affaires civiles en général, pour la période quinquennale 1900-1901 à 1904-1905 aux résultats de l'année 1905-1906 :

AFFAIRES DU ROLE GÉNÉRAL.		ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1900-1901 à 1904-1905.	ANNÉE 1905-1906.
Affaires à juger.		20,187	20,948	21,996	22,022	22,751	107,884	21,577	23,864
Nature des affaires à juger . .	Anciennes.	9,515	9,986	10,481	10,987	11,177	52,146	10,429	11,885
	Nouvelles	10,672	10,962	11,515	11,035	11,554	55,758	11,152	11,979
Résultat des affaires.	Affaires jugées contradictoirement.	4,455	4,301	4,626	4,666	4,600	22,626	4,525	4,771
	Id. par défaut	3,035	3,069	3,077	3,337	3,324	15,882	3,176	3,154
	Affaires rayées du rôle, transactions, désistement	2,916	3,329	3,320	3,026	3,115	15,904	3,181	3,234
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. . . .		10,404	10,699	11,223	11,049	11,037	54,412	10,673	11,159
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.		9,785	10,249	10,773	10,973	11,694	53,472	10,696	12,705

Avant faire droit.

(Tableau LVI.)

Les tribunaux ont encore prononcé 6,905 jugements avant de statuer au fond, soit 62 sur 100 affaires terminées.

Affaires sur requête.

(Tableau LV.)

Le nombre des affaires sur requêtes s'est élevé, en 1905-1906, à 11,245; 10,736 demandes ont été accordées, 335 rejetées et 174 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires : 2,750 concernant les ventes de biens; 457 la rectification d'actes de l'état civil; 35 l'homologation d'actes de notoriété; 614 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 5,676 demandes de *pro Deo*, 5,357 ont été accordées, 319 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignations à bref délai, 2,757; les ordonnances sur référé, 2,741, dont 1,905 rendues contradictoirement et 836 par défaut.

Il y a eu 2,059 procès-verbaux de testaments présentés; 612 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Les ordonnances autorisant l'arrestation et la détention par voie de correction paternelle ont été de 144 (91 contre des garçons, 53 contre des filles).

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire sur des infractions commises par des officiers ministériels dans l'exercice de leurs fonctions ont atteint 4 notaires, 1 huissier. Les peines ont été la suspension, l'amende, la réprimande.

Divorces et séparations de corps.

(Tableau LIV.)

Les demandes en divorce se sont élevées à 738. 20 de ces demandes émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 718.

596 demandes ont été accueillies, 69 rejetées, 73 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 347 par le mari, 365 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 26 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 360 cas (50 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 322 (45 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants et 36 cas (5 %) dans lesquels la situation de famille était inconnue.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était : de moins de 1 an pour 6 demandes; de 1 à 5 ans, pour 129 demandes; de 5 à 10, pour 225 demandes; de 10 à 20, pour 266; de 20 à 30, pour 74; dans 8 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans; elle est restée inconnue dans 10 cas.

Les demandes étaient fondées : 532 (72.1 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 167 (22.6 %) sur l'adultère (58 du mari, 109 de la femme); aucune demande n'était basée sur une condamnation à une peine criminelle; 26 (3.5 %) reposaient sur le consentement mutuel; 13 (1.8 %) étaient la conséquence de séparations de corps.

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé en 1905-1906 à 106 : 75 demandes ont été accordées, 12 rejetées et 19 abandonnées.

Il y avait 11 demandes introduites par le mari, 95 par la femme.

2 demandes émanaient d'époux contre lesquels la séparation était déjà demandée.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc été de 104.

Dans 66 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 36, ils n'en avaient pas; dans 2 cas, le renseignement n'a pu être obtenu.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été, de moins de 1 an, dans 1 cas; de 1 à 5 ans, dans 12 cas; de 5 à 10, dans 20; de 10 à 20, dans 43; de 20 à 30, dans 17; de 30 à 50, dans 7; elle est restée inconnue dans 4 cas.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans 103 cas, l'adultère du mari dans 1 cas, l'adultère de la femme dans 2 cas.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(Tableau LVII.)

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 399 en 1905-1906, soit une diminution de 5 sur l'année précédente.

Le nombre des procédures d'ordre ouvertes pendant l'année 1905-1906 a été de 27. Le nombre des procédures à régler s'élevait à 121. De celles-ci, 7 ont été terminées à l'amiable, 23 par règlement du juge; 4 par abandon de procédure; il restait à régler 87 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

Le nombre des procédures de contributions ouvertes pendant l'année a été de 11. Les procédures à régler étaient de 83; 9 de ces procédures ont été terminées par le règlement du juge, 10 par abandon de procédure, aucune n'a été terminée à l'amiable.

Il restait à régler 64 procédures de contribution à la fin de l'année.

L'état suivant permettra de voir les modifications qui se sont produites dans le nombre des saisies immobilières et des procédures d'ordre et de contribution pendant la période quinquennale indiquée ci-dessous et pendant l'année 1905-1906 :

NATURE DES PROCÉDURES.			ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1900-1901 à 1904-1905.	ANNÉE 1905-1906.
Transcriptions de saisies immobilières			395	389	418	399	404	2,005	401	399
Procédures à régler durant l'année.	Ordres		137	137	124	137	131	666	133	121
	Contributions		101	98	89	70	81	448	90	85
Procédures terminées dans l'année.	Ordres	Règlement amiable	25	11	12	25	15	86	17	7
		Ordonnance du juge-commissaire	31	30	21	21	21	130	26	23
		Abandon	3	9	2	—	2	16	3	4
	Contributions.	Règlement amiable	—	2	2	1	1	6	1	—
		Ordonnance du juge-commissaire	40	24	25	20	18	127	25	9
		Abandon	4	6	3	—	2	15	3	10
Procédures restant à terminer au 31 juillet.	Ordres		97	87	89	91	93	457	91	87
	Contributions		62	66	57	58	60	303	61	64

III. — Tribunaux de commerce.

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement s'est élevé, en 1905-1906, à 38,959. Il y a une augmentation de 2,575 affaires sur l'année précédente.

Aux 38,959 causes nouvelles s'ajoutent : 11,892 causes qui étaient pendantes au 1er août 1905, 1,670 réinscrites après radiation et 213 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger a été de 52,734, soit 2,747 affaires de plus que l'année précédente.

Affaires terminées.

(Tableau LVIII.)

Des 52,734 affaires à juger, 40,651 ont été terminées de la manière suivante :

30,322 (75 %) par jugements — dont 15,072 (37 %) jugements contradictoires et 15,250 (38 %) jugements par défaut.

10,329 (25 %) par désistement, transaction, radiation — dont 6,660 (16 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 11,792 étaient en dernier ressort, 3,280 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 14,302 étaient en dernier ressort, 948 à charge d'appel.

Des 30,322 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 26,330, les tribunaux civils jugeant commercialement 3,992.

Des 10,329 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 8,965 le furent devant des tribunaux de commerce, 1,364 devant des tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(Tableau LX.)

Il a été rendu en matière commerciale 3,836 jugements avant de statuer au fond (3,134 devant les tribunaux de commerce, 702 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée des procès.

(Tableau LIX.)

Des 30,322 affaires terminées par des jugements, 24,717 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (81 %); 3,849 (13 %) du sixième au douzième mois et 1,756 (6 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

(Tableaux XLVIII et LIX.)

L'accroissement du nombre des affaires arriérées s'est accentué en 1905-1906.

Au 1er août 1905, il restait à terminer 11,892 affaires; à la fin de l'exercice 1905-1906, il en reste 12,083, soit une augmentation de 191 affaires.

Dans les 12,083 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 10,785 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 1,298 affaires.

7,351 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (6,708 aux tribunaux de commerce, 643 aux tribunaux civils); 2,727 depuis six mois à un an (2,502 aux tribunaux de commerce, 225 aux tribunaux civils);

2,005 depuis un an et plus (1,575 aux tribunaux de commerce, 430 aux tribunaux civils).

L'état qui suit indique le nombre des affaires commerciales introduites et terminées pendant les années de la période 1900-1901 à 1904-1905, comparée à l'année 1905-1906.

NATURE DES AFFAIRES.		ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1900-1901 à 1904-1905.	ANNÉE 1905-1906.
Affaires introduites	anciennes	11,127	11,391	12,669	13,550	13,605	62,340	12,468	13,775
	nouvelles	34,019	36,081	36,651	35,874	36,384	179,009	35,802	38,959
TOTAL DES AFFAIRES INTRODUITES		45,146	47,472	49,320	49,424	49,987	241,349	48,270	52,734
Affaires terminées par jugements contradictoires	en dernier ressort	10,544	10,682	11,034	12,131	12,245	56,636	11,127	11,792
	à charge d'appel	3,207	3,396	3,711	2,052	2,987	16,233	3,247	3,280
Affaires terminées par jugements par défaut	en dernier ressort	12,106	12,765	13,699	13,511	13,355	65,526	13,105	14,302
	à charge d'appel	778	787	701	545	647	3,458	691	948
Affaires terminées par désistement, transaction		3,920	3,424	3,715	3,799	3,600	18,474	3,695	3,669
Affaires terminées par radiation d'office		5,964	6,263	5,225	5,265	5,252	27,965	5,593	6,660
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		36,618	37,317	38,081	38,181	38,095	188,292	37,658	40,651
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période		8,528	10,155	11,239	11,243	11,892	53,057	10,611	12,083

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 367. Ces ordonnances avaient été au nombre de 356 l'année précédente.

Concordats préventifs.

(Tableau LXI.)

Il a été présenté aux tribunaux 249 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 123 ont été accueillies et suivies d'homologation; 50 ont été rejetées (24 avant toute procédure, 26 pour défaut de majorité); 2 demandes ont été admises sans être suivies d'homologation; 37 ont été suivies de déclaration de faillite; 37 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice.

Les demandes et les homologations de concordats ne s'éloignent pas sensiblement, comme nombres, des moyennes de la période quinquennale précédente.

	Demandes de concordat.	Demandes accueillies et suivies d'homologation.
1900-1901 à 1904-1905 (moyenne)	273	154
1905-1906	249	123

Faillites.

(Tableaux LXII a LXVII.)

En 1905-1906, 576 faillites nouvelles ont été déclarées. (De plus, 6 faillites ont été réouvertes). Au 1er août 1905, il restait à liquider 806 faillites, soit, au total, 1,382 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper (1,388 en y comprenant les faillites réouvertes).

Sur les 576 faillites nouvelles, 250 ont été déclarées sur aveu du failli, 266 à la poursuite des créanciers (dont 103 sur assignation, 60 sur requête), 60 d'office.

Sur le nombre de faillis, 516 étaient d'origine belge, 60 d'origine étrangère : 13 Français, 3 Anglais, 23 Allemands, 8 Hollandais, 2 Italiens, 1 Suisse, 2 Luxembourgeois (G.-D.), 3 Russes, 3 Autrichiens, 2 Américains (1 Brésil, 1 U. S. A.)

Parmi ces faillites, 24 concernaient des sociétés; 14 faillites intéressaient des associés.

Le nombre des faillites déclarées en 1904-1905 était de 538; pour l'exercice 1905-1906, il y a donc une augmentation de 38 faillites.

Le montant du passif se détermine comme suit :

37	avaient un passif	de	moins de	1,000	francs;
143	id.	de	1,000 à	5,000	id.;
124	id.	de	5,000 à	10,000	id.;
71	id.	de	10,000 à	20,000	id.;
77	id.	de	20,000 à	50,000	id.;
43	id.	de	50,000 à	100,000	id.;
30	id.	de	100,000 francs et au delà.		

Au 31 juillet 1906, le montant du passif de 51 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Sur un total de 576 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 327 faillites (57 %); pour le ressort de Gand, 152 (26 %), et pour le ressort de Liége, 97 (17 %).

Des 1,382 faillites à clôturer (1,388 en y comprenant les 6 faillites réouvertes), les tribunaux en ont terminé 553 : 34 par concordat, 274 par liquidation, 231 à défaut d'actif et 14 par révocation.

Il en restait à régler 835 à la fin de l'année du compte.

La répartition proportionnelle du dividende distribué pour les faillites terminées par concordat et par liquidation donne les résultats suivants, depuis 1896-1897 :

ANNÉES.	DIVIDENDE DISTRIBUÉ. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT.									FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION.								
	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.
1896-1897	—	2	3	8	5	5	1	1	11	6	125	55	18	14	5	—	5	7
1897-1898	—	2	11	10	4	4	—	5	1	15	120	61	22	10	2	7	3	5
1898-1899	—	5	7	7	6	8	—	1	2	7	134	61	18	14	4	1	3	4
1899-1900	—	6	3	10	11	0	—	2	3	11	86	54	27	8	8	—	3	6
1900-1901	—	7	6	5	4	9	—	2	2	7	111	49	26	15	6	3	4	18
1901-1902	—	—	5	6	6	7	2	—	2	26	144	61	25	25	5	1	5	1
1902-1903	—	2	4	7	6	2	—	6	2	21	136	74	22	25	5	—	12	—
1903-1904	—	4	7	5	3	5	—	3	7	21	112	73	25	22	9	2	1	—
1904-1905	—	3	2	14	7	7	1	4	5	25	116	57	16	21	4	3	7	1
1905-1906	—	1	4	7	11	7	2	2	—	41	137	49	24	12	1	3	7	—

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 90 en moins de 6 mois; 79 en un délai de 6 mois à 1 an; 60 de 1 à 2 ans; 23 de 2 à 3 ans; 12 de 3 à 4 ans; 15 de 4 à 5 ans; 25 dans un temps plus long.

Aucune demande de sursis de payement n'a été introduite pendant l'année 1905-1906.

Les cours d'appel ont accueilli 2 demandes en réhabilitation émanant de faillis et en ont rejeté 1.

Protêts.

Il a été dressé, à charge des commerçants, 38,272 protêts de lettres de change et de billets à ordre.

La valeur de tous ces effets protestés s'élevait à la somme de 13,793,844 fr. 65 c.

Pour l'arrondissement de Bruxelles seul, le nombre de lettres de change et billets à ordre protestés a été de 13,033. Leur import total était de 5,853,123 francs.

IV. — Cours d'appel.

Affaires à juger.

(Tableau LXVIII.)

Le nombre des affaires nouvelles introduites en 1905-1906 devant les cours d'appel réunies s'est élevé à 1,580, soit une diminution de 43 affaires sur le chiffre de l'année 1904-1905.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles, 956 affaires;
Id. de Gand, 242 id.
Id. de Liége, 382 id.

En ajoutant aux 1,580 causes nouvelles les 1,927 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 3,507 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient : de 2,077 appels en matière civile; de 1,169 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 157 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 5 appels d'un tribunal étranger au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 4 appels de décisions rendues par les conseils de discipline; de 32 appels de jugements arbitraux, de 59 appels de référés, de 4 affaires portées directement devant la cour.

Résultats des appels.

(Tableau LXVIII.)

Les cours d'appel ont terminé 1,635 affaires. Elles ont rendu 1,227 arrêts : 1,162 contradictoirement (695 confirmatifs, 467 infirmatifs) et 65 par défaut; en outre, 279 causes ont été terminées par transaction, abandon, etc., et 129 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 788 affaires ont été jugées contradictoirement, 44 par défaut, 238 rayées du rôle.

En matière commerciale : 374 affaires ont été jugées contradictoirement, 21 par défaut et 170 rayées du rôle.

Durée des procès.

(Tableau LXIX.)

Des 1,227 affaires terminées par des arrêts, 271 ont été terminées dans les six mois (196 en matière civile, 75 en matière commerciale); 370 du sixième au douzième mois (253 en matière civile et 117 en matière commerciale); 514 dans un délai d'un à trois ans (333 en matière civile, 181 en matière commerciale); 72 après ce délai (50 en matière civile, 22 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(Tableau LXIX.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,872 affaires.

De celles-ci, 607 étaient inscrites depuis moins de six mois (385 en matière civile, 222 en matière commerciale);

466 depuis six mois à un an (251 en matière civile et 215 en matière commerciale);

648 depuis un à trois ans (368 en matière civile, 280 en matière commerciale);

151 depuis plus de trois ans (98 en matière civile, 53 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 150 arrêts préparatoires et interlocutoires.

L'état qui suit permet de comparer les chiffres de l'année 1905-1906 à ceux de la période quinquennale 1900-1901 à 1904-1905 :

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.	ANNÉE 1903-1904.	ANNÉE 1904-1905.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1900-1901 à 1904-1905.	ANNÉE 1905-1906.
Total des affaires inscrites.	2,798	2,992	3,205	3,393	3,328	15,714	3,143	3,507
Affaires jugées par arrêts contradictoires { confirmatifs.	559	548	600	702	665	3,078	616	695
Affaires jugées par arrêts contradictoires { infirmatifs	445	451	421	428	425	2,170	434	467
Affaires jugées par arrêts par défaut	57	48	48	95	71	317	63	65
Affaires rayées du rôle par transaction, abandon, radiation	246	306	331	387	329	1,599	320	408
Total des affaires terminées.	1,307	1,353	1,406	1,610	1,488	7,164	1,435	1,635
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	1,491	1,639	1,799	1,783	1,838	8,550	1,710	1,872

Nature des arrêts.

(Tableau LXVIII.)

Sur les 832 arrêts en matière civile, 157 ont statué sur des questions régies par le livre Ier du Code civil.

Parmi les arrêts qui concernent le livre Ier : 89 décidaient en matière de divorce et 12 en matière de séparation de corps; 26 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (17); 3 arrêts ont statué sur des demandes d'interdiction et de nomination de conseils judiciaires.

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 18 arrêts : 13 relatifs au titre II : De la propriété; 3 relatifs au titre IV : Des servitudes.

Parmi les arrêts qui concernent le livre III, on trouve 39 arrêts pour le titre des Successions; 12 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 177 pour celui des Contrats et obligations; 220 pour celui des engagements qui se forment sans convention.

Le titre du Contrat de louage a fourni matière à 19 arrêts.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à 164 arrêts. Parmi ces arrêts 8 appartiennent par leur objet au titre des Saisies-arrêts; 1 à celui des Saisies immobilières, et le nombre des arrêts prononcés en matière d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique a été de 101.

Sur les 395 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 340 concernaient le livre Ier : Commerce en général; 2 le livre II : Commerce maritime; 34 le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les arrêts rendus, 723 l'ont été après communication au ministère public; 654 étaient conformes et 69 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 10 jugements d'homologation d'actes d'adoption; elles ont accueilli 2 demandes en réhabilitation formée par des faillis et en ont rejeté 1.

Elles ont jugé 1,819 affaires de milice et 12,002 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 103, les secondes à 240 arrêts interlocutoires.

Les cours ont jugé 34 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation.

(Tableaux LXX et LXXI.)

Le nombre des pourvois en cassation (matière civile et commerciale), qui a été de 74 en 1904-1905, est de 85 en 1905-1906.

Ces pourvois étaient dirigés contre 53 arrêts de cours d'appel, 24 jugements de tribunaux civils, 2 de tribunaux de commerce et 6 décisions de justice de paix.

La cour a eu à statuer sur 39 affaires anciennes et sur 46 affaires nouvelles.

Elle a terminé 40 affaires : 11 par arrêt de cassation, 24 par arrêt de rejet, 13 par arrêt décrétant le désistement, 1 par arrêt décrétant la déchéance.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil, de procédure et de commerce a été de 18 (4 arrêts de cassation, 12 arrêts de rejet, 2 arrêts de désistement); les lois et matières diverses ont fait l'objet de 22 arrêts.

Il restait, à la fin de l'exercice, 45 causes à juger, soit 6 de plus que l'année précédente.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes; ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel, c'est la statistique administrative; ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur leur situation avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 4 mars 1870; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception des prisons de Bruxelles (Minimes) et Audenarde. Ces deux prisons communes sont destinées à disparaître à bref délai pour faire place à des prisons cellulaires.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand et est destiné aux condamnés âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de moins de 18 ans accomplis. Y sont internés les jeunes délinquants dont la peine dépasse : le taux d'un mois, s'ils sont âgés de moins de 16 ans accomplis, celui de six mois, s'ils sont âgés de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 27 novembre 1891 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis

l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine d'entrée, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(Tableau LXXII.)

On compte dans les prisons belges, au 31 décembre 1906, 4,070 cellules de jour et de nuit pour hommes et 573 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dette.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,264 places pour hommes et 78 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,039 places) et, pour le surplus, par les prisons de Bruxelles (Minimes) et Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 337 places en commun pour hommes et de 81 pour femmes.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

(Tableau LXXIII.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 272,038. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 69,224, dont 57,370 pour les indisciplinés et 11,854 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,316,366 et, pour les femmes, de 148,171, soit, au total, 1,464,537.

Le tableau qui suit renseigne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1902 à 1906 :

ÉTABLISSEMENTS.	1902	1903	1904	1905	1906
Prisons centrales	282,405	288,616	294,606	274,887	272,038
Prisons secondaires. Hommes	1,382,209	1,414,028	1,344,501	1,201,288	1,316,366
Prisons secondaires. Femmes	152,257	149,571	146,322	130,072	148,171
Totaux	1,796,871	1,852,915	1,785,418	1,606,247	1,736,575
Jeunes condamnés	20,071	19,829	16,185	14,252	11,854
Indisciplinés	45,713	45,748	52,480	63,115	57,370

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1902	1903	1904	1905	1906
Prisons centrales	773	791	806	755	746
Prisons secondaires. Hommes	3,786	3,877	3,671	3,292	3,600
Prisons secondaires. Femmes	361	408	399	336	403
Totaux	4,920	5,076	4,876	4,401	4,755
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	183	180	188	212	190

4. — Détenus par correction paternelle.

(Tableau LXXV.)

Pendant l'année 1906, 126 enfants ont été incarcérés par correction paternelle : 80 garçons et 46 filles.

Les 140 ordres d'arrestation se répartissent entre les arrondissements suivants :

Bruxelles	29
Anvers	49
Malines	1
Mons	2
Charleroi	31
Tournai	3
Gand	11
Termonde	2
Courtrai	1
Furnes	3
Ypres	1
Liége	19
Verviers	1
Hasselt	1
Namur	1

Le chiffre des entrées (126), joint à celui de la population au 1er janvier (5), donne un total de 131; de ces 131 enfants 126 sont sortis durant l'année, 4 par translation dans un autre établissement, 50 par suite d'expiration du terme fixé, 1 par suite de décès; 71, soit plus de la moitié, ont été retirés par la famille avant l'expiration du terme fixé et après avoir subi une détention qui pour la plupart (63) n'a pas dépassé un mois, ni même pour la majeure partie (54), 15 jours.

5. — Ecole.

(Tableaux LXXVII et LXXVIII.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 752 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1906, 501, soit 66 p. c., fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :

387, soit 77 p. c., ont profité des leçons;

114, soit 23 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était, au 31 décembre 1906, de 874 hommes et de 61 femmes. Parmi les hommes, 728 ou 83 p. c. ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 146, soit 17 p. c., n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 52 ou 85 p. c. et de 9 ou 15 p. c.

Les 185 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école et tous, sauf 14, ont tiré quelque profit des leçons qu'ils ont reçues.

6. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXIX.)

Le nombre total des journées de punition a été :
Dans les prisons centrales, de 900, soit 0.33 pour cent journées de détention;
Dans les prisons secondaires :
Pour les hommes, de 14,682, soit 1.12, pour cent journées de détention;
Pour les femmes, de 795, soit 0.54, pour cent journées de détention;
Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 467, ou 0.66 pour cent journées de détention.

7. — Infirmerie.

(Tableau LXXX.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1906, le nombre des transferts de ce genre a été de 26 (18 hommes et 8 femmes).

Le tableau qui suit renseigne, pour chacune des années 1902 à 1906, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1902			1903			1904			1905			1906		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales	282,405	11,032	3.91	288,616	9,279	3.21	294,595	10,200	3.49	274,887	10,342	3.72	272,008	10,536	3.87
Prisons secondaires. Hommes . .	1,382,809	21,270	1.57	1,414,928	23,712	1.68	1,341,301	22,830	1.71	1,201,288	23,789	1.98	1,316,906	27,710	2.10
Prisons secondaires. Femmes . .	132,257	9,471	7.16	149,371	9,330	6.25	146,522	12,435	8.49	130,072	12,700	9.76	148,171	11,325	9.68
Quartier de discipline . . .	45,713	1,301	2.98	45,748	325	0.71	52,480	1,565	2.98	63,115	1,683	2.67	57,370	1,636	2.83
Quartier des jeunes condamnés	20,971	536	2.76	19,829	357	1.80	16,185	101	0.62	14,232	252	1.77	11,851	159	1.79

8. — Décès.

(Tableau LXXXI.)

Il y a eu, en 1906, dans les prisons centrales, 6 décès.
Dans les prisons secondaires :
Parmi les hommes . . . . . 22 décès;
Parmi les femmes . . . . . 2 —
Aucun décès ne s'est produit ni au quartier de discipline ni au quartier des jeunes condamnés.

Le tableau qui suit met en regard du chiffre de la population moyenne le nombre de décès et indique la proportion de ceux-ci pour cent détenus.

ÉTABLISSEMENTS.	1902			1903			1904			1905			1906		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	773	6	0.78	791	9	1.14	806	9	1.12	753	12	1.59	746	6	0.80
Prisons secondaires. Hommes	3,786	18	0.48	3,877	33	0.85	3,671	18	0.49	3,292	18	0.54	3,606	22	0.61
Prisons secondaires. Femmes	361	2	0.55	408	—	—	399	2	0.50	356	—	—	403	2	0.50
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	183	1	0.55	180	—	—	188	1	0.50	212	2	0.94	190	»	»

9. — Suicides et tentatives de suicide.

(Tableau LXXXII.)

Dans les prisons centrales il s'est produit 1 tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 1 prévenu, 2 condamnés et 1 détenue par correction paternelle se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 17 tentatives de suicide, dont 6 ont été faites par des prévenus, 9 par des condamnés, 1 par un passager vagabond et 1 par un détenu par correction paternelle.

Un élève du quartier de discipline s'est suicidé.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1902 à 1906, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés qu'un suicide accompli par un indiscipliné en 1902 et un en 1906.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)	
	SUICIDES ACCOMPLIS.	SUICIDES TENTÉS.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1902.	3	4	3	—	0	—	3	—	1	—
1903.	—	1	1	—	3	—	2	—	5	—
1904.	1	2	2	—	3	—	6	1	8	2
1905.	—	2	2	—	3	—	3	—	5	—
1906.	—	1	2	—	1	1	8	1	7	1
Totaux. . . .	4	10	10	—	18	1	22	2	26	3

10. — Aliénation mentale.

(Tableau LXXXIII.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu de l'arrêté royal du 30 mars 1891, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental. Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'Etat à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

En 1906, il y a eu, dans les prisons centrales, 13 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 79 (72 hommes, 7 femmes); il se subdivise ainsi qu'il suit au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués :

Prévenus et accusés.	46 (44 hommes, 2 femmes).
Condamnés	33 (28 id. 5 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 1.74 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 2 aliénés colloqués pour cent détenus; femmes, 1.74 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il ne s'est pas produit de cas d'aliénation mentale, en 1906, au quartier des indisciplinés.

Il convient de noter que, chez un certain nombre des condamnés colloqués dont il vient d'être question, la maladie mentale a été guérie après un traitement d'une durée généralement courte. C'est ainsi que 6 hommes condamnés ont pu être ramenés en prison après avoir été colloqués respectivement durant 91 jours, 179 jours, 222 jours, 278 jours, 348 jours et 399 jours; sur 7 femmes condamnées colloquées, 1 a été réintégrée après un séjour à l'asile d'une durée de 36 jours.

On trouvera ci-après un tableau renseignant le nombre de collocations de 1902 à 1906 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.			1902	1903	1904	1905	1906
Prisons centrales.	Louvain		9	6	4	8	3
	Gand	Quartier cellulaire	2	—	2	4	2
		Quartier commun des criminels	3	8	10	13	8
	Totaux		14	14	16	25	13
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)		1.81	1.77	1.99	3.10	1.74
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés.	Hommes	33	45	47	48	44
		Femmes	4	4	9	6	2
	Mendiants et vagabonds.	Hommes	2	1	3	4	»
		Femmes	—	1	2	—	»
	Condamnés.	Hommes	17	18	24	17	28
		Femmes	5	2	3	3	3
	Totaux.	Hommes	72	64	74	69	72
		Femmes	9	7	14	9	7
	Proportion pour cent détenus (population moyenne).	Hommes	1.90	1.65	2.02	2.10	2. »
		Femmes	2.49	1.72	3.51	2.50	1.74

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, en indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprendra donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect au personnel de surveillance. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	*Population moyenne* des CONDAMNÉS DÉTENUS.	*Nombre des condamnés* signalés aux MÉDECINS ALIÉNISTES.
1902	4,320	160
1903	4,409	159
1904	4,206	167
1905	3,731	158
1906	4,231	162

Ces chiffres font ressortir à 3.83 pour cent détenus et par an la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

11. — Travail des détenus.

(Tableau LXXXIV.)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par l'arrêté royal du 5 avril 1887 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'Etat. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'Etat, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'Etat. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1906, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.	HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques	636	166
Travaux industriels. A. Pour compte de particuliers	502	50
Travaux industriels. B. Pour compte des administrations publiques	564	36
Travaux industriels. C. Simples occupations	2,857	92
Travaux industriels. D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	172	—
TOTAL DES OCCUPÉS	4,251	344
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)	354	34
Détenus inoccupés faute de travail	20	7
TOTAL DES INOCCUPÉS	374	41
TOTAL GÉNÉRAL	4,625	385

En 1906, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'Etat, s'est élevé à fr. 479,370.58

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . .fr. 167,670.48

A ceux employés aux travaux domestiques 26,119.33

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux représentent une somme de. . . . . .fr. 77,035.21

Soit un total de dépenses de . . . . . .fr. 270,825.02

Etant donné que, dans une des prisons, le produit du travail industriel a été nul et que, par contre, une somme de fr. 40.50 a été dépensée pour les travaux domestiques, les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de . . . . . .fr. 208,586.06

12. — Prix de la journée d'entretien.

(Tableau LXXXV.)

Le prix *moyen* de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1906, de 1 fr. 31 c.

Il était pour 1902 de 1 fr. 18 c.
Id. 1903 de 1 fr. 17 c.
Id. 1904 de 1 fr. 27 c.
Id. 1905 de 1 fr. 35 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (*militaires, incendiants et vagabonds*, etc.).

13. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les *condamnés à perpétuité* ne pouvant, aux termes de la loi du 4 mars 1870, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1906, 5 condamnés (4 hommes et 1 femme) ont été appelés à l'option.

Les 4 hommes ont opté pour la cellule; la femme a opté pour le régime commun.

Un homme qui, en 1903, avait opté pour le régime cellulaire a, sur sa demande, été transféré en commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins reconnaissent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs; distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit renseigne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1906 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels. HOMMES.	Condamnés criminels. FEMMES.	Condamnés correctionnels. HOMMES.	Condamnés correctionnels. FEMMES.	Total.
Pour cause d'inaptitude physique	1	—	22	—	23
Pour cause d'inaptitude mentale	15	—	31	1	47
TOTAUX	16	—	53	1	70

11 des 23 condamnés transférés en commun à raison de leur santé physique et 6 des 47 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent, qui les jugeait en état d'être soumis de nouveau au régime cellulaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1906, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs notamment à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1906, 3,181 détenus (2,934 hommes et 247 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(Tableau LXXXVIII.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	621	hommes,	44	femmes.
Par les cours d'appel	749	id.	61	id.
Par les tribunaux correctionnels	1,513	id.	138	id.
Par les tribunaux de police	2	id.	4	id.
Par les tribunaux militaires	49	id.		

Genre des infractions.

(Tableau LXXXVIII.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	1,543	hommes,	148	femmes.
Contre les propriétés	1,391	id.	99	id.

Nature des peines.

(Tableau LXXXVI.)

A la peine de mort	118	hommes,	11	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité	130	id.	10	id.
Aux travaux forcés à temps	291	id.	18	id.
A la reclusion	96	id.	4	id.
A l'emprisonnement correctionnel	2,297	id.	200	id.
A l'emprisonnement de police	2	id.	4	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(Tableau LXXXVI.)

Province d'Anvers	409	hommes,	30	femmes.
Id. de Brabant	808	id.	80	id.
Id. de Flandre occidentale	381	id.	28	id.
Id. de Flandre orientale	472	id.	37	id.
Id. de Hainaut	512	id.	42	id.
Id. de Liége	165	id.	17	id.
Id. de Limbourg	49	id.	2	id.
Id. de Luxembourg	47	id.	2	id.
Id. de Namur	62	id.	9	id.
Faits commis à l'étranger	29	id.	0	id.

Pour les 3,132 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,905 hommes, 247 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins par 999 hommes et 60 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants par 1,906 hommes et 187 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(Tableau LXXXVII.)

Agés de moins de 16 ans	2	hommes,	0	femmes.
Id. de 16 à moins de 18 ans	34	id.	3	id.
Id. de 18 à moins de 21 ans	293	id.	18	id.
Id. de 21 à moins de 30 ans	1,253	id.	78	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans	776	id.	68	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans	372	id.	57	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans	147	id.	15	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans	50	id.	8	id.
Id. de 70 ans et plus	7	id.	0	id.

Etat civil.

(Tableau LXXXVII.)

Célibataires	1,790	hommes,	93	femmes.
Mariés ayant des enfants	764	id.	95	id.
Mariés sans enfants	219	id.	25	id.
Veufs et divorcés ayant des enfants	112	id.	27	id.
Veufs et divorcés sans enfants	49	id.	7	id.

Filiation.

(Tableau LXXXVII.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père	2,854	hommes,	245	femmes.
Enfants naturels	78	id.	2	id.
Enfants trouvés	2	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

(Tableau LXXXVII.)

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	569	hommes,	53	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement	1,582	id.	139	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire	570	id.	51	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés	213	id.	4	id.

Suivant l'idiome.

(Tableau LXXXVII.)

Parlant le français	833	hommes,	83	femmes.
Id. le flamand	1,301	id.	92	id.
Id. ces deux langues	748	id.	71	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand	52	id.	1	id.

Antécédents.

(Tableau LXXXIX.)

Non récidivistes. . . . . 1,084 hommes, 151 femmes.

		Hommes.	Femmes.
Récidivistes ayant subi. .	1 condamnation antérieure	337	19
	2 id. id.	237	9
	3 id. id.	178	12
	4 id. id.	147	9
	5 id. id.	127	10
	de 6 à 10 condamnations antérieures	363	12
	de 11 à 15 condamnations antérieures	165	11
	de 16 à 20 condamnations antérieures	107	3
	plus de 20 condamnations antérieures	169	11
		1,850	96

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération. — On trouvera dans le tableau XC des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,661 détenus (3,338 hommes et 323 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité, des maisons de refuge, des écoles de bienfaisance.

(Tableaux XCI à XCVI.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants proprement dits et des écoles dénommées « écoles de bienfaisance », où sont internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité :

En 1898, de 2,535 hommes;
En 1899, de 2,284 id. et 230 femmes;
En 1900, de 2,777 id. et 238 id.
En 1901, de 3,280 id. et 242 id.
En 1902, de 3,390 id. et 210 id.
En 1903, de 3,460 id. et 247 id.
En 1904, de 3,316 id. et 214 id.
En 1905, de 3,186 id et 213 id.
En 1906, de 3,071 id. et 228 id.

Dans les maisons de refuge :

En 1898, de 3,600 hommes;
En 1899, de 3,266 id. et 238 femmes;
En 1900, de 3,461 id. et 212 id.
En 1901, de 4,018 id. et 238 id.
En 1902, de 4,260 id. et 230 id.
En 1903, de 3,319 id. et 213 id.
En 1904, de 3,465 id. et 205 id.
En 1905, de 2,973 id. et 176 id.
En 1906, de 2,405 id. et 166 id.

On ne possède point, en ce qui concerne les années antérieures à 1898, la statistique donnant le nombre des entrées réelles dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni par conséquent au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les séries suivantes, qui renseignent par année la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge :

Années.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1892.	3,564	2,043
1893.	4,324	2,145
1894.	4,193	2,902
1895.	4,529	2,766
1896.	4,430	2,314
1897.	4,076	1,876
1898.	4,208	1,983
1899.	4,218	1,823
1900.	4,053	1,691
1901.	4,510	1,761
1902.	4,865	1,877
1903.	5,055	1,733
1904.	5,132	1,620
1905.	5,130	1,352
1906.	5,351	1,176

De ces chiffres il résulte que, si l'Etat a pu, depuis 1896, restreindre l'hospitalisation des mendiants et des vagabonds, plutôt malheureux que coupables, placés dans les maisons de refuge, il a dû maintenir dans les dépôts de mendicité un nombre toujours aussi considérable d'individus adonnés au vagabondage quasi délictueux. Les chiffres, qui suivaient depuis 1901 une marche ascendante, ont légèrement fléchi en 1906.

Sur 6,309 hommes reclus au 31 décembre 1906 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 670 seulement s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 4,174 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 624 femmes recluses à la même date, 293 s'y trouvaient pour la première fois et seulement 132 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes : ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles; tandis que la plupart des femmes sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

Les écoles de bienfaisance ont reçu, en 1906, 344 garçons et 117 filles, contre 512 garçons et 152 filles en 1905. La population moyenne a été de 2,239 contre 2,229 en 1905.

Les 661 garçons et filles entrés en 1906 dans les écoles de bienfaisance se répartissent de la manière suivante, au point de vue du motif qui a amené leur mise à la disposition du gouvernement :

25 ou 3.8 p. c. ont été internés sans décision judiciaire, à la suite d'une demande adressée au Ministre de la justice par le collège échevinal de leur commune;

333 ou 50.4 p. c. l'ont été en vertu de l'article 24 de la loi du 27 novembre 1891, c'est-à-dire pour avoir été trouvés en état de mendicité ou de vagabondage;

23 ou 3.4 p. c. avaient commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police (art. 25 de la dite loi);

64 ou 9.7 p. c. ont été mis à la disposition du gouvernement à la suite d'une condamnation à une peine d'emprisonnement correctionnel (art. 26 de la dite loi);

216 ou 32.7 p. c. l'ont été par application de l'article 72 du Code pénal, qui exempte de condamnation les accusés et prévenus âgés de moins de 16 ans s'il est décidé qu'ils ont agi sans discernement.

Statistique des placements en apprentissage (année 1906).

L'article 30 de la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité, modifié par l'article 2 de la loi du 15 février 1897, autorise le gouvernement à placer les enfants mis à sa disposition en apprentissage chez un artisan ou chez un cultivateur.

Caractère légal et mode d'organisation des placements en apprentissage. — La mise en apprentissage est un mode d'exécution de la mise à la disposition du gouvernement; celui-ci garde l'entière responsabilité de l'enfant placé.

Antérieurement à la loi du 27 novembre 1891, les enfants mis à la disposition du gouvernement du chef de vagabondage ou de mendicité, ou admis volontairement dans les écoles en vertu d'une autorisation du collège échevinal, pouvaient seuls être placés et le directeur de l'école de réforme de Ruysselede avait seul le droit, moyennant l'assentiment du comité d'inspection de l'établissement, d'effectuer des placements. (Règlement de l'école de Ruysselede, approuvé par arrêté royal du 28 mars 1852, art. 238.)

La loi du 27 novembre 1891 a étendu cette faculté à tous les enfants mis à la disposition du gouvernement pour quelque motif que ce soit et les placements s'effectuent généralement par l'intermédiaire d'un organisme privé, qu'on appelle les comités de patronage. Ces comités sont établis dans tous les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, à Lierre, Thielt et Seraing; ils ont des correspondants, choisis librement, sinon dans toutes les communes de l'arrondissement, du moins dans les communes ou à proximité des communes où ils effectuent des placements.

De ce que l'enfant placé reste à la disposition du gouvernement il suit que le gouvernememt, représenté par le Ministre de la justice, exerce un contrôle permanent sur les placements. Aucun placement ne peut avoir lieu sans son autorisation préalable; tout fait important, tout changement dans la situation de l'élève placé doit lui être immédiatement signalé; en outre, annuellement, un rapport spécial lui est adressé sur chaque placement. Le Ministre peut ordonner la reintégration de l'enfant à l'école ou le renvoyer dans sa famille; son pouvoir, en cette matière, est souverain.

Placements antérieurs au 1er janvier 1906.

(Tableaux XCVII a XCVIII.)

Nombre des placements (tableau XCVII, A). — Depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1905, 5,168 placements ont été effectués.

Il n'y a guère de différence marquante entre le nombre des placements effectués chaque année, si l'on en excepte l'année 1894, où, pour des raisons exposées dans les rapports antérieurs, le nombre des placements a été exceptionnellement important (555) et l'année 1905, où il y a eu une diminution assez marquante dans le nombre des placements (274).

Sur 4,329 garçons placés de 1892 à 1905, 2309, soit plus de 53 %, ont été placés à la campagne chez des cultivateurs; les autres ont été placés chez des artisans généralement aussi à la campagne.

Au début de l'organisation de l'œuvre, quelques rares élèves ont été placés dans des établissements industriels comme houilleurs ou verriers.

La statistique judiciaire des années précédentes constatait déjà que la grande majorité des placements s'effectue à la campagne

chez des cultivateurs; le pourcentage des garçons placés chez des cultivateurs était de 62.84 en 1894 et de 48.67 en 1905. On signalait en même temps à l'attention des comités de patronage les difficultés que pourrait entraîner, notamment pour les enfants originaires des grandes villes, l'absence d'apprentissage d'*un métier dont ils pussent utiliser les connaissances* lorqu'ils seront rendus à la vie libre.

L'influence de la campagne est d'ailleurs unanimement reconnue excellente pour les enfants mis à la disposition du gouvernement, non seulement au point de vue de leur régénéressence morale, mais encore au point de vue de leur santé souvent débilitée. D'autre part, la surveillance des placements ne saurait être exercée d'une manière efficace qu'à la campagne.

Etat des placements au 1er janvier 1906 (tableau XCVIII).—Au 1er janvier 1906, 547 élèves, dont 522 garçons et 25 filles, étaient placés en apprentissage ou en service. Sont seuls compris dans ce nombre les élèves dont le terme de la mise à la disposition du gouvernement n'était pas expiré à cette date.

Il eût été désirable, sans doute, de relever également le nombre des élèves qui, ayant atteint le terme de leur mise à la disposition du gouvernement, sont restés dans la région de leur placement; mais le gouvernement n'a plus d'action sur ces élèves, il ne peut plus exercer de contrôle. Cependant, certains comités de patronage ont fourni à cet égard des renseignements officieux, dans les rapports qu'ils publient annuellement sur les résultats de leurs travaux.

La constatation importante qui semble se dégager du tableau XCVIII est qu'*un grand nombre d'élèves (garçons) restent* en placement pendant plusieurs années; ils contractent ainsi l'habitude de la vie de campagne et se créent *dans ce nouveau* milieu un *lien d'attache* qui facilitera leur reclassement social.

Sur les 522 garçons restant en placement au 1er janvier 1906 :

1	était placé	depuis 13 ans (1893).
4	étaient placés	depuis 12 id. (1894).
3	id.	11 id. (1895).
14	id.	9 id. (1897).
10	id.	8 id. (1898).
25	id.	7 id. (1899).
29	id.	6 id. (1900).
41	id.	5 id. (1901).
39	id.	4 id. (1902).
74	id.	3 id. (1903).
113	id.	2 id. (1904).
169	id.	1 an (1905).

Sur les 25 filles restant en placement au 1er janvier 1906 :

2	étaient placées	depuis 13 ans (1893).
3	id.	4 id. (1902).
3	id.	3 id. (1903).
6	id.	2 id. (1904).
11	id.	1 an (1905).

État des placements en 1906.

(Tableaux XCIX a CIII.)

Nombre des élèves placés. — Le nombre des élèves placés en apprentissage ou en service pendant l'année 1906 est de 306, dont 266 garçons et 40 filles.

Le nombre des placements effectués, en 1905, était de 226 garçons et 48 filles.

En ajoutant au nombre des élèves placés pendant l'année 1906 (306) celui des élèves qui restaient placés au 31 décembre 1905 (547), on obtient un nombre total de 853 élèves placés, dont 788 garçons et 65 filles.

Garçons.	369	sortis de l'école de	Ruysselede.
	220	id.	Saint-Hubert.
	45	id.	Ypres.
	103	id.	Moll.
	51	id.	Gand.
Filles.	21	sorties de l'école de	Beernem.
	44	id.	Namur.

760 garçons ont été placés à l'intervention des comités de patronage.

28 garçons ont été placés directement par les soins des directeurs.

47 filles ont été placées à l'intervention des comités de patronage, dont 37 par le comité des dames-patronnesses de Namur, avec le concours de la direction de l'école de cette ville.

18 filles ont été placées directement par les soins de la direction.

Les filles sorties des établissements privés où elles avaient été transférées ont été considérées comme continuant à faire partie de l'école d'où elles avaient été transférées.

Répartition des élèves par lieu de naissance. — Le nombre d'habitants des communes où sont nés les enfants placés a été calculé d'après les résultats du recensement général de 1900 (*Moniteur* du 31 décembre 1901). Dans la première catégorie (communes et agglomérations ayant plus de 100,000 habitants), les faubourgs de Bruxelles et d'Anvers ont été considérés comme faisant partie de l'agglomération.

Il résulte du tableau XCIX*B* que 50.37 % des élèves placés pendant l'année 1906 sont originaires des centres ayant une population de 10,000 habitants au moins.

Placements à la campagne. — Le pourcentage des élèves-garçons (tableau C), placés à la campagne, chez les cultivateurs, pendant l'année 1906 est remonté de 48.67 en 1905 à 63.15. Comme il est dit ci-dessus, la plupart des placements chez des artisans se font également à la campagne.

Nombre des élèves placés qui ont été réintégrés, se sont évadés, ont été libérés (tableaux CI, CII et CIII).—Le tableau CI constate, par école et par comité de patronage, le nombre des réintégrations d'office ou après évasion, celui des évasions non suivies de réintégration, le nombre des libérations, des expirations du terme de la mise à la disposition du gouvernement et des incorporations à l'armée; le total est de 332, de sorte que le nombre des élèves restant placés, au 1er janvier 1907, est de 853 — 332 = 521, dont 505 garçons et 16 filles.

Le tableau CIII groupe les élèves dont le placement a pris fin d'après l'année dans laquelle ils ont été mis en apprentissage.

Sur 788 garçons placés :

140 ou 17.77 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
33 ou 4.19 % ont été rendus à leur famille.
93 ou 11.80 % ont atteint l'expiration de leur terme.
17 ou 2.15 % ont été incorporés dans l'armée.
505 ou 64.19 % sont maintenus en placement.

Sur 65 filles placées :

8 ou 12.31 % ont été réintégrées ou se sont évadées.
40 ou 61.54 % ont atteint l'expiration de leur terme.
17 ou 26.15 % sont maintenues en placement.

Appliqué exclusivement aux élèves placés pendant l'année 1906, le calcul donne les résultats suivants :

Sur 306 élèves (filles et garçons) placés :

55 ou 17.97 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
5 ou 1.64 % ont été rendus à leur famille.
48 ou 15.69 % ont atteint l'expiration de leur terme (incorporation à l'armée).
198 ou 64.70 % sont maintenus en placement.

Ces résultats sont à peu près les mêmes que ceux de l'année 1905 et sont plus favorables que ceux de l'année 1904, où la proportion des évasions et réintégrations était de 21 % pour l'ensemble des élèves (*garçons*) placés et de 22.74 %, en appliquant le calcul exclusivement aux élèves (filles et garçons) placés dans l'année; les mécomptes sont donc moins nombreux et les placements sont plus stables.

La différence du pourcentage des évasions et réintégrations entre les garçons et les filles provient de ce que celles-ci ne sont généralement placées que peu de temps avant l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement. Leur placement est donc moins exposé à un échec. Sur 65 filles placées, 14 seulement avaient été placées avant le 1er janvier 1905, tandis que, sur 788 garçons placés, 353 avaient été placés avant cette même date.

On pourrait multiplier les comparaisons, *indiquer notamment* les résultats d'après les écoles d'où les élèves sont sortis, mais ce serait long et peut-être fastidieux; chacun, d'ailleurs, peut lui-même faire le travail à l'aide des chiffres indiqués aux deux tableaux.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des élèves dans les écoles de bienfaisance de l'Etat au moment de leur internement d'après la classification prescrite par l'arrêté royal du 24 novembre 1904.

AGE AU MOMENT DU JUGEMENT.	PROVINCE dans laquelle est situé le tribunal qui a prononcé le jugement.	ECOLE DE BIENFAISANCE DESTINATAIRE.
I. — Garçons.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neuf provinces	Ruysselede.
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis	Brabant Flandre occidentale Hainaut	Ypres (1er quartier).
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis	Anvers Flandre orientale Namur Liége Limbourg Luxembourg	Moll.
16 ans accomplis et au-dessus	Les neuf provinces	Saint-Hubert.
II. — Filles.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neuf provinces	Beernem.
13 ans accomplis et au-dessus	Id.	Namur.

La répartition des élèves dans les écoles de bienfaisance s'opère donc désormais d'après leur âge au moment du jugement et leur lieu d'origine, *sans distinguer entre les jeunes délinquants et les jeunes mendiants et vagabonds.*

Les élèves-garçons qui, sortis de l'école par voie de placement ou de libération provisoire, doivent être réintégrés et qu'il importe de soumettre à un régime plus sévère, sont transférés dans un quartier spécial annexé à l'école de bienfaisance d'Ypres. Ceux dont l'indiscipline et l'immoralité exigent des mesures spéciales sont transférés aux quartiers de discipline établis à Gand (garçons) et à Namur (filles).

Les élèves qui, après libération provisoire ou après évasion de placement, sont condamnés à l'emprisonnement et subissent leur peine dans une prison sont transférés directement à l'expiration de la peine, dans l'école désignée par l'*administration.*

Pour cette désignation il est tenu compte de la gravité des faits commis par l'élève et, d'une manière générale, des renseignements sur sa conduite en dehors de l'école. (Circulaire du 19 février 1908.)

Les souteneurs de filles publiques, âgés de moins de 18 ans, sont dirigés sur le quartier de discipline annexé à la prison centrale de Gand.

Motifs des réintégrations et des évasions (tableaux CI et CII). — Le tableau *CII*, qui détaille les motifs des réintégrations et indique, en outre, les divers résultats d'après l'année dans laquelle les élèves ont été placés, ne relève que trois réintégrations dues à la faute du patron.

Il est certain, néanmoins, que les renvois d'élèves, sans motifs, notamment par des cultivateurs, à l'entrée de l'hiver, sont relativement assez fréquents, surtout dans certaines régions. Mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à réintégration, puisque l'élève n'a pas démérité; la solution qui s'indique, c'est ou bien le déplacement de l'élève chez un autre patron ou bien sa libération provisoire, si la situation de la famille n'y fait pas obstacle.

Sur 788 garçons placés, 85 ou 10.78 °/₀ se sont évadés de leur placement en 1906; 40 °/₀ des évadés avaient été placés dans le courant de la même année.

Sur 98 évadés (garçons et filles), 31 ont été réintégrés; 29 ont été infructueusement recherchés; 8 n'ont pu être réintégrés parce qu'ils s'étaient réfugiés à l'étranger; les 20 autres ont été autorisés, après enquête, à rester provisoirement en liberté dans leur famille.

Un grand nombre d'évadés sont près d'atteindre le terme de leur mise à la disposition du gouvernement ou tout au moins sont arrivés à un âge où ils peuvent se suffire à eux-mêmes; leur réintégration serait souvent inefficace et inopportune. La circulaire du 8 mars 1897 laisse, dans certains cas, aux magistrats du parquet, chargés de la recherche des évadés, la faculté de surseoir à la réintégration, s'ils jugent que cette mesure serait plutôt nuisible à l'élève et que d'ailleurs celui-ci peut, sans inconvénients, être laissé en liberté.

Chaque enfant placé possède son livret de Caisse d'épargne, *rendu indisponible jusqu'à sa majorité, sauf autorisation spéciale du Ministre.* Auprès de chaque école de bienfaisance a été instituée une société mutualiste en vue de l'affiliation des élèves à la Caisse de retraite; le règlement sur la matière a rendu cette affiliation obligatoire pour tous les élèves des écoles de bienfaisance de l'Etat; plusieurs comités de patronage ont établi également, dans leur sein, une mutualité spéciale du patronage; des mesures ont été prises pour assurer la continuation de l'affiliation des élèves à des mutualités particulières ou du patronage, après leur libération définitive.

L'œuvre du placement en apprentissage a été fondée en 1888-1889, à l'intervention des comités de patronage de la protection de l'enfance.

Ces comités, qui s'étendent aujourd'hui sur tout le pays, s'occupent non seulement des enfants mis à la disposition du gouvernement, mais aussi des enfants moralement abandonnés. A côté des comités de patronage fonctionnent les « Comités de défense des enfants traduits en justice ». Dans les grandes villes, on a créé aussi des sociétés spéciales de protection pour les enfants martyrs et les enfants anormaux.

La deuxième session du Congrès international des œuvres de patronage, tenue à Anvers en 1894, a fondé l'*Union internationale des œuvres de patronage*, dont le siège est établi en Belgique. La quatrième session du Congrès international des œuvres de patronage s'est tenue à Liége, au mois d'août 1905.

STATISTIQUE

DES

GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les requêtes en grâce soumises au Roi ont été en 1906 au nombre de 10,206, dont 8,747 furent rejetées, 1,459 accueillies totalement ou partiellement.

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne; ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve.

L'on trouvera les chiffres pour 1906 au tableau CIV. Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis le 1er juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1903, le nombre des libérations accordées et des révocations prononcées ainsi que la proportion de celles-ci. La proportion des révocations prononcées depuis cette date jusqu'au 31 décembre 1906 est indiquée séparément.

Enfin, le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Ces trois derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	150	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	125	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	58	05
1893	155	45	176	66	18	84
1894	142	59	181	05	20	124
1895	140	61	201	155	48	185
1896	160	56	216	150	64	200
1897	165	72	255	172	90	262
1898	170	87	266	181	87	208
1899	162	70	252	170	88	267
1900	175	61	256	140	50	199
1901	148	74	222	180	80	266
1902	150	46	182	182	80	262
1903	180	45	225	176	61	257
1904	158	59	217	173	94	267
1905	145	72	215	145	76	221
1906	142	74	216	104	85	270

ANNÉES.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES accordées pendant l'année.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTAL depuis 1er juin 1888 (1).	LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES pendant l'année.	LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES depuis le 1er juin 1888 (1).	RÉVOCATIONS de libérations accordées dans l'année.	RÉVOCATIONS TOTAL des révocations prononcées dans l'année.	RÉVOCATIONS TOTAL des révocations prononcées depuis le 1er juin 1888 (1).	RÉVOCATIONS TOTAL des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).
1888-1889	172	172			3	3	3	7
1890	106	278		245	1	5	8	5
1891	170	448			1	4	12	4
1892	169	617	170	415	3	5	17	6
1893	170	825	145	558	3	7	24	11
1894	181	1,004	126	684	3	6	30	15
1895	201	1,205	170	854	2	15	45	9
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49	9
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59	6
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68	11
1899	252	2,154	188	1,660	1	8	76	16
1900	250	2,390	125	1,785	»	8	84	15
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101	16
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	122	8
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	132	11
1904	217	3,236	176	2,475	4	7	139	14
1905	215	3,451	233	2,708	6	21	160	9
1906	216	3,667	220	2,928	2	10	170	2

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	RÉVOCATIONS.	POURCENTAGE DES RÉVOCATIONS.
1er juin 1888-31 décembre 1893	825	24	2 1/2 °/₀
1er janvier 1894-31 décembre 1898	1,099	44	3.09 °/₀
1er janvier 1899-31 décembre 1903	1,097	64	5.85 °/₀ (3)

Sur 648 libérations accordées depuis le 1er janvier 1904 jusqu'au 31 décembre 1906, 38 ou 5.87 °/₀ ont été révoquées.

Suite des 3,667 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives			2,928
Id.	révoquées		170
Terme d'épreuve expirant en		1907	197
Id.	id.	1908	212
Id.	id.	1909	34
Id.	id.	1910	30
Id.	id.	1911	12
Id.	id.	1912	8
Id.	id.	1913	9
Id.	id.	1914	8
Id.	id.	1915	9
	A reporter		3,608

	Report		3,608
Terme d'épreuve expirant en		1916	2
Id.	id.	1917	4
Id.	id.	1918	1
Id.	id.	1919	4
Id.	id.	1920	3
Id.	id.	1921	1
Id.	id.	1922	2
Id.	id.	1923	1
Id.	id.	1924	2
Id.	id.	1927	1
Id.	id.	1928	1
Id.	id.	1930	1
Indéfini			27
			3,667

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.
(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.
(3) Cette augmentation provient de ce que la loi du 5 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve, qui depuis cette loi ne peut être inférieur à 2 ans.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(Tableau CVI.)

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1906 à 20,994 résidents et 3,260 vagabonds, soit un total de 24,254.

Voici les chiffres des cinq dernières années :

Année.	Résidents.	Vagabonds.	Total.
1902	16,816	3,745	20,561
1903	19,617	3,683	23,300
1904	20,636	3,867	24,503
1905	22,518	3,484	26,002
1906	20,994	3,260	24,254

Le nombre des étrangers venant résider en Belgique n'avait cessé de progresser depuis 1902. Le chiffre de 1906 accuse une diminution de 1,524 sur le chiffre de 1905. Le nombre des vagabonds est, pour 1906, inférieur à celui des cinq années précédentes. Le « dénombrement » total des étrangers arrivés pendant l'année 1906 accuse sur l'année 1905 une diminution de 1,748.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.
Allemagne	5,467	5,812	5,656	6,737	5,925
Angleterre	385	528	534	625	540
Autriche	509	471	545	691	833
France	8,366	10,430	10,776	10,608	9,799
Hollande	2,759	2,815	3,448	2,912	2,936
Italie	730	629	698	834	659
Luxembourg	538	436	530	574	526
Russie	527	545	804	1,248	1,754

(Tableau CVII.)

En 1906, 7,353 étrangers ont été éloignés du pays pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. Voici les nombres correspondants des quatre années antérieures à 1906 :

En 1902	8,530
— 1903	8,115
— 1904	9,057
— 1905	8,428

(Tableau CVIII.)

Le nombre total des étrangers expulsés par arrêté royal ou renvoyés en vertu d'autres mesures administratives a été en 1906 de 8,865 contre 10,016 en 1905; 10,391 en 1904; 9,513 en 1903; et 10,154 en 1902.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

La population des asiles d'aliénés a subi en 1906 une nouvelle hausse, qui a porté à 17,210 le chiffre des malades des deux sexes. En 1890, on en comptait moins de 11,000. Chaque année étend le nombre des victimes des affections mentales soignées dans les asiles, comme on peut s'en convaincre par les séries de chiffres que voici :

Population des asiles au 31 décembre.

(Tableaux CVI a CIX.)

	Hommes.	Femmes.	Total.
	—	—	—
1891.	5,665	5,410	11,075
1892.	5,935	5,545	11,480
1893.	6,275	5,719	11,994
1894.	6,392	5,908	12,300
1895.	6,624	6,178	12,802
1896.	7,037	6,278	13,315
1897.	7,167	6,401	13,568
1898.	7,473	6,749	14,422
1899.	7,618	6,985	14,603
1900.	7,834	7,140	14,974
1901.	8,072	7,276	15,348
1902.	8,470	7,512	15,982
1903.	8,651	7,702	16,353
1904.	8,900	7,829	16,729
1905.	8,990	7,954	16,944
1906.	9,088	8,122	17,210

En quinze ans il s'est donc produit une augmentation de 60 °/₀ des hommes internés dans les asiles et une augmentation de 50 °/₀ des femmes internées.

Les individus admis pour la première fois dans un asile ont été au nombre de 3,116 (dont 1,656 hommes et 1,460 femmes).

Ce chiffre a été en 1905 de 3,176, en 1904 de 3,086, en 1903 de 3,057, en 1902 de 3,144.

Au point de vue de l'âge au moment de l'admission, on comptait, sur 1,000 aliénés de chaque sexe :

124	hommes	et	66	femmes	âgés de moins de 16 ans.
51	id.	et	44	id.	id. de 16 à 20 ans.
176	id.	et	186	id.	id. de 21 à 30 id.
360	id.	et	405	id.	id. de 31 à 50 id.
289	id.	et	299	id.	id. de plus de 50 ans.

La répartition d'un même nombre d'aliénés au point de vue de l'époque de l'année où ils furent admis à l'asile donne :

Pour le printemps. . .	259	hommes,	276	femmes.
Id. l'été	276	id.	276	id.
Id. l'automne	236	id.	206	id.
Id. l'hiver.	229	id.	242	id.

Dans différentes parties de la statistique criminelle on a eu l'occasion de montrer l'influence énorme exercée par l'alcoolisme sur la criminalité masculine. Pourvoyeur des prisons, l'alcool est également une des grandes causes de l'extension des affections mentales. Sur 1,656 hommes admis pour la première fois dans un asile 381 ou 23 °/₀ étaient des alcoolisés.

En 1881, dernière année où l'on a établi la statistique des aliénés alcooliques par sexe, on comptait dans les asiles, au 31 décembre, 409 alcoolisés. En 1906, ce chiffre passe à 1,697, augmentant de 1,288 ou 317 °/₀. De 1881 à 1906 le nombre des hommes internés a crû de 4,160 à 9,088 ou de 118 °/₀. Un simple rapprochement entre ces deux chiffres, 118 °/₀ et 317 °/₀, montre de combien l'influence de l'alcool sur l'aliénation mentale a grandi depuis vingt ans. Un autre calcul, consistant à rechercher combien il y avait d'alcooliques sur cent aliénés détenus au 31 décembre de chacune des années 1881 et 1906, fournit la même démonstration sous une autre forme. Ce calcul apprend, en effet, qu'il y avait 9.8 alcooliques sur cent aliénés en 1881, 18.7 °/₀ en 1906.

L'alcoolisme joue un rôle beaucoup moins considérable dans les troubles mentaux qui affectent les femmes. En 1906 on a compté 3.8 femmes alcooliques sur cent femmes internées pour la première fois. Les asiles contenaient au 31 décembre 269 alcoolisées sur 8,122 recluses, soit 3.2 °/₀.

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

1906

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les *délits forestiers* (pp. 62 et 66, 104 à 109, 114 à 117, 118 à 126) et le tableau XXVIII des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier du tribunal d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les fardes, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux renseignant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge ou une école de bienfaisance (1); on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique après avoir été rangés dans leurs dossiers, s'ils concernent des condamnés récidivistes. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N°

(Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION.

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient.)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *le*

Le condamné a-t-il agi étant sous l'influence de la boisson? .....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.
(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation **I. C.**
Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11 ; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal ; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de

nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — État des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux									Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux. — NOMBRE DES AFFAIRES					
	reçus directement par		TRANSMIS AU MINISTÈRE PUBLIC PAR								communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe		
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourgmestres	les commissaires de police.	les gardes champêtres.	les gardes forestiers.	de toute autre manière.					du ministère public.	de la partie civile.	d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	6,759	25	5,617	19	495	26,110	161	199	818	38,187	4,208	6,659	24,005	5,291	91	199
Louvain	12	—	1,960	—	520	1,541	199	18	499	4,549	1,176	585	1,769	970	7	55
Nivelles	18	—	5,035	5	44	647	510	9	590	4,293	1,095	886	1,025	572	5	11
Anvers	1,779	1	2,410	—	519	10,416	—	60	1,069	16,254	4,541	444	8,199	5,176	10	55
Malines	102	—	944	—	51	861	159	—	158	2,335	1,255	11	685	577	5	5
Turnhout	50	—	1,455	—	54	418	567	104	102	2,568	588	275	787	882	—	46
Mons	2,200	—	4,225	4	114	5,196	407	200	961	11,406	4,658	1,699	1,955	724	2	20
Charleroi	9,201	—	6,620	—	666	7,105	685	58	26	24,401	8,078	5,961	10,056	2,285	2	21
Tournai	906	—	1,551	—	60	557	59	50	497	3,443	1,715	518	940	599	6	6
Gand	21	—	5,782	—	1,521	5,569	287	591	525	11,697	5,015	720	4,775	3,015	2	42
Audenarde	25	—	3,807	1	95	568	58	5	170	4,529	775	520	2,416	796	1	10
Termonde	59	—	5,565	8	207	1,965	152	60	575	6,277	975	582	2,725	1,955	—	10
Bruges	55	4	2,270	1	466	5,469	171	81	679	7,188	1,616	711	2,759	2,116	—	15
Courtrai	40	—	2,750	—	579	2,818	56	—	710	6,933	1,907	469	2,912	1,589	—	12
Furnes	6	—	800	—	545	585	20	—	187	1,743	590	175	754	441	—	10
Ypres	51	1	1,295	—	554	897	245	92	457	3,070	799	508	1,575	578	1	6
Liége	1,894	5	4,540	1	22	6,110	662	81	564	13,462	2,995	1,994	5,759	2,042	11	129
Huy	840	—	1,200	2	150	184	481	19	216	3,092	908	445	1,502	414	5	20
Verviers	794	—	1,022	5	697	1,451	255	205	34	4,419	1,445	664	1,851	418	—	51
Tongres	572	—	1,750	—	45	224	108	82	95	2,680	769	427	966	491	1	25
Hasselt	510	—	1,200	—	125	525	280	6	71	2,830	552	585	1,148	692	—	51
Arlon	10	—	2,092	5	11	401	108	65	221	2,911	847	1,051	744	165	—	105
Marche	—	—	1,102	1	1	55	120	21	74	1,378	585	259	558	171	1	24
Neufchâteau	524	—	1,161	5	5	115	61	125	110	2,102	580	518	720	246	2	36
Namur	11	—	4,514	—	28	2,247	87	75	59	7,019	1,055	1,205	3,058	697	—	59
Dinant	1,854	—	675	6	215	542	108	514	117	3,629	857	790	1,451	451	1	110
TOTAUX	28,173	32	63,039	58	7,053	77,384	5,552	2,364	8,740	192,395	48,040	26,081	88,198	29,530	147	1,100

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES PRÉVENUS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	14,709	3,666	751	915	—	617	11	5	1,915	24,005
Louvain	111	495	707	509	—	68	—	1	78	1,769
Nivelles	447	623	485	1	—	—	1	—	64	1,625
Anvers	1,951	3,728	1,701	535	56	159	5	8	298	8,199
Malines	25	345	108	11	—	48	2	—	150	685
Turnhout	305	311	91	15	1	9	1	1	56	787
Mons	635	2,055	960	58	—	256	—	—	1,055	4,955
Charleroi	4,258	1,942	2,207	899	—	727	25	—	—	10,056
Tournai	145	470	518	1	—	8	—	—	—	940
Gand	1,198	1,405	1,725	186	—	151	40	29	65	4,775
Audenarde	277	866	451	468	—	29	2	9	314	2,416
Termonde	785	908	967	51	—	22	1	—	15	2,725
Bruges	155	1,087	1,571	7	5	57	5	7	67	2,739
Courtrai	101	1,387	1,065	59	—	88	1	4	117	2,912
Furnes	40	570	276	—	—	8	1	1	20	734
Ypres	94	596	551	59	49	17	26	1	—	1,373
Liége	658	277	4,157	521	—	59	5	6	115	5,739
Huy	561	272	482	56	—	76	1	5	71	1,302
Verviers	410	550	472	119	—	155	1	6	120	1,831
Tongres	170	159	427	21	1	45	—	—	56	966
Hasselt	42	250	617	25	9	25	—	—	152	1,148
Arlon	505	165	85	4	5	81	21	2	82	744
Marche	164	145	105	20	2	27	—	1	87	558
Neufchâteau	218	191	225	22	—	57	—	2	55	726
Namur	1,687	528	541	12	—	192	—	—	78	3,038
Dinant	51	591	948	51	—	20	—	8	19	1,451
TOTAUX. . .	23,399	25,170	21,874	4,198	104	2,895	148	92	4,318	88,198

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées.
Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES										AFFAIRES SANS SUITE.				
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES DE RENVOI DEVANT							renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS			
	la chambre des mises en accusation.	le tribunal correctionnel.		le tribunal de police		une autre juridiction.	de non-lieu à poursuivre.					présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
		Crimes.	Délits.	sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 1 oct. 1867.	après instruction.							Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	10	486	1,695	4,788	12	11	1,742	80	—	8,833	—	267	275	547	655
Louvain	4	50	147	820	2	—	139	2	—	1,164	22	4	27	27	59
Nivelles	5	55	140	691	8	2	172	—	—	1,071	6	2	56	66	62
Anvers	8	520	1,001	1,675	6	7	892	58	1	4,008	17	97	267	561	159
Malines	1	55	100	769	20	7	285	—	—	1,304	—	61	42	144	56
Turnhout	7	24	68	451	—	—	40	1	—	594	13	1	12	11	5
Mons	9	95	429	3,172	17	2	526	42	—	4,292	65	77	144	152	110
Charleroi	17	215	700	5,061	22	5	892	46	—	7,861	6	162	402	281	41
Tournai	—	65	270	980	48	—	252	2	1	1,616	26	5	29	107	83
Gand	10	186	551	1,859	2	—	626	17	1	3,012	51	125	155	225	71
Audenarde	6	45	175	511	7	1	245	—	—	788	5	75	56	71	56
Termonde	6	95	278	206	2	2	285	5	—	879	59	60	57	42	107
Bruges	2	125	578	482	4	4	560	9	—	1,562	7	99	210	151	110
Courtrai	10	206	226	1,158	2	2	506	5	—	1,895	5	56	64	112	69
Furnes	—	26	107	85	2	—	148	15	—	381	1	15	25	49	60
Ypres	8	67	105	592	—	—	151	—	—	704	25	18	25	56	51
Liége	9	210	618	1,462	21	—	758	19	—	3,086	158	97	215	195	95
Huy	—	20	75	604	21	—	145	—	—	865	17	9	50	45	24
Verviers	1	50	512	685	25	—	555	49	—	1,482	15	4	145	97	94
Tongres	2	24	115	515	4	—	108	2	—	768	9	4	15	45	57
Hasselt	2	20	57	529	1	1	147	2	—	568	—	18	48	48	55
Arlon	2	51	96	597	18	2	74	21	—	844	—	25	25	6	22
Marche	—	7	55	285	—	1	46	—	—	372	5	9	25	8	1
Neufchâteau	1	17	40	475	2	—	55	—	—	586	2	5	51	15	—
Namur	5	57	489	1,029	59	7	540	—	—	1,966	—	201	—	—	159
Dinant	5	27	151	446	15	—	149	6	—	798	6	10	58	52	65
TOTAUX. . .	126	2,601	8,257	30,187	307	54	9,595	371	5	51,299	477	1,502	2,584	2,854	2,196

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction.					Récapitulation.	
		Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve.		Crimes reconnus tels par l'instruction.		TOTAL.	Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2, 3, 5).	Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
		Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Crimes contre les personnes.								
Assassinat (ou tentative)	2	9	2	11	10	34	22	12
Empoisonnement (ou tentative)	1	5	1	—	1	8	6	2
Infanticide	—	8	9	12	4	33	20	13
Parricide	—	—	2	—	—	2	—	2
Meurtre (ou tentative)	5	34	18	22	13	90	59	31
Coups ayant causé la mort	—	4	3	3	1	11	7	4
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois ayant causé des blessures ou la mort	10	—	—	16	1	27	26	1
Enlèvement d'une fille au-dessous de 16 ans	4	—	1	—	—	5	4	1
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	7	28	115	28	43	221	63	158
Débauche de mineurs de moins de 11 ans	4	—	—	—	1	5	4	1
Suppression d'enfant	—	—	—	—	1	1	—	1
Avortement	110	10	18	37	11	195	166	29
TOTAUX	141	107	169	129	86	632	377	255
Crimes contre les propriétés.								
Incendie (ou tentative)	106	201	36	209	47	899	816	83
Destruction de construction	5	3	1	3	1	17	15	2
Id. de titres	—	—	—	—	1	1	—	1
Faux en écritures	35	39	76	62	55	267	136	131
Fausse monnaie	1	2	3	2	1	11	5	6
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	9	—	1	—	—	10	9	1
Banqueroute frauduleuse	1	—	39	1	11	52	2	50
Détournement par fonctionnaire public	—	—	2	1	3	6	1	5
Vol qualifié (ou tentative)	3,859	185	101	655	260	5,058	4,697	361
Recel d'objets obtenus à l'aide d'un crime	—	—	1	—	—	1	—	1
Extorsion	—	1	3	—	—	6	1	5
Association de malfaiteurs	—	—	1	—	—	1	—	1
TOTAUX	4,316	433	268	933	379	6,329	5,682	647
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	4,457	540	437	1,062	465	6,961	6,059	902
Délits	20,713	962	1,947	1,772	1,731	27,125	23,447	3,678
Nombre total des crimes et délits	25,170	1,502	2,384	2,834	2,196	34,086	29,506	4,580

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1898.

I. — NATURE DE L'INFRACTION commise par le requérant.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES. LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE			DEMANDES REJETÉES. LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE		
		criminelle.	correctionnelle.	de police.	criminelle.	correctionnelle.	de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Abus de confiance, escroquerie	10	—	7	—	—	3	—
Adultère, entretien de concubine	6	—	5	—	—	1	—
Arrestation arbitraire par fonctionnaire	1	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, viol	6	—	2	1	1	2	—
Banqueroute frauduleuse	2	1	—	—	1	—	—
Blessures involontaires	1	—	1	—	—	—	—
Calomnie, diffamation	4	—	4	—	—	—	—
Col frauduleux	1	—	1	—	—	—	—
Chasse (Délit de)	3	—	2	—	—	1	—
Coups et blessures volontaires	36	—	28	—	—	6	2
Débauche de mineurs	1	—	1	—	—	—	—
Détournement par fonctionnaire	1	—	1	—	—	—	—
Domicile (Violation de)	1	—	1	—	—	—	—
Droits d'auteur (Contravention à la loi sur les)	1	—	1	—	—	—	—
Etablissement dangereux (Contravention à la loi sur les)	1	—	1	—	—	—	—
Evasion de détenu par négligence des gardiens	1	—	1	—	—	—	—
Fausse monnaie	2	2	—	—	—	—	—
Faux en écritures	11	4	3	—	3	1	—
Faux nom	1	—	1	—	—	—	—
Faux serment	1	—	—	—	—	1	—
Impôts (Contravention aux lois sur les)	1	—	—	—	—	1	—
Ivresse	3	—	—	2	—	1	—
Jeux de hasard (Contravention à la loi sur les)	1	—	1	—	—	—	—
Menaces de mort	1	—	1	—	—	—	—
Outrages, rebellion envers des fonctionnaires	14	—	10	—	—	4	—
Outrages aux mœurs	3	—	3	—	—	—	—
Presse (Délit de)	2	—	1	—	—	1	—
Recel	3	—	3	—	—	—	—
Travail (Contravention aux lois sur l'organisation du)	2	—	2	—	—	—	—
Vagabondage	1	—	—	1	—	—	—
Voirie, roulage (Contravention aux lois sur la)	1	—	—	1	—	—	—
Vol	22	4	12	—	—	6	—
Contraventions de police	5	—	—	5	—	—	—
TOTAL	150	11	94	10	5	26	2

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	20
6 ans à moins de 10 ans	49
10 ans à moins de 15 ans	30
15 ans et plus	42
TOTAL	150

VI. — Chambres des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :		COURS D'APPEL.			TOTAL.
		BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1		2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés		7	1	2	10
Portant renvoi	aux assises	37	20	22	79
	au tribunal correctionnel	25	25	2	50
	au tribunal de police	—	—	—	—
	devant une autre juridiction	—	—	—	—
	TOTAUX	69	44	26	139
Statuant sur des demandes en réhabilitations.	Octrois	76	32	7	115
	Rejets	29	2	4	35
	TOTAUX	105	34	11	150

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.		Ordonnances confirmées entièrement.	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL.
			pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
1		2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)		330	1	1	—	5	45	402
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires : auxquelles il a été formé opposition	par le ministère public	5	2	1	—	—	—	8
	par les parties civiles	—	—	—	—	—	—	—
dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code I. C.		67	4	2	15	1	42	131
Cours d'appel	Bruxelles	285	5	3	8	6	38	343
	Gand	70	1	—	2	—	30	121
	Liége	60	1	1	5	—	10	77
	TOTAUX	422	7	4	15	6	87	541
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition		1	—	—	—	—	—	1

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	11	2	6	2	1
Gand	7	—	5	2	2
Liége	1	1	—	—	—
TOTAUX	19	3	9	4	3

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	2	1	—	—	1
Gand	—	—	—	—	—
Liége	1	—	—	1	—
TOTAUX	3	1	—	1	1

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.		Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
				Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant		17	17	—	1	4	1	1	—	6	4	—	—
Anvers		12	12	—	1	7	1	1	1	1	—	—	—
Hainaut		27	27	—	1	3	5	6	4	6	2	—	—
Flandre orientale		7	7	—	1	1	3	—	1	1	—	—	—
Flandre occidentale		15	15	—	3	4	2	4	1	—	1	—	—
Liége		9	9	—	2	2	—	2	3	—	—	—	—
Limbourg		7	7	—	—	3	—	4	—	—	—	—	—
Luxembourg		3	3	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—
Namur		9	9	—	1	2	2	2	—	—	2	—	—
Résultat des arrêts.	Condamnés	85	85	—	8	20	13	18	7	12	7	—	—
	Acquittés	21	21	—	2	6	3	2	3	3	2	—	—
	TOTAUX	106	106	—	10	26	16	20	16	15	9	—	—

XI. — Durée de la détention préventive.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés ou condamnés à des peines pécuniaires.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	30	28	1	—	1	—	684	338	255	51	19	—	17	11	5	1	—	—
Louvain	2	1	1	—	—	—	38	13	15	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	8	7	1	—	—	—	36	20	5	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Anvers	15	11	4	—	—	—	337	220	85	15	16	1	14	8	3	—	3	—
Malines	1	1	—	—	—	—	34	25	9	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	33	12	19	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	92	20	37	17	9	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	7	7	—	—	—	—	186	131	34	18	3	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	92	55	30	6	—	1	2	—	1	1	—	—
Gand	8	7	1	—	—	—	93	13	70	8	2	—	4	3	1	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	15	8	3	3	—	1	1	—	—	1	—	—
Termonde	2	2	—	—	—	—	60	14	38	5	3	—	2	1	1	—	—	—
Bruges	21	21	—	—	—	—	102	42	31	15	11	—	11	3	2	4	—	—
Courtrai	2	1	—	1	—	—	129	56	51	15	6	—	7	1	3	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	17	11	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1	1	—	—	—	—	41	24	10	4	3	—	2	1	1	—	—	—
Liége	13	13	—	—	—	—	286	231	51	1	—	—	7	6	1	—	—	—
Huy	1	1	—	—	—	—	16	6	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	2	2	—	—	—	—	106	91	9	3	—	—	6	6	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	15	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	7	7	—	—	—	—	28	18	7	1	—	2	—	—	—	—	—	—
Arlon	3	3	—	—	—	—	52	50	2	—	—	—	3	3	—	—	—	—
Marche	7	6	—	—	—	1	25	21	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	1	1	—	—	—	—	13	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	4	4	—	—	—	—	69	24	18	12	14	1	—	—	—	—	—	—
Dinant	9	9	—	—	—	—	60	40	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	144	133	8	1	1	1	2,659	1,579	794	188	92	6	90	49	21	7	3	—
Prévenus laissés en liberté	4,637	—	—	—	—	—	22,181 (1)	—	—	—	—	—	31,608	—	—	—	—	—

(1) Y compris 281 délinquants de moins de 16 ans, acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.

N. B. — Dans les publications des années 1900 à 1903, le chiffre inscrit au bas de la colonne 8 et celui inscrit au bas de la colonne 14 représentaient pour chacune des deux catégories, déterminées par les rubriques de tête, le total des prévenus, y compris les détenus.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende, sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au regime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice. Si l'on veut comparer les chiffres fournis, à partir de l'année 1898 avec ceux qui ont été publiés pour les années antérieures, il importe de remarquer que le chiffre des affaires porté au tableau XII des publications nouvelles comprend toutes les affaires jugées par le tribunal, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que depuis 1886 jusqu'en 1897 ces affaires n'ont pas été comptées. Si l'on veut comparer le chiffre des inculpés à partir de l'année 1898 à celui donné pour les années précédentes, il faut ajouter au chiffre des inculpés en matière de police, celui des inculpés en matière électorale.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles. (3 cantons.)	20,798	19,078	9,818	8,911	949	1,075	1,059	14	—	47	15	31	—	1
Anderlecht	1,209	1,175	739	365	55	12	12	—	—	22	11	11	—	—
Assche	347	295	256	40	19	31	31	—	—	18	9	9	—	—
Hal.	485	465	385	61	21	15	15	—	—	7	3	1	3	—
Ixelles	3,069	2,959	1,707	999	253	78	78	—	—	32	20	12	—	—
Laeken	1,454	1,411	881	457	76	21	19	2	—	19	6	13	—	—
Lennick-St-Quentin	304	270	225	48	6	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean.	3,620	3,577	1,805	1,612	150	19	19	—	—	24	7	17	—	—
St-Gilles.	2,201	2,162	1,161	976	25	17	10	7	—	22	10	12	—	—
St-Josse-ten-Noode	2,341	2,308	1,227	1,057	44	21	21	—	—	12	4	8	—	—
Schaerbeek	2,077	1,989	1,252	717	40	58	58	—	—	30	14	16	—	—
Uccle.	1,206	1,152	751	345	35	19	19	—	—	55	29	26	—	—
Vilvorde	449	427	336	61	10	20	20	—	—	2	2	—	—	—
Wolverthem	178	161	145	11	7	15	15	—	—	4	1	3	—	—
TOTAUX.	39,733	38,021	20,687	15,668	1,666	1,423	1,400	23	—	294	129	162	3	1
Louvain (2 cantons.)	863	820	677	123	20	31	31	—	—	12	6	6	—	1
Aerschot	348	332	268	38	26	12	12	—	—	4	—	4	—	—
Diest.	430	425	336	80	19	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	161	157	126	27	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	266	259	204	22	13	25	25	—	—	2	2	—	—	—
Léau	124	121	105	13	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont.	836	738	551	180	21	77	77	—	—	21	4	17	—	—
TOTAUX.	3,028	2,832	2,238	485	109	157	157	—	—	39	12	27	—	1
Nivelles.	630	575	280	240	55	55	54	1	—	—	—	—	—	—
Genappe.	290	224	111	63	17	38	38	—	—	28	4	21	—	—
Jodoigne	384	372	289	71	12	5	5	—	—	7	1	5	1	—
Perwez	329	275	214	40	12	25	25	—	—	20	2	27	—	—
Wavre	716	659	576	75	8	47	47	—	—	10	5	5	—	—
TOTAUX.	2,349	2,105	1,503	498	104	170	169	1	—	74	12	61	1	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Anvers (3 cantons.)	12,857	12,707	7,788	4,646	273	102	151	8	—	88	35	53	—	—
Boom	660	658	502	117	19	21	21	—	—	1	—	1	—	—
Borgerhout.	1,989	1,880	1,291	548	41	62	62	—	—	47	28	19	—	—
Brecht	274	183	140	36	9	86	86	—	—	5	5	—	—	—
Contich	467	326	284	39	3	140	140	—	—	1	1	—	—	—
Eeckeren	386	364	245	101	18	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven	335	288	231	48	9	43	43	—	—	4	1	3	—	—
TOTAUX.	17,068	16,388	10,481	5,535	372	536	528	8	—	144	68	76	—	—
Malines (2 cantons.)	900	808	701	104	3	32	32	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	362	337	292	39	6	18	18	—	—	7	6	1	—	—
Heyst-op-den-Berg.	458	451	407	37	10	3	3	—	—	1	—	1	—	—
Lierre.	380	367	302	58	7	7	7	—	—	6	1	5	—	—
Puers	150	139	127	8	4	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,250	2,165	1,829	306	30	71	71	—	—	14	7	7	—	—
Turnhout	716	705	393	281	31	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck.	200	198	112	56	30	1	1	—	—	1	—	1	—	—
Herenthals.	312	306	243	43	20	3	3	—	—	1	—	—	1	—
Hoogstraeten.	421	131	96	31	4	288	288	—	—	2	1	1	—	—
Moll	524	525	456	76	11	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	286	279	206	55	18	7	7	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	2,459	2,142	1,486	542	114	313	313	—	—	4	1	2	1	1
Mons	2,020	1,927	1,256	582	119	93	93	—	—	—	—	—	—	—
Boussu	1,462	1,458	1,146	259	53	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres.	166	157	128	14	5	8	8	—	—	1	—	1	—	—
Dour	912	902	688	163	48	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Enghien.	221	193	160	18	6	28	28	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	1,377	1,362	940	363	57	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Lens	412	409	359	46	24	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	623	622	466	139	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	638	631	348	255	55	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Soignies.	497	484	352	116	36	15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	8,328	8,128	5,822	1,899	407	199	179	—	—	1	—	1	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi. . . . (2 cantons.)	7,748	7,666	5,510	3,900	256	82	79	3	—	—	—	—	—	—
Beaumont.	193	174	120	42	12	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Binche.	1,278	1,257	869	326	62	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	3,015	2,991	1,755	1,042	196	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Chimay.	278	255	165	74	14	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque .	2,169	2,158	1,404	641	113	11	10	1	—	—	—	—	—	1
Gosselies	1,336	1,323	896	361	66	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	1,729	1,717	1,221	436	60	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château .	353	342	234	71	17	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe.	752	732	496	184	52	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	375	364	275	70	12	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	19,226	18,977	10,961	7,156	860	249	245	4	—	—	—	—	—	1
Tournai	716	689	467	205	19	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	321	309	244	46	19	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Ath	300	286	210	55	21	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Celles	257	233	207	26	—	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq.	97	95	80	2	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes.	138	132	104	23	5	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	200	198	162	29	7	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	180	163	124	32	7	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	191	187	157	26	4	4	4	—	—	—	—	—	—	1
Quevaucamps . . .	243	239	169	49	21	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	319	304	237	50	14	18	18	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	2,962	2,832	2,190	521	121	130	130	—	—	—	—	—	—	1

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand . . . . . (3 cantons)	6,218	5,959	2,901	2,680	378	259	259	7	—	—	—	—	—	—
Assenede	142	132	104	27	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Caprycke.	116	111	70	37	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem. . . .	140	125	91	25	7	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	322	183	126	52	5	139	139	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	356	344	253	93	16	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Everghem	303	279	157	113	9	24	24	—	—	—	—	—	—	1
Ledeberg	434	429	243	170	14	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy.	142	136	103	23	6	5	3	2	—	1	1	—	—	—
Nazareth.	224	200	146	49	5	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Nevele.	538	194	129	54	11	344	344	—	—	—	—	—	—	—
Osterzeele	384	361	210	124	18	23	23	—	—	—	—	—	—	1
Somergem	219	209	145	53	11	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Waerschot	177	38	31	6	1	139	139	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	9,715	8,691	4,095	4,118	478	1,023	1,014	9	—	1	1	—	—	2
Audenarde . . .	344	328	212	99	17	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Grammont.	239	231	182	41	8	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Herzele	248	243	198	41	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie .	98	96	82	14	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	79	78	61	15	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	278	266	221	36	9	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	250	234	161	63	10	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	204	198	134	53	11	6	6	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX. . .	1,740	1,674	1,251	362	61	66	66	—	—	—	—	—	—	1
Termonde. . . .	223	213	165	39	9	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Alost	342	326	230	82	14	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Beveren.	472	455	298	118	39	11	9	2	—	6	1	5	—	—
Hamme	282	278	171	93	12	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren.	223	212	150	42	14	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes .	338	333	223	88	22	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes .	454	447	300	121	20	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	292	286	213	58	15	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	177	169	131	21	17	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Zele	204	201	165	37	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	3,007	2,920	2,076	681	163	81	79	2	—	6	1	5	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges (3 cantons.)	2,182	2,052	781	1,125	146	130	130	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	91	78	36	14	8	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	286	263	155	93	14	7	7	—	—	14	4	10	—	—
Ostende	1,713	1,615	783	801	30	68	68	—	—	—	—	—	—	—
Ruysselede	82	78	40	25	6	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	160	147	108	32	7	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Thourout	279	250	151	69	27	28	28	—	—	1	—	1	—	—
TOTAUX.	4,793	4,515	2,086	2,162	267	263	263	—	—	15	4	11	—	—
Courtrai (2 cantons.)	1,179	1,108	770	272	57	65	64	1	—	6	3	3	—	—
Avelghem	126	116	97	18	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	322	224	153	72	17	90	90	—	—	2	1	1	—	—
Iseghem	331	317	225	55	39	11	11	—	—	3	2	1	—	—
Menin	925	670	575	269	28	255	255	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	144	142	63	67	12	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	190	190	141	41	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	1,058	777	386	345	46	281	238	43	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	168	144	88	45	11	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	762	730	425	284	29	26	26	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	5,205	4,424	2,708	1,468	248	770	726	44	—	11	6	5	—	—
Furnes	143	137	94	36	7	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	192	187	117	50	20	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	56	51	44	7	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	177	166	99	59	8	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	568	545	354	152	39	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2 cantons.)	560	500	333	135	21	50	50	—	—	1	—	1	—	—
Hooglede	237	225	131	78	16	4	4	—	—	8	—	8	—	—
Messines	230	201	139	53	12	7	7	—	—	19	—	19	—	—
Passchendaele	223	213	108	72	33	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	128	119	73	31	12	9	8	1	—	—	—	—	—	—
Werwicq	246	242	135	62	15	4	4	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,624	1,512	919	484	109	84	83	1	—	28	—	28	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liége (2 cantons.)	4,339	4,015	2,265	1,665	85	324	291	32	1	—	—	—	—	1
Dalhem	176	168	110	25	3	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	554	542	399	105	38	12	12	—	—	—	—	—	—	1
Fléron	691	663	551	80	32	28	28	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	587	491	375	104	12	13	12	—	—	84	54	30	—	—
Herstal	382	362	270	65	27	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,054	1,037	738	223	56	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Louveigné	315	302	191	102	9	13	13	—	—	—	—	—	—	1
Saint-Nicolas	747	732	560	150	22	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	1,404	1,384	1,028	302	54	19	19	—	—	1	—	—	1	3
Waremme	651	404	301	83	20	157	153	1	1	—	—	—	—	—
TOTAUX.	10,900	10,190	6,928	2,904	358	625	590	33	2	85	54	30	1	6
Huy	536	526	396	109	21	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	276	267	253	13	1	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	44	44	37	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	179	170	136	13	10	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Jehay-Bodegnée	214	212	170	19	13	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Landen	214	211	170	23	16	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	326	322	208	81	30	4	4	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,789	1,761	1,399	269	93	28	28	—	—	—	—	—	—	1
Verviers	1,432	1,407	673	691	43	23	23	—	—	—	—	—	—	1
Aubel	118	116	100	7	9	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Dison	306	304	258	44	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Herve	107	81	72	7	2	26	26	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	178	175	130	44	1	3	3	—	—	—	—	—	—	1
Spa	682	668	452	103	41	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	280	266	222	36	8	14	14	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	3,103	3,017	1,887	1,024	106	86	86	—	—	—	—	—	—	3

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	419	393	307	78	15	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	226	221	151	51	13	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Brée	109	107	58	39	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Looz	293	266	231	30	5	27	27	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	267	260	186	66	8	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	235	223	143	64	16	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-St-et-Boiré	111	111	86	22	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,660	1,586	1,165	353	68	74	74	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	271	264	186	69	9	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Achel	134	120	84	41	4	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Beeringen	304	297	181	89	27	6	6	—	—	1	1	—	—	—
Herck-la-Ville	110	108	87	12	9	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Peer	149	142	72	50	20	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	371	350	220	72	58	21	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,339	1,290	830	333	127	48	48	—	—	1	1	—	—	—
Arlon	853	808	780	20	8	29	29	—	—	16	8	8	—	—
Etalle	189	179	172	6	1	4	4	—	—	6	—	4	2	—
Fauvillers	169	167	148	15	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	189	172	158	9	5	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	501	458	362	74	22	37	37	—	—	6	1	2	3	—
Virton	423	399	378	19	2	23	23	—	—	1	1	—	—	—
TOTAUX	2,324	2,183	1,998	143	42	112	112	—	—	29	10	14	5	—
Marche	223	213	212	2	1	7	7	—	—	1	—	1	—	—
Durbuy	92	81	78	3	—	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	67	64	63	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	214	176	156	20	—	10	10	—	—	22	1	21	—	—
Laroche	180	171	157	14	—	8	8	—	—	1	—	—	1	—
Nassogne	76	74	70	3	1	1	1	—	—	1	—	1	—	—
Vielsalm	128	100	101	4	1	17	17	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	978	890	840	47	3	63	63	—	—	25	1	23	1	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	351	271	257	14	—	18	17	1	—	12	—	7	5	—
Bastogne	361	340	268	67	5	5	3	2	—	16	7	9	—	—
Bouillon	277	260	227	32	1	12	12	—	—	5	1	4	—	—
Paliseul	228	212	183	12	17	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	330	304	260	39	5	15	13	—	—	11	2	9	—	—
Sibret	92	89	81	7	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	187	180	170	9	1	5	5	—	—	2	1	1	—	—
TOTAUX	1,776	1,656	1,446	180	30	74	71	3	—	46	11	30	5	—
Namur (2 cantons)	2,002	1,925	770	1,066	78	79	79	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	274	256	188	60	8	17	17	—	—	1	—	1	—	—
Eghezée	269	264	243	18	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	807	780	416	330	34	10	10	—	—	8	1	2	3	—
Gembloux	512	453	365	67	7	29	29	—	—	11	7	37	—	—
TOTAUX	3,864	3,662	1,991	1,541	130	149	149	—	—	53	8	40	5	—
Dinant	361	320	280	40	—	18	18	—	—	14	3	8	3	—
Beauraing	225	211	190	16	5	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	295	213	193	18	2	17	17	—	—	5	2	2	1	—
Couvin	295	278	215	54	9	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	247	241	192	36	13	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	172	163	157	6	2	4	4	—	—	3	—	3	—	—
Philippeville	119	103	92	10	3	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	237	208	197	10	1	4	4	—	—	23	2	23	—	—
Walcourt	235	210	156	53	8	3	3	—	—	13	8	8	—	—
TOTAUX	2,127	1,969	1,672	254	43	98	98	—	—	60	12	44	4	—

RÉCAPITULATION.

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles	39,738	38,021	20,687	15,608	1,666	1,425	1,400	25	—	201	120	102	3	1	
Louvain	3,028	2,832	2,238	485	109	157	157	—	—	30	12	27	—	1	
Nivelles	2,349	2,165	1,505	498	104	170	169	1	—	74	12	61	1	—	
Anvers	17,068	16,388	10,481	5,535	372	550	528	8	—	144	68	76	—	—	
Malines	2,250	2,165	1,829	306	30	71	71	—	—	14	7	7	—	—	
Turnhout	2,459	2,112	1,486	512	114	343	343	—	—	4	1	2	1	1	
Mons	8,328	8,128	5,822	1,899	407	199	199	—	—	1	—	1	—	—	
Charleroi	19,226	18,977	10,961	7,156	860	249	245	4	—	—	—	—	—	1	
Tournai	2,962	2,852	2,190	521	121	130	130	—	—	—	—	—	—	1	
Gand	9,715	8,691	4,095	4,118	478	1,025	1,014	9	—	1	1	—	—	2	
Audenarde	1,740	1,674	1,251	362	61	66	66	—	—	—	—	—	—	1	
Termonde	3,007	2,920	2,076	681	163	81	79	2	—	6	1	5	—	—	
Bruges	4,793	4,515	2,086	2,102	267	265	265	—	—	13	4	11	—	—	
Courtrai	5,205	4,421	2,708	1,468	218	770	726	41	—	11	6	5	—	—	
Furnes	568	545	351	152	39	23	23	—	—	—	—	—	—	—	
Ypres	1,624	1,512	910	484	109	84	83	1	—	28	—	28	—	—	
Liége	10,900	10,190	6,928	2,904	558	625	590	35	2	85	51	30	1	6	
Huy	1,789	1,761	1,509	269	93	28	28	—	—	—	—	—	—	1	
Verviers	3,103	3,017	1,887	1,021	106	86	86	—	—	—	—	—	—	3	
Tongres	1,660	1,586	1,165	353	68	74	74	—	—	—	—	—	—	—	
Hasselt	1,339	1,290	850	333	127	48	48	—	—	1	1	—	—	—	
Arlon	2,324	2,183	1,098	143	42	112	112	—	—	29	10	14	5	—	
Marche	978	890	840	47	3	63	63	—	—	25	1	25	1	—	
Neufchâteau	1,776	1,656	1,446	180	30	74	71	3	—	46	11	30	5	—	
Namur	3,864	3,662	1,991	1,541	130	149	149	—	—	53	8	40	5	—	
Dinant	2,127	1,969	1,672	251	45	98	98	—	—	60	12	44	4	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX.	153,920	146,075	90,842	49,085	6,148	6,915	6,785	128	2	930	338	568	28	18	

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police: Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897): réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement: conditionnel.	sans condition: de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	Condamnés à l'amende: conditionnelle.	simple.	LOIS ÉLECTORALES absence au vote: Total.	Acquittés.	Condamnés: à la réprimande.	à l'amende.	Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage: Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles (3 cantons.)	22,139	611	8	—	2	9	—	9	2,560	4,265	14,656	47	6	4	37	65	1,114
Anderlecht	1,519	97	1	—	—	2	—	7	4	466	942	22	6	8	8	1	11
Assche	450	29	4	—	1	10	—	6	26	200	174	18	—	5	15	1	42
Hal	627	65	1	—	1	—	—	1	4	246	309	13	3	6	4	3	10
Ixelles	2,921	182	19	—	—	—	—	1	9	634	2,016	32	6	8	18	8	70
Lacken	1,740	170	35	—	—	1	—	—	15	415	1,100	19	3	4	10	—	91
Lennick-Saint-Quentin	357	70	17	—	1	—	—	—	1	145	116	—	—	—	—	—	25
Molenbeek-St-Jean	3,930	300	75	—	1	—	—	—	—	1,024	2,352	24	—	11	15	—	19
St-Gilles	2,336	88	1	—	—	—	—	—	85	552	1,032	22	—	11	11	1	15
St-Josse-ten-Noode	2,542	344	—	—	2	—	—	12	89	505	1,592	12	—	4	8	1	20
Schaerbeek	2,232	202	2	—	—	—	—	—	14	859	1,175	30	4	10	16	5	85
Uccle	1,132	197	1	—	—	—	—	—	1	286	657	55	10	8	37	5	10
Vilvorde	593	101	1	—	—	—	—	—	—	120	365	5	—	5	—	6	14
Wolverthem	266	68	5	—	—	5	—	1	4	101	86	4	—	1	3	—	16
TOTAUX	42,784	2,563	166	—	8	25	—	37	2,817	9,853	27,315	301	40	81	180	92	1,448
Louvain (2 cantons.)	1,129	101	9	—	2	—	—	2	3	455	610	12	2	4	6	—	52
Aerschot	503	61	14	—	1	—	—	5	9	160	247	4	1	—	3	—	12
Diest	615	99	3	—	—	—	—	2	6	161	341	—	—	—	—	1	5
Glabbeek	256	58	10	—	4	—	—	2	4	107	91	—	—	—	—	2	2
Haecht	449	91	4	—	—	—	—	2	8	150	191	2	—	—	2	4	21
Léau	142	33	3	—	—	2	—	—	4	53	47	—	—	—	—	—	3
Tirlemont	900	91	21	—	—	—	—	43	6	459	297	21	4	17	--	5	93
TOTAUX	3,993	574	67	—	7	2	—	56	42	1,412	1,833	39	7	21	11	12	188
Nivelles	896	80	8	1	2	—	—	—	—	331	445	—	—	—	—	4	56
Genappe	316	61	5	3	—	—	—	—	—	107	142	28	3	25	—	18	20
Jodoigne	473	82	5	—	7	—	—	—	—	88	291	9	—	3	6	1	4
Perwez	361	106	5	—	4	5	—	—	9	60	172	29	12	—	17	—	25
Wavre	866	200	8	—	—	12	—	9	10	352	269	10	5	—	5	4	43
TOTAUX	2,912	535	29	4	13	17	—	9	25	961	1,319	76	20	28	28	27	148

(1) *N. B.* Les chiffres inscrits dans les colonnes 4 et 5 étaient, antérieurement à l'année 1900, confondus avec ceux qui figurent aux colonnes 17 et 18 (colonne 18 en 1898 et 1899).

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Anvers. (3 cantons).	14,006	1,344	274	—	—	—	—	73	224	2,711	9,180	88	24	11	35	34	150
Boom	824	100	1	—	3	—	—	—	1	364	349	1	—	—	1	3	18
Borgerhout	2,164	366	9	—	1	1	—	—	1	450	1,336	47	3	25	10	8	57
Brecht	282	68	—	—	—	—	—	—	—	98	116	3	—	—	3	14	16
Contich	392	85	6	—	3	—	—	—	—	145	157	4	—	4	—	6	143
Eeckeren	515	100	3	—	2	1	—	—	6	109	294	—	—	—	—	—	27
Santhoven	405	58	4	—	—	—	—	—	1	145	199	4	2	—	2	1	42
TOTAUX	18,588	2,325	297	—	9	2	—	73	233	4,018	11,631	147	31	38	78	63	435
Malines (2 cantons.)	942	165	42	—	2	—	—	1	10	256	468	—	—	—	—	—	52
Duffel	449	158	5	—	—	—	—	—	—	177	120	7	2	4	1	—	22
Heyst-op-den-Berg	540	77	6	3	—	8	—	8	4	242	192	1	—	1	—	—	3
Lierre	525	109	26	—	5	—	—	4	—	155	228	6	1	—	5	3	4
Puers	234	81	3	—	1	—	—	—	—	83	66	—	—	—	—	—	13
TOTAUX	2,690	568	82	3	8	8	—	13	14	911	1,083	14	3	5	6	3	76
Turnhout	882	55	1	—	—	—	—	—	—	400	448	—	—	—	—	—	11
Arendonck	414	27	6	—	1	—	—	—	—	168	212	2	—	—	2	—	1
Hérenthals	402	55	5	—	6	1	—	3	10	128	166	6	—	3	3	—	6
Hoogstraeten	169	12	—	—	2	—	—	—	—	55	110	4	—	1	3	9	316
Moll	721	91	28	—	1	1	—	—	1	250	349	—	—	—	—	—	1
Westerloo	395	46	13	—	1	—	—	—	—	96	240	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	2,977	261	53	—	11	2	—	3	11	1,105	1,531	12	—	4	8	9	372
Mons	2,584	305	31	2	—	3	—	5	17	752	1,570	—	—	—	—	3	91
Boussu	2,105	303	7	—	—	—	—	1	43	645	1,100	—	—	—	—	2	22
Chièvres	220	60	1	—	3	1	—	—	2	122	29	1	1	—	—	1	7
Dour	1,330	217	11	—	—	1	—	—	6	438	624	—	—	—	—	1	9
Enghien	266	80	7	—	4	10	—	—	—	104	61	—	—	—	—	1	27
La Louvière	1,767	308	5	—	3	1	1	4	4	602	841	—	—	—	—	—	16
Lens	560	100	10	—	6	—	—	—	8	152	244	—	—	—	—	—	6
Pâturages	910	153	4	—	—	—	—	3	2	303	403	—	—	—	—	—	1
Rœulx	801	152	4	—	—	—	—	5	3	—	637	—	—	—	—	3	2
Soignies	738	113	2	—	3	1	—	4	—	201	412	—	—	—	—	5	9
TOTAUX	11,279	1,931	83	2	21	17	1	22	85	3,359	5,758	1	1	—	—	16	190

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Charleroi. (2 cantons)	9,059	772	30	—	7	1	—	1	3	2,001	6,241	—	—	—	—	21	62
Beaumont	233	17	4	—	—	—	—	1	1	65	143	—	—	—	—	—	10
Binche	1,936	362	16	—	2	—	—	—	3	592	961	—	—	—	—	—	21
Châtelet	4,079	368	64	2	1	1	3	14	1	1,404	2,219	—	—	—	—	2	24
Chimay	314	21	3	—	—	5	—	2	7	130	145	—	—	—	—	1	30
Fontaine-l'Evêque	2,796	248	18	—	—	—	—	6	8	970	1,516	—	—	—	—	—	12
Gosselies	1,796	312	24	1	—	—	52	4	5	589	809	—	—	—	—	2	11
Jumet	2,064	165	—	—	—	—	—	—	—	721	1,178	—	—	—	—	—	12
Merbes-le-Château	458	104	3	—	—	—	—	—	—	161	190	—	—	—	—	—	12
Seneffe	888	206	6	—	4	24	—	4	15	352	277	—	—	—	—	6	14
Thuin	481	82	9	—	1	—	—	—	—	201	188	—	—	—	—	3	8
TOTAUX	24,104	2,660	177	3	15	31	57	32	43	7,189	13,897	—	—	—	—	35	225
Tournai	856	140	—	—	2	—	—	2	22	238	443	—	—	—	—	—	27
Antoing	530	69	3	—	—	—	—	1	8	133	314	—	—	—	—	—	12
Ath	393	69	22	—	1	2	—	1	16	115	167	—	—	—	—	2	12
Celles	306	99	—	—	5	1	—	2	—	103	94	—	—	—	—	1	28
Flobecq	158	84	—	—	—	—	—	—	—	54	20	—	—	—	—	2	—
Frasnes	157	20	—	—	—	—	—	—	—	58	70	—	—	—	—	—	6
Lessines	274	43	1	—	1	6	—	1	4	130	88	—	—	—	—	—	2
Leuze	212	51	1	—	—	—	—	—	1	80	70	—	—	—	—	—	17
Péruwelz	286	38	5	—	—	—	—	5	3	107	128	—	—	—	—	—	4
Quevaucamps	352	62	2	—	—	4	—	1	4	132	127	—	—	—	—	—	4
Templeuve	382	45	—	—	—	—	—	1	—	121	215	—	—	—	—	1	17
TOTAUX	3,908	738	34	—	9	13	—	14	58	1,295	1,745	—	—	—	—	6	129

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Gand (3 cantons)	6,876	488	38	—	1	1	10	221	81	1,191	4,875	—	—	—	—	42	234
Assenede	158	42	—	—	—	—	—	—	—	67	49	—	—	—	—	—	10
Caprycke	193	16	—	—	2	—	—	—	—	45	70	—	—	—	—	2	5
Cruyshautem	166	40	6	—	1	—	—	—	—	43	70	—	—	—	—	3	15
Deynze	228	23	—	—	1	—	—	—	—	68	134	—	—	—	—	5	184
Eecloo	446	45	2	—	1	—	—	—	—	201	197	—	—	—	—	—	17
Evergem	330	36	2	—	3	—	—	2	7	100	180	—	—	—	—	—	24
Ledeberg	510	88	—	—	—	—	—	15	21	85	303	—	—	—	—	—	5
Loochristy	203	62	—	—	2	—	—	—	11	54	74	2	2	—	—	2	5
Nazareth	202	15	8	—	—	—	—	—	—	98	85	—	—	—	—	2	30
Nevele	263	50	7	—	—	—	—	—	3	77	146	—	—	—	—	10	334
Oosterzele	437	80	9	—	—	—	—	—	6	165	173	—	—	—	—	9	15
Somergem	319	45	11	1	1	—	—	—	2	70	189	—	—	—	—	—	10
Waerschoot	46	6	—	—	—	—	—	—	—	15	25	—	—	—	—	—	211
TOTAUX	10,317	998	83	1	12	1	10	236	131	2,277	6,568	2	2	—	—	75	1,097
Audenarde	432	63	—	—	—	—	—	—	—	207	162	—	—	—	—	2	16
Grammont	286	80	—	—	—	—	—	—	4	107	86	—	—	—	—	—	8
Herzele	312	63	2	—	6	—	—	1	—	116	124	—	—	—	—	—	7
Hoorebeke-Sainte-Marie	166	46	—	—	—	—	—	—	—	85	37	—	—	—	—	—	3
Nederbrakel	95	15	—	—	6	—	—	—	—	48	26	—	—	—	—	—	2
Ninove	313	144	—	—	—	1	—	—	—	90	78	—	—	—	—	2	10
Renaix	273	27	—	—	—	—	—	—	—	105	141	—	—	—	—	—	17
Sottegem	244	21	5	—	—	1	—	1	4	120	91	—	—	—	—	1	5
TOTAUX	2,121	468	5	—	12	2	—	2	8	876	748	—	—	—	—	5	68
Termonde	281	42	8	—	4	—	—	—	2	118	107	—	—	—	—	3	8
Alost	474	91	—	—	—	—	—	4	2	178	199	—	—	—	—	3	15
Beveren	653	91	5	—	1	—	—	—	8	258	310	6	4	—	2	4	9
Hamme	356	30	—	—	6	—	—	4	16	117	177	—	—	—	—	—	4
Lokeren	271	15	—	—	4	1	—	—	—	115	138	—	—	—	—	1	10
Saint-Gilles-Waes	480	70	1	—	—	—	—	—	14	155	231	—	—	—	—	4	1
St-Nicolas-Waes	589	60	3	—	2	—	—	—	—	102	362	—	—	—	—	1	6
Tamise	421	37	6	—	1	—	—	—	—	163	214	—	—	—	—	1	5
Wetteren	281	36	8	—	1	—	—	—	1	90	145	—	—	—	—	—	8
Zele	230	24	2	—	—	—	—	—	—	44	160	—	—	—	—	—	3
TOTAUX	4,036	511	33	—	19	1	—	8	43	1,978	2,043	6	4	—	2	17	69

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruges (3 cantons)	2,612	197	38	—	—	—	—	3	2	709	1,573	—	—	—	—	7	123
Ardoye	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	—	—	—	—	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ghistelles	348	41	2	—	1	—	—	1	1	78	221	14	2	—	12	1	6
Ostende	1,932	322	53	—	2	—	—	—	2	368	1,185	—	—	—	—	12	56
Ruysselede	109	2	—	—	—	—	—	—	—	37	70	—	—	—	—	—	4
Thielt	222	4	—	—	2	—	—	—	—	91	123	—	—	—	—	—	13
Thourout	449	54	—	—	1	—	—	—	—	138	230	1	—	—	1	6	22
TOTAUX	5,835	641	93	—	21	—	—	4	5	1,548	3,523	15	2	—	13	26	240
Courtrai (2 cantons)	1,369	150	7	—	1	—	—	1	—	381	820	6	2	1	3	5	60
Avelghem	139	10	2	—	1	—	—	—	—	48	78	—	—	—	—	—	10
Harlebeke	319	53	—	—	—	—	—	7	—	76	183	2	—	1	1	0	87
Iseghem	504	95	—	—	—	—	—	—	—	125	288	3	1	—	2	—	11
Menin	848	80	6	1	4	—	—	—	3	210	535	—	—	—	—	3	250
Meulebeke	180	12	1	—	—	—	—	—	—	3	164	—	—	—	—	1	1
Moorseele	233	43	—	—	—	—	—	—	—	27	163	—	—	—	—	—	—
Mouscron	974	108	8	—	—	2	—	11	10	203	630	—	—	—	—	40	233
Oostroosebeke	192	28	2	—	—	—	—	—	—	114	48	—	—	—	—	1	23
Roulers	899	103	10	1	4	1	—	—	1	231	542	—	—	—	—	5	22
TOTAUX	5,657	704	36	2	10	3	—	19	14	1,418	3,451	11	3	2	6	72	799
Furnes	172	18	—	—	4	—	—	1	1	60	79	—	—	—	—	1	6
Dixmude	279	23	3	—	—	—	—	—	1	103	147	—	—	—	—	1	0
Haringhe	67	16	1	—	4	11	—	5	—	15	15	—	—	—	—	—	1
Nieuport	211	30	5	—	—	—	—	—	2	35	110	—	—	—	—	—	11
TOTAUX	729	109	9	—	8	11	—	6	4	222	360	—	—	—	—	2	23
Ypres (2 cantons)	696	58	1	—	1	—	—	—	1	285	350	1	—	—	1	8	42
Hooglede	344	30	3	—	—	—	—	—	—	114	107	8	2	—	0	—	4
Messines	255	20	1	—	—	—	—	—	1	110	114	10	0	—	13	1	0
Passchendaele	360	65	5	—	—	—	—	—	—	215	75	—	—	—	—	—	10
Poperinghe	168	10	—	—	—	—	—	—	—	78	80	—	—	—	—	3	0
Wervicq	321	40	6	—	4	—	—	—	—	115	188	—	—	—	—	—	4
TOTAUX	2,144	232	16	—	5	—	—	—	2	915	974	28	6	—	20	12	75

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 3 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Liége. (2 cantons)	4,714	317	248	5	2	—	—	38	156	1,116	2,852	—	—	—	—	126	222
Dalhem	212	21	14	1	—	1	—	—	3	106	65	—	—	—	—	3	3
Fexhe-Slins	760	77	50	—	1	1	8	—	1	482	151	—	—	—	—	5	7
Fléron	949	132	14	1	7	—	1	2	1	256	535	—	—	—	—	2	27
Grivegnée	621	53	5	—	5	—	—	11	6	200	231	84	10	39	35	1	11
Herstal	603	181	1	3	3	—	—	—	—	242	173	—	—	—	—	1	10
Hollogne-aux-Pierres	1,453	102	25	—	3	1	—	—	48	617	367	—	—	—	—	2	15
Louveigné	358	27	15	—	—	—	—	—	2	182	132	—	—	—	—	6	7
Saint-Nicolas	973	128	20	1	6	—	—	2	3	275	540	—	—	—	—	3	12
Seraing	1,622	105	51	2	3	—	—	—	—	510	1,142	18	4	8	6	—	20
Waremme	788	80	234	—	—	—	—	—	3	213	258	—	—	—	—	14	145
TOTAUX. . .	13,283	1,346	681	13	32	3	9	53	223	4,298	6,647	102	14	47	41	163	490
Huy	714	88	39	1	2	—	—	—	1	420	163	—	—	—	—	—	15
Avennes	383	15	28	—	—	—	—	—	—	158	102	—	—	—	—	—	9
Ferrières	50	6	—	—	—	—	—	—	—	18	26	—	—	—	—	—	—
Héron	264	41	25	—	4	—	—	—	1	91	101	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	344	20	44	—	—	—	—	—	—	72	208	—	—	—	—	—	2
Landen	339	10	36	—	—	—	—	1	2	112	138	—	—	—	—	—	3
Naudrin	410	102	3	—	3	—	—	—	—	174	124	—	—	—	—	—	4
TOTAUX. . .	2,484	322	175	1	11	—	—	1	4	1,045	925	—	—	—	—	—	33
Verviers	1,639	120	30	—	1	—	—	20	1	527	1,125	—	—	—	—	—	25
Aubel	195	35	1	—	—	—	—	—	—	63	96	—	—	—	—	—	2
Dison	341	20	6	—	—	—	—	—	—	115	200	—	—	—	—	—	2
Herve	125	31	—	—	1	—	—	—	1	30	39	—	—	—	—	2	28
Limbourg	219	47	2	—	—	—	—	—	1	110	50	—	—	—	—	—	6
Spa	784	100	12	—	2	—	—	1	1	420	238	—	—	—	—	1	15
Stavelot	343	46	2	—	1	—	—	—	—	100	128	—	—	—	—	—	16
TOTAUX. . .	3,656	409	53	—	5	—	—	27	4	1,253	1,905	—	—	—	—	3	94

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	519	34	53	—	—	—	—	—	1	274	137	—	—	—	—	—	21
Bilsen	285	47	9	—	—	—	—	—	—	123	106	—	—	—	—	7	—
Brée	145	29	1	—	—	—	—	—	3	68	44	—	—	—	—	—	2
Looz	387	63	26	—	—	—	—	—	—	159	137	—	—	—	—	5	25
Maeseyck	334	42	16	—	—	—	—	—	2	149	125	—	—	—	—	3	4
Mechelen	304	63	10	—	7	—	—	—	1	84	130	—	—	—	—	—	12
Sichen-Sussen-et-Bolré	144	36	2	—	—	—	—	—	—	60	46	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. . .	2,118	336	117	—	7	—	—	—	7	917	734	—	—	—	—	15	64
Hasselt	353	33	18	—	—	—	—	—	—	193	107	—	—	—	—	—	12
Achel	192	24	34	—	—	1	—	5	10	69	40	—	—	—	—	2	4
Beeringen	417	51	13	—	—	—	—	—	1	87	203	13	—	7	6	—	6
Herck-la-Ville	195	52	7	—	3	—	—	—	—	78	55	—	—	—	—	—	3
Peer	207	26	—	—	2	—	—	—	2	93	84	—	—	—	—	2	6
Saint-Trond	582	81	48	1	—	—	—	—	—	186	266	—	—	—	—	1	22
TOTAUX. . .	1,946	267	120	—	5	1	—	5	13	708	826	13	—	7	6	5	53
Arlon	1,059	172	108	1	—	—	—	—	6	431	341	10	3	1	10	—	29
Etalle	286	88	10	—	1	—	—	—	—	134	46	12	3	9	—	1	3
Fauvillers	233	61	4	—	1	—	—	—	—	83	84	—	—	—	—	—	2
Florenville	238	73	23	—	—	—	—	—	1	83	58	—	—	—	—	1	16
Messancy	746	144	60	—	—	—	—	—	—	63	470	16	—	1	15	11	26
Virton	536	74	63	—	—	—	—	—	—	184	213	7	7	—	—	2	24
TOTAUX. . .	3,100	612	279	1	2	—	—	—	7	978	1,221	51	15	11	25	15	100
Marche	336	50	15	—	—	—	—	—	—	170	92	1	—	—	1	—	7
Durbuy	98	22	3	—	—	—	—	—	—	41	32	—	—	—	—	5	6
Erezée	90	15	1	—	—	—	—	—	—	48	26	—	—	—	—	1	2
Houffalize	223	34	13	—	—	1	—	1	2	13	139	22	—	5	17	1	15
Laroche	203	34	6	—	1	—	—	—	1	80	81	10	—	2	17	3	6
Nassogne	126	28	—	—	—	—	—	—	—	73	23	1	—	1	—	—	1
Vielsalm	125	24	—	—	—	—	—	—	—	0	92	—	—	—	—	1	17
TOTAUX. . .	1,201	207	38	—	1	1	—	1	3	443	507	43	—	8	35	11	54

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Neufchâteau.	403	70	0	—	—	—	—	1	1	67	246	37	12	5	20	2	10
Bastogne	435	73	22	—	3	—	—	—	—	173	162	16	4	3	9	3	2
Bouillon	320	81	1	—	—	—	—	—	—	146	92	5	1	—	4	5	7
Paliseul.	360	41	12	—	—	6	—	—	1	221	70	—	—	—	—	—	10
Saint-Hubert. . .	433	70	10	1	—	—	—	—	—	124	222	20	8	—	12	2	15
Sibret	114	48	—	—	—	—	—	—	—	31	35	—	—	—	—	1	2
Wellin	213	38	8	—	2	—	—	—	—	42	123	2	—	2	—	—	5
TOTAUX. . .	2,278	436	62	1	5	6	—	1	2	806	959	80	25	10	45	13	64
Namur . . . . (2 cantons)	2,316	261	65	—	2	2	—	18	18	603	1,344	—	—	—	—	16	67
Andenne	340	41	2	—	—	2	—	—	1	103	191	0	—	—	0	3	14
Eghezée.	343	42	13	—	—	1	—	—	—	140	141	—	—	—	—	—	5
Fosses	1,095	110	18	—	—	—	—	—	3	314	641	41	3	36	2	—	10
Gembloux. . . .	593	97	20	—	2	2	—	—	0	120	345	44	21	1	22	1	28
TOTAUX. . .	4,687	563	118	—	4	7	—	18	31	1,286	2,660	94	24	37	33	20	133
Dinant	423	77	4	—	—	—	—	—	1	184	157	35	14	21	—	—	10
Beauraing. . . .	312	69	1	—	—	—	—	—	—	125	119	—	—	—	—	1	15
Ciney	278	40	10	—	—	—	—	—	4	107	117	8	1	4	3	1	16
Couvin	369	52	30	—	—	—	—	—	1	101	122	—	—	—	—	—	20
Florennes. . . .	354	20	2	—	—	1	1	—	—	102	219	—	—	—	—	3	3
Gedinne	229	30	10	—	—	—	—	—	—	104	83	5	—	—	3	—	5
Philippeville. . .	131	21	—	—	—	—	—	—	—	61	49	—	—	—	—	2	12
Rochefort. . . .	270	26	22	—	—	—	—	—	—	108	114	25	23	1	1	—	4
Walcourt	271	17	5	—	—	—	—	—	1	138	110	13	3	4	6	2	2
TOTAUX. . .	2,637	361	84	—	—	1	1	—	7	1,091	1,092	84	41	30	13	9	94

(1) Voir note page 31.

RÉCAPITULATION

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement (1).

Arrondissements.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	42,784	2,865	160	—	8	23	—	37	2,817	9,885	27,315	301	40	81	180	92	1,448
Louvain.	3,993	574	67	—	7	2	—	50	42	1,412	1,833	39	7	21	11	12	188
Nivelles	2,912	535	20	4	13	17	—	9	25	901	1,319	70	20	28	28	27	148
Anvers.	18,588	2,325	297	—	9	2	—	73	235	4,018	11,651	147	31	38	78	65	433
Malines.	2,690	568	82	5	8	8	—	13	14	911	1,085	14	3	5	6	3	76
Turnhout	2,977	261	55	—	11	2	—	5	11	1,105	1,551	12	—	4	8	9	372
Mons.	11,279	1,051	85	2	21	17	1	22	83	3,389	5,758	1	1	—	—	16	190
Charleroi	24,104	2,000	177	5	15	31	57	52	45	7,189	13,897	—	—	—	—	35	225
Tournai	3,906	738	34	—	9	13	—	14	58	1,205	1,745	—	—	—	—	6	120
Gand.	10,817	998	85	1	12	1	10	250	151	2,277	6,508	2	2	—	—	75	1,097
Audenarde . . .	2,121	408	5	—	12	2	—	2	8	876	748	—	—	—	—	3	68
Termonde. . . .	4,036	511	33	—	10	1	—	8	43	1,378	2,043	0	4	—	2	17	69
Bruges	5,835	644	93	—	21	—	—	4	3	1,518	3,523	15	2	—	13	26	240
Courtrai	5,657	704	30	2	10	3	—	19	14	1,418	3,431	11	3	2	6	72	639
Furnes.	729	109	9	—	8	11	—	6	4	222	360	—	—	—	—	2	25
Ypres	2,144	252	16	—	5	—	—	—	2	915	974	28	8	—	20	12	75
Liége.	13,283	1,310	661	13	52	3	9	33	225	4,200	6,047	102	14	47	41	103	490
Huy	2,484	322	175	1	11	—	—	1	4	1,015	925	—	—	—	—	—	35
Verviers	3,656	409	53	—	3	—	—	27	4	1,255	1,903	—	—	—	—	3	94
Tongres.	2,118	350	117	—	7	—	—	—	7	517	734	—	—	—	—	15	61
Hasselt.	1,946	267	120	1	5	1	—	5	13	708	820	13	—	7	6	8	53
Arlon.	3,100	612	279	1	2	—	—	—	7	978	1,221	51	13	11	23	15	100
Marche.	1,201	207	38	—	1	1	—	1	3	443	507	43	—	8	33	11	54
Neufchâteau. . .	2,278	436	62	1	5	6	—	1	2	806	959	80	25	10	45	13	64
Namur	4,687	563	118	—	4	7	—	18	31	1,286	2,660	94	24	37	33	20	133
Dinant	2,637	361	84	—	—	1	1	—	7	1,091	1,092	84	41	30	13	9	94
TOTAUX GÉNÉRAUX.	181,462	20,677	2,970	32	260	154	78	640	3,836	51,560	101,255	1,119	240	329	550	726	6,661

(1) Voir note page 31.

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total (comparable à celui de l'année 1899. (Gl. 4, 7 à 12. (1)	Nombre des inculpés. (Gl. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	Condamnés: à l'emprisonnement conditionnel.	Condamnés: à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	Condamnés: à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	Condamnés: à l'amende conditionnelle.	Condamnés: à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Délits renvoyés aux tribunaux de police par la *chambre du conseil*. (Loi du 4 octobre 1867.)												
Code pénal — Bris de clôture. Art. 545	1,567	1,585	333	18	—	—	17	—	51	403	708	—
Coups et blessures. Art. 398	18,307	18,410	4,587	103	—	45	51	—	248	3,755	7,023	—
Idem. à la police. Art. 280	61	61	6	—	—	—	—	—	5	22	28	—
Calomnie et diffamation. Art. 444	3,204	3,210	818	6	—	2	10	—	38	1,029	1,307	—
Injures graves. Art. 448	498	504	126	0	—	15	12	—	1	190	154	—
Incendie. Art. 510	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Maraudage. Art. 557, 6°, 2e alinéa	446	520	71	72	2	8	—	—	9	170	184	—
Menaces. Art. 320	571	572	152	1	—	—	5	—	16	138	240	—
Outrages à la police. Art. 270	1,779	1,787	103	8	—	5	6	—	28	598	977	—
Paroles obscènes (L. sur les), 20 janv. 1903.	24	32	2	8	—	—	—	—	1	9	12	—
Outrage aux mœurs. Art. 385	184	192	23	6	2	—	2	—	8	55	96	—
Port d'armes prohibée. Art. 317 et L. du 15 juin 1894	191	192	17	1	—	—	—	—	4	72	98	—
Rébellion. Art. 271	53	53	3	—	—	—	—	—	4	19	27	—
Vol. Art. 463	3,211	3,336	420	115	10	2	10	—	45	909	1,816	—
Autres délits	1,020	1,038	182	15	3	1	1	—	13	380	455	—
Lois spéciales — Art de guérir. L. des 12 mars 1818 et 9 juillet 1858	4	4	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—
Code du timbre. Art. 55 et 57. L. du 25 mars 1891	45	45	41	—	—	—	—	—	—	3	1	—
Jeux (loi sur les, 24 octobre 1902	86	86	10	—	—	—	1	—	6	11	58	—
Etablissements dangereux et insalubres (Loi relative aux), 5 mai 1888	165	165	23	—	—	7	—	—	—	45	90	—
Matières explosives	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Mendicité et le vagabondage. Art. 39. L. du 27 novembre 1891	3	3	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—
Payement des salaires aux ouvriers. L. du 17 juin 1896	8	8	2	—	—	—	—	—	—	3	3	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. du 30 décembre 1882	358	361	20	3	—	4	—	—	—	150	169	—
Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. du 10 juin 1891	12,582	12,587	412	5	—	13	—	—	—	3,735	6,422	—
Prestations militaires. L. du 14 août 1887	30	30	1	—	—	2	—	—	—	20	7	—
Protection de l'enfance. Art. 5, L. 28 mai 1888	8	8	2	—	—	—	—	—	—	1	5	—
Règlements d'atelier (loi sur les) 15 juin 1896	3	3	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Repos dominical (Loi sur le), 17 juillet 1905	9	9	2	—	—	—	—	—	—	4	3	—
Travail des femmes et des enfants L. du 13 décembre 1889	17	17	4	—	—	—	—	—	—	9	4	—

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900. Ils n'ont, par conséquent, pas été compris dans le total des inculpés de 1899 et des années antérieures.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total (comparable à celui de l'année 1899. (Gl. 4, 7 à 12. (1)	Nombre des inculpés. (Gl. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	Condamnés: à l'emprisonnement conditionnel.	Condamnés: à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	Condamnés: à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	Condamnés: à l'amende conditionnelle.	Condamnés: à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.												
Code pénal — Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 5°	358	370	54	12	—	5	2	—	54	92	171	—
Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4°	228	286	64	58	—	1	—	—	2	70	91	—
Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5°	123	129	59	6	—	1	1	—	1	38	23	—
Maraudage. Art. 557, 6°, 1er alinéa	657	732	131	74	1	5	1	—	6	252	282	—
Dommages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1°	818	886	255	68	—	10	1	—	5	104	387	—
Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	6,242	6,262	480	20	—	—	1	2	132	1,774	3,835	—
Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2° et 3°	297	298	45	1	—	1	—	—	1	125	123	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	134	136	1	2	—	—	—	—	—	26	107	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	1,982	2,008	244	26	—	—	4	—	85	394	1,235	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Art. 561, 6°	427	427	45	—	—	4	2	66	150	39	117	—
Injures verbales. Art. 561, 7°	17,801	17,903	4,389	99	5	58	8	—	108	5,489	7,649	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	18	18	3	—	—	1	—	—	3	—	11	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	251	266	99	15	—	—	—	—	2	65	87	—
Voies de fait. Art. 563, 3°	1,626	1,645	378	19	—	4	1	—	16	512	715	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2°, 5° et 4°, 563, 4° et 5°	6,032	6,270	875	258	—	10	—	—	13	1,805	3,273	—
Règlements communaux — La police des cabarets et autres lieux publics	7,464	7,480	583	14	2	1	1	—	17	2,503	4,389	—
Les filles publiques	4,122	4,122	55	—	—	—	2	—	1,107	25	2,895	—
D'autres objets	29,946	30,552	1,425	605	1	8	4	—	2,180	6,333	19,998	—
Règlements provinciaux	4,328	4,388	486	60	—	11	2	—	7	1,170	2,632	—
Lois spéciales et règlements généraux.												
Audience (Police de l'). Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505	9	9	—	—	—	—	—	1	3	—	3	—
Chasse (divagation de chiens). L. du 28 février 1882. Art. 8	237	242	48	5	—	1	—	—	—	98	90	—
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. L. des 12 avril 1835 et 25 juillet 1892, etc.	1,440	1,479	198	59	—	4	—	—	3	638	577	—
Code forestier. L. du 19 décembre 1854	1,369	1,464	113	91	4	9	4	—	20	527	694	—
Code rural. L. du 7 octobre 1886	5,239	6,042	831	800	3	3	2	—	11	2,198	2,189	—
Conservation des grenouilles. A. R. du 3 janvier 1893	266	279	27	13	—	—	—	—	—	90	149	—

(1) Voir note page 40.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL (comparable à celui de l'année 1899 (Col. 4, 7 à 12.) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	à l'amende conditionnelle.	sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Cours d'eau. L. du 7 mai 1877, art. 27 et 28 . .	45	46	12	1	—	—	—	—	—	19	14	—
Denrées alimentaires. L. du 4 août 1890. Art. 8, et règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de cette loi.	822	825	110	3	—	2	—	—	4	378	310	—
Enfant (Non comparution d'un). Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25 *quater* . . .	52	54	5	2	—	—	—	—	—	2	45	—
Enfant de moins de 16 ans (Participation à une infraction commise par un). L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25*bis* et 25*ter* .	47	94	35	46	1	—	—	—	1	1	10	—
Ivresse publique. Loi du 10 août 1887	16,225	16,233	403	8	—	24	2	—	7	2,251	13,498	—
Navigation intérieure. A. R. des 1er mai 1889 et 22 décembre 1877.	254	258	56	4	—	1	—	—	1	92	124	—
Oiseaux insectivores. A. R. des 14 août 1889, 5 septembre 1889 et 16 septembre 1896 . . .	726	812	98	86	—	—	—	—	—	205	333	—
Poids et mesures. L. du 1er octobre 1855	478	478	30	—	—	3	—	—	—	146	299	—
Population (Registres de la). L. du 2 juin 1850. .	4,839	4,844	271	3	—	—	—	—	—	1,516	3,252	—
Postes. L. du 30 mai 1879	86	86	5	—	—	—	—	—	—	49	32	—
Rappel des permissionnaires et des réservistes. A. R. 1er avril 1898, etc.	4	4	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—
Télégraphes et téléphones. L. des 1er mars 1851 et 11 juin 1853.	21	21	1	—	—	4	—	—	—	8	8	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157.	359	359	101	—	—	—	—	—	—	0	252	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1889. Art. 17	87	87	18	—	—	—	—	—	—	27	42	—
Travail (Accidents du). L. 24 décembre 1903. . .	26	26	5	—	—	—	—	—	—	12	9	—
Voirie (Grande). Roulage	18,346	18,526	1,039	180	—	3	2	9	35	6,640	10,618	—
Autres contraventions	192	195	28	5	—	2	—	—	—	80	82	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. du 4 octobre 1867 . .	Code pénal	31,117	31,493	6,927	339	17	70	113	—	451	9,785	15,765	—
	Lois spéciales	13,320	13,328	520	8	—	20	1	—	7	5,092	6,705	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	36,994	37,636	7,230	638	4	81	21	68	562	10,881	18,140	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux.	45,860	46,542	2,497	670	3	20	9	—	3,371	10,029	29,954	—
	Lois spéciales et règlements généraux . . .	51,169	52,463	3,488	1,280	8	53	10	10	83	14,875	32,043	—
	TOTAUX. . .	178,460	181,462	20,677	2,970	32	260	154	78	4,476	51,560	101,255	—
					3,002			4,708			152,815		
Lois électorales. Absence au vote. . .	Acquittés 240	1,119	1,119										
	Réprimandés . . 329												
	Condamnés à l'amende 550												
	TOTAUX. . .	179,579	182,581										

(1) Voir note p. 40.

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	par diminution de peine.	par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.	Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	par diminution de peine.	par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
						Report. . .	476	247	123	139	985
Bruxelles	173	86	36	9	304	Courtrai.	23	31	16	24	96
Louvain	20	5	5	10	47	Furnes	14	2	5	10	31
Nivelles	20	5	10	8	43	Ypres	12	2	3	6	23
Anvers	53	34	10	7	106	Liége	112	25	37	43	217
Malines	25	17	8	11	61	Huy.	13	3	3	10	28
Turnhout	2	2	5	4	13	Verviers.	12	6	8	9	35
Mons	23	12	10	25	72	Tongres	9	2	—	15	26
Charleroy	59	17	17	31	124	Hasselt	12	5	2	10	29
Tournai	14	4	2	5	25	Arlon	16	9	3	8	36
Gand	33	28	6	3	72	Marche	6	4	1	—	11
Audenarde	14	8	3	3	28	Neufchâteau	12	6	6	4	28
Termonde	12	11	2	3	28	Namur	27	12	2	18	59
Bruges	23	18	11	8	62	Dinant	6	7	6	13	32
TOTAUX. . .	476	247	123	139	985	TOTAUX. . .	751	361	215	309	1,636

XVI. — Lois électorales, absence au vote, résultat des poursuites.

OBJET DES ÉLECTIONS.	NOMBRE DES INCULPÉS. ACQUITTÉS.	RÉPRIMANDÉS.	CONDAMNÉS à l'amende.	Nombre total des inculpés.
1	2	3	4	5
Élections législatives.	197	250	450	897
Élections provinciales	32	67	87	186
Élections communales	11	12	13	36
TOTAUX. . .	240	329	550	1,119

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849) ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer les articles 72, 73 et 76 du Code pénal, concernant les délinquants âgés de moins de 16 ans et les sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, art. 2, 3 et 6) ;

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou de peine de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois de prison et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	Affaires pendantes au commencement de l'année.	Renvoyées devant le tribunal par			Portées devant le tribunal par			Terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année.	Nombre des affaires jugées.			
		la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	par jugement. au fond.	par jugement. d'incompétence.	par radiation du rôle.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles . .	3,109	2,181	10	—	3,201	91	109	7,021	—	—	1,857	5,150	1,565	305	7,024
Louvain . . .	317	197	4	7	970	7	33	1,234	—	—	281	1,039	119	16	1,254
Nivelles . . .	175	105	—	1	572	3	11	768	1	—	188	652	96	10	768
Anvers . . .	3,021	1,381	3	—	3,176	10	53	5,652	5	147	2,760	4,092	1,300	240	5,632
Malines . . .	290	215	1	1	577	3	3	520	1	2	367	404	57	25	526
Turnhout . .	155	92	—	—	882	—	16	1,057	—	—	138	703	181	58	1,037
Mons	760	521	3	—	724	2	20	1,178	—	—	833	886	242	50	1,178
Charleroi . .	1,029	915	—	—	2,285	2	21	3,217	—	—	1,033	2,420	618	170	3,217
Tournai . . .	58	333	—	1	599	6	6	781	1	—	48	572	111	38	754
Gand	582	517	4	—	3,015	2	42	3,383	—	—	779	2,609	567	207	3,383
Audenarde . .	527	220	1	1	796	1	10	875	—	—	686	651	158	61	873
Termonde . .	690	575	5	1	1,955	—	16	2,448	—	—	590	1,899	385	166	2,448
Bruges . . .	775	501	—	—	2,116	—	15	2,145	2	—	1,260	1,545	385	217	2,143
Courtrai. . .	578	452	6	—	1,589	—	12	2,081	5	5	320	1,515	391	172	2,081
Furnes . . .	250	150	—	—	441	—	10	681	2	2	155	488	152	61	681
Ypres	195	225	—	—	578	1	6	865	—	—	158	650	175	60	865
Liége	870	857	1	—	2,612	11	129	3,654	—	—	856	2,861	691	102	3,654
Huy.	56	95	—	2	414	3	20	471	—	—	119	385	69	17	471
Verviers. . .	42	371	—	—	418	—	34	714	—	—	131	501	121	29	714
Tongres . . .	89	157	—	—	491	1	25	654	—	—	89	508	103	45	654
Hasselt . . .	110	86	1	—	602	—	51	775	—	—	176	520	197	30	773
Arlon	17	127	2	—	165	—	105	370	—	6	36	258	81	28	370
Marche . . .	18	42	—	—	171	1	21	248	—	—	8	211	31	5	248
Neufchâteau .	43	57	—	—	240	2	30	352	—	—	31	230	81	12	352
Namur . . .	308	546	—	1	697	—	30	1,241	—	—	370	900	266	75	1,241
Dinant . . .	178	181	—	3	451	1	116	756	—	—	157	555	200	25	756
Totaux.	14,937	10,917	44	18	29,530	147	1,100	43,097	17	162	13,417	32,425	8,376	2,286	43,097

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 71 et 76 du Code pénal. laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897. réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Crimes correctionnalisés.																										
Infanticide, 300	5	1	1	—	—	—	—	4	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 303	12	3	3	—	—	—	—	9	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	61	9	9	—	—	—	—	52	28	3	24	1	—	—	2	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. Obstacle à la circulation des convois, 406	6	1	1	—	—	—	—	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	154	22	10	1	5	—	—	132	82	22	22	38	—	—	—	65	2	2	—	1	1	—	—	—	2	—
Id. id. 373, § 2	101	34	35	—	1	—	—	67	41	8	20	13	—	—	—	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol, 375	93	29	24	4	1	—	—	64	32	5	22	7	—	—	1	26	1	2	—	1	1	—	—	—	2	—
Supposition d'enfant, 303	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 332	14	—	1	—	—	—	—	13	9	—	6	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins-chigurgiens, etc., 318, 333	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie 301	3	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	3	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	23	—	—	—	—	—	—	23	14	3	9	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512, 513	3	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	11	3	3	—	—	—	—	8	6	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 408, 527	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	13	3	3	—	—	—	—	10	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 104 à 107	425	45	40	—	5	—	—	380	222	98	26	97	—	1	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—
Faux certificat. Délivrance ou usage par un fonctionnaire, 208	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	9	—	—	—	—	—	—	9	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 480	92	17	17	—	—	—	—	75	55	22	14	19	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	3	1	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1,791	569	345	159	97	—	—	1,222	(1) 567	204	79	219	4	1	8	3	17	17	8	3	0	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	12	—	—	—	—	—	—	12	3	—	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Délits.																										
Abus de confiance, 491	1,425	323	303	9	11	—	—	1,102	581	190	29	269	68	25	—	1	4	28	6	1	17	1	1	—	—	—
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	6	2	2	—	—	—	—	4	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1,149	199	199	—	—	—	—	950	605	330	—	201	36	38	—	—	—	22	6	—	10	3	3	—	—	—
Armes prohibées (fabrication et débit), 316	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. L. du 13 juin 1894	956	99	96	3	—	—	—	857	527	97	—	98	247	83	—	—	—	25	2	—	8	9	6	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	8	3	3	—	—	—	—	5	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	120	30	23	2	5	—	—	90	58	7	19	31	1	—	—	36	—	3	1	—	2	—	—	—	2	—
Id. id. avec violence sur un enfant de plus de 14 ans, 373 §, 1er	198	33	30	4	1	—	—	161	103	45	18	38	2	—	—	47	1	5	—	2	3	—	—	—	3	—

(1) Dont trois condamnés en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Crimes correctionnalisés.																												
Infanticide, 300.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 295	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	13	11	2	—	—	—	—	8	5	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer (obstacle à la circulation des convois), 406	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	17	9	8	—	—	14	—	12	10	2	—	—	11	—	10	8	2	—	—	8	—	9	9	—	—	1	9	—
Id. id. 333, § 2	8	6	2	—	—	5	—	11	6	5	—	—	10	—	3	3	—	—	—	3	—	4	4	—	—	1	4	—
Viol, 375	12	8	4	—	—	11	—	9	6	3	—	—	8	—	7	7	—	—	—	7	—	2	2	—	—	—	1	—
Supposition d'enfant, 365	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 330, 332.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 348, 333	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 310.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 311.	2	2	—	—	1	—	—	5	3	2	—	1	1	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, la nuit, 312, 313	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 468, 327	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces en réunion ou en bande, 328, 329.	2	—	2	—	—	—	—	59	20	39	—	—	1	—	36	15	21	—	—	—	—	24	14	10	—	2	1	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	33	9	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux certificat. Délivrance ou usage par un fonctionnaire, 208	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	1	1	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	9	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	198	44	154	—	9	1	1	183	88	93	—	10	6	—	117	90	27	—	35	5	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 407 à 470.	140	25	111	1	4	1	1	2	2	—	—	1	—	—	3	1	2	—	2	2	—	3	3	—	—	1	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																												
Abus de confiance, 491.	143	3	121	19	—	—	—	185	11	172	12	—	1	—	122	9	109	4	—	—	—	45	14	30	1	1	1	—
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 337 à 339.	132	—	113	19	—	—	—	126	—	109	17	—	—	—	58	—	47	9	—	—	—	9	—	7	2	—	—	—
Armes prohibées. (Port d'), 317 (L. du 13 juin 1891)	132	—	69	63	—	—	—	104	1	69	34	1	—	—	60	2	48	10	—	—	—	9	1	3	3	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	7	2	5	—	—	5	—	10	3	7	—	—	9	—	7	5	2	—	—	3	—	5	5	—	—	—	5	—
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1er	24	9	14	1	—	12	—	15	7	8	—	—	14	—	11	6	5	—	—	3	—	3	3	—	—	—	3	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.			TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A					EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A			
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
										conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379.	54	11	11	—	—	—	—	43	26	6	4	13	3	—	1	15	—	2	—	1	1	—	—	—	2	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	11	3	3	—	—	—	—	8	7	—	4	3	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	37	6	6	—	—	—	—	31	24	2	1	4	13	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs. Paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1903, art. 1er.	180	11	10	—	1	—	—	169	119	8	—	8	80	25	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385.	992	157	120	10	9	—	—	835	437	113	5	135	120	44	—	8	1	19	4	—	8	—	7	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 318, § 2.	3	1	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351.	133	24	24	—	—	—	—	109	92	11	57	24	—	—	—	1	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489.	61	16	16	—	—	—	—	45	32	20	1	9	1	1	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 285, 285, 287.	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par fonctionnaire ou gardien, 284, 286.	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 445, 444.	480	121	120	1	—	—	—	359	154	9	—	8	101	36	—	—	—	19	1	—	2	2	14	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422.	19	1	1	—	—	—	—	18	16	1	—	—	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	355	108	102	6	—	—	—	247	169	23	—	39	71	36	—	—	—	7	—	—	3	3	1	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4.	456	93	93	—	—	—	—	363	285	3	—	—	138	144	—	—	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
Concussion. Intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245.	5	1	1	—	—	—	—	4	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	34	2	2	—	—	—	—	32	20	2	—	—	15	3	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184.	8	2	2	—	—	—	—	6	6	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers, 182, 183, 187.	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Timbres-poste, coupons de transport. Enlèvement de marque indiquant qu'ils ont servi, 400.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410.	16,043	3,129	3,070	42	7	1	—	12,914	6,332	1,587	135	678	3,127	865	5	1	1	361	46	4	94	58	150	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279.	11	—	—	—	—	—	—	11	4	3	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	1,032	39	38	1	—	—	—	993	407	164	5	63	145	32	—	—	—	33	5	—	11	2	15	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282.	35	5	5	—	—	—	—	30	8	4	—	2	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Id. involontaires, 420.	616	174	170	4	—	—	—	442	318	18	1	5	241	53	—	—	—	17	1	—	2	6	8	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143.	6	1	1	—	—	—	—	5	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 144.	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Id. aux ministres d'un, 143.	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Coups aux ministres d'un, 140.	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 448.	73	14	14	—	—	—	—	59	31	10	—	4	12	5	—	—	—	4	1	—	2	—	1	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 323, 324.	5	—	—	—	—	—	—	5	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 220.	54	6	6	—	—	—	—	48	32	8	—	10	10	4	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 327.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 328.	15	7	7	—	—	—	—	8	4	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 370	9	4	4	1	—	6	—	3	—	2	1	—	2	—	2	2	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1903, art. 1er	27	—	8	19	—	—	—	16	—	7	9	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 383	149	2	90	57	—	4	—	132	8	104	20	—	3	1	77	14	55	8	—	7	—	21	3	15	3	—	4	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	5	3	2	—	—	—	—	5	4	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	4	—	3	1	—	—	—	4	1	1	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par fonctionnaire en gardien, 284, 286	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 443, 444	92	—	20	65	—	—	—	63	—	33	30	—	—	—	28	—	19	9	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	35	—	15	20	—	—	—	19	—	11	8	—	—	—	16	3	8	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	64	—	12	52	—	—	—	8	—	4	4	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption. Menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	5	—	3	2	—	—	—	5	—	3	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de sceaux, timbres, poinçeaux nationaux ou étrangers, 182, 183, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	2,968	50	1,267	1,651	2	—	—	1,948	61	1,143	744	8	1	—	1,089	45	738	308	4	—	—	216	16	142	58	3	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	2	—	1	1	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	192	4	120	59	—	—	—	180	—	151	29	—	—	—	135	3	123	9	—	—	—	48	1	43	2	1	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	9	1	8	—	—	—	—	8	1	7	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 320	55	—	6	49	—	—	—	36	—	11	25	—	—	—	13	—	3	10	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
Suite. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Suite. Outrages aux objets d'un, 141	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suite. Id. ministres d'un, 140	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suite. Coups aux ministres d'un, 140	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	13	—	6	7	—	—	—	6	—	3	1	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 323, 324	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 326	5	—	3	2	—	—	—	7	—	3	2	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 327	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 328	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal. laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897. réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533.	5	1	1	—	—	—	—	4
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 534.	2	—	—	—	—	—	—	2
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	106	25	25	—	—	—	—	83
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	15	8	8	—	—	—	—	7
Id. de clôtures, 545, 546.	1,117	229	220	9	—	—	—	888
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	10	1	1	—	—	—	—	9
Divulgation méchante, 449.	7	—	—	—	—	—	—	7
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	188	32	32	—	—	—	—	156
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441.	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. id. introduction furtive la nuit, 442.	46	1	1	—	—	—	—	45
Duel. Provocation, injures pour refus, 423, 424.	8	1	1	—	—	—	—	7
Duel. Offenses qui ont donné lieu, 425.	1	—	—	—	—	—	—	1
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	1	1	1	—	—	—	—	—
Id. id. id. reçus pour bons, 178.	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. de commerce fictifs, 569.	6	—	—	—	—	—	—	6
Enlèvement de mineurs, 368, 370.	6	1	1	—	—	—	—	5
Epizootie, 319 à 321.	10	—	—	—	—	—	—	1
Escroquerie, 406.	618	114	108	4	2	—	—	504
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367.	17	1	1	—	—	—	—	16
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 336 à 338.	38	8	8	—	—	—	—	30
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 335 à 339.	4	—	—	—	—	—	—	4
Faillites (fraudes dans les), 400.	17	4	4	—	—	—	—	13
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, émission, 132, 163, 165 à 169.	10	3	3	—	—	—	—	7
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	30	6	5	—	1	—	—	24
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	37	7	7	—	—	—	—	30
Faux témoignage en justice, 218 à 220.	72	38	38	—	—	—	—	34
Faux serment en matière civile, 226.	12	5	5	—	—	—	—	7
Homicide provoqué, 411 à 414.	3	1	1	—	—	—	—	2
Id. involontaire, 419.	136	57	57	—	—	—	—	79
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 209.	44	21	21	—	—	—	—	23
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 311 à 314.	2	2	2	—	—	—	—	—

(1) Dont un condamné en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT sans condition conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
52	16	—	14	12	10	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—
5	2	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
371	56	—	64	186	65	—	—	—	33	3	—	11	3	16	—	—	—
9	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
64	21	—	17	23	3	—	—	—	4	—	—	2	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	7	—	4	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(1) 199	55	21	98	19	6	—	1	—	12	3	—	3	—	2	—	—	—
10	—	—	—	8	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	7	1	8	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
12	9	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	—	—	—	10	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22	4	—	12	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	10	6	10	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
65	17	—	5	35	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	—	—	—	15	3	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		plus de 6 mois.	6 mois et moins						plus de 3 mois.	3 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.				
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 555	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 551	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	19	—	14	5	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	191	—	75	116	—	—	—	163	1	95	67	—	—	—	109	—	80	29	—	—	—	21	—	17	4	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	36	—	25	11	—	—	—	34	2	25	7	—	—	—	16	3	12	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	10	—	6	4	—	—	—	9	—	8	1	—	—	—	6	—	5	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—
Duel. { Provocation, injures pour refus, 425, 424	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel. { Offenses qui ont donné lieu, 425	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publics contrefaits reçus pour bons, 178	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 309	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	47	2	31	11	—	—	1	81	13	60	8	—	1	—	106	16	89	1	—	3	—	59	12	47	—	2	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 301, 302, 303 à 307	3	—	—	3	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350, à 358	2	—	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 355 à 359	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 163 à 169	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Reçue pour bonne (émission de), 170	2	—	—	2	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	2	1	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	6	5	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 220	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	7	—	2	5	—	—	—	5	—	3	2	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906,

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 75 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 75 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins,	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Incendie involontaire, 510	11	4	3	1	—	—	—	7	6	5	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315.	4	1	1	—	—	—	—	3	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	233	46	44	2	—	—	—	187	139	12	—	4	83	40	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Inondation, 510-550.	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 505.	23	4	4	—	—	—	—	19	10	—	—	1	3	6	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Id. Loi du 24 octobre 1902.	162	25	25	—	—	—	—	137	60	10	—	5	28	17	—	—	—	8	—	—	1	1	6	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	3	2	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460.	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 502, 503	61	11	10	1	—	—	—	50	36	2	—	1	30	3	—	—	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 506 à 508.	4	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 527 à 331.	914	107	106	—	1	—	—	807	332	109	—	76	118	29	—	—	—	19	3	—	9	1	6	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	93	7	7	—	—	—	—	86	42	1	—	40	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507.	69	16	16	—	—	—	—	53	33	13	1	8	8	3	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	314	33	29	4	—	—	—	281	157	48	—	27	69	13	—	—	1	9	2	—	2	4	1	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	186	10	10	—	—	—	—	176	88	12	—	5	61	10	—	—	—	6	—	—	4	—	2	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	3,650	255	250	4	1	—	—	3,395	1,302	106	—	100	815	283	—	—	—	142	4	—	20	23	86	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277	4	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282.	234	25	25	—	—	—	—	209	75	15	—	9	36	15	—	—	—	8	—	—	2	2	4	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	1,598	130	128	2	—	—	—	1,468	583	171	3	116	217	76	1	—	—	44	11	1	18	8	6	—	—	—
Recèlement des choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	1,189	393	363	30	—	—	—	796	420	149	11	98	125	39	2	1	1	13	2	1	6	1	3	—	—	—
Rupture de ban, 338.	170	3	3	—	—	—	—	167	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	28	9	9	—	—	—	—	19	5	2	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 201, 262.	8	1	1	—	—	—	—	7	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	367	17	17	—	—	—	—	350	211	15	—	105	55	38	—	—	—	5	—	—	1	—	4	—	—	—
Vol, 403, 404, 406	6,279	1,457	1,084	242	130	1	—	4,822	2,489	860	38	755	634	204	—	1	31	120	33	—	56	13	18	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 387, 6°, 403	236	31	24	5	—	2	—	205	132	23	—	14	67	26	—	—	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—
Contraventions de police.																										
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications).	24	1	1	—	—	—	—	23	20	—	—	—	17	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1,108	215	200	8	—	1	—	893	485	6	—	1	305	173	—	—	—	35	—	—	1	5	31	—	—	—

XVIII (suite). Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A		
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Incendie involontaire, 319	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	23	—	3	20	—	—	—	16	—	5	11	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—
Inondation, 319, 330	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 303	5	—	2	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. L. du 24 octobre 1902	27	—	9	18	—	—	—	21	—	12	9	—	—	—	14	—	8	6	—	—	—	7	—	6	1	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	5	—	—	5	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	183	—	117	66	—	—	—	161	2	126	33	1	2	—	97	3	83	11	—	1	—	15	—	15	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	10	—	9	1	—	—	—	17	—	16	1	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—	7	2	5	—	1	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 307	9	—	6	3	—	—	—	7	—	6	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 308	47	—	30	17	—	—	1	39	1	27	11	—	—	—	21	—	20	1	—	—	—	8	1	7	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	37	—	13	24	—	—	—	26	—	22	4	—	—	—	17	—	13	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	856	—	289	567	—	—	—	595	—	354	241	—	—	—	390	—	206	94	—	—	—	110	—	86	24	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	62	—	24	38	—	—	—	39	—	28	11	—	—	—	20	1	18	1	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	318	7	209	102	—	—	—	277	9	225	43	—	—	—	206	11	182	13	—	—	—	40	4	33	1	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 305	131	6	90	29	2	1	—	111	8	90	13	4	—	—	92	13	71	8	3	1	—	29	13	14	—	3	—	—
Rupture de ban, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	—	41	—	—	—	—	128	3	123	—	—	—	1
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	3	—	1	2	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 201, 262	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	35	—	9	26	—	—	—	40	—	19	21	—	—	—	41	—	32	9	—	—	—	18	—	16	2	—	—	—
Vol, 403, 404, 406	648	11	456	181	—	—	1	752	40	624	88	5	1	4	609	76	504	29	18	6	2	204	60	136	8	17	2	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537, 6°, 463	38	—	20	18	—	—	—	21	—	9	12	—	—	—	10	—	8	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Contraventions à l'article 501, 2° et 3° (falsifications)	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	209	—	7	202	—	—	—	105	—	4	101	—	—	—	47	—	4	43	—	—	—	12	—	1	11	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 févr. 1897, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 févr. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	L'EMPRISONNEMENT sans condition plus de 6 mois.	L'EMPRISONNEMENT sans condition 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Infractions prévues par des lois spéciales.																										
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1876	2	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888.	68	12	12	—	—	—	—	56	33	—	—	—	27	6	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1880, art. 22 à 27	11	1	1	—	—	—	—	10	7	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1887	2,352	505	492	13	—	—	—	1,847	952	26	—	17	805	106	—	—	—	16	—	—	1	8	7	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1880 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	7	—	—	—	—	—	—	7	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1883, 20 juillet 1891	27	4	4	—	—	—	—	23	13	—	—	—	8	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	18	8	8	—	—	—	—	10	8	—	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1870	8	2	2	—	—	—	—	6	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 et suivants. L. 12 septembre 1895, art. 64. L. 22 avril 1888, art. 39	7	5	5	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (Falsification des) L. 21 décembre 1896	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888. A. R. du 21 septembre 1894	214	46	46	—	—	—	—	168	125	—	—	1	104	20	—	—	—	3	—	—	—	1	2	—	—	—
Étrangers (expulsion des). Loi 12 février 1897	309	1	1	—	—	—	—	308	77	1	—	75	1	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	40	8	8	—	—	—	—	32	26	—	—	—	15	11	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	5	4	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	425	78	78	—	—	—	—	347	220	13	14	50	5	160	—	—	—	8	1	—	3	—	4	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	6	—	—	—	—	—	—	6	5	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Échardonnage. — Échenillage. — Conservation des grenouilles	19	4	3	—	—	1	—	15	11	—	—	—	10	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1,022	112	111	1	—	—	—	910	240	1	—	8	80	151	—	—	—	39	1	—	11	—	27	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	41	—	—	—	—	—	—	41	28	2	—	4	16	6	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	58	6	6	—	—	—	—	52	35	6	—	3	25	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	25	5	5	—	—	—	—	20	6	3	—	1	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	33	1	1	—	—	—	—	32	26	11	—	1	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	133	26	13	13	—	—	—	127	78	—	—	—	58	20	—	—	—	11	—	—	—	1	10	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	1,135	110	102	7	—	1	—	1,025	676	—	—	—	590	86	—	—	—	17	—	—	—	8	9	—	—	—
Police maritime	270	31	31	—	—	—	—	239	185	27	—	155	2	1	—	—	181	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	8	3	3	—	—	—	—	5	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	6	2	2	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891	1,209	53	53	—	—	—	—	1,156	835	—	—	—	751	81	—	—	—	28	—	—	—	13	13	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	3	—	—	—	—	—	—	3	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831, LL. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	10	5	5	—	—	—	—	5	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une profession)	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Infractions forestières.

(y compris celles jugées en degré d'appel.)

Acquittés	155
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel	3
Id. Id. sans condition	36
Id. à l'amende conditionnelle	547
Id. Id. sans condition	913
TOTAL DES PRÉVENUS	1,654

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). Loi du 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1878, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1883 et 1er mars 1888	13	—	2	11	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1880, art. 22 à 27	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	497	—	87	410	—	—	—	221	—	58	163	—	—	—	132	—	45	87	—	—	—	29	—	9	20	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	7	—	2	5	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 et suivants. L. 12 septembre 1896, art. 64. L. 22 avril 1898, art. 39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 21 décembre 1898	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	32	—	1	31	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	17	—	17	—	—	—	—	78	—	78	—	—	—	—	93	—	93	—	—	—	—	41	—	41	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	71	5	7	59	—	—	—	28	4	3	17	—	—	—	17	3	3	9	—	—	—	5	2	1	2	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1880	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	213	—	51	162	—	—	—	197	—	110	87	—	—	—	178	—	121	57	—	—	—	43	—	25	18	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	11	—	1	10	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	13	—	3	10	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	3	—	3	—	—	—	—	6	—	3	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	4	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	32	—	—	32	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	199	—	—	199	—	—	—	82	—	3	79	—	—	—	39	—	4	35	—	—	—	12	—	2	10	—	—	—
Police maritime	18	—	12	6	—	—	10	18	—	17	1	—	—	14	13	—	13	—	—	—	8	4	—	4	—	—	—	5
Police des rivières et polders	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id Rage canine. A. R. 10 juin 1891	179	—	—	179	—	—	—	82	—	2	80	—	—	—	27	—	—	27	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (règles relatives à l'exercice d'une)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906,

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	9	—	—	—	—	—	—	9
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	2	—	—	—	—	—	—	2
Règlements d'ateliers. L. 13 juin 1896	13	2	2	—	—	—	—	11
Id. communaux	102	15	15	—	—	—	—	87
Id. id. sur la police des filles publiques	3	1	1	—	—	—	—	2
Id. provinciaux	16	11	11	—	—	—	—	5
Repos dominical. Loi du 17 juillet 1905	5	—	—	—	—	—	—	5
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, L. 21 août 1903	44	7	7	—	—	—	—	37
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	14	2	2	—	—	—	—	12
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	6	—	—	—	—	—	—	6
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	30	—	—	—	—	—	—	30
Tramways, A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	2	—	—	—	—	—	—	2
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 déc. 1889	102	22	22	—	—	—	—	80
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	9	2	2	—	—	—	—	7
Voirie, roulage et messageries	40	10	10	—	—	—	—	30
RÉCAPITULATION.								
Crimes correctionnalisés	2,843	744	467	165	112	—	—	2,099
Délits prévus par le Code pénal	43,004	7,779	7,211	393	169	1	—	35,225
Contraventions de police	1,132	216	207	8	—	1	—	916
Infractions prévues par des lois spéciales	7,896	1,109	1,073	31	—	2	—	6,787
TOTAUX	54,875	9,848	8,958	602	281	7	—	45,027
Infractions forestières	1,653	155	155	—	—	—	—	1,498
TOTAUX	56,528	10,003	9,113	602	281	7	—	46,525
Inculpés jugés en degré d'appel (y compris les infractions forestières)	1,667	474						1,193
TOTAUX	58,195	10,477						47,718

Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en première instance et en degré d'appel aux prévenus condamnés conditionnellement.

6 mois et moins	358
1 an	1,583
2 ans	1,870
3 ans	6,503
4 ans	114
5 ans	5,480
TOTAL	15,910

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — sans condition — condit.-nel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A L'AMENDE — condit.-nelle.	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18
5	1	—	2	1	1	—	—	—
1	—	—	1	—	—	—	—	—
7	—	—	—	5	2	—	—	—
55	—	—	—	29	26	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	—	—	1	3	—	—	—
5	—	—	—	5	—	—	—	—
25	1	—	4	12	8	—	—	—
4	—	—	—	3	1	—	—	—
3	—	—	1	1	1	—	—	—
18	—	—	—	—	18	—	—	—
2	—	—	—	2	—	—	—	—
53	—	—	—	41	12	—	—	—
4	—	—	—	1	3	—	—	—
16	—	—	—	10	6	—	—	—
1,091	442	241	402	4	2	11	132	21
17,500	4,443	361	3,285	7,144	2,264	9	121	40
505	6	—	1	320	178	—	—	—
3,810	96	14	304	2,646	750	—	—	181
22,906	4,987	619	3,992	10,114	3,194	20	253	242

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT — sans condition — condit.-nel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins.	EN ORDRE PRINCIPAL A L'AMENDE — condit.-nelle.	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
19	20	21	22	23	24	25	26	27
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	1	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	1	7	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—
30	11	8	11	—	—	—	4	—
1,000	110	14	316	140	384	—	9	—
35	—	—	1	3	31	—	—	—
145	3	—	20	33	87	—	—	—
1,210	154	22	348	184	502	—	13	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1906, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A		
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		plus de 6 mois.	6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. L. 25 mars 1891	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier. L. 15 juin 1896	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	19	—	—	19	—	—	—	11	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos dominical. Loi du 17 juillet 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897. L. 21 août 1905	6	—	3	3	—	—	—	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	4	—	—	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1880, art. 151, 155, 151	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	3	—	—	3	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1881, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	15	—	—	15	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	10	—	—	10	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Crimes correctionnalisés	244	77	166	1	5	51	1	311	100	211	—	11	52	1	262	156	126	—	22	28	—	161	124	57	—	40	20	—
Délits prévus par le Code pénal	6,868	112	5,575	5,581	4	29	2	5,334	181	5,018	1,555	20	55	5	3,487	217	2,044	600	20	29	2	1,036	148	772	116	31	15	1
Contraventions de police	212	—	7	205	—	—	—	105	—	4	101	—	—	—	47	—	4	43	—	—	—	12	—	1	11	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1,398	5	194	1,199	—	—	10	768	4	280	484	—	—	14	523	5	285	235	—	—	8	143	2	84	57	—	—	3
TOTAUX	8,722	194	3,742	4,786	9	60	13	6,518	285	4,113	2,120	31	67	20	4,319	358	3,079	882	48	57	10	1,352	274	894	184	71	35	4

RÉCAPITULATION D'APRÈS LA NATURE DES PEINES.

(non compris les prévenus jugés en degré d'appel.)

Condamnés à l'emprisonnement	conditionnel		5,144
	sans condition	de 6 mois et plus	1,752
		de moins de 6 mois	16,203
Condamnés à l'amende	conditionnelle		10,845
	simple		12,581
TOTAL DES CONDAMNÉS			46,525

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyé des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	En vertu de la loi du 27 novembre 1891 modifié par la loi du 15 février 1897.			TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS			
					réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			conditionnellement		sans condition	
									à l'emprisonnement.	à l'amende	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Délits.												
Abus de confiance, 491	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317, L. 15 juin 1894	2	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—
Attentat aux mœurs { paroles obscènes. Loi du 29 janvier 1905.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Attentat aux mœurs { outrages publics aux mœurs, 385	3	—	—	—	—	—	3	1	1	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	92	24	24	—	—	—	68	51	—	33	1	15
Chemin de fer : accident involontaire, 422	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : essai de corrompre fonctionnaire arbitre, 252	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	293	78	76	—	2	—	215	155	8	97	—	50
Id. à un député ministre ou magistrat, 278, 279	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Id. involontaires, 420.	28	5	5	—	—	—	23	20	—	15	—	5
Destruction de tombeaux, objets d'art, 341, 526	2	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	29	10	9	—	—	1	19	14	—	11	—	3
Escroquerie, 406.	2	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission, 170	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Injures par faits, 448	19	3	3	—	—	—	16	15	—	8	—	7
Loteries non autorisées	2	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329.	19	10	10	—	—	—	9	4	—	1	—	3
Objets trouvés, trésor : détournement, 408	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	29	7	7	—	—	—	22	16	—	12	—	4
Id. des jurés ou témoins, 282	7	3	3	—	—	—	4	4	1	1	1	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Vol, 403-404-406.	26	15	10	—	2	3	11	11	—	8	—	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537 6e, 463.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Contraventions de police.												
Autres contraventions.	488	144	137	—	7	—	344	210	—	122	—	88

NATURE DES INFRACTIONS.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.					3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS				TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS		TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS	
		conditionnellement		sans condition			à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.		à l'emprisonnement.	à l'amende.
		à l'emprisonnement.	à l'amende.	à l'emprisonnement.	à l'amende.												
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Armes prohibées, port, 317, L. 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentat aux mœurs { paroles obscènes. Loi du 29 janvier 1905.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentat aux mœurs { outrages publics aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Calomnie envers des particuliers, 444	3	—	—	1	2	10	—	10	3	—	3	1	1	—	—	—	—	
Chemin de fer : accident involontaire, 422	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Corruption : essai de corrompre fonctionnaire arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	10	—	2	—	8	32	5	27	16	—	16	—	—	—	2	—	2	
Id. à un député ministre ou magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. involontaires, 420.	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destruction de tombeaux, objets d'art, 341, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. de clôtures, 545-546	1	—	—	—	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	
Escroquerie, 406.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Injures par faits, 448	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Loteries non autorisées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329.	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Objets trouvés, trésor : détournement, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	2	1	—	—	1	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vol, 403-404-406.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537 6e, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Contraventions de police.																		
Autres contraventions.	20	—	2	1	17	78	6	70	24	1	23	11	1	10	3	—	3	

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.				
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	En vertu de la loi du 25 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897. réprimandés.	En vertu de la loi du 25 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897. mis à la disposition du gouvernement.		TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Infractions prévues par des lois spéciales.																
Chasse. L. 28 février 1882.	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891.	38	10	10	—	—	—	28	17	—	(1) 11	—	8	—	8	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	3	2	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	22	6	6	—	—	—	16	11	—	7	—	4	—	—	—	2
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles.	48	16	16	—	—	—	32	24	—	19	—	5	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	41	8	8	—	—	—	33	13	—	8	—	5	—	—	—	2
Margarine. L. 4 mai 1900.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	8	5	3	—	2	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	21	2	2	—	—	—	19	8	—	3	—	3	—	—	—	2
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	4	2	2	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Police d'audience.	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Registre de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900.	2	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets).	36	13	15	—	—	—	23	17	—	9	—	8	—	—	—	—
Id. id. (police des filles publiques)	13	1	1	—	—	—	12	4	—	—	2	2	—	1	—	1
Id. id. (autres objets)	103	35	33	—	—	—	68	36	—	22	1	13	12	—	1	—
Id. provinciaux	88	22	21	1	—	—	66	49	—	(1) 11	—	(2) 38	2	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. (Art. 30.).	3	1	1	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889.	9	5	5	—	—	—	4	3	—	2	—	1	—	—	—	1
Voirie, roulage et messageries	159	31	31	—	—	—	128	96	—	(4) 35	1	(5) 60	6	—	1	—
RÉCAPITULATION.																
Délits prévus par le Code pénal	570	162	152	—	6	4	408	305	10	199	2	94	17	1	2	2
Contraventions de police.	488	144	137	—	7	—	344	210	—	122	—	88	20	—	2	1
Infractions prévues par des lois spéciales	608	168	165	1	2	—	440	285	1	132	4	148	27	—	2	—
TOTAUX	1,666	474	454	1	15	4	1,192	800	11	453	6	330	64	1	6	3
Infractions forestières.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,667	474	454	1	15	4	1,193	800	11	453	6	330	64	1	6	3

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
1	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Chasse. L. 28 février 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891.	8	—	8	2	—	2	1	—	1	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	3	—	(1) 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles.	6	—	6	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	7	—	7	6	—	6	5	—	5	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	4	—	4	5	—	5	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets).	5	—	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. id. (police des filles publiques)	—	—	—	5	3	2	3	3	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	11	—	11	11	1	10	6	1	5	2	—	2
Id. provinciaux	13	—	(1) 2	13	—	(3) 13	1	—	1	1	—	1
Témoins défaillants. C. I. C. (Art. 30.).	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	20	—	(4) 20	4	—	(7) 4	1	—	1	1	—	(1) 1
RÉCAPITULATION.												
Délits prévus par le Code pénal	59	8	51	24	—	24	1	1	—	2	—	2
Contraventions de police.	78	6	70	24	1	23	11	1	10	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales	76	1	77	33	5	28	15	4	11	2	—	2
TOTAUX	213	15	198	81	6	75	27	6	21	7	—	7
Infractions forestières.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	(8) 213	15	198	(9) 81	6	75	27	6	21	7	—	7

(1) Dont 1 condamné à 26 francs.
(2) Id. 14 condamnés à id.
(3) Id. 6 id. id.
(4) Id. 12 id. id.
(5) Id. 28 id. id.
(6) Id. 8 id. id.
(7) Id. 5 id. id.
(8) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(9) Id. 1 individu id. id. id. id.

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1908, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Crimes correctionnalisés.																								
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	11	12	—	3	3	—	2	2	1	1	2	—	1	1	—	3	3	1	1	2	1	4	5
Chemin de fer : obstacle à la circulation des convois, 408	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable. 272	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	2	23	27	2	5	7	1	6	7	2	11	13	—	6	6	2	2	4	—	7	7	2	8	10
Id. 373, § 2	5	15	20	—	—	—	4	1	5	6	4	10	2	2	4	1	1	2	2	2	4	4	5	9
Viol, 375	7	9	16	—	1	1	1	—	1	2	2	4	—	2	2	1	—	1	2	6	8	—	2	2
Supposition d'enfant, 363	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 350, 352	—	1	1	—	2	2	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. id. id. par des médecins chirurgiens, etc., 348, 353	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas la nuit, 512, 513	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	2	3
Id. de titres publics ou privés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 520.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	18	171	189	—	6	6	—	7	7	9	30	39	—	1	1	—	2	2	1	7	8	5	24	29
Faux certificat. Délivrance ou usage par un fonctionnaire, 208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	2	27	29	—	1	1	—	—	—	1	7	8	1	—	1	—	—	—	—	8	8	—	5	5
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	113	330	443	10	16	26	4	13	17	78	142	220	18	13	31	9	13	22	31	61	92	110	99	209
Id. à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Délits.																								
Abus de confiance, 491	121	440	561	—	14	14	3	5	8	66	170	236	—	6	6	5	3	8	7	23	30	18	37	55
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	72	311	383	1	8	9	4	5	9	15	98	113	—	5	5	—	2	2	5	69	74	57	155	212
Armes prohibées, fabrication, débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Port, 317. L. du 15 juin 1891	4	52	56	2	40	42	—	15	15	5	61	66	—	3	3	3	42	45	2	22	24	28	303	331
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 431 à 436	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	3	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	9	18	27	—	6	6	—	4	4	1	5	6	—	3	3	—	2	2	—	3	3	3	6	9
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	3	10	13	—	8	8	1	8	9	4	16	20	—	2	2	—	5	5	—	7	7	5	14	19

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Meurtre, 393	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	1	2	2	4	6	—	2	2	—	5	5	1	1	2	1	3	4	—	—	—	—	1	1	—	7	7
Chemin de fer, obstacle à la circulation des convois, 406	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	—	4	4	—	6	6	1	3	4	2	6	8	2	8	10	—	8	8	2	—	2	1	3	4	—	7	7
Id. 373, § 2	3	3	6	3	5	8	1	1	2	—	14	14	—	3	3	2	1	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Viol, 375	1	3	4	4	11	15	4	3	7	—	9	9	—	1	1	2	2	4	—	—	—	3	2	5	1	1	2
Suppositiou d'enfant, 363	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. id. par des médecins chirurgiens, etc., 348, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de construction, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 468, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	2	11	13	2	21	23	—	1	1	—	4	4	2	9	11	1	10	11	—	1	1	—	3	3	—	31	31
Faux certificat. Délivrance ou usage par un fonctionnaire, 208	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Banqueroute frauduleuse, 489	4	13	17	6	4	10	—	—	—	—	1	1	—	1	1	2	3	5	—	1	1	—	—	—	—	—	3
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	23	34	57	13	112	125	—	10	10	10	67	77	40	32	81	29	35	64	7	21	28	7	24	31	20	97	117
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Délits.																											
Abus de confiance, 491	4	21	25	23	70	93	1	6	7	3	39	42	8	23	31	12	25	37	1	11	12	3	7	10	31	128	159
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1	22	23	18	75	93	2	—	2	—	9	9	1	20	21	—	1	1	—	2	2	—	—	—	17	107	124
Armes prohibées. Fabrication, débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Port, 3.7. L. du 15 juin 1894	—	3	3	4	34	38	3	9	12	1	27	28	32	18	50	1	8	9	2	6	8	—	6	6	4	108	112
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	1	1	4	8	12	2	2	4	2	5	7	—	7	7	—	4	4	—	3	3	3	2	5	1	2	3
Id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	—	5	5	4	24	28	—	3	3	2	14	16	6	3	9	4	8	12	1	2	3	3	1	4	1	7	8

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1908, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Chemin de fer : obstacle à la circulation des convois, 406	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Rebellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	1	1	2	—	3	3	—	2	2	1	1	2	1	2	3	—	2	2	—	—	—	—	3	3	—	3	3
Id. 373, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	5	5	—	—	—
Viol, 375	—	—	—	—	2	2	—	2	2	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	3	3
Supposition d'enfant, 363	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 350, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 348, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	2	2
Id. id. inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 488, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	—	2	2	2	8	10	1	1	2	—	1	1	—	7	7	1	—	1	1	3	4	—	10	10	—	9	9
Id. certificat. Délivrance en usage par un fonctionnaire, 208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1	14	15	11	20	31	8	10	18	4	5	9	—	17	17	1	2	3	6	9	15	5	14	19	2	12	14
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Délits.																											
Abus de confiance, 491	2	5	7	9	17	26	4	6	10	—	4	4	—	3	3	—	7	7	—	1	1	1	25	26	1	6	7
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	4	39	43	—	1	1	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	14	14	1	5	6
Armes prohibées. Fabrication, débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894	1	6	7	—	4	4	—	11	11	1	17	18	1	5	6	1	7	8	—	8	8	3	30	33	1	12	13
Arrestation ou détention arbitraire par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	4	1	5	1	—	1	—	3	3	—	3	3	—	—	—
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	1	—	1	—	2	2	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	8	8	—	2	2

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	3	17	20	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	2	4	6	—	7	7
Attentat aux mœurs — Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2
Attentat aux mœurs — Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs. vente. impression. 383. 384	1	10	11	—	—	—	—	1	1	1	6	7	—	2	2	—	4	4	1	2	3	—	2	2
Attentat aux mœurs — Loi du 20 janvier 1903, art. 1er	1	14	15	—	1	1	—	1	1	—	12	12	2	1	3	1	5	5	—	3	3	—	1	1
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385	16	145	161	—	12	12	3	9	12	28	167	195	—	10	10	2	17	19	5	23	28	24	55	79
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	10	23	33	—	3	3	—	2	2	—	14	14	2	4	6	—	—	—	3	17	20	1	—	1
Banqueroute simple, 489	3	9	12	—	3	3	1	—	1	—	3	3	—	2	2	—	—	—	1	4	5	7	12	19
Bris de scellés, 283, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par fonctionnaire ou gardien, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	6	36	42	7	16	23	—	2	2	18	32	50	7	18	25	1	4	5	4	10	14	1	7	8
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Id. : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	1	4	5	—	2	2	1	—	1	8	10	27	—	6	6	13	7	20	5	6	11	21	31	52
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	16	69	85	—	3	3	—	—	—	10	30	52	—	—	—	—	2	2	6	13	19	13	86	99
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	3	3
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers, (usages de), 183, 184	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon de sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers, 182, 183, 187	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres poste, coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — simples, 398 à 400, 410	230	925	1,175	98	491	589	46	294	340	527	1,036	1,563	121	274	395	76	465	541	41	363	404	183	861	1,044
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	14	315	329	—	9	9	—	8	8	6	204	210	—	3	3	—	5	5	—	15	15	5	50	55
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282	1	1	2	1	3	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	6	6
Coups et blessures — involontaires, 420	15	75	90	2	15	17	1	6	7	45	60	103	2	5	7	—	3	3	21	16	37	17	30	47
Culte — Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Id. aux ministres d'un, 145, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Coups aux ministres d'un, 143, § 2, 146	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 443	1	4	5	—	1	1	—	1	1	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	7	7	6	8	14
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	3	3	—	3	3	—	1	1	2	13	15	—	—	—	1	10	11	—	—	—	—	1	1
Destruction — de titres publics ou privés, 527	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	5	—	5	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1903, art. 1er	1	6	7	—	16	16	—	—	—	2	51	53	—	22	22	1	7	8	—	7	7	—	4	4	—	17	17
Outrage public aux mœurs, 385	2	19	21	14	77	91	4	14	18	7	70	77	16	35	51	7	42	49	4	10	14	1	18	19	16	54	70
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	10	10	—	6	6	—	—	—	—	6	6	2	11	13	3	4	7	—	3	3	—	—	—	2	4	6
Banqueroute simple, 489	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6	—	1	1	1	1	2	—	2	2
Bris de scellés, 285, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par fonctionnaire ou gardien, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	4	6	7	33	40	7	19	26	6	49	55	36	29	65	2	13	15	2	10	18	1	8	9	5	23	28
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2	1	1	2
Coalition. Atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	4	14	18	12	52	64	2	4	6	—	4	4	1	10	11	1	10	11	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	2	2	6	48	54	3	20	23	1	23	24	10	15	25	12	10	22	1	4	5	—	—	—	7	18	25
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	3	3	—	4	4	—	—	—	—	3	3	—	3	3	—	4	4	—	1	1	—	1	1	—	1	1
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers, 182, 185, 187	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-postes, coupures de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	30	287	317	331	1,186	1,517	84	403	487	140	1,206	1,445	521	943	1,464	261	1,046	1,307	48	320	374	89	353	442	131	811	942
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	32	32	5	189	194	1	15	16	—	18	18	1	8	9	5	25	30	—	8	8	—	1	1	—	40	40
Coups et blessures à des jurés ou témoins, 282	—	5	5	1	1	2	—	1	1	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	2	2
Coups et blessures involontaires, 420	1	3	4	10	23	33	3	8	11	1	19	20	24	28	52	3	14	17	—	6	6	2	6	8	11	55	66
Culte. Entrave au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Id. aux ministres d'un, 148, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Coups aux ministres d'un, 143, § 2, 14°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	1	5	6	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	5	6
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	3	1	2	3	—	—	—	—	3	3	—	4	4	—	2	2
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résulat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Attentat aux mœurs. — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	10	—	—	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1903, art. 1er	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 385	1	2	3	3	11	14	—	7	7	—	3	5	—	—	—	1	3	4	1	3	4	2	21	23	2	6	8
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—
Bris de scellés, 285, 285, 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par fonctionnaire ou gardien, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	5	5	6	12	18	—	2	2	—	4	4	—	1	1	—	1	1	1	4	5	2	8	10	—	3	3
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Coalition. Atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	—	—	—	36	70	106	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6	—	1	1
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6	—	4	4
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Contrefaçon de sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers, 187, 188, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, coupons de transport, enlèvement de marque indiquant qu'ils ont servis, 100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — simples, 398 à 400, 410	21	72	93	47	155	202	76	350	426	56	267	323	35	82	117	5	42	47	11	77	88	71	341	412	21	167	188
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	3	3	—	4	4	—	2	2	—	8	8	—	3	3	—	—	—	—	4	4	1	14	15	1	10	11
à des jurés ou témoins, 282	—	—	—	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
involontaires, 420	—	6	6	5	15	20	2	8	10	2	3	5	3	3	6	—	1	1	—	3	3	3	23	26	1	6	7
Culte. — Entrave au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. ministres d'un, 145, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups aux ministres d'un, 145, § 2, 146	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	3	3	6	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	3	3	—	7	7	—	1	1
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—
de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	6	10	16	—	—	—	—	2	2	—	6	6	—	—	—	—	2	2	1	2	2	—	3	3
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	1	3	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	15	34	49	8	34	42	1	18	19	23	118	141	4	15	19	6	23	31	4	24	28	8	77	85
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	4	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	2	7	9	4	6	10	1	5	6	6	15	21	4	6	10	—	6	6	—	4	4	1	17	18
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	8	8	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Duel { Provocation, injures pour refus, 425-424	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel { offenses qui ont donné lieu, 425	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publics contrefaits reçus pour bons, 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Epizootie, 519 à 521	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3
Escroquerie, 490	25	135	160	1	11	12	1	5	6	35	83	118	1	4	5	1	8	9	4	13	17	6	24	30
Etat civil, 203 à 205, 207, 361, 362, 363 à 367	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350, 357, 358	1	2	3	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	7	9
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 353 à 359	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Faillites (fraudes dans les), 490	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 163 à 169	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	2	5	7	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	6	6	—	2	2	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	4	8	1	2	3	—	1	1	3	—	3	—	—	—	1	—	1	1	2	3	9	9	18
Faux serment en matière civile, 226	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	2	3	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	1	2
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. involontaire, 419	2	9	11	2	3	5	1	4	5	14	6	20	—	3	3	—	2	2	3	6	9	11	6	17
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	14	13	27	1	1	2	—	—	—	—	—	—	6	2	8	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533.	—	—	—	—	—	—				—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	1	2	3	1	8	9	6	4	10	2	10	12	1	7	8	5	9	14	—	12	12	—	3	3	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1
Id. de clôtures, 545, 546.	6	11	17	13	54	67	8	45	53	14	116	130	44	63	107	38	84	122	4	17	21	4	15	19	3	40	43
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Divulgation méchante, 449.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	4	4	—	10	10	3	7	10	—	7	7	5	10	15	3	19	22	—	2	2	—	4	4	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. id. introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	2	2	1	1	2	—	5	5	—	3	3	—	8	8	—	2	2	—	6	6	—	3	3
Duel. Provocation, injures pour refus, 423, 424.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Duel. Offenses qui ont donné lieu, 423.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publics contrefaits reçus pour bons, 178.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de commerce fictifs, 509.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490.	5	7	12	14	37	51	1	7	8	2	11	13	1	14	15	4	21	25	3	2	5	—	5	5	5	57	62
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 336, 337, 338.	—	3	3	1	2	3	—	—	—	—	3	3	1	1	2	—	4	4	2	—	2	—	1	1	—	1	1
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 335 à 339.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490.	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	4	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	3	5	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	—	—	—	1	3	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	4	4	1	6	7
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	1	—	1	6	1	7
Id. témoignage en justice, 218 à 220.	—	1	1	3	2	5	1	—	1	—	3	3	1	—	1	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. serment en matière civile, 226.	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	1	—	1	3	1	4	1	1	2	1	3	4	3	3	6	5	7	12	1	—	1	—	2	2	3	13	16
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514.	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 543, 540	5	4	9	6	18	24	7	21	28
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	3	3	—	6	6	—	3	3
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel { Provocation. Injures pour refus, 423, 424.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel { Offenses qui y ont donné lieu, 423	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. reçus pour bons, 178	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 490	1	2	3	—	9	9	1	6	7
Etat civil, 263 à 265, 267, 301, 302, 303 à 307	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 330, 337, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 333 à 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraude dans les), 490.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 163 à 169	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	—	4	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en matière civile, 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	1	1	2	—	—	—	—	1	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux ou voitures, 534.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 543, 540	—	22	22	1	6	7	—	3	3	—	3	3	7	9	16	—	12	12
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	3	4	—	—	—	—	1	1	2	2	4	—	2	2	—	4	4
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Introduction furtive la nuit, 442	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Duel { Provocation. Injures pour refus, 423, 424.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duel { Offenses qui y ont donné lieu, 423	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. reçus pour bons, 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Escroquerie, 490	—	4	4	1	1	2	—	3	3	—	4	4	2	27	29	—	6	6
Etat civil, 263 à 265, 267, 301, 302, 303 à 307	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 330, 337, 338	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 333 à 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraude dans les), 490.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 163 à 169	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	5	6	—	2	2
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en matière civile, 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419.	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	2	4	1	1	2
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Incendie involontaire, 519	—	2	2	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	3	11	14	1	5	6	1	2	3	2	9	11	—	—	—	—	—	—	2	5	7	2	3	5
Inondation, 540, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 303	2	4	6	—	1	1	—	2	2	1	6	7	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. L. du 24 octobre 1902	5	35	40	—	5	5	9	20	29	4	1	5	—	—	—	—	1	1	—	5	5	—	4	4
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 140	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Loteries non autorisées, 302, 303	—	1	1	—	2	2	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	8	5	13	18
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	6	60	56	3	16	19	2	9	11	14	55	69	4	6	10	3	24	27	2	26	28	12	114	126
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	13	14	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	4	4	—	1	1	—	4	4
Objets saisis : destruction, détournement, 507	6	16	22	1	5	6	—	—	—	2	10	12	1	—	1	—	—	—	3	3	6	1	5	6
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	11	68	79	1	4	5	—	2	2	6	60	66	—	5	5	1	15	16	—	4	4	3	16	19
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	19	19	2	11	13	—	2	2	3	18	21	—	1	1	—	18	18	—	9	9	—	20	20
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	47	696	743	3	146	149	1	40	41	53	510	563	2	26	28	7	100	113	7	64	71	9	231	240
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	5	16	21	1	12	13	—	5	5	2	8	10	—	3	3	2	8	10	—	9	9	7	33	40
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	13	247	260	9	59	68	1	8	9	33	221	254	14	20	34	2	46	48	—	28	28	4	144	148
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	72	143	215	4	25	29	1	5	6	110	118	228	7	16	23	9	14	23	9	30	39	20	64	84
Rupture de ban, 338	2	53	55	—	4	4	—	6	6	—	7	7	—	1	1	—	18	18	1	7	8	—	18	18
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	5	68	73	1	7	8	—	4	4	1	38	39	1	5	6	—	18	18	—	15	15	1	20	30
Vol, 463, 461, 460	287	1,157	1,444	31	115	146	24	73	97	260	887	1,147	17	51	68	36	62	98	26	143	169	170	412	582
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 403	—	27	27	2	27	29	—	4	4	5	10	15	3	1	4	5	10	24	—	3	3	—	15	15
Contraventions de police.																								
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	6	6
Autres contraventions	21	23	45	3	22	25	1	7	8	23	32	55	7	15	22	9	46	55	2	20	22	1	31	32

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	7	22	29	—	2	2	—	7	7	—	7	7	4	21	25	1	5	6	—	—	—	1	14	15
Inondations, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 303	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. L. du 24 octobre 1902	2	3	5	—	5	5	1	5	6	3	14	17	—	1	1	—	9	9	—	—	—	—	4	4	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	1	3	4	1	7	8	—	—	—	—	—	—	2	3	5	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3	4
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	13	14	13	84	97	4	24	28	3	52	55	—	34	34	13	74	87	2	33	35	2	21	23	4	57	61
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	5	5	1	1	2	—	—	—	3	4	7	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—	—	2	2
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	1	1	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	3	3	2	14	16	2	3	5	1	15	16	—	17	17	3	4	7	—	1	1	—	5	5	2	20	22
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	3	3	—	12	12	—	4	4	—	6	6	—	9	9	3	7	10	1	16	17	—	—	—	1	10	11
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	4	45	49	27	296	323	5	43	48	14	203	217	24	142	166	7	133	140	—	47	47	1	66	67	9	210	219
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	12	13	—	16	16	—	3	3	—	9	9	2	14	16	1	10	11	—	7	7	1	3	4	1	9	10
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1	38	39	8	101	109	—	15	15	3	70	84	13	111	124	4	57	61	1	22	23	6	32	38	5	82	87
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	10	12	51	25	101	126	8	9	17	17	68	85	36	36	72	16	29	45	2	9	11	2	16	18	15	45	60
Rupture de ban, 338	—	1	1	—	8	8	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	11	11	—	1	1	—	1	1	—	19	19
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	2	—	2	—	5	5	1	—	1	1	1	2	1	2	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	8	8	3	25	28	—	3	3	—	13	13	1	11	12	1	10	11	—	2	2	—	9	9	—	40	40
Vol, 463, 464, 466	42	112	154	110	340	450	16	30	46	47	166	213	90	131	247	52	130	182	17	53	70	32	61	97	61	404	465
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	3	3	—	3	3	4	10	14	—	14	14	2	4	6	—	9	9	2	7	9	—	4	4	6	30	36
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	6	6	—	2	2	—	1	1	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Autres contraventions	2	11	13	18	71	89	10	37	47	17	129	146	60	146	206	12	67	79	3	32	37	2	22	24	9	61	70

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	8	8	7	9	16	9	19	28	1	11	12	—	3	4	—	—	—	2	5	7	—	3	3	2	15	17
Inondation, 349, 350	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. Loi du 24 octobre 1902	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	17	18	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du Gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	10	11	3	6	9	2	23	25	5	9	14	—	16	16	2	2	4	2	4	6	3	21	24	1	14	15
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	4	4	—	12	12	—	1	1	—	—	—	—	19	19	—	3	3
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	7	7	—	2	2	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	8	8	—	3	3
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	6	6
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	3	6	9	—	55	55	8	69	77	8	53	61	6	17	23	2	12	14	1	15	16	5	83	91	4	46	50
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	1	2	—	5	5	1	5	6	—	3	3	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	7	7	—	7	7
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	2	1	3	3	35	38	2	21	23	1	11	12	—	3	3	—	—	—	—	6	6	1	42	43	—	39	39
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	2	4	6	4	14	18	—	7	7	—	2	2	—	4	4	—	1	1	4	1	5	10	20	30	1	3	4
Rupture de ban, 338	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	1	1	2	—	9	9	—	—	—	—	4	4	1	3	4	—	7	7	1	1	2	—	16	16	—	4	4
Vol, 463, 464, 466	8	30	38	20	69	89	23	35	58	9	33	42	5	21	26	4	18	22	8	36	44	49	185	234	5	46	51
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	3	3	—	2	2	—	6	6	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Autres contraventions	—	4	4	4	27	31	4	25	29	—	9	9	1	1	2	—	4	4	—	5	5	3	28	31	—	18	18

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888.	1	8	9	—	2	2	—	3	3	—	2	2	1	1	2	2	1	3	1	6	7	—	3	3
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	9	9	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882.	25	135	160	19	53	72	16	81	97	27	104	131	28	23	51	15	61	74	25	61	87	20	92	112
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	—	2	2	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	2	2
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril et 28 juin 1894, art. 106 et suivants. L. 12 septembre 1895, art. 64. L. 22 avril 1888, art. 39.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 22 décembre 1896.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	4	19	23	—	6	6	1	4	5	25	28	53	—	—	—	—	1	1	—	2	2	4	11	15
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897.	—	56	56	—	2	2	—	7	7	—	28	28	—	1	1	—	5	5	—	25	25	—	23	23
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	11	11	—	5	5
Garde civique. L. 9 septembre 1897.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	22	49	71	—	4	4	1	5	6	6	45	49	—	2	2	—	8	8	6	11	17	3	15	16
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	4	—	4
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	2	187	189	—	5	5	—	2	2	5	10	13	—	7	7	2	41	43	1	16	17	1	37	38
Margarine. L. 4 mai 1900	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	9	9	—	2	2
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	3	—	—	—	—	1	1	—	3	3	1	12	13
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	1	11	12
Organisation militaire.	1	1	2	1	4	5	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	8	37	45	4	26	30	1	5	6	7	92	99	4	20	24	7	39	46	2	16	18	14	67	81
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	226	256	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Id. Id. Id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891.	—	5	5	—	26	26	—	1	1	1	2	3	—	1	1	—	10	10	6	27	33	—	7	7
Postes. L. 30 mai 1870	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	4	2	6	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (règles relatives à l'exercice d'une).	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. de guerre (port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Armée (service de l'). L. 21 germinal an XI, L. 12 mars 1818, L. 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, A. R. 1er mars 1888	—	2	2	2	—	2	—	2	2	—	5	5	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	5	5
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1832.	16	85	101	22	146	168	16	27	43	19	72	91	24	60	84	23	57	80	19	97	116	52	104	156	10	63	73
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	5	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	4	4
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Elections. L. 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 et suivants. L. 12 septembre 1895, art. 61. L. 22 avril 1888, art. 59.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). L. 22 décembre 1896.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	1	1	1	5	6	—	4	4	1	3	4	1	2	3	1	6	7	—	1	1	—	—	—	8	66	74
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897.	—	29	29	—	6	6	—	1	1	—	—	—	—	7	7	—	20	20	—	3	3	—	8	8	—	14	14
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	2	2	4
Garde civique. L. 9 septembre 1897.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	1	4	5	12	50	62	1	5	6	3	19	22	2	15	17	1	15	16	1	14	15	1	4	5	7	21	28
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	10	10	7	116	123	12	36	48	5	74	79	45	70	115	7	69	76	3	46	49	1	13	14	7	29	36
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Matières explosives. L. 15 octobre 1884, 22 mai 1886	—	—	—	—	4	4	—	—	—	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et L. 15 février 1897	—	3	3	1	2	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7
Organisation militaire	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	1	43	44	12	65	77	2	6	8	6	91	97	4	33	37	1	10	11	2	42	44	—	5	3	12	114	126
Police maritime	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	9	10	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders.	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. du 10 juin 1891	—	—	—	—	10	10	—	3	3	—	93	93	—	3	3	—	1	1	—	3	3	—	—	—	15	660	675
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Profession (règles relatives à l'exercice d'une)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de guerre (Port d'). L. 26 mai 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	—	—	—	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	1	3	4	—	4	4
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1830, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	11	55	66	18	32	50	18	46	64	9	29	38	—	21	21	12	36	48	12	42	54	31	104	135	22	158	180
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 51 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. (L. 12 avril et 28 juin 1894, art. 190 et suivants. L. 12 septembre 1895, art. 64. L. 22 avril 1888, art. 59	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engrais (falsification des). Loi du 22 décembre 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	21	21
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	2	2	—	11	11	—	3	3	—	8	8	1	8	9	—	6	6	—	4	4	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	1	—	1	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	1	1	2	2	13	15	1	6	7	3	13	16	—	8	8	1	3	4	—	4	4	2	4	6	1	13	14
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	5	5	2	31	33	—	6	6	—	17	17	12	2	14	—	1	1	—	10	19	2	58	60	—	3	3
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	2	10	12	—	1	1
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Mines et extractions de toute nature	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	2	4	6	—	—	—	21	102	123	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	2	23	25	—	23	23	2	28	30	—	28	28	3	40	43	5	25	30	4	51	55	2	44	46	3	51	57
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	22	151	173	2	6	8	4	47	51	3	96	99	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	1	1
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (règles relatives à l'exercice d'une)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an V, 28 mai 1849	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Id. communaux	1	7	8	—	1	1	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	1	1	—	—	—	3	2	5
Id. id. sur la police des filles publiques	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	3	1	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Repos dominical. Loi du 17 juillet 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, 21 août 1905	2	3	5	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	7	2	6	8
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 151, 155, 151	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. A. R. du 10 octobre 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Témoins défaillants, C. I. C., art. 80	—	24	24	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Tramways. A. R. 21 avril 1884, 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	7	14	21	—	1	1	—	1	1	7	13	20	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	10	13
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Voirie, roulage et messageries	3	1	4	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
RÉCAPITULATION.																								
Crimes correctionnalisés	149	599	748	15	59	52	10	52	42	100	200	306	21	25	46	15	23	36	40	93	133	127	155	282
Délits prévus par le Code pénal	1,100	5,395	6,495	189	1,148	1,337	105	592	695	1,132	4,184	5,316	200	515	715	175	970	1,151	167	1,055	1,200	670	2,969	3,639
Contraventions de police	22	24	46	3	22	25	1	7	8	25	52	55	7	15	22	9	40	55	5	20	23	1	57	38
Infractions prévues par des lois spéciales	85	591	676	24	141	165	21	111	135	123	571	694	54	60	94	26	175	201	42	208	250	54	320	374
TOTAUX	1,356	6,609	7,965	229	1,350	1,579	135	745	880	1,378	4,993	6,371	282	615	877	223	1,220	1,443	252	1,354	1,606	852	3,481	4,333
Infractions forestières	11	283	294	15	132	147	2	23	25	—	16	16	2	14	16	16	212	228	3	9	12	6	38	44
Affaires jugées en degré d'appel	69	221	290	14	52	66	14	28	42	45	58	101	16	37	53	2	10	21	12	54	66	39	97	136
TOTAUX	1,436	7,113	8,549	258	1,534	1,792	151	796	947	1,421	5,067	6,488	280	666	946	241	1,451	1,692	267	1,417	1,684	897	3,616	4,513

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v, 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1899							1		1	—	—	—	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	—	—	—	7	9	16	—	7	7	—	11	11	3	20	23	1	2	3	—	—	—	—	10	10	—	8	8
Id. Id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	5	1	6	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Repos dominical. L. 17 juillet 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, 21 août 1903.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3	3
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. A. R. 10 octobre 1876.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1881, 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 15 décembre 1889	—	—	—	—	3	3	2	3	5	2	7	9	—	1	1	—	5	5	—	—	—	—	4	4	1	12	13
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Voirie, roulage et messageries.	—	1	1	2	1	3	1	—	1	—	7	7	1	5	6	—	1	1	1	3	4	—	—	—	—	4	4
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	31	75	107	52	169	201	6	22	28	14	107	121	54	58	112	38	73	111	9	24	33	11	45	56	21	155	176
Délits prévus par le Code pénal	155	735	866	678	3,051	3,709	178	726	904	291	2,456	2,747	897	1,856	2,753	481	1,014	2,395	97	657	754	154	685	937	362	2,521	2,883
Contraventions de police	2	11	13	18	77	95	10	30	4	17	130	147	60	151	211	12	67	79	5	32	37	2	22	24	9	62	71
Infractions prévues par des lois spéciales	21	179	200	72	452	504	55	97	132	39	405	444	83	252	315	38	196	231	28	226	254	54	147	201	69	1,045	1,114
TOTAUX	190	996	1,186	800	3,709	4,509	229	884	1,113	361	3,098	3,459	1,094	2,277	3,371	568	2,250	2,816	139	939	1,078	221	897	1,118	461	3,783	4,244
Infractions forestières	—	2	2	3	39	42	—	2	2	—	9	9	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	51	54
Affaires jugées en degré d'appel	3	23	26	14	64	78	15	12	25	8	16	24	33	35	68	38	74	112	12	24	36	6	22	28	57	165	222
TOTAUX	193	1,023	1,216	817	3,812	4,629	242	898	1,140	369	3,123	3,492	1,127	2,315	3,442	604	2,324	2,928	151	963	1,114	227	919	1,146	521	4,089	4,520

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v, 28 mai 1888	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. communaux	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Repos dominical. L. 17 juillet 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, 21 août 1905	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 151, 153, 154	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones, A. R. 10 octobre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I.-C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	2	17	19	14	33	47	9	19	28	7	9	16	4	31	35	2	5	7	7	15	22	5	41	46	2	31	33
Délits prévus par le Code pénal	53	186	241	162	598	760	158	618	776	91	490	581	58	195	253	18	119	137	53	202	235	174	1,004	1,178	45	444	487
Contraventions de police	—	4	4	4	27	31	4	25	29	—	9	9	1	1	2	—	4	4	—	5	5	5	20	32	—	18	18
Infractions prévues par des lois spéciales	40	243	283	29	142	171	27	151	178	37	304	341	21	81	105	10	73	92	16	124	140	45	269	314	27	261	288
TOTAUX.	97	450	547	209	800	1,009	178	813	991	135	812	947	87	308	395	39	201	240	56	346	402	227	1,343	1,570	72	754	826
Infractions forestières	13	45	58	6	17	23	4	26	30	21	93	114	17	118	135	4	48	52	8	45	53	11	146	157	10	127	137
Affaires jugées en degré d'appel	5	19	24	6	24	30	—	20	20	7	19	26	9	20	29	3	10	13	18	15	33	13	44	57	20	19	39
TOTAUX.	115	514	629	221	841	1,062	182	859	1,041	163	924	1,087	113	446	559	46	259	305	82	406	488	251	1,533	1,784	102	900	1,002

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Délits.																																						
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { Paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1905	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { Outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	15	17	2	1	3	1	1	2	—	7	7	1	8	9	—	—	—	—	1	1	2	7	9	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	3	5
Chemin de fer : accident involontaire, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption (essai de corrompre fonctionnaire arbitre), 207	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	14	48	62	1	4	5	1	5	6	9	8	17	6	9	15	—	4	4	—	9	9	7	28	35	2	1	3	1	13	14	2	1	3	—	—	—	1	1	—
Id. id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. involontaires, 420	1	9	10	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	9	9	—	—	—	—	1	1	2	1	3	1	—	1	—	—	—
Destruction de tombeaux, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (reçue pour bonne) émission de, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, 448	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 330	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	6	—	6	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	1	1	—	1	1	—	3	3	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	3	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marandage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																						
Autres contraventions	27	64	91	5	17	22	7	9	16	10	27	37	2	12	14	2	7	9	3	12	15	8	20	28	—	15	15	4	17	21	5	4	9	1	4	5	4	10	14
Infractions prévues par des lois spéciales.																																						
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	2	2	—	1	1	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	64	47	48	49	50	51	52	53
Délits.												
Abus de confiance, 491	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : { paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : { outrages public aux mœurs, 385	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	6	4	10	2	1	3	1	2	3	—	3	3
Chemin de fer : accident involontaire, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Corruption : essai de corrompre fonctionnaire arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	5	10	15	1	2	3	5	3	8	8	48	56
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Destruction de tombeaux, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Id. de clôtures, 545, 510	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	1	2
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse-monnaie (reçue pour bonne), émission, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, 448	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Loteries non autorisées, 302, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 270	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	3	3
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1
Rebellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 401, 460	—	2	2	—	—	—	—	—	—	6	2	8
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.												
Autres contraventions	15	21	34	4	5	9	1	10	11	26	46	72
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Chasse. L. 28 février 1882	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 29 juillet 1891	—	2	2	1	1	2	—	—	—	—	4	4

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Délits.																											
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : { paroles obscènes. Loi du 20 janvier 1905	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : { outrages public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	2	3	—	3	3	—	—	—	1	3	4	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	4	6	—	—	—
Chemin de fer : accident involontaire, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : essai de corrompre fonctionnaire arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	—	—	—	1	5	6	—	4	4	—	—	—	2	2	4	1	1	2	3	4	7	1	—	1	10	3	13
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. de clôtures, 545, 510	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse-monnaie (reçue pour bonne), émission, 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Injures par faits, 448	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 270	—	—	—	—	1	1	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	1	2	—	—	—	1	—	1
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 401, 460	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																											
Autres contraventions	5	5	6	2	7	9	—	4	4	4	9	13	1	6	7	—	1	1	5	3	8	5	10	13	4	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Id. Oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 29 juillet 1891	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	3	1	4	—	—	—	2	—	2	—	3	3	2	1	3

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	2	2	—	4	4	—	—	—	2	2	4
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	2	2	1	1	2	—	—	—	3	1	4
Margarine. L. 4 mai 1900	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 10 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Poids et mesures. L. 1er octobre 1833	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1900	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	2	1	3	2	5	7	1	6	7	—	—	—
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	8	14	22	—	—	—	1	—	1	8	5	13
Règlements provinciaux	1	19	20	—	5	5	—	—	—	8	1	9
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	0	22	31	2	7	9	3	1	4	1	1	2
RÉCAPITULATION.												
Délits prévus par le Code pénal	18	83	101	4	8	12	2	10	12	9	10	28
Contraventions de police	27	64	91	5	17	22	7	9	16	10	27	37
Infractions prévues par des lois spéciales	24	74	98	5	26	31	5	9	14	24	12	36
TOTAUX	69	221	290	14	51	65	14	28	42	43	58	101
Infractions forestières	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	69	221 (1)	290	14	52	66	14	28	42	43	58	101

MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1
—	1	1	—	2	2	1	11	12	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	10	—	10
—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	2	2	3	3	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	5	5	—	1	1	—	2	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	2	1	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	1	1	6	7	3	2	5	—	—	—	3	6	9	—	—	—	2	3	5	2	8	10
1	3	4	—	—	—	3	7	10	1	7	8	1	1	2	—	2	2	1	—	1	—	3	3	1	3	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	4	4	2	5	7	—	—	—	—	3	3	1	4	5
12	18	30	—	7	7	3	14	17	15	50	65	2	4	6	2	25	27	5	4	9	2	—	2	0	6	15
12	12	14	2	7	9	3	12	15	8	20	28	—	15	15	4	17	21	5	4	9	1	4	5	4	10	14
2	7	9	—	3	3	6	28	34	16	27	43	1	6	7	8	22	30	3	4	7	5	12	17	20	19	39
16	37	53	2	19	21	12	54	66	39	97	136	3	25	28	14	64	78	13	12	25	8	16	24	33	35	68
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	37	53	2	19	21	12	54	66	39	97	136	3	25	28	14	64	78	13	12	25	8	16	24	33	35 (2)	68

(1) Non compris 4 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(2) — id. 2 id. id. id.

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1906, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	1	1	2	3	5	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 10 juin 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Registre de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 déc. 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	2	2	—	2	2	—	—	—	2	2	4
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	2	0	8	—	—	—	—	—	—	4	8	12
Id. provinciaux	2	4	6	—	1	1	—	—	—	—	3	3
Témoins défaillants. C. I. C. Art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	3	8	11	1	7	8	—	—	—	4	23	27
RÉCAPITULATION.												
Délits prévus par le Code pénal	14	25	39	4	4	8	5	11	16	20	65	85
Contraventions de police	15	31	34	4	5	9	1	10	11	26	46	72
Infractions prévues par des lois spéciales	11	28	39	4	15	19	—	1	1	11	51	65
TOTAUX	38	74	112	12	24	36	6	22	28	57	165	222
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	38	74	112	12	24	36	6	22	28	57	165	222

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	3	3	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 10 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de population. L. 2 juin 1850. A. R. 30 déc. 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	—	—	—	—	2	2	—	3	3	1	—	1	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	4	4	1	1	2
Témoins défaillants. C. I. C. Art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	2	2	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	4	19	23	—	12	12
RÉCAPITULATION.																											
Délits prévus par le Code pénal	1	14	24	1	9	10	—	6	6	2	6	8	4	4	8	2	3	5	9	5	14	4	4	8	13	4	17
Contraventions de police	3	3	6	2	7	9	—	4	4	4	9	13	1	6	7	—	1	1	5	3	8	3	10	13	4	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	1	2	3	3	8	11	—	10	10	1	4	5	4	10	14	1	6	7	4	7	11	6	30	36	3	14	17
TOTAUX	5	19	24	6	24	30	—	20	20	7	19	26	9	20	29	3	10	13	18	15	33	13	44	57	20	19	39
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	5	19	24	6	24	30	—	20	20	7	19	26	9	20	29	3	10	13	18	15	33	13	44	57	20	19	39

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1906.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							CONDAMNÉS																										CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
					DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.							DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS																													
													A L'EMPRISONNEMENT														A L'AMENDE												
													CONDITIONNEL de					SIMPLE de									CONDITIONNELLE de		SIMPLE de										
			Total des prévenus non condamnés.	du chef d'infractions forestières.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897.		TOTAL des condamnés.	du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 20.	6 mois.	5 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 5 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.		Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.																											Art. 14	Art. 26			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Bruxelles.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,347	6	235	467	495	4	6	25	82	46	317	270	170	—	744	152	225	98	—	20	—	15	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,262	—	*8*	*47*	*16*	*1*	*21*	*58*	*157*	*98*	*580*	*682*	*902*	*16*	*21*	*1*	*607*	*91*	—	*5*	—	*40*	*52*
	Total	8,259	1,367	11	1,147	121	88	—	—	6,892	283	6,609	6	243	484	509	5	30	61	239	144	897	961	1,072	16	765	153	832	192	—	25	—	95	56
Louvain.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	684	1	30	83	141	1	2	5	19	19	76	55	43	—	148	28	62	20	—	—	—	13	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	666	—	—	—	—	—	*3*	*4*	*27*	*22*	*73*	*152*	*250*	*2*	*2*	—	*145*	*36*	—	—	—	*5*	*10*
	Total	1,726	244	15	215	9	3	2	—	1,482	132	1,350	1	30	83	141	1	5	9	46	41	109	167	275	2	150	28	207	55	—	—	—	18	10
Nivelles.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	428	—	12	30	54	2	—	2	2	—	9	22	17	—	105	32	40	11	—	—	—	9	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	317	—	—	—	—	—	*1*	*2*	*8*	*1*	*26*	*47*	*71*	*1*	*1*	—	*140*	*19*	—	—	—	*5*	*6*
	Total	905	137	2	123	6	4	—	—	768	23	745	—	12	30	54	2	1	4	10	1	35	69	88	1	196	32	180	30	—	—	—	14	7
Anvers.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,492	10	93	218	228	4	2	11	30	21	115	306	225	—	881	76	245	24	—	17	181	10	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,501	—	*2*	*8*	*9*	—	*4*	*20*	*68*	*55*	*298*	*522*	*571*	*5*	*16*	—	*875*	*52*	—	*1*	*51*	*11*	*2*
	Total	6,387	1,378	—	1,243	97	38	—	—	5,009	16	4,993	10	97	226	237	4	6	31	98	77	413	828	796	5	897	76	1,116	76	—	18	215	24	2
Malines.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	279	1	9	26	51	—	—	—	4	1	14	11	15	—	152	15	18	6	—	—	—	5	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	336	—	—	—	*1*	—	—	*1*	*4*	*3*	*25*	*60*	*116*	*1*	*3*	—	*106*	*16*	—	—	—	*6*	—
	Total	893	264	2	256	4	2	—	—	629	14	615	1	9	26	32	—	—	1	8	4	39	71	129	1	135	13	124	22	—	—	—	11	—
Turnhout.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	522	—	23	51	127	—	2	2	2	1	8	14	42	—	99	82	28	30	—	—	—	—	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	698	—	—	*1*	*1*	—	—	*2*	*8*	*3*	*45*	*100*	*528*	*4*	—	—	*111*	*95*	—	—	—	*4*	*1*
	Total	1,671	239	16	208	8	7	—	—	1,432	212	1,220	—	25	32	128	—	2	4	10	6	51	114	370	4	99	82	139	154	—	—	—	4	1
Mons.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	713	3	28	101	84	—	1	7	22	4	62	61	59	—	104	28	54	12	—	—	—	12	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	641	—	2	*5*	*4*	*1*	*4*	*12*	*19*	*9*	*121*	*162*	*168*	—	*6*	—	*110*	*22*	—	*1*	—	*9*	*3*
	Total	1,618	255	3	225	23	4	—	—	1,363	9	1,354	3	60	108	88	1	2	19	41	13	183	223	207	—	200	28	144	34	—	1	—	21	4
Charleroi.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,695	—	76	166	209	3	1	4	18	15	108	104	68	—	682	101	120	11	—	1	—	16	8
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,786	—	*3*	*12*	*17*	—	*8*	*6*	*70*	*71*	*362*	*396*	*385*	*5*	*25*	*3*	*381*	*43*	—	—	—	*40*	*49*
	Total	4,378	859	6	749	80	24	—	—	3,519	38	3,481	—	79	178	226	3	9	10	88	89	470	500	451	3	707	104	510	54	—	1	—	56	57
Tournai.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	557	1	37	71	95	—	—	4	10	8	40	40	35	—	102	10	41	5	—	—	—	12	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	439	—	*3*	*3*	*3*	—	*1*	—	*4*	*11*	*82*	*92*	*137*	*2*	*7*	—	*82*	*12*	—	—	—	*5*	—
	Total	1,188	190	—	171	8	10	1	—	998	2	996	1	40	74	96	—	1	4	14	10	122	132	172	2	169	10	123	17	—	—	—	17	—

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1906.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS	TOTAL des colonnes 15 à 29.
			Total des prévenus non condamnés.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS. Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal. Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.		du chef d'infractions forestières.	
1		2	3	4	5	5	6	7	8	10	11	12
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,648
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,061
	Total	4,551	803	3	781	13	6	—	—	3,748	39	3,709
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	491
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	393
	Total	1,114	228	—	222	6	—	—	—	886	2	884
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,679
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,419
	Total	3,468	361	—	325	18	18	—	—	3,107	9	3,098
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,117
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,160
	Total	3,374	1,094	—	1,023	55	16	—	—	2,280	3	2,277
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	943
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,307
	Total	2,816	566	—	533	24	9	—	—	2,250	—	2,250
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	413
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	526
	Total	1,078	139	—	124	11	4	—	—	939	—	939
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	451
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	446
	Total	1,118	221	—	213	2	6	—	—	897	—	897
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,190
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,593
	Total	1,298	464	3	406	32	20	3	—	3,834	51	3,783
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	313
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	137
	Total	605	110	13	96	1	—	—	—	495	45	450

CONDAMNÉS — DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS

A L'EMPRISONNEMENT — CONDITIONNEL de					A L'EMPRISONNEMENT — SIMPLE de								A L'AMENDE — CONDITIONNELLE de		A L'AMENDE — SIMPLE de		CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891. Art. 14	Art. 20	l'emprisonnement.	l'interdiction.	la surveillance.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
—	51	87	105	1	5	5	21	21	99	71	71	—	620	151	272	72	—	4	—	21	1
—	2	5	2	—	7	4	31	31	201	319	301	1	15	1	792	115	—	—	—	20	10
—	53	90	105	1	10	9	52	55	300	420	575	1	635	152	1,064	187	—	4	—	41	11
—	10	55	51	—	2	—	9	10	34	25	21	—	181	28	61	20	—	—	—	7	—
—	—	—	—	—	5	—	10	8	37	75	101	2	2	—	122	31	—	—	—	4	2
—	16	33	54	—	7	—	19	18	71	98	121	2	183	28	183	51	—	—	—	11	2
1	17	31	61	1	5	5	12	12	57	90	96	—	307	110	481	108	—	—	—	27	—
—	1	—	—	—	5	1	11	17	76	161	321	—	—	—	672	150	—	1	—	25	1
1	18	31	61	1	8	6	26	29	133	260	420	—	567	119	1,157	258	—	1	—	50	1
1	26	66	107	1	1	4	15	13	52	60	89	—	360	130	125	58	—	4	—	12	—
—	1	1	1	—	5	3	20	11	66	195	338	2	1	—	574	142	—	—	1	10	5
1	27	67	108	1	6	7	35	24	118	255	427	2	370	130	499	200	—	4	1	22	3
1	35	55	46	1	4	6	17	9	58	26	31	1	430	78	101	52	—	2	—	13	1
—	—	5	—	—	5	10	27	30	155	181	292	2	4	—	525	96	1	—	—	12	10
2	35	58	46	1	9	16	44	39	171	207	323	3	443	78	627	148	1	2	—	27	11
—	18	20	39	—	—	—	2	6	18	16	21	—	152	32	55	55	—	—	—	2	—
—	1	—	—	—	—	2	4	12	17	75	157	5	—	—	188	57	—	—	—	1	—
—	19	20	39	—	—	2	6	18	65	91	181	3	132	32	241	90	—	—	—	3	—
—	24	12	47	—	1	3	3	1	14	12	40	—	201	41	28	15	—	2	—	2	1
—	—	—	1	—	1	3	3	7	12	37	116	2	3	—	175	21	—	—	—	4	1
—	24	12	48	—	2	6	6	8	56	49	195	2	208	41	103	39	—	2	—	6	2
4	45	99	105	2	4	9	6	3	110	157	145	1	1,029	175	190	18	1	8	—	9	1
—	—	4	6	—	4	7	20	8	126	291	441	1	26	6	571	82	2	1	—	14	7
4	45	103	199	2	8	16	26	11	236	448	586	2	1,055	181	761	100	3	9	—	23	8
1	4	7	21	1	—	—	1	—	2	5	1	—	226	23	18	5	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	13	31	—	1	1	58	15	—	—	—	—	—
1	4	7	21	1	—	—	1	1	14	23	32	—	227	24	76	18	—	—	—	1	—

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1906.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS	
			Total des prévenus non condamnés.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.							DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS	TOTAL des colonnes 13 à 29.
				du chef d'infractions forestières.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 17 novemb. 1851, modifié par la loi du 15 février 1897.			du chef d'infractions forestières.	
						Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	437
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	363
	Total	1,032	215	6	185	20	4	—	—	817	17	800
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	450
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	363
	Total	1,021	182	4	167	9	1	1	—	839	28	813
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	450
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	362
	Total	1,061	156	21	113	17	5	—	—	905	93	812
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	166
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	142
	Total	530	104	17	82	3	2	—	—	426	118	308
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	119
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	82
	Total	292	43	4	38	1	—	—	—	249	48	201
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	195
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	151
	Total	455	64	8	50	5	1	—	—	391	45	346
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	688
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	655
	Total	1,727	238	11	198	23	6	—	—	1,489	146	1,343
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	439
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	315
	Total	963	82	10	65	4	3	—	—	881	127	754
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,906
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,121
	Total	56,528	10,003	155	8,958	602	281	7	—	46,525	1,498	45,027

CONDAMNÉS DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS — A L'EMPRISONNEMENT — CONDITIONNEL de					SIMPLE de								A L'AMENDE — CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
																	Art. 14	Art. 26			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
—	16	15	40	—	—	1	1	1	15	35	60	—	132	31	62	7	—	1	—	5	1
—	—	—	2	—	1	—	1	—	29	65	102	2	3	1	123	56	—	—	—	4	1
—	16	15	42	—	1	1	2	1	44	96	162	2	135	55	185	43	—	1	—	9	2
2	6	12	47	—	—	—	3	—	9	9	22	—	229	38	39	14	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	1	—	7	10	32	49	95	—	—	—	116	33	—	—	—	—	—
2	6	12	47	—	1	—	10	10	41	58	117	—	229	58	185	47	—	1	—	1	—
—	3	15	61	—	—	—	—	—	4	7	7	—	138	134	22	30	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	1	2	—	14	11	99	1	6	—	115	81	—	—	—	2	—
—	5	13	62	—	—	1	2	—	18	18	106	1	144	154	165	123	—	—	—	2	—
—	8	1	2	—	1	—	1	4	19	14	11	—	81	6	10	2	—	—	—	4	1
—	—	1	—	—	—	5	1	1	18	17	25	—	2	—	67	7	—	—	—	1	—
—	8	2	2	—	1	3	2	5	37	31	36	—	83	6	83	9	—	—	—	5	1
—	2	2	15	—	—	—	1	—	1	6	5	—	59	20	9	1	—	—	—	1	—
—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	14	21	1	2	—	30	6	—	—	—	—	—
—	2	2	15	—	—	—	1	—	4	20	29	1	61	20	39	7	—	—	—	1	—
—	3	1	10	—	—	—	2	—	6	6	1	—	113	20	25	8	—	—	—	3	—
—	1	—	—	—	—	—	—	1	8	8	31	—	6	1	81	8	—	—	—	—	—
—	6	1	10	—	—	—	2	1	14	14	35	—	119	21	107	16	—	—	—	3	—
—	14	17	42	—	—	2	—	3	12	27	24	—	371	109	41	25	—	—	—	9	—
—	1	2	1	—	—	—	7	1	36	55	129	—	11	1	333	38	—	—	—	3	1
—	15	19	43	—	—	2	7	4	48	82	153	—	382	110	397	81	—	—	—	14	1
—	3	1	25	—	—	1	4	2	9	13	17	—	255	37	85	12	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	3	3	3	20	50	71	1	3	1	136	19	—	—	—	4	—
—	3	1	25	—	—	4	7	7	29	42	91	1	236	38	239	31	—	—	—	8	—
52	872	1,668	2,591	21	53	94	287	215	1,208	1,455	1,527	2	8,337	1,757	2,454	740	1	60	181	235	20
1	25	59	67	2	71	122	515	422	2,500	3,822	3,802	52	168	16	7,152	1,312	3	9	55	232	159
33	897	1,727	2,461	23	109	216	802	625	3,708	5,277	7,129	54	8,525	1,773	9,586	2,082	4	69	216	485	179

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1906).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL.	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	(1) 135	—	5	1	66	(2) 65
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	(3) 85	—	—	7	—	(4) 73
	Total	290	69	—	69	—	—	—	221	—	3	8	66	144
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	39	—	—	—	13	(5) 21
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	(6) 12
	Total	66	14	—	14	—	—	—	52	1	—	—	15	36
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	19	—	—	1	10	(6) 8
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	1	—	8
	Total	42	14	—	14	—	—	—	28	—	—	2	10	16
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	36	—	—	—	(6) 20	16
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	22	—	—	1	—	21
	Total	101	43	—	43	—	—	—	58	—	—	1	20	37
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	25	—	—	—	18	7
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	1	1	10
	Total	53	16	—	14	—	1	1	37	—	—	1	19	17
Turnhout	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	16	—	—	—	14	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	2
	Total	21	2	—	2	—	—	—	19	—	—	1	14	4
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	37	—	—	—	20	(7) 11
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	17	—	1	2	—	(6) 14
	Total	66	12	—	12	—	—	—	54	—	1	2	26	25
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	61	—	4	—	(6) 31	(7) 20
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	36	—	—	5	—	31
	Total	136	39	—	39	—	—	—	97	—	4	5	31	57
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	21	—	—	—	9	(6) 12
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	Total	28	3	—	3	—	—	—	25	—	—	—	9	16

(1) Non compris 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.
(2) Dont 14 individus condamnés à 20 francs.
(3) Non compris 3 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(4) Dont 6 individus condamnés à 20 francs.
(5) Id. 4 id. id. id.
(6) Id. 1 id. id. id.
(7) Id. 2 id. id. id.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1906).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL.	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891 modifiée par la loi du 15 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	37	—	—	1	22	(1) 14
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	27	—	—	3	—	(2) 24
	Total	78	14	—	14	1	—	—	64	—	—	4	22	38
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	1	—	3
	Total	25	13	—	13	—	—	—	12	—	—	1	8	3
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	4	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	2	—	6
	Total	24	8	—	8	—	—	—	16	—	—	2	4	10
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	(3) 20	—	—	—	7	13
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	—	15
	Total	68	33	—	32	1	—	—	35	—	—	—	7	28
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	47	—	1	1	(4) 24	21
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	27	—	—	3	—	24
	Total	112	38	—	36	—	2	—	74	—	1	4	24	45
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	16	—	1	—	6	(4) 9
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	(4) 8
	Total	36	12	—	11	—	1	—	24	—	1	—	6	17
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	15	—	1	—	8	6
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	7
	Total	28	6	—	6	—	—	—	22	—	1	—	8	13
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	117	—	1	1	(2) 64	(2) 51
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	48	—	—	2	4	(2) 42
	Total	222	57	—	43	—	11	3	165	—	1	3	68	93
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	17	—	—	—	13	(4) 2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Total	24	5	—	5	—	—	—	19	—	—	—	15	4

(1) Dont 2 individus condamnés à 20 francs.
(2) Id. 3 individus condamnés à 20 francs.
(3) Non compris 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.
(4) Dont 1 individu condamné à 20 francs.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1906).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS						CONDAMNÉS					
			TOTAL.	acquittés du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.				TOTAL.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
					Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Remises en vertu de l'article 2 de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 27 février 1897.				Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
							Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement			conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	19	—	—	1	9	(1) 9
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	1	4
	Total	39	6	—	6	—	—	—	24	—	—	1	10	13
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	8	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	8
	Total	20	—	—	—	—	—	—	20	—	—	—	8	12
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	12	1
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	6
	Total	26	7	—	7	—	—	—	19	—	—	—	12	7
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	12	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	6
	Total	29	9	—	9	—	1	—	20	—	—	—	12	8
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	(1) 3	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	1
	Total	13	3	—	3	—	—	—	10	—	—	1	5	4
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	12	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	33	18	—	18	—	—	—	15	—	—	—	12	3
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	(2) 21	(2) 11
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	—	(2) 12
	Total	57	13	—	13	—	—	—	44	—	—	—	21	23
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	(3) 7	(3) 7
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	(2) 5
	Total	39	20	—	20	—	—	—	19	—	—	—	7	12
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	(4) 800	—	11	6	455	330
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	(5) 392	—	1	30	6	355
	Total	1,667	474	—	454	1	15	4	1,193	1	12	36	459	685

(1) Dont 1 individu condamné à 20 francs.
(2) Dont 5 individus condamnés à 20 francs.
(3) Id. 4 id. id. à 20 francs.
(4) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(5) Id. 5 id. id. id. id. id.

XXI. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires (non compris les infractions au Code forestier) (année 1906).

CATÉGORIES DE PRÉVENUS.	EMPRISONNEMENT													AMENDE CONDITIONNELLE DE		AMENDE SIMPLE DE		Totaux.
	CONDITIONNEL DE					SANS CONDITION DE												
	6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Prévenus sans antécédents judiciaires	32	879	1,668	9,304	21	53	94	287	205	1,208	1,453	1,527	2	8,557	1,757	2,451	740	22,906
Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.	1	25	59	67	2	1	6	6	9	51	116	180	1	168	16	585	119	1,210
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois.	—	—	—	—	—	13	18	85	78	510	1,032	2,126	24	—	—	4,031	755	8,722
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	—	—	14	22	119	150	817	1,552	1,947	17	—	—	1,787	555	6,518
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	—	—	—	—	—	17	33	171	155	809	1,019	1,245	6	—	—	765	119	4,319
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.	—	—	—	—	—	29	41	134	70	285	303	304	4	—	—	148	36	1,352
Totaux	33	897	1,727	2,461	23	109	216	802	625	3,708	5,277	7,129	54	8,525	1,773	9,586	2,082	45,027

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende	—	3	33	355	11	309	805
Emprisonnement de : 8 jours à moins de 1 mois	—	1	15	188	8	215	425
Id. 1 mois à moins de 3 mois	—	—	2	126	4	146	278
Id. 3 mois à moins de 6 mois	—	—	3	66	2	89	160
Id. 6 mois et plus	—	1	1	37	2	39	80
TOTAL	—	7	56	772	27	886	1,748

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	3 mois et moins.	plus de 3 mois à 6 mois.	plus de 6 mois à 1 an.	plus de 1 an à 2 ans.	plus de 2 ans à 3 ans.	plus de 3 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	7	64	32	2	7	112
Id. conditionnelle	—	16	108	38	7	11	180
Emprisonnement simple	—	5	69	27	2	3	106
Id. conditionnel	—	8	78	21	4	1	115
TOTAL	—	36	319	121	15	22	513

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, Limbourg, Luxembourg et Namur. Chaque cour est divisée en un certain nombre de chambres, qui, en matière répressive, rendent arrêt au nombre fixe de trois conseillers (loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4).

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	restant à juger au 1er janvier 1906.	portées devant la cour durant l'année 1906.	TOTAL.	terminées par arrêt.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	TOTAL.	restant à juger à la fin de l'année 1906.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles .	570	1,913	2,292	1,801	27	1,828	464	1,557	186	58	1,801	1,142	659	148
Gand . . .	141	1,080	1,221	1,036	—	1,036	185	804	112	120	1,036	627	409	82
Liége . . .	76	1,070	1,146	1,071	—	1,071	75	925	102	44	1,071	607	464	147
Totaux. .	586	4,063	4,659	3,908	27	3,935	724	3,286	400	212	3,908	2,376	1,532	377

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	NOMBRE des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		CONFIRMATIFS DE JUGEMENTS			INFIRMATIFS QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . .	2,474	181	1,127	—	141	210	260	221	—	4
Gand	1,751	252	930	1	61	148	105	217	5	5
Liége	1,525	169	705	—	72	152	55	300	2	—
Totaux. . .	5,750	602	3,161	1	274	520	420	738	7	7

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396.	2	1	—	—	—	—	3
Coups et blessures ayant causé la mort, 401.	4	5	1	—	—	4	14
Attentat à la pudeur, 372, § 2.	15	6	6	4	2	1	32
Id. id. 375, § 2.	7	2	3	1	1	2	16
Viol, 373, 376	7	—	6	4	6	1	24
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 350 à 353	3	7	—	—	—	2	14
Bigamie, 391.	—	—	—	—	—	1	1
Incendie de lieux habités, 510.	—	—	—	2	—	—	2
Id. id. inhabités, 511, § 1er.	2	—	2	2	—	—	6
Faux en écritures, 194 à 197	37	21	11	5	10	4	91
Fausse monnaie (fabrication et émission de), 160, 161, 164, 168.	1	1	1	—	—	—	3
Banqueroute frauduleuse, 489.	6	4	—	1	—	1	12
Détournement par dépositaire public, 240, § 1er	—	—	—	—	1	—	1
Vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, 467 à 470	78	20	26	27	27	11	198
Id. à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	—	1	6	4	—	—	11
Faux bilans. L. du 20 décembre 1881.	1	1	—	—	—	—	2
Délits.							
Abus de confiance, 491.	37	37	12	4	28	20	158
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	1	—	—	—	—	1
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	42	27	6	5	24	14	118
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1891	11	3	3	1	8	15	43
Association de malfaiteurs, 323, 324	1	—	—	—	—	—	1
Attentat à la pudeur, 372, § 1er	6	3	2	6	2	5	24
Id. id. 373, § 1er	12	3	3	8	3	1	36
Attentat aux mœurs. Excitation à la débauche de mineurs, 379	3	2	1	—	—	1	7
Attentat aux mœurs. Id. id. par personne ayant autorité, 381.	—	—	—	—	1	—	1
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	—	2	1	2	1	6
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385.	10	11	10	7	12	6	65
Avortement, 349 à 351.	2	3	2	2	—	2	11
Banqueroute simple, 489	3	1	2	1	—	—	9
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	1	1
Calomnie envers des particuliers, 443, 444	10	4	15	9	10	8	54
Chemin de fer : accident causé involontairement, 422. . . .	—	—	—	—	—	1	1

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	—	1	4	—	4	2	11
Comestible (falsification), 500, 501, L. 4 août 1890, art. 4	11	15	2	1	3	2	34
Contrefaçon de coupons, sceaux, timbres divers, 181.	—	1	—	—	—	—	1
Corruption. Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre, 252	—	—	—	1	—	—	1
Coups et blessures : simples, 398 à 400, 410	218	110	100	151	110	112	927
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	24	12	—	1	6	7	50
Coups et blessures : à des jurés ou témoins, 282	15	7	2	1	1	1	25
Coups et blessures : provoqués, 411, 414.	1	—	—	—	—	—	1
Coups et blessures : involontaires, 420	33	20	11	4	27	19	114
Dénonciation calomnieuse, 445	5	3	4	1	6	1	20
Destruction : de tombeaux, monuments, objets d'art, 526.	—	—	—	—	3	—	3
Destruction : de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	1	—	—	1
Destruction : de marchandises ou matières premières, 535.	—	1	—	—	—	—	1
Destruction : de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	2	—	1	1	—	—	4
Destruction : d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	2	—	—	—	1	1	4
Destruction : de clôtures, 545, 546	5	5	15	10	4	3	42
Détournement par un dépositaire public, 240, § 2	—	2	—	1	—	1	4
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439 à 442.	2	2	3	1	2	1	11
Duel. Provocation, 423	—	—	—	—	—	1	1
Effets publics contrefaits (émission), 177.	—	1	—	—	—	—	1
Enlèvement de mineurs, 368, 370.	1	1	—	—	—	—	2
Escroquerie, 490.	33	18	8	3	17	15	96
État civil, 203 à 205, 207, 361, 362, 365 à 367.	—	—	—	—	—	—	—
Exposition d'enfants, 354 à 359	—	1	—	—	—	—	1
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, 162, 163, 165 à 169	—	—	1	1	3	3	8
Faux témoignage en justice, 218 à 220.	8	4	6	3	2	5	28
Faux serment en matière civile, 226.	3	—	—	—	—	—	3
Homicide provoqué, 411 à 414.	1	—	—	—	—	—	1
Id. involontaire, 419	7	3	11	3	5	7	36
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299.	2	1	—	—	—	—	3

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	1	—	1
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	2	—	—	—	—	—	2
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448.	3	1	3	2	4	4	17
Jeux de hasard, 305	1	3	1	2	—	1	8
Loterie non autorisée, 302, 305	1	—	—	—	—	—	1
Maisons de prêts sur gage, 306 à 308	—	1	—	—	—	—	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	19	12	15	3	12	17	78
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	—	2	1	4	—	8
Objets saisis : destruction, détournement, 507	2	2	—	—	—	—	4
Objets trouvés, trésor : détournement, 508.	13	4	—	—	2	3	22
Outrages : envers un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	4	6	—	2	2	16
Outrages : envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	46	21	24	13	18	25	148
Outrages : envers des corps constitués, 277	—	—	—	—	1	—	1
Outrages : envers des jurés ou témoins, 282	—	—	3	1	2	6	14
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	30	12	7	3	10	9	73
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	20	19	7	11	3	8	68
Rupture de ban de surveillance, 338.	3	2	10	1	—	1	17
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	2	1	—	1	—	5
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	1	1	—	—	2	—	4
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	1	2	—	—	6	3	12
Vol, 463 à 466.	150	87	79	45	52	38	437
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557[4], 463	3	3	—	—	1	—	7
Contraventions de police	2	—	—	—	4	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Accidents du travail, A. R. du 21 septembre 1894	—	1	—	—	—	—	1
Art de guérir, L. 21 germinal an xi, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	1	5	—	1	1	—	8
Bienfaisance, L. du 7 mai 1888	—	1	—	1	—	—	2
Chasse, L. 28 février 1882.	55	37	38	26	43	23	222
Collectes non autorisées, A. R. 22 septembre 1823.	2	—	—	—	—	—	2
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes, L. 5 mai 1888.	2	—	1	—	5	1	9
Étrangers (expulsion des), L. 12 février 1897.	10	1	—	—	6	3	22
Forêts (Code forestier)	2	2	—	—	4	3	11
Impôts (lois et règlements concernant les)	47	19	36	5	32	7	146

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Imprimés ayant l'apparence de valeurs judiciaires. L. du 11 juin 1889.	2	—	—	—	—	—	2
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	9	5	1	2	5	2	22
Margarine. L. 4 mai 1900, 12 août 1903	—	—	3	—	1	—	4
Matières explosives. L. 15 octobre 1881, 22 mai 1886	—	1	1	—	—	1	3
Mendicité de vagabondage. L. novembre 1891.	1	1	—	—	—	—	2
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	2	2
Organisation militaire	—	—	—	—	—	1	1
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883, 5 juillet 1899	2	5	5	2	5	8	25
Police maritime	5	3	2	2	—	—	12
Id. sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 10 juin 1891	1	1	—	—	—	—	2
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	2	1	—	—	—	—	3
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v, 28 mai 1888.	—	—	—	—	1	—	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1873, 25 mars 1891	—	—	—	1	—	—	1
Rage canine. L. du 16 juin 1891	—	—	—	—	11	10	21
Règlements communaux.	1	2	—	—	1	—	4
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, 21 août 1903	5	—	—	2	3	3	13
Témoins défaillants.	1	—	—	—	—	—	1
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 15 décembre 1889	2	5	—	1	—	—	8
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	1	—	—	1	—	2
Voirie et roulage	1	—	—	—	—	—	1
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	165	81	62	50	47	27	430
Id. Délits	826	491	478	345	457	369	2,916
Id. Contraventions de police	2	—	—	—	4	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales	151	87	87	41	110	68	556
TOTAUX.	1,142	659	627	409	607	464	3,908

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises *jugent les infractions que la loi punit d'une* peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui *impute. Il n'intervient* pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les *accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont* donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.

PROVINCES.	Nombre total des affaires.	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugés contradictoirement.	jugés par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	12	11	1	—	—	18
Anvers	8	8	—	—	—	12
Hainaut	22	20	—	2	—	32 (1)
Flandre orientale	8	7	—	1	—	8
Flandre occidentale	10	10	—	—	—	15
Liége	6	6	—	—	—	9
Limbourg	5	5	—	—	—	7
Luxembourg	3	3	—	—	—	3
Namur	8	8	—	—	—	9 (2)
Le royaume	82	78	1	3	—	113

(1) Dont deux contumax repris; ils avaient été condamnés l'un à 15 ans de reclusion, le 10 février 1806, l'autre à 20 ans de travaux forcés, le 27 novembre 1903.
(2) Dont un contumax repris; il avait été condamné le 23 décembre 1903 aux travaux forcés à perpétuité.

N. B. Trois individus ont été condamnés par les cours d'assises du royaume comme jurés défaillants en vertu de l'article 306 du Code d'instruction criminelle.

2° Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES.													Délits politiques et de presse.			
	ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT.										ACCUSÉS jugés par contumace.			Nombre total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS	
			CONDAMNÉS A LA PEINE													à l'emprisonnement.	à l'amende.
	Nombre total.	Acquittés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la réclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.	Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	17	4	3	1	—	3	3	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Anvers	12	7	—	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	27	4	3	2	7	3	4	2	—	—	—	—	—	5	2	3	—
Flandre or.	7	1	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Flandre occ.	15	1	3	1	6	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	9	2	—	1	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	7	1	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	3	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	9	1	—	—	4	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Le royaume	106	21	10	7	28	19	12	7	2	—	1	—	1	6	2	4	—

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes contre les personnes.									
Assassinat, 394	2	—	2	1	—	1	5	—	5
Id. (tentative d'), 394, 52	—	—	—	2	1	1	4	3	1
Empoisonnement, 397	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	3	1	2	—	—	—	1	—	1
Meurtre, 393	1	—	1	—	—	—	2	—	2
Id. (tentative de), 393, 52	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Id. (complicité), 393, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur enfant de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 2. 377	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Délits contre les personnes.									
Homicide provoqué, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, 4 0	—	—	—	1	—	1	2	—	2
Crimes contre les propriétés.									
Incendie de lieux habités pendant la nuit, 510, 515	1	1	—	2	1	1	—	—	—
Id. id. id. (complicité d'), 510, 515, 69	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités pendant la nuit, 511, 515	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circostances aggravantes, 529, 550	—	—	—	4	4	—	1	—	1
Faux en écritures authentiques et publiques, 100, 107	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Contrefaçon et émission de monnaies d'or ou d'argent, 160, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	—	—	—	—	—	—	4	—	4
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472	—	—	—	—	—	—	5	—	5
Vol à l'aide de violences ou de menaces ayant causé la mort, dans maison habitée 471, 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. (complicité de), 471, 474, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	9	2	7	5	1	4	10	4	12
Id. id. les propriétés	8	2	6	7	6	1	11	—	11
TOTAUX	17	4	13	12	7	5	27	4	23

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Crimes contre les personnes.																		
Assassinat, 394	4	—	4	4	1	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. (tentative d'), 394, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2
Empoisonnement, 397	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Parricide, 395	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	1	—	1	6	—	6	2	—	2	5	1	4	1	—	1	3	1	2
Id. (tentative de), 393, 52	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (complicité), 393, 69	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur enfant de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 2. 377	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																		
Homicide provoqué, 411, 414	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, 4 0	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes contre les propriétés.																		
Incendie de lieux habités pendant la nuit, 510, 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (complicité d'), 510, 515, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de lieux inhabités pendant la nuit, 511, 515	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circostances aggravantes, 529, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 100, 107	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Contrefaçon et émission de monnaies d'or ou d'argent, 160, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Vol à l'aide de violences ou de menaces ayant causé la mort, dans maison habitée 471, 474	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. (complicité de), 471, 474, 69	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	7	1	6	11	1	13	6	2	4	3	1	4	2	—	2	6	1	5
Id. id. les propriétés	—	—	—	1	—	1	3	—	3	2	—	2	1	—	1	3	—	3
TOTAUX	7	1	6	15	1	14	9	2	7	7	1	6	3	—	3	9	1	8

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE des INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										CONDAMNÉS à la peine accessoire	
				de MORT.	des TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	des TRAVAUX FORCÉS de 15ans et plus.	des TRAVAUX FORCÉS de 10ans à moins de 15ans	de la RECLUSION de 10ans et plus.	de la RECLUSION de 5ans à moins de 10ans	de L'EMPRISONNEMENT de 5ans et plus.	de L'EMPRISONNEMENT de 6mois à moins de 5 ans.	de L'EMPRISONNEMENT de moins de 6mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Crimes contre les personnes.															
Assassinat, 304	34	2	32	9	3	15	5	—	—	—	—	2	—	30	—
Id. (complicité), 304, 60	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
Id. (tentative d'), 304, 52	14	4	10	—	—	2	4	—	1	—	3	—	—	6	—
Empoisonnement, 307	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide sur enfant illégitime avec préméditation, 306	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Parricide, 303	5	2	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Meurtre, 303	11	2	9	—	2	3	2	1	—	1	—	—	—	8	—
Id. (tentative de), 305, 52	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
TOTAUX	73	13	60	10	7	19	13	1	4	1	3	2	—	53	—
Crimes contre les propriétés.															
Incendie de lieux habités, la nuit, 510, 513	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. id. (complicité d'), 510, 513, 60	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, la nuit, 511, 513	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 529, 530	5	4	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon et émission de monnaies d'or ou d'argent, 160, 168	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 196, 197	2	—	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 471	3	—	3	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée (tentative de), 471, 52	8	—	8	—	—	5	—	—	2	1	—	—	—	7	2
Vol à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—
Vol à l'aide de violences ou menaces sur un chemin public, avec circonstances aggravantes, 471, 472	6	—	6	—	—	2	3	—	1	—	—	—	—	6	—
TOTAUX	33	8	25	—	—	9	6	—	7	3	—	—	—	18	3
Crimes contre les personnes	73	13	60	10	7	19	13	1	4	1	3	2	—	53	—
Id. contre les propriétés	33	8	25	—	—	9	6	—	7	3	—	—	—	18	3
TOTAUX GÉNÉRAUX	106	21	85	10	7	28	19	1	11	4	3	2	—	71	3

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	A ADMIS L'ACCUSATION sans modification.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
Crimes contre les personnes.					
Assassinat, 304	2	9	21	2	—
Id. (complicité d'), 304, 60	—	—	2	—	—
Id. (tentative d'), 304, 52	4	—	7	3	—
Empoisonnement, 307	1	—	—	—	—
Infanticide sur enfant illégitime avec préméditation, 306	—	—	1	—	—
Parricide, 303	2	1	2	—	—
Meurtre, 303	2	2	6	1	—
Id. (tentative de), 305, 52	1	1	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	1	—	—	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	—	1	1	—	—
TOTAUX	13	14	40	6	—
Crimes contre les propriétés.					
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513	2	—	1	—	—
Id. id. id. (complicité d'), 510, 513, 69	1	—	—	—	—
Id. id. inhabités la nuit, 511, 513	1	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 529, 530	4	—	1	—	—
Contrefaçon et émission de monnaies d'or et d'argent, 160, 168	—	1	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 196, 197	—	1	—	1	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, 471	—	—	2	1	—
Id. à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée (tentative de), 471, 52	—	5	2	1	—
Id. à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	—	5	—	—	—
Id. à l'aide de violences ou de menaces sur un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472	—	2	4	—	—
TOTAUX	8	12	10	3	—
Crimes contre les personnes	13	14	40	6	—
Id. contre les propriétés	8	12	10	3	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	21	26	50	9	—

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. — *Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.*

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL DES condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																	
										soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.								à un emprisonnement de 6 mois et plus.						à une peine criminelle.					
			Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Condamnés à la peine						Condamnés à la peine					
		Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Crimes contre les personnes.																																	
Assassinat, 304	16	7	3	1	3	—	—	7	—	6	4	1	1	—	—	6	—	1	—	—	1	—	—	1	—	2	2	—	—	—	—	2	—
Id. (Tentative d'), 304, 52	5	1	—	—	1	—	—	1	—	3	—	—	3	—	—	3	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 306	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 305	3	2	1	1	—	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 305	19	11	—	1	10	—	—	11	—	6	—	1	5	—	—	6	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative de), 305, 52	3	2	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Complicité), 305, 60	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	2	2	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																																	
Homicide provoqué, 411, 414	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, 410	5	4	—	—	—	—	4	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	57	32	4	3	17	4	4	27	—	18	4	3	10	—	1	17	—	5	—	—	4	—	1	4	—	2	2	—	—	—	—	2	—
Crimes contre les propriétés.																																	
Incendie de lieux habités pendant la nuit, 510, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage : Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 529, 530	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 196, 197	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon et émission de monnaies d'or ou d'argent, 160, 168	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407	4	2	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	7	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	3	2	—	3	2	2	—	—	2	—	—	2	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, (Tentative de), 471, 52	3	1	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472	6	1	—	—	1	—	—	1	—	4	—	—	3	1	—	4	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces ayant causé la mort, dans une maison habitée, 471, 474	2	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces ayant causé la mort, dans une maison habitée (Complicité de), 471, 474, 60	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	28	8	—	1	3	2	2	5	—	9	—	—	6	2	1	7	—	9	—	—	5	4	—	7	3	2	—	—	2	—	—	2	—
Crimes et délits contre les personnes	57	32	4	3	17	4	4	27	—	18	4	3	10	—	1	17	—	5	—	—	4	—	1	4	—	2	2	—	—	—	—	2	—
Id. id. propriétés	28	8	—	1	3	2	2	5	—	9	—	—	6	2	1	7	—	9	—	—	5	4	—	7	3	2	—	—	2	—	—	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	85	40	4	4	20	6	6	32	—	27	4	3	16	2	2	24	—	14	—	—	9	4	1	11	3	4	2	—	2	—	—	4	—

XXXI. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Colère	1	—	2	—	3
Cupidité	3	—	—	1	4
Dissensions domestiques	—	—	1	—	1
Égoïsme féroce	2	—	—	—	2
Haine et vengeance	9	2	7	—	18
Haine contre un fonctionnaire public à l'occasion de l'exercice de ses fonctions	—	—	2	—	2
Immoralité	—	—	2	—	2
Jalousie	5	—	5	—	10
Méchanceté	1	1	—	—	2
Passion amoureuse	—	—	1	—	1
Pour s'affranchir de l'obligation d'élever son enfant	—	—	1	—	1
Surexcitation	—	—	1	—	1
Sans surexcitation	—	—	1	—	1

XXXII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
BRABANT.											
Faux en écritures authentiques et publiques par des fonctionnaires, 105, 62	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—

XXXIII. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT de 3 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 3 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.	Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
HAINAUT.									
Attaque à la force obligatoire des lois. Décret du 20 juillet 1831, art. 2	5	2	—	—	6	—	—	—	—
FLANDRE ORIENTALE.									
Vente, exposition ou distribution d'un écrit imprimé contraire aux bonnes mœurs, 383, 384	1	—	—	—	—	—	—	—	—

CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

La loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre Ier du Code de procédure pénale militaire s'exprime ainsi en son article 34, alinéa 1er :

« Les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, instituant la condamnation conditionnelle sont rendues applicables, pour les peines autres que les peines militaires, aux infractions commises par les personnes qui appartiennent à l'armée ou qui sont justiciables de la juridiction militaire. »

Les tableaux ci-après permettent de se rendre compte de la façon dont les juridictions militaires ont, en vertu de cet article, appliqué les dispositions énoncées dans l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, pendant l'année 1906.

Un premier tableau répartit les condamnés par conseils de guerre; un second classe les condamnés d'après la nature des infractions commises. Un dernier tableau concerne les décisions rendues par la cour militaire.

XXXIV. — Conseils de guerre.

Condamnés classés par conseils de guerre.

CONSEILS DE GUERRE DES PROVINCES DE	INFRACTIONS PRÉVUES																			
	PAR LE CODE PÉNAL MILITAIRE mais punies conformément au code pénal ordinaire.				PAR LE CODE PÉNAL ORDINAIRE.												PAR DES LOIS SPÉCIALES.			
					CRIMES (correctionnalisés).				DÉLITS.				CONTRAVENTIONS.							
	Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende		Condamnés à l'emprisonnement		Condamnés à l'amende	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Brabant	2	—	—	—	4	2	—	—	50	27	8	13	—	—	6	1	—	—	1	—
Anvers et Limbourg	—	—	—	—	3	—	—	—	56	6	7	13	1	1	2	—	—	—	—	—
Hainaut	25	1	3	—	1	—	—	—	26	6	5	7	—	—	—	1	—	—	1	2
Flandre occidentale	2	—	—	—	1	—	—	—	14	5	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Flandre orientale	1	—	—	—	6	—	—	—	28	15	11	21	1	—	1	1	—	—	3	1
Liége et Luxembourg. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	23	—	6	6	—	—	2	—	—	—	1	—
Namur.	—	—	—	—	1	—	—	—	15	2	4	8	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	30	1	3	—	16	2	—	—	212	59	43	70	3	1	12	3	—	—	6	3

XXXV. — Conseils de guerre. — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉE 1906.			
	EMPRISONNEMENT		AMENDE	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5
Code pénal militaire.				
Violences envers des supérieurs	2	—	—	—
Outrages envers id.	1	—	—	—
Désertion	12	—	—	—
Vol ou détournement au préjudice de l'Etat, de militaires, de particuliers	15	1	3	—
TOTAL	30	1	3	—
Code pénal ordinaire.				
CRIMES.				
Rebellion par plusieurs	—	—	—	—
Attentat à la pudeur et viol	(1) 5	—	—	—
Faux en écritures	1	—	—	—
Faux témoignage en matière criminelle	—	—	—	—
Vol avec effraction, violences, menaces	11	2	—	—
Extorsion de titres avec violences	1	—	—	—
TOTAL	18	2	—	—
DÉLITS.				
Abus de confiance	23	8	3	—
Armes prohibées (Port d')	1	—	1	1
Attentat aux mœurs	(2) 5	1	2	2
Outrages aux id.	6	—	2	4
Calomnie et diffamation envers particuliers	1	—	—	1
Comestibles (falsification des)	—	—	1	—
Coups et blessures	40	20	10	24
Coups à un officier ministériel ou un agent de l'autorité	8	1	1	2
Coups et blessures involontaires	1	—	—	1
Destruction de monuments	1	—	—	—
Destruction de clôtures	16	1	3	8
Domicile (violation de)	1	—	1	—
Escroquerie	12	2	—	—
Evasion de détenus (coopération à)	1	—	—	—

(1) Ces 3 individus ont été condamnés non à l'emprisonnement mais à la reclusion.
(2) Dont 1 condamné en vertu de la loi du 29 janvier 1905, art. 1er.

XXXV (suite). — Conseils de guerre. — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉE 1906.			
	EMPRISONNEMENT		AMENDE	
	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5
DÉLITS (suite).				
Fausse monnaie (émission de)	—	—	1	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes	2	—	2	1
Mendicité	1	—	—	—
Objets trouvés (Détournement d')	9	1	—	8
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique	7	—	3	3
Rébellion par une ou plusieurs personnes	15	2	1	1
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit	10	2	—	2
Usurpation de nom	2	1	1	3
Vol	80	20	2	7
TOTAL	212	59	43	70
Contraventions.				
Injures	—	—	3	—
Bruits ou tapages nocturnes	—	—	1	—
Voies de fait, violences légères, etc.	—	—	2	1
Dégradation de clôtures	—	—	2	—
Dommages aux propriétés mobilières d'autrui	—	—	1	1
Mauvais traitements envers les animaux	2	1	1	1
Jeux de hasard sur la voie publique	1	—	2	—
TOTAL	3	1	12	3
Lois spéciales.				
Achat d'effets militaires (L. du 24 mars 1810)	—	—	—	—
Ivresse publique	—	—	3	1
Oiseaux insectivores (protection des)	—	—	1	—
Provocation aux crimes et aux délits	—	—	1	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. (Loi du 30 décembre 1882, arrêté royal du 16 juin 1891.)	—	—	—	2
Refus de prêter main forte à la police	—	—	1	—
TOTAL	—	—	6	3
TOTAL GÉNÉRAL	(1) 261	63	64	76

(1) Y compris 3 individus condamnés à la reclusion.

XXXVI. — Cour militaire. — Année 1906.

Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	ARRÊTS QUI CONFIRMENT DES JUGEMENTS					ARRÊTS QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT DES JUGEMENTS						
						condamnant des acquittés			aggravant la peine		diminuant la peine	
	d'acquittement ou d'absolution.	de condamnation.	de condamnation conditionnelle.	en accordant le sursis.	en supprimant le sursis.	sans sursis.	avec sursis.	acquittant des condamnés.	sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Code pénal militaire.												
Désertion	7	41	—	—	—	3	—	3	14	—	23	—
Abandon de poste	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	2	—
Insubordination	1	16	—	—	—	8	—	3	1	—	8	—
Violences envers supérieurs	—	5	—	—	—	—	—	3	—	—	2	—
Id. id. sentinelles	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages id. supérieurs	—	5	—	—	—	—	—	1	1	—	9	—
Vol ou détournement au préjudice de l'Etat, de militaires, de particuliers	—	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
TOTAL	9	76	—	—	—	13	—	13	18	—	44	—
Code pénal ordinaire. Crimes.												
Attentat à la pudeur	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Recel de choses enlevées à l'aide de crimes	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, violences, menaces	—	7	2	—	—	—	—	4	3	1	2	—
Extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou menaces	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	11	2	—	—	—	—	4	5	1	5	—
Délits.												
Abus de confiance	3	4	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Attentat à la pudeur	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures	1	10	1	—	—	2	—	3	1	—	1	2
Dénonciation calomnieuse	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôture	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—
Menaces	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Objets trouvés (Détournement d')	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—
Outrages envers magistrats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Rébellion	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Usurpation de nom	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Vol	2	9	—	—	—	6	—	3	1	—	1	—
TOTAL	7	33	1	—	—	11	—	10	8	—	8	2
Contraventions.												
Injures	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violences légères	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	16	122	3	—	—	25	—	27	31	1	57	2

Il y a en plus 4 arrêts confirmant des jugements rendus sur compétence.

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connait des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connait :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connait pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXVII. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	ARRÊTS de DÉSISTEMENT.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5	6
Arrêts statuant au fond rendus en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	—		1
		rejet	—	22	—	22		
	correctionnelle	cassation	13	—	8	5	2	24
		rejet	—	151	5	148		
	de police	cassation	0	—	5	4		10
		rejet	—	39	12	47		
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—	1
		rejet	—	10	—	10		
	de garde civique	cassation	10	—	5	7	—	8
		rejet	—	55	1	51		
	de milice	cassation	5	—	5	—	—	—
		rejet	—	5	5	2		
	électorale	cassation	55	—	—	55	—	—
		rejet	—	91	—	91		
	fiscale	cassation	5	—	—	5	—	1
		rejet	—	18	15	5		
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière :	criminelle	cassation	—	—	—	—		—
		rejet	—	—	—	—		
	correctionnelle	cassation	2	—	2	—	—	—
		rejet	—	—	—	—		
	de police	cassation	3	—	3	—		
		rejet	—	—	—	—		
	TOTAUX		102	403	58	447	2	45
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	24	—	24	—	—	6
		rejet	—	—	—	—	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. du 25 mars 1870)	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 441, C. I. C. et la loi du 27 ventôse an VIII	admission	15	—	15	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894)	admission	5	—	5	2	—	
		rejet	—	3	—	3	—	
	TOTAUX		42	3	40	5	—	6
Arrêts de désistement			2		—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL			552		98	452	2	51

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557_6), les voies de fait (art. 563_3), les dégradations de clôtures (art. 563_2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1905. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois ; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays ont été divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population au 31 décembre 1903.

Première catégorie. — Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus : Anvers et ses faubourgs (Berchem et Borgerhout), Bruxelles et ses faubourgs (Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek), Gand, Liége. — Population totale : 1,302,684 habitants.

Deuxième catégorie. — Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants : Alost, Bruges, Charleroi, Courtrai, Jumet, Louvain, Malines, Mons, Namur, Ostende, Saint-Nicolas, Seraing, Tournai, Verviers. — Population totale : 531,805 habitants.

Troisième catégorie. — Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants : Arlon, Ath, Binche, Boom, Boussu, Châtelet, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Deurne, Dison, Dour, Eecloo, Forest, Frameries, Gentbrugge, Gheel, Gilly, Grammont, Grivegnée, Hal, Hamme, Hasselt, Herstal, Hoboken, Hornu, Huy, Iseghem, Jemappes, Jemeppe, Jette, La Louvière, Ledeberg, Lessines, Lierre, Lokeren, Maldegem, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Menin, Merxem, Montigny-sur-Sambre, Mont-Saint-Amand, Mouscron, Nivelles, Ougrée, Pâturages, Poperinghe, Quaregnon, Renaix, Roulers, Saint-Trond, Soignies, Tamise, Termonde, Thielt, Thourout, Tirlemont, Turnhout, Uccle, Vilvorde, Wasmes, Wetteren, Willebroeck, Ypres, Zele. — Population totale : 982,945 habitants.

Quatrième catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants (2,523 communes). — Population totale : 4,257,476 habitants.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 31, 33, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	Art. C. P. 101 à 133, 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 5. Loi concernant l'établissement et l'exploitation de réseaux téléphoniques, 11 juin 1885, art. 2. Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 à 216 et du 12 septembre 1895, art. 64.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. .	2	Art. C. P. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1870, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 194 à 214. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Loi sur le faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, 26 décembre 1881, art. 1. Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi électorale du 12 avril et 28 juin 1894, art. 18, § 2.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	Art. C. P. 233 à 241, 245 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle ou correctionnelle*	7	Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 295, 295, § 1, 297 et 298, 309 à 314.
B. *Frappés d'une peine de police*	8	Loi sur l'hypnotisme, art. 5.
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur le vagabondage et la mendicité, 27 novembre 1891, art. 30. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 351 à 360.
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols. . A. *Frappés d'une peine criminelle*. . . .	14	
B. *Id. id. correctionnelle*. .	15	Id. 372 à 378.
C. *Id. id. de police*	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	Art. C. P. 372 à 382.
Outrages publics aux bonnes mœurs . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	18	Id. 383 à 386. Loi complétant les articles 383 et 386 (paroles obcènes), 29 janvier 1903.
B. *Id. id. de police*	19	
Adultère et bigamie	20	Art. C. P. 387 à 391.
Meurtre . . . . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	21	Id. 303 à 307, 473.
B. *Id. id. correctionnelle* .	22	
Lésions corporelles volontaires. A. *Frappées d'une peine criminelle*. . .	23	
B. *Id. id. correctionnelle* .	24	Id. 398 à 414, 563, § 3.
C. *Id. id. de police* . . .	25	
Duel.	26	Id. 423 à 435.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures . . . . . A. *Frappées d'une peine correctionnelle* .	28	Id. 443 à 452.
B. *Id. id. de police* . . .	29	
Violation de sépulture.	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
Vols et maraudages. . . . . A. *Frappées d'une peine criminelle* . . .	34	
B. *Id. id. correctionnelle* .	35	Art. C. P. 463 à 474, 637, § 6.
C. *Id. id. de police*. . . .	36	
Banqueroute.	37	Id. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies . . . . . A. *Frappés d'une peine correctionnelle* .	38	Art. C. P. 491 à 501, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1840, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, 18 mai 1873, art. 151 à 154. (L. 22 mai 1886.) Loi sur la falsification des denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 490 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
B. *Id. id. de police*	39	
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie . . . . . A. *Frappé d'une peine criminelle*. . .	41	
B. *Id. id. correctionnelle*. .	42	Id. 510 à 518.
Destructions et dommages. . . A. *Frappés d'une peine criminelle* . . .	43	
B. *Id. id. correctionnelle* .	44	Id. 520 à 530, 563, § 2.
C. *Id. id. de police*	45	

XXXVIII. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉS.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	12	5	7	11	5	6	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	63	40	23	61	40	21	2	—	2
Faux en écritures.	3	353	197	156	320	182	138	33	15	18
Faux témoignage et faux serment	4	32	19	13	32	19	13	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	492	297	195	445	285	162	47	14	33
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	19	17	2	18	16	2	1	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle.	7	5,736	1,987	3,749	5,104	1,902	3,202	632	62	570
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine de police	8	1,804	1,127	677	1,666	1,065	601	138	62	76
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1,719	612	1,107	1,429	570	859	290	42	248
Avortement	10	26	19	7	25	19	6	1	—	1
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	10	5	7	10	5	7	—	—	—
Enlèvement de mineurs.	13	6	2	4	6	2	4	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — d'une peine criminelle.	14	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — id. correctionnelle.	15	505	299	206	498	297	201	7	2	5
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	16	15	3	16	15	3	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.	18	845	450	395	778	454	344	67	16	51
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — id. de police	19	153	112	41	146	110	36	7	2	5
Adultère et bigamie	20	546	267	279	509	253	253	37	11	26
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.	21	42	20	22	42	20	22	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle.	22	7	1	6	7	1	6	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.	24	11,223	4,759	6,464	10,090	4,535	5,567	1,133	236	897
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	10,515	6,098	4,417	9,534	5,799	3,755	981	299	682
Duel	26	6	6	—	5	5	—	1	1	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	220	103	117	203	97	106	17	6	11
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.	28	336	149	187	317	140	177	19	5	16
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	1,140	697	443	1,055	672	383	85	25	60
Violation du secret professionnel	32	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle.	34	21	3	18	21	3	18	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — id. correctionnelle.	35	4,684	2,060	2,624	4,160	1,057	2,225	524	123	401
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	1,144	740	404	1,038	691	347	106	49	57
Banqueroute	37	114	80	34	111	80	31	3	—	3
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.	38	1,775	852	923	1,554	797	757	221	55	166
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés. — id. de police	39	72	50	22	65	47	18	7	3	4
Recel	40	608	270	338	547	261	286	61	9	52
Incendie frappée. — d'une peine criminelle.	41	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Incendie frappée. — id. correctionnelle.	42	23	13	10	23	13	10	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine criminelle.	43	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — id. correctionnelle.	44	965	390	575	800	350	450	165	40	125
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	1,234	693	541	1,066	647	419	168	46	122
TOTAUX.		46,471	22,452	24,019	41,717	21,307	20,410	4,754	1,145	3,609

XXXVIII (suite). — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉES.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	9	2	11	9	2	—	—	—
Faux en écritures	3	62	48	14	61	48	13	1	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	8	6	2	8	6	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	64	49	15	60	47	13	4	2	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle	7	521	255	266	478	228	250	43	7	36
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — id. de police.	8	388	253	135	365	255	110	23	8	15
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	157	80	77	132	81	51	25	5	20
Avortement	10	93	78	15	93	78	15	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	26	18	8	25	18	7	1	—	1
Destruction ou supposition d'état	12	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs.	13	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	3	2	1	3	2	1	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	29	18	11	29	18	11	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.	18	141	92	49	131	91	40	10	1	9
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — id. de police.	19	36	22	14	29	19	10	7	3	4
Adultère et bigamie	20	399	271	128	389	264	125	10	7	3
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	7	16	1	7	6	1	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	5	4	1	5	4	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.	24	909	493	416	861	477	384	48	16	32
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police.	25	4,553	3,146	1,407	4,309	3,044	1,265	244	102	142
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	11	6	5	11	6	5	—	—	—
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.	28	171	86	85	162	83	79	9	3	6
Calomnies et injures frappées. — id. de police.	29	1,382	960	422	1,313	934	379	69	26	43
Violation du secret des lettres.	33	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle.	33	1,300	736	564	1,178	708	470	122	28	94
Vols et maraudages frappés. — id. de police.	36	2,625	1,472	1,153	2,281	1,376	905	344	96	248
Banqueroute	37	19	14	5	19	14	5	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.	38	482	330	152	431	303	128	31	7	24
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police.	39	35	31	4	34	30	4	1	1	—
Recel	40	230	142	88	233	139	94	7	3	4
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.	44	49	22	27	44	21	23	5	1	4
Destructions et dommages frappés. — id. de police.	45	191	121	70	182	118	64	9	3	6
TOTAUX.		13,893	8,751	5 142	12,880	8,432	4,448	1,013	319	694

XXXIX. — Etat civil. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUFS sans enfants.		VEUFS avec enfants.		MARIÉS sans enfants.		MARIÉS avec enfants.		ÉTAT CIVIL INCONNU.	
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	4	2	—	—	—	—	—	1	1	3	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	26	8	—	—	2	1	3	4	9	8	—	—
Faux en écritures	3	33	22	—	1	6	1	12	13	33	31	3	—
Faux témoignage et faux serment	4	6	6	—	—	—	—	3	1	10	6	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	210	101	4	1	2	0	14	19	32	34	1	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	7	—	—	—	1	—	1	—	7	2	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	1,151	1,507	6	31	25	61	138	295	575	1,308	6	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	363	215	7	6	15	13	91	64	390	303	1	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	332	166	4	11	4	27	45	80	149	267	16	8
Avortement	10	4	1	—	—	1	1	1	—	13	4	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	1	—	—	1	1	—	—	2	5	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.	14	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	200	109	2	6	4	3	22	17	60	65	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	1	—	9	3	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	300	178	7	1	2	15	27	41	89	105	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	78	18	—	—	3	1	2	4	26	15	1	—
Adultère et bigamie	20	103	97	3	6	7	15	36	61	84	76	1	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle.	21	10	9	1	—	1	3	—	—	2	9	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.	24	3,200	2,651	6	33	22	81	250	306	1,038	2,292	7	2
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	3,101	1,382	17	31	61	67	400	401	2,123	1,851	2	—
Duel	26	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	72	51	—	—	1	2	6	8	17	11	1	1
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	87	50	—	—	1	1	5	25	53	89	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	317	112	6	5	9	11	31	42	288	210	1	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	2	11	—	—	—	1	—	2	1	4	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	1,363	1,206	6	21	15	36	132	211	416	746	17	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	336	116	1	1	8	9	33	43	267	175	1	—
Banqueroute	37	15	7	1	—	3	3	15	4	48	17	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	393	300	7	22	9	19	93	97	284	319	9	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	27	7	—	—	—	1	3	1	17	9	—	—
Recel	40	131	80	1	3	1	6	13	21	112	172	—	1
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	11	10	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	208	262	—	3	1	8	11	29	40	116	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	469	227	—	3	4	6	36	32	138	151	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		12,978	9,264	84	207	204	400	1,559	2,036	6,415	8,490	67	13
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		13,857	11,444	91	244	218	443	1,621	2,370	6,595	9,504	70	14

XXXIX (suite). — Etat civil. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUVES sans enfants.		VEUVES avec enfants.		MARIÉES sans enfants.		MARIÉES avec enfants.		ÉTAT CIVIL INCONNU.	
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—
Faux en écritures	3	21	1	1	—	2	2	8	4	16	6	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	2	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	23	4	1	—	—	—	6	3	11	6	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	89	55	3	13	8	9	19	32	109	132	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.	8	66	20	2	3	13	3	29	12	143	72	—	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	36	10	1	1	2	1	8	7	33	32	1	—
Avortement	10	34	3	1	—	3	—	3	2	33	10	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	7	1	—	—	2	—	—	—	9	6	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	—	—	2	—	4	4	10	6	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	61	6	—	1	3	3	11	4	16	26	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.	19	11	—	—	—	—	1	2	—	6	9	—	—
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	78	41	180	84	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	3	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.	24	135	62	1	5	12	7	58	41	271	269	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.	25	857	155	11	7	57	55	202	155	1,825	897	2	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	3	—	—	—	—	—	—	—	3	5	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	20	4	—	1	3	6	7	11	33	60	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	223	32	7	5	27	19	87	43	590	280	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle.	34	103	136	2	8	10	21	32	57	229	215	5	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	373	151	3	5	33	33	107	85	838	616	—	—
Banqueroute	37	2	2	—	—	2	—	2	1	8	2	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	101	25	4	6	16	8	29	12	150	77	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	11	—	—	—	—	—	3	—	16	4	—	—
Recel	40	32	16	—	2	6	4	15	5	86	57	—	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle.	44	6	5	—	—	—	1	2	4	13	13	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police.	45	30	6	1	—	2	3	20	6	65	49	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		2,572	675	38	56	218	183	845	527	4,751	3,007	8	—
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		2,692	862	38	68	227	203	877	617	4,909	3,392	8	—

XL. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	5	—	—	—	5	2	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	3	7	—	—	2	6	1	1
Faux en écritures	3	5	25	1	—	4	25	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	—	—	—	2	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	25	72	2	1	9	58	14	13
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres du culte	6	—	1	—	—	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	777	2,201	40	15	99	796	638	1,390
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	327	300	34	5	45	101	248	191
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	103	353	18	9	16	227	69	117
Avortement	10	1	1	—	—	1	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	2	—	—	1	2	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	1	—	—	—	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	22	75	2	1	18	73	2	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	1	—	—	1	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	80	186	9	1	26	91	45	91
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	16	24	—	—	—	7	16	17
Adultère et bigamie	20	22	81	—	—	22	79	—	2
Meurtres frappés d'une peine correctionnelle	22	—	2	—	—	—	2	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	529	1,314	105	62	221	757	203	495
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	595	1,149	141	56	245	838	203	253
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	18	52	5	—	6	42	7	10
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	16	71	3	1	7	58	6	12
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	33	115	4	6	21	97	8	12
Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle	33	96	826	2	5	90	802	4	21
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	21	82	2	—	16	75	3	7
Banqueroute	37	1	9	—	—	1	8	—	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	50	212	1	—	40	209	—	3
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police	40	1	6	—	—	1	6	—	—
Recel	40	16	85	—	—	10	82	—	3
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	2	4	1	—	1	4	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	67	246	2	4	25	145	40	97
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	172	205	38	18	20	96	103	91
TOTAUX DU TABLEAU		3,002	7,715	410	182	972	4,698	1,620	2,835
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,215	9,768	415	204	1,068	6,183	1,732	3,381

XL (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	1	—	—	—	1	—	—	—
Faux en écritures	3	1	—	—	—	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	1	—	—	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle	7	24	63	—	—	3	27	30	36
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — id. de police	8	11	13	1	—	1	4	19	9
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	8	—	—	1	8	—	—
Avortement	10	1	1	—	—	1	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	9	11	—	—	3	4	4	7
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	4	1	1	—	1	1	2	—
Adultère et bigamie	20	4	7	—	—	4	7	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle	24	10	40	—	—	6	33	4	3
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	21	53	2	3	13	43	4	3
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	9	—	—	1	7	—	2
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	7	48	—	—	4	46	3	2
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	33	13	45	—	—	13	43	—	2
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	1	7	—	—	1	6	—	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle	38	4	7	—	—	3	7	1	—
Recel	40	2	6	—	—	—	6	2	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	2	5	—	—	2	2	—	3
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	10	4	—	—	7	3	3	1
TOTAUX DU TABLEAU		127	329	4	3	72	253	51	73
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		136	403	4	3	74	307	58	93

XLI. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																		NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	1	—	—	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	1	1	4	2	4	1	12	3	7	3	3	4	4	5	—	—	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.
Faux en écritures	3	1	—	15	1	22	5	28	21	45	36	27	21	20	26	11	9	11	7	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	1	—	2	1	2	2	1	2	6	1	4	5	1	1	2	—	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	—	31	1	33	12	72	31	49	37	30	26	21	24	8	13	1	6	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	3	—	1	—	4	—	1	2	—	—	1	—	2	—	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	4	1	73	16	373	193	446	324	525	685	250	602	148	413	97	311	67	211	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	—	—	48	8	136	29	187	82	193	122	126	91	97	105	77	63	60	43	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	3	—	41	3	100	56	102	113	91	182	68	165	49	88	37	85	28	61	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	—	—	—	1	3	1	3	1	4	1	3	—	3	—	—	1	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	2	Exposition ou délaissement d'enfants.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	14	1	45	4	49	15	27	28	51	51	20	27	23	22	19	21	21	21	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	—	—	—	2	1	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	8	—	41	3	105	21	81	57	45	51	32	68	31	41	28	38	27	31	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	23	—	37	3	12	4	8	10	9	3	3	2	4	6	2	3	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	7	3	43	29	56	59	39	57	38	51	18	25	15	8	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	3	2	7	3	3	1	4	6	—	3	—	3	—	—	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	1	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	41	—	314	49	1,092	495	1,179	1,183	823	1,357	426	1,012	212	577	183	595	104	262	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	—	1	566	51	1,036	279	1,189	600	1,044	871	695	667	484	499	330	325	240	251	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	8	—	21	9	25	18	16	31	9	30	4	15	6	10	5	2	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	2	—	9	—	10	2	26	8	23	21	22	36	21	38	12	19	9	25	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	30	1	96	11	96	51	115	56	79	67	85	69	43	55	44	58	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	2	—	2	2	3	—	3	1	2	—	2	—	1	—	—	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	59	1	347	47	408	221	555	371	502	330	175	388	101	262	73	176	53	115	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	—	123	6	110	25	91	53	92	67	82	49	51	50	42	51	41	22	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	—	—	1	—	—	—	7	3	17	3	25	3	14	7	4	2	3	6	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	9	1	33	1	83	21	126	93	149	159	138	163	82	113	30	78	31	69	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	4	—	7	2	10	2	4	3	8	3	3	2	4	1	2	2	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	6	—	34	4	49	11	37	37	39	39	26	39	30	41	13	31	9	21	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	1	—	3	1	3	3	2	1	—	3	—	1	—	—	3	—	1	1	Incendie frappé — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	4	—	33	6	114	30	102	108	49	119	25	78	7	41	8	25	4	25	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	38	4	157	42	169	77	86	110	58	82	40	59	21	24	15	20	Destructions et dommages frappés — id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		162	5	1,708	189	4,107	1,481	4,435	3,479	3,633	4,596	2,393	3,712	1,580	2,547	1,104	1,758	809	1,238	TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		170	5	1,867	251	4,468	1,921	4,715	4,356	3,794	5,451	2,451	4,324	1,624	2,854	1,144	1,949	826	1,368	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																		NATURE DES INFRACTIONS.
		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.										
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.									
1	2	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32							
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.							
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.	2	1	—	—	1	—	1	2	3	1	—	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.							
Faux en écritures	3	4	6	1	5	—	1	5	—	1	—	—	—	—	—	3	Faux en écritures.							
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.							
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	2	4	6	1	5	—	1	—	—	—	—	—	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.							
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.							
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	111	70	36	51	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.							
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	47	24	32	12	30	18	9	2	1	—	—	—	—	—	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.							
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	25	50	11	22	11	35	1	7	1	—	—	—	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.							
Avortement	10	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.							
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.							
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Enlèvement de mineurs.							
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.							
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	9	12	9	8	19	8	9	2	—	—	—	—	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.							
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	1	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.							
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	14	21	7	13	14	9	2	1	—	—	—	—	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.							
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	1	3	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.							
Adultère et bigamie	20	10	10	6	1	4	2	—	2	—	—	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.							
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.							
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.							
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	135	113	107	63	100	46	19	9	1	1	25	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle.							
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	155	115	107	63	100	46	19	9	1	1	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.							
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.							
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.							
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	5	11	3	4	2	7	—	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.							
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	34	25	15	14	29	12	8	4	—	—	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.							
Violation du secret des lettres	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret des lettres.							
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.							
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	115	22	73	21	52	18	22	1	5	2	—	—	—	—	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.							
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	22	12	12	12	11	18	15	11	3	—	—	—	—	—	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.							
Banqueroute	37	6	5	5	—	2	5	—	1	—	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.							
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	55	45	14	21	14	5	1	2	1	—	—	—	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.							
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	3	2	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.							
Recel	40	7	8	3	8	8	7	2	—	1	—	—	—	—	—	40	Recel.							
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.							
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.							
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.							
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	1	9	3	4	1	5	—	2	—	—	—	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.							
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	21	10	9	5	11	5	2	5	—	—	—	—	—	—	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.							
TOTAUX DU TABLEAU		553	673	353	367	382	303	80	61	8	1		TOTAUX DU TABLEAU.							
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		559	744	359	406	386	325	81	64	8	1		NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.							

XLI (suite). — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.																		NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	—	—	—	2	—	—	—	1	2	3	—	—	—	1	—	—	—	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	—	—	3	—	9	—	12	—	6	2	6	4	2	2	3	3	2	2	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	2	1	—	—	1	—	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	4	1	10	—	10	—	8	2	7	3	3	2	—	2	2	3	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	1	—	11	1	36	10	41	25	26	16	24	15	24	28	20	28	12	29	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	—	—	9	—	23	3	31	10	37	18	30	25	37	9	27	30	21	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	—	2	1	12	2	14	8	12	3	16	11	9	6	7	4	3	8	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	1	—	9	—	10	2	8	1	13	2	10	3	6	1	9	2	4	2	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	2	—	7	1	2	2	3	1	3	—	1	2	—	—	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	1	—	—	—	5	2	1	1	3	1	3	3	3	—	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	3	—	16	—	23	5	12	3	8	6	6	10	10	1	3	6	2	3	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	—	4	—	5	—	2	2	2	1	—	1	—	—	1	1	—	—	id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	2	—	4	1	52	10	68	25	58	30	36	31	26	22	14	6	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	2	—	19	3	40	16	101	42	88	70	73	68	63	79	33	47	24	31	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	25	—	—	180	8	389	51	503	145	347	258	153	268	318	183	242	152	152	127	id. de police.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	2	1	1	2	—	1	—	—	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	—	1	—	9	—	7	2	13	11	12	15	7	15	11	11	8	9	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	—	—	30	—	89	12	132	55	101	63	131	63	110	61	83	52	77	41	id. de police.
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	16	1	105	6	139	50	141	75	81	69	69	65	48	66	35	58	34	48	Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle.
Id. de police	36	—	—	114	12	163	45	191	129	208	159	101	155	118	125	102	101	88	66	Id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	3	1	2	—	2	1	1	1	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2	—	18	—	20	5	30	15	30	10	32	23	31	18	32	12	21	18	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	—	—	3	—	1	—	8	—	3	—	2	1	4	1	4	—	2	—	id. de police.
Recel	40	1	—	9	—	13	3	19	9	14	11	13	11	10	10	12	16	15	7	Recel.
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Incendie frappé d'une peine correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	—	—	2	—	3	2	1	3	3	2	2	8	3	2	1	3	2	1	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	45	—	—	6	—	11	1	27	11	21	11	17	12	12	12	7	6	8	6	id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		27	1	547	32	1,036	190	1,362	526	1,376	777	1,175	827	937	659	668	542	496	418	TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		27	1	598	47	1,075	247	1,416	641	1,428	934	1,225	939	961	739	681	599	514	476	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.														NATURE DES INFRACTIONS.
		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.				
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.			
1	2	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32			
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.		
Faux en écritures	3	2	2	1	—	1	—	3	—	—	—	—	—	Faux en écritures.		
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Faux témoignage et faux serment.		
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.		
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle	7	29	12	22	15	7	10	4	11	—	2	—	—	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	8	30	21	8	15	10	7	4	15	2	2	1	—	id. de police.		
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	5	8	2	4	1	3	3	1	—	—	—	Crimes et délits contre la sécurité publique.		
Avortement	10	2	4	2	6	1	—	—	1	1	1	—	—	Avortement.		
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	Exposition ou délaissement d'enfants.		
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	Destruction ou supposition d'état.		
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Enlèvement de mineurs.		
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.		
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Prostitution ou corruption de la jeunesse.		
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle	18	6	2	5	—	3	1	1	2	—	1	—	—	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	19	1	—	—	1	3	3	2	1	—	—	—	—	id. de police.		
Adultère et bigamie	20	14	6	2	1	2	—	—	1	—	—	—	—	Adultère et bigamie.		
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.		
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	id. correctionnelle.		
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle	24	24	31	9	15	8	12	9	2	2	1	—	—	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	25	152	127	109	51	72	26	34	12	15	1	2	—	id. de police.		
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.		
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	8	9	7	7	4	4	4	2	—	—	—	—	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	29	77	41	42	30	36	11	31	6	7	2	—	—	id. de police.		
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Violation du secret des lettres.		
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	34	48	16	28	14	15	9	7	2	2	—	—	Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	36	88	66	65	57	40	25	43	28	11	4	—	—	id. de police.		
Banqueroute	37	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	Banqueroute.		
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	21	18	10	15	17	7	11	4	2	1	—	—	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	39	2	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	id. de police.		
Recel	40	15	7	9	3	3	3	4	3	2	—	—	—	Recel.		
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	Incendie frappé d'une peine correctionnelle.		
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	2	1	3	1	—	1	—	—	1	—	—	—	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.		
id. de police	45	8	6	6	1	1	1	2	3	—	—	—	—	id. de police.		
TOTAUX DU TABLEAU		496	418	338	250	226	127	194	84	48	15	2	—	TOTAUX DU TABLEAU.		
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		514	476	349	271	230	139	197	93	48	16	2	—	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		

XLII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Total des condamnés.	BRUXELLES. Hommes. Primaires	BRUXELLES. Hommes. Récidivistes.	BRUXELLES. Femmes. Primaires	BRUXELLES. Femmes. Récidivistes.	LOUVAIN. Total des condamnés.	LOUVAIN. Hommes. Primaires	LOUVAIN. Hommes. Récidivistes.	LOUVAIN. Femmes. Primaires	LOUVAIN. Femmes. Récidivistes.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	23	16	4	3	—	1	—	—	1	—
Faux en écritures	3	170	76	74	15	5	7	3	2	—	2
Faux témoignage et faux serment	4	4	3	—	1	—	2	1	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	102	53	30	15	2	13	8	4	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	4	4	—	—	—	1	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle	7	1,077	337	626	31	63	215	80	121	7	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — id. de police	8	354	204	97	42	11	33	21	7	4	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	212	57	126	18	11	21	10	11	—	—
Avortement	10	25	8	2	12	3	4	—	1	3	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — d'une peine criminelle	14	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. — id. correctionnelle	15	78	51	26	1	—	16	11	5	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	19	6	2	10	1	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	159	78	66	12	3	12	7	5	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	24	17	6	1	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	299	103	76	93	27	7	2	2	2	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	6	3	1	2	2	1	—	1	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	825	308	420	30	47	429	208	198	12	11
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,262	933	739	429	161	130	62	23	37	8
Duel	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	16	10	5	1	—	5	2	3	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	36	11	16	5	4	17	3	9	3	2
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	388	88	70	152	78	62	34	3	19	6
Violation du secret professionnel	32	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	1,365	513	532	108	122	125	38	31	20	27
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	58	18	12	10	12	163	10	5	99	39
Banqueroute	37	36	20	10	6	—	4	2	1	—	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	640	271	258	80	31	28	7	14	2	5
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	8	3	1	2	—	1	—	—	1	—
Recel	40	124	48	49	18	9	23	3	13	2	6
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	39	14	23	—	2	37	16	17	1	3
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	132	38	54	14	6	9	4	3	2	—
TOTAUX DU TABLEAU		8,495	3,337	3,330	1,230	598	1,367	533	483	222	129
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		9,227	3,491	3,825	1,266	645	1,450	552	537	228	133

NIVELLES. Total des condamnés.	NIVELLES. Hommes. Primaires.	NIVELLES. Hommes. Récidivistes.	NIVELLES. Femmes. Primaires.	NIVELLES. Femmes. Récidivistes.	ANVERS. Total des condamnés.	ANVERS. Hommes. Primaires.	ANVERS. Hommes. Récidivistes.	ANVERS. Femmes. Primaires.	ANVERS. Femmes. Récidivistes.	MALINES. Total des condamnés.	MALINES. Hommes. Primaires.	MALINES. Hommes. Récidivistes.	MALINES. Femmes. Primaires.	MALINES. Femmes. Récidivistes.	TURNHOUT. Total des condamnés.	TURNHOUT. Hommes. Primaires.	TURNHOUT. Hommes. Récidivistes.	TURNHOUT. Femmes. Primaires.	TURNHOUT. Femmes. Récidivistes.	MONS. Total des condamnés.	MONS. Hommes. Primaires.	MONS. Hommes. Récidivistes.	MONS. Femmes. Primaires.	MONS. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	2
5	1	4	—	—	28	13	11	3	1	1	—	1	—	—	2	1	—	1	—	8	4	3	1	—	3
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	1	—	4
4	1	2	—	1	39	23	7	6	1	9	8	1	—	—	21	10	10	—	1	30	13	11	4	—	5
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	6
64	20	40	4	—	833	287	460	37	49	55	10	45	1	1	136	32	97	2	5	124	31	73	5	8	7
30	11	10	7	2	77	46	16	7	8	51	26	15	6	4	51	33	12	4	2	205	85	82	27	11	8
23	9	12	1	1	78	33	35	9	1	31	11	15	7	—	41	12	25	1	3	97	36	51	4	3	9
2	—	—	1	1	14	1	—	11	2	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	19	1	—	16	2	10
—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	14
17	14	3	—	—	41	22	18	1	—	15	9	6	—	—	9	3	6	—	—	26	17	9	—	—	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	2	1	17
8	4	2	1	1	155	70	59	16	4	13	5	7	1	—	20	9	10	1	—	21	11	7	2	1	18
3	1	1	—	1	28	21	3	3	1	13	10	2	1	—	6	3	—	3	—	8	3	1	2	—	19
5	2	1	1	1	95	28	27	30	10	6	1	2	2	1	3	1	—	1	1	66	22	15	16	13	20
—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	21
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	22
246	131	108	3	25	888	343	413	65	37	240	100	128	4	8	319	133	172	10	4	339	123	181	22	13	24
325	137	98	65	—	931	301	208	250	82	330	170	71	69	14	286	123	91	51	19	1,228	480	338	285	118	23
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
8	3	1	1	1	23	12	11	—	—	8	2	5	—	1	8	2	1	—	—	10	5	5	—	—	27
4	1	2	—	—	40	10	12	10	8	16	3	7	—	6	—	—	—	—	—	16	5	5	5	1	28
46	10	4	20	12	214	43	48	91	32	93	27	15	42	9	15	2	2	11	—	179	52	20	68	39	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	34
91	30	35	12	14	854	340	329	113	63	58	17	31	3	7	67	17	41	4	5	184	63	69	32	18	33
172	19	8	100	56	32	14	2	16	—	32	15	7	6	4	82	21	15	29	14	619	90	62	100	277	36
—	—	—	—	—	11	9	2	—	—	3	2	—	—	1	—	—	—	—	—	10	5	2	2	1	37
12	4	8	—	—	289	143	91	31	19	11	5	6	—	—	24	17	11	6	—	58	18	19	15	6	38
2	1	1	—	—	6	3	1	2	—	11	5	2	4	—	4	1	—	3	—	6	4	—	2	—	39
6	3	3	—	—	112	41	35	24	9	13	5	7	1	—	19	10	7	2	—	39	8	19	6	6	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
3	1	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
12	4	6	—	2	107	47	51	5	6	10	2	6	1	1	25	9	16	—	—	28	8	18	—	—	44
37	26	7	3	1	82	45	17	11	9	26	17	8	1	—	23	14	6	3	—	109	30	45	11	5	45
1,229	434	364	228	103	4,991	2,013	1,896	740	342	1,052	458	384	153	57	1,162	449	528	132	55	3,444	1,164	1,040	716	524	
1,224	462	417	230	115	5,735	2,160	2,384	756	435	1,135	479	437	157	62	1,316	478	632	143	63	3,903	1,218	1,203	773	709	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Total des condamnés.	CHARLEROI. Hommes. Primaires	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes.	CHARLEROI. Femmes. Primaires	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes.	TOURNAI. Total des condamnés.	TOURNAI. Hommes. Primaires	TOURNAI. Hommes. Récidivistes.	TOURNAI. Femmes. Primaires	TOURNAI. Femmes. Récidivistes.	GAND. Total des condamnés.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes.	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes.	AUDENARDE. Total des condamnés.	AUDENARDE. Hommes. Primaires	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes.	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes.	TERMONDE. Total des condamnés.	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes.	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes.	BRUGES. Total des condamnés.	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes.	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total des condamnés.	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	5	—	—	1	2	—	2	—	—	8	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1	6	1	5	—	—	2
Faux en écritures	3	28	15	9	1	3	12	3	5	1	3	22	9	9	4	—	1	1	—	—	—	4	4	—	—	—	4	2	—	—	—	3	1	—	2	—	4
Faux témoignage et faux serment	4	10	3	6	—	1	2	—	2	—	—	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	3
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	58	32	21	4	1	12	6	3	3	—	42	18	19	5	2	3	2	1	—	—	18	10	6	1	1	15	7	7	1	—	11	7	4	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	6
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	458	155	265	15	25	143	59	74	4	6	553	153	319	35	16	72	30	10	1	1	278	107	148	12	13	251	81	151	7	9	204	63	128	10	3	7
— id. de police	8	171	69	62	21	19	53	22	19	8	4	231	117	79	26	9	35	19	10	4	2	23	19	3	1	—	34	23	6	3	—	87	47	33	4	3	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	196	67	107	11	11	66	23	37	3	3	116	37	71	7	1	25	11	11	—	—	61	25	33	1	—	47	10	28	—	1	94	29	61	—	1	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	7	—	—	6	1	7	1	1	5	—	—	—	—	—	—	6	2	—	4	—	11	—	1	7	3	7	3	—	4	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	9	—	5	4	2	3	1	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	1	—	—	1	—	6	—	2	2	2	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
— id. correctionnelle	15	36	10	20	—	—	14	8	6	—	—	58	35	21	—	—	14	8	6	—	—	44	25	19	—	—	19	13	5	—	1	23	10	13	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	6	—	—	2	4	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	56	21	23	4	8	26	15	10	1	—	77	20	37	7	4	17	7	5	2	5	97	52	33	9	3	50	22	13	10	5	47	10	18	9	4	18
— id. de police	19	14	3	2	3	6	3	2	1	—	—	14	3	7	2	—	2	2	—	—	—	6	0	—	—	—	18	13	2	1	—	12	6	5	—	1	19
Adultère et bigamie	20	142	33	43	30	27	23	6	6	9	2	66	9	28	21	8	—	—	—	—	—	8	2	1	3	2	19	3	7	6	1	1	—	1	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	8	4	4	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—	5	2	3	—	—	3	1	2	—	—	21
— id. correctionnelle	22	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	780	263	455	24	38	264	128	119	9	8	966	382	523	39	22	353	182	152	11	8	1,130	557	461	75	37	812	346	405	28	33	849	287	527	17	18	24
— id. de police	25	2,344	704	725	402	513	609	308	177	93	31	849	349	350	180	61	163	81	56	37	9	158	63	40	47	6	317	133	60	96	28	623	201	173	144	45	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	16	6	8	1	1	4	4	—	—	—	14	3	10	—	1	9	6	3	—	—	12	7	5	—	—	14	4	8	1	1	24	6	17	—	1	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	17	3	5	4	5	4	2	1	—	1	53	23	15	10	7	18	6	7	2	5	45	16	11	11	7	29	2	17	3	5	22	2	15	3	2	28
— id. de police	29	237	46	50	97	61	79	21	19	29	10	191	52	41	60	29	42	20	5	16	3	13	5	—	7	1	150	53	20	58	19	129	36	32	47	11	29
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
— id. correctionnelle	35	461	146	220	51	44	128	60	41	18	9	379	104	218	28	29	47	11	25	8	3	201	71	88	33	9	166	67	69	20	10	145	42	83	15	5	33
— id. de police	36	653	126	50	247	200	70	10	8	30	15	98	46	21	18	10	14	3	4	6	1	44	23	7	11	3	32	16	4	9	3	85	21	6	4	4	36
Banqueroute	37	16	9	4	1	2	16	14	2	—	—	6	3	3	—	—	—	—	—	—	—	5	3	1	1	—	1	—	1	—	—	9	6	1	2	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	151	47	56	40	—	34	15	16	2	1	148	57	52	26	15	35	4	9	22	—	77	31	26	13	7	61	28	19	9	5	51	15	27	5	4	38
— id. de police	39	3	2	1	—	19	5	1	1	3	—	7	4	2	1	—	1	—	—	1	—	5	1	2	—	2	2	2	—	—	—	3	2	1	—	—	39
Recel	40	62	14	18	15	13	12	3	5	2	2	94	40	39	12	3	5	2	1	1	1	60	23	25	9	1	41	13	18	5	5	24	4	13	3	4	40
Incendie frappée — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
— id. correctionnelle	42	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	5	2	2	1	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
— id. correctionnelle	44	1	27	32	4	3	13	5	8	—	—	41	20	20	—	1	42	13	26	1	2	101	50	41	8	2	57	30	23	2	—	74	27	35	2	—	44
— id. de police	45	59	68	70	9	10	59	29	21	4	2	90	39	40	1	5	33	21	8	2	2	34	21	6	3	1	40	27	10	1	2	97	53	29	11	4	45
TOTAUX DU TABLEAU		6,179	1,976	2,259	1,103	841	1,667	757	586	230	94	4,143	1,545	1,863	512	223	936	432	352	114	38	2,444	1,134	970	247	93	2,200	914	883	272	131	2,607	956	1,249	289	113	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		6,941	2,110	2,701	1,188	962	1,777	779	665	235	98	4,681	1,642	2,255	531	253	1,003	448	398	116	41	2,698	1,212	1,130	252	104	2,402	961	1,019	281	141	2,921	1,031	1,459	298	133	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Total des condamnés.	FURNES. Hommes. Primaires	FURNES. Hommes. Récidivistes.	FURNES. Femmes. Primaires	FURNES. Femmes. Récidivistes.	YPRES. Total des condamnés.	YPRES. Hommes. Primaires	YPRES. Hommes. Récidivistes.	YPRES. Femmes. Primaires	YPRES. Femmes. Récidivistes.	LIÉGE. Total des condamnés.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes.	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes.	HUY. Total des condamnés.	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes.	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes.	VERVIERS. Total des condamnés.	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes.	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes.	TONGRES. Total des condamnés.	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes.	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total des condamnés.	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	8	5	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	—	—	—	—	—	5	—	2	2	1	32	24	3	3	1	—	—	—	—	—	9	3	3	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	1	1	—	—	10	6	4	—	—	49	30	15	3	1	5	2	2	—	1	14	12	1	1	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	100	55	60	1	4	98	52	60	4	2	335	151	182	8	11	11	4	5	1	1	144	74	55	14	1	87	30	38	5	5	62	10	36	3	4	7
— id. de police	8	10	7	1	1	1	29	18	4	5	2	131	68	25	23	13	68	38	20	8	2	69	30	27	9	3	15	9	3	2	1	35	17	9	6	3	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	34	11	21	2	—	42	22	18	1	1	112	40	60	7	5	17	9	6	—	2	18	12	4	1	1	34	10	23	—	1	20	9	8	1	2	9
Avortement	10	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	5	2	—	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
— id. correctionnelle	15	5	5	—	—	—	9	4	5	—	—	20	11	9	—	—	1	1	—	—	—	6	5	3	—	—	10	3	7	—	—	1	—	1	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	14	10	4	—	—	22	9	5	8	—	67	38	23	4	1	2	1	1	—	—	9	3	3	1	—	5	2	1	2	—	4	4	—	—	—	18
— id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	6	1	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	2	—	1	—	1	1	1	—	—	—	106	28	27	31	20	—	—	—	—	—	30	10	7	5	8	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	3	2	—	1	—	21
— id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	282	112	142	12	16	297	128	151	10	5	709	201	371	35	39	57	28	27	1	1	101	33	61	5	2	285	133	126	14	10	206	80	110	5	5	24
— id. de police	25	64	26	11	20	7	241	107	57	52	25	1,012	433	175	271	133	239	108	60	53	18	250	113	58	35	26	169	83	53	40	11	195	100	55	45	7	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	—	2	—	—	6	6	—	—	—	6	2	4	—	—	3	—	3	—	—	6	1	3	2	—	3	3	—	—	—	4	3	1	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	11	3	7	1	—	15	1	8	—	6	39	10	11	6	12	10	6	1	1	2	12	3	3	3	3	23	14	5	2	2	5	2	2	1	—	28
— id. de police	29	32	19	4	8	1	55	11	16	18	10	111	27	7	31	20	31	15	2	14	2	54	12	12	28	2	2	—	1	1	—	67	30	8	19	4	29
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	34
— id. correctionnelle	35	70	31	22	11	3	68	20	37	7	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35
— id. de police	36	7	2	—	4	1	27	10	3	12	2	435	168	140	77	50	35	10	14	2	9	80	34	33	8	5	48	21	18	3	4	22	8	6	3	5	36
Banqueroute	37	2	—	2	—	—	3	2	1	—	—	378	85	27	178	88	219	26	8	121	61	12	7	4	1	—	70	12	5	38	15	144	27	10	78	29	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	15	4	7	2	2	10	3	4	2	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	38
— id. de police	39	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	195	78	86	22	9	13	3	5	5	2	28	15	12	2	1	10	4	4	1	1	11	2	7	2	—	39
Recel	40	8	3	1	3	1	11	3	3	3	—	11	6	1	3	1	2	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58	20	8	19	11	7	1	4	1	1	13	4	6	2	1	6	—	1	2	3	2	1	—	—	—	41
— id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
— id. correctionnelle	44	26	13	10	1	—	29	13	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
— id. de police	45	6	3	1	—	—	33	20	12	1	—	39	10	26	—	1	5	2	3	—	—	14	6	8	—	—	23	8	15	—	—	22	10	12	—	—	45
												75	34	27	9	5	12	3	5	3	1	18	14	3	1	—	14	11	1	1	1	25	9	7	8	1	
TOTAUX DU TABLEAU		698	290	298	72	38	1,017	420	499	128	60	3,959	1,534	1,234	763	428	740	258	168	210	106	891	393	306	139	53	807	359	281	113	54	835	346	255	173	61	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		759	303	342	74	40	1,117	446	473	132	66	4,358	1,611	1,444	797	506	776	267	186	212	113	1,001	411	387	143	60	873	370	327	116	60	882	354	288	176	64	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Total des condamnés.	ARLON. Hommes. Primaires	ARLON. Hommes. Récidivistes.	ARLON. Femmes. Primaires	ARLON. Femmes. Récidivistes.	MARCHE. Total des condamnés.	MARCHE. Hommes. Primaires	MARCHE. Hommes. Récidivistes.	MARCHE. Femmes. Primaires	MARCHE. Femmes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Total des condamnés.	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes.	NAMUR. Total des condamnés.	NAMUR. Hommes. Primaires	NAMUR. Hommes. Récidivistes.	NAMUR. Femmes. Primaires	NAMUR. Femmes. Récidivistes.	DINANT. Total des condamnés.	DINANT. Hommes. Primaires	DINANT. Hommes. Récidivistes.	DINANT. Femmes. Primaires	DINANT. Femmes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Total des condamnés.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	5	1	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	3	8	4	3	1	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	10	3	5	3	1	7	4	3	—	—	5	2	2	1	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	1	1	1	—	6	5	—	1	—	2	1	1	—	—	24	13	10	1	—	6	1	3	—	2	—	—	—	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	24	6	15	2	1	9	4	5	—	—	26	5	15	3	3	121	31	80	3	4	100	41	33	15	8	1	—	1	—	—	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	30	15	10	3	2	15	10	4	1	—	52	37	10	5	—	92	47	27	11	7	50	23	10	13	—	—	—	—	—	—	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	60	28	27	4	1	12	4	6	1	1	11	13	6	—	—	51	22	27	—	2	40	17	21	2	—	2	2	—	—	—	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	5	3	2	—	—	3	3	—	—	—	7	6	1	—	—	18	12	6	—	—	8	4	4	—	—	—	—	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	1	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	2	—	—	—	18	8	6	1	3	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	5	1	2	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	4	7	4	2	3	1	1	1	—	1	—	1	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	70	26	43	1	—	31	11	19	1	—	59	28	28	3	—	258	97	126	16	19	147	78	62	5	2	9	6	3	—	—	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	226	110	67	33	16	94	62	19	9	4	151	77	40	29	5	384	150	100	87	47	270	23	51	68	25	3	1	1	—	1	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	5	5	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	3	2	1	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	7	4	1	1	1	1	—	—	1	—	9	4	5	—	—	11	5	4	1	1	18	7	5	8	—	1	—	1	—	—	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	28	11	3	11	3	19	8	3	6	2	21	11	1	7	2	76	17	11	33	15	34	15	8	10	1	—	—	1	—	—	29
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	33	15	16	1	1	19	10	5	3	1	42	16	18	5	3	145	17	65	10	19	52	10	27	5	1	18	8	9	1	—	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	18	8	7	2	1	21	5	4	8	4	20	9	3	0	2	261	15	27	122	67	38	11	5	16	6	—	—	—	—	—	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	5	1	4	—	—	9	5	4	—	—	4	1	1	2	—	47	21	18	6	2	13	5	9	1	—	6	5	1	—	—	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	3	—	1	2	—	2	1	1	—	—	4	3	1	—	—	3	2	—	—	1	5	1	1	3	—	—	—	—	—	—	39
Recel	40	7	—	3	4	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	18	5	6	3	4	2	—	1	—	1	3	1	2	—	—	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	9	6	3	—	—	4	1	3	—	—	6	1	5	—	—	7	1	6	—	—	10	3	5	—	—	—	—	—	—	—	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	39	22	15	1	1	12	7	4	1	—	14	7	3	4	—	45	25	12	5	3	27	17	5	3	3	—	—	—	—	—	45
TOTAUX DU TABLEAU		587	268	224	70	25	263	138	79	33	13	441	221	139	65	16	1,642	571	548	323	200	847	381	263	153	50	54	25	23	2	3	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		648	278	275	70	25	276	145	83	35	13	477	232	162	65	16	1,841	591	684	338	228	903	395	299	157	52	54	28	23	2	3	

XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	9	11	2	2	4	—	3	3	—	—	—
Faux en écritures	3	28	29	57	16	6	22	11	7	18	6	2	8
Faux témoignage et faux serment	4	1	6	7	1	2	3	—	1	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	5	12	33	57	5	18	23	4	11	15	3	9	12
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine correctionnelle.	7	220	705	923	238	337	615	75	289	362	69	204	273
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés id. de police	8	61	261	325	58	83	123	6	45	51	4	35	39
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	31	210	241	35	132	167	14	80	94	18	40	58
Avortement	10	—	2	2	—	3	3	—	1	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.	15	10	77	87	8	27	35	1	24	25	3	12	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	25	91	116	17	51	68	8	39	47	4	32	36
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	14	14	1	9	10	—	5	5	—	6	6
Adultère et bigamie	20	14	80	94	12	50	62	1	33	34	—	16	16
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	5	1	6	5	2	7	3	—	3	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine correctionnelle.	24	1,301	697	1,998	925	203	1,128	421	226	647	336	110	446
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	1,107	729	1,836	657	135	792	245	154	399	165	56	219
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	31	31	—	21	21	—	15	15	—	8	8
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	6	48	54	4	25	29	1	28	29	3	16	19
Calomnies et injures frappées id. de police	29	13	168	181	6	79	85	—	33	33	1	31	32
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	1	5	6	2	—	2	3	—	3	2	1	3
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	300	377	677	239	161	400	110	150	260	107	81	188
Vols et maraudages frappés id. de police	36	65	121	186	22	36	58	9	25	34	8	18	26
Banqueroute	37	7	9	16	4	6	10	1	1	2	1	1	2
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	122	138	260	104	61	165	33	38	71	38	19	57
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	2	6	8	2	1	3	2	2	4	—	—	—
Recel	40	37	57	94	25	34	59	8	19	27	15	17	32
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	1	3	4	1	1	2	—	—	—	1	—	1
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	17	128	145	19	64	83	6	44	50	8	39	47
Destructions et dommages frappés id. de police	45	17	183	200	15	71	87	4	33	37	5	33	36
TOTAUX DU TABLEAU		3,416	4,243	7,659	2,399	1,676	4,075	966	1,308	2,274	793	787	1,580
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,765	4,687	8,452	2,732	1,917	4,649	1,141	1,535	2,676	930	956	1,886

5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU DELA. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	5	6	1
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	5	16	21	2
5	4	7	5	—	5	2	3	5	2	—	2	5	1	6	7	1	8	83	55	138	3
—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	10	13	4
1	10	11	—	4	4	—	6	6	1	2	3	1	2	3	1	17	18	28	134	162	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	6
42	164	206	57	105	142	24	101	125	18	75	93	9	78	87	85	291	376	835	2,367	3,202	7
1	15	14	4	9	13	2	6	8	1	5	6	1	3	4	1	17	18	122	479	601	8
2	55	57	8	41	49	6	23	29	9	17	26	2	14	16	31	88	119	159	700	859	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	10
—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	4	4	13
1	10	11	—	4	4	—	5	5	—	3	3	1	4	5	1	10	11	23	178	201	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	17
1	18	19	3	15	18	—	7	7	1	5	6	—	9	9	1	17	18	60	284	344	18
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	33	36	19
—	10	10	—	6	6	—	3	3	—	5	5	—	8	8	1	14	15	28	225	253	20
—	—	—	—	1	1	3	1	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	17	5	22	21
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	2	4	6	22
206	111	317	150	67	226	93	77	172	65	60	123	65	43	108	208	194	402	3,778	1,789	5,567	24
87	85	172	57	19	76	35	25	56	21	15	36	21	19	40	55	56	109	2,421	1,311	3,735	25
—	4	4	—	5	5	—	6	6	—	4	4	—	1	1	—	11	11	—	100	100	27
—	7	7	—	7	7	—	4	4	—	2	2	—	3	3	—	17	17	14	157	171	28
—	15	15	—	7	7	1	11	12	1	3	4	—	—	—	—	14	14	92	291	383	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	32
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	11	7	18	34
72	74	146	51	43	94	39	48	87	30	28	64	16	26	42	125	142	265	1,093	1,130	2,223	35
5	9	12	3	6	9	2	4	6	3	4	7	1	3	4	3	2	5	119	228	347	36
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	17	31	37
25	21	47	21	7	28	13	18	31	9	5	14	8	4	12	38	52	70	411	346	757	38
1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	7	11	18	39
7	8	15	4	8	12	—	6	6	—	7	7	4	5	7	8	19	27	108	178	286	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	41
—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	10	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	43
2	17	19	1	20	21	—	14	14	1	15	14	—	10	10	—	47	47	51	396	450	44
1	14	15	1	10	11	—	12	12	—	7	7	—	4	4	—	10	10	39	380	419	45
455	655	1,110	356	387	743	220	381	601	167	261	428	133	237	370	563	1,007	1,570	9,468	10,942	20,410	
589	817	1,406	443	493	936	290	481	771	231	350	581	204	304	508	783	1,371	2,154	11,108	12,911	24,019	

XLIV (suite). — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.			5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU-DELÀ. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	2
Faux en écritures.	3	3	3	6	3	—	3	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	5	13	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	1	4	5	1	1	2	—	3	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	11	13	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	23	77	102	21	40	61	4	14	18	8	14	22	—	10	10	2	4	6	—	5	5	1	4	5	3	3	6	4	11	15	68	182	250	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	8	48	56	6	24	30	2	10	12	1	6	7	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	18	92	110	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	17	21	1	3	4	2	6	8	3	1	4	1	2	3	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	7	9	14	37	51	9
Avortement	10	2	6	8	1	2	3	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	12	15	10
Exposition et délaissement d'enfants	11	—	5	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	11
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	5	5	1	2	3	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	10	11	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	1	15	16	1	8	9	—	2	2	—	4	4	—	3	5	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	2	53	40	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	4	4	—	1	1	—	1	1	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	10	19
Adultère et bigamie.	20	12	59	71	3	21	24	—	17	17	—	6	6	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	15	110	125	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine correctionnelle.	24	99	75	174	55	19	74	28	29	57	22	11	33	6	9	15	5	7	12	2	2	4	7	4	11	2	—	2	—	6	6	224	160	384	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	425	325	746	174	68	242	54	60	114	46	27	73	19	20	39	7	10	17	4	6	10	2	3	5	2	2	4	5	10	15	756	509	1,265	25
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	10	22	32	6	10	16	2	9	11	—	4	4	—	3	3	1	2	3	—	3	3	—	4	4	—	1	1	—	2	2	—	6	6	19	60	79	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	47	174	221	25	58	83	3	31	34	2	12	14	1	11	12	—	2	2	—	4	4	—	1	1	—	2	2	—	6	6	78	301	379	29
Violation du secret des lettres.	33	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	33
Vols et maraudages frappés d'une peine correctionnelle.	35	120	77	197	62	23	85	31	16	47	22	7	29	11	4	15	17	8	25	8	6	14	6	5	11	9	1	10	20	8	37	315	155	470	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	280	150	430	132	58	190	71	29	100	43	11	54	28	2	30	16	3	19	18	2	20	9	2	11	16	—	16	33	2	35	666	239	905	36
Banqueroute	37	1	2	3	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	36	28	64	10	5	15	12	5	17	6	3	9	2	1	3	2	1	3	3	2	5	2	—	2	—	—	—	5	1	6	84	44	128	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	4	39
Recel	40	19	24	43	8	8	16	4	4	8	4	1	5	2	3	5	2	—	2	—	—	—	2	—	2	1	—	1	1	1	2	45	41	84	40
Destructions et dommages frappés d'une peine correctionnelle.	44	—	6	6	—	6	6	1	—	1	—	2	2	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	22	23	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	—	32	32	4	12	16	1	7	8	—	6	6	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	5	59	64	45
TOTAUX DU TABLEAU.		1,094	1,163	2,257	537	351	888	215	251	466	161	118	279	73	80	153	53	46	99	36	32	68	31	26	57	34	9	43	79	59	138	2,313	2,135	4,448	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		1,181	1,235	2,416	612	396	1,008	259	280	539	200	140	340	100	100	200	78	67	145	58	40	98	58	32	90	48	15	63	163	80	243	2,757	2,385	5,142	

XLV. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.

(Population au 31 décembre 1904 : 1,302,684 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	Récidivistes.	MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL. Primaires	Récidivistes.	MAI. Primaires	Récidivistes.	JUIN. Primaires	Récidivistes.
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	*1*	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	—	*1*	—	—	1	—	4	—	2	*1*	2	—
Faux en écritures	3	22	*6*	2	*9*	15	*8*	12	*6*	15	*6*	7	*7*
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	1	*1*	—	—	2	—	1	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	14	*11*	15	*17*	57	*9*	11	*12*	18	*11*	51	*21*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	65	*166*	65	*130*	74	*169*	78	*176*	105	*220*	115	*229*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	16	*11*	51	*7*	52	*15*	58	*20*	58	*16*	55	*20*
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	15	*24*	7	*57*	9	*28*	15	*28*	15	*25*	15	*51*
Avortement	10	2	*1*	5	*1*	5	—	1	*1*	8	*2*	5	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	*1*	—	—	1	—	1	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	4	*2*	6	*4*	10	*2*	6	—	6	*5*	5	*15*
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs d'une peine correctionnelle.	18	16	*15*	9	*21*	22	*19*	10	*35*	16	*6*	25	*18*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	2	*2*	1	*5*	2	*1*	—	*1*	8	*1*	6	*5*
Adultère et bigamie	20	27	*18*	14	*14*	28	*6*	29	*15*	21	*18*	15	*15*
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	—	—	—	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	59	*111*	65	*147*	57	*146*	67	*126*	101	*185*	85	*199*
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	161	*90*	140	*104*	146	*115*	150	*104*	197	*155*	220	*182*
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	*6*	—	*1*	4	*4*	3	*3*	—	—	2	—
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	2	*12*	3	*8*	7	*10*	—	*3*	8	*8*	1	*6*
Calomnies et injures frappées id. de police	29	51	*15*	22	*17*	25	*18*	26	*17*	25	*35*	27	*21*
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	125	*139*	122	*118*	136	*102*	117	*130*	178	*170*	177	*160*
Vols et maraudages frappés id. de police	36	3	*3*	8	*6*	12	*6*	12	*6*	2	*2*	6	*7*
Banqueroute	37	—	—	—	—	2	—	1	*1*	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	11	*37*	30	*11*	67	*61*	61	*39*	57	*59*	80	*76*
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	1	—	—	—	2	*1*	1	—	—	*1*	1	—
Recel	40	8	*11*	18	*15*	4	*9*	15	*16*	8	*11*	14	*20*
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	5	*5*	2	*11*	5	*17*	7	*30*	5	*14*	8	*12*
Destructions et dommages frappés id. de police	45	11	*11*	10	*5*	12	*8*	9	*15*	9	*15*	8	*14*
TOTAUX		652	*741*	597	*749*	706	*817*	677	*803*	841	*950*	884	*1,059*
		1,373		1,346		1,523		1,480		1,791		1,943	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires	Récidivistes.	AOÛT. Primaires	Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	*2*	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*5*	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	—	—	—	—	2	*1*	—	*1*	1	*1*	—	*1*	—	—	—	—	14	—	20	*6*	2
Faux en écritures	3	5	*10*	16	*5*	4	*12*	7	*2*	7	*4*	10	*7*	—	—	—	—	323	*41*	111	*125*	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*1*	—	—	—	—	1	—	7	*2*	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	16	*15*	17	*11*	15	*4*	23	*15*	15	*9*	11	*16*	—	—	—	—	27	*17*	251	*170*	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	4	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	93	*226*	89	*212*	82	*157*	51	*160*	51	*142*	59	*151*	—	*1*	—	—	5	*9*	911	*2,141*	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	30	*32*	30	*27*	35	*11*	38	*16*	25	*11*	29	*19*	—	—	—	—	—	—	395	*208*	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	13	*10*	13	*27*	15	*21*	7	*19*	10	*20*	6	*28*	—	—	—	—	7	*15*	141	*349*	9
Avortement	10	1	—	3	*2*	1	—	—	*1*	—	—	3	*1*	—	—	—	—	18	*1*	30	*10*	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	*1*	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	1	*3*	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	4	*8*	6	*2*	2	*1*	2	*3*	—	*2*	—	*2*	—	—	—	—	11	*18*	60	*66*	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	9	*16*	15	*16*	17
Outrages publics aux bonnes mœurs d'une peine correctionnelle.	18	34	*55*	13	*17*	15	*38*	16	*11*	13	*15*	8	*8*	—	—	—	—	25	*8*	220	*221*	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	11	*3*	2	—	1	*2*	3	—	3	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	41	*30*	19
Adultère et bigamie	20	11	*10*	27	*12*	17	*18*	21	*6*	16	*9*	25	*8*	—	—	*1*	—	60	*51*	311	*200*	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	1	—	—	—	—	*1*	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	*3*	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	99	*196*	75	*145*	56	*150*	58	*92*	59	*78*	71	*82*	—	—	—	—	10	*55*	829	*1,670*	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	251	*227*	266	*197*	215	*155*	145	*89*	126	*110*	105	*110*	1	—	—	—	8	*2*	2,156	*1,596*	25
Duel	26	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	6	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	*1*	—	*2*	—	*1*	—	*3*	—	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	10	*23*	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	3	*4*	3	*3*	4	*3*	2	*7*	1	*3*	—	*1*	—	—	—	—	4	*18*	40	*90*	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	44	*25*	31	*29*	37	*25*	27	*25*	27	*15*	28	*15*	1	—	—	*1*	20	*3*	372	*255*	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	*1*	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	34
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	148	*152*	101	*115*	89	*108*	78	*75*	82	*109*	85	*107*	—	*2*	—	—	220	*168*	1,605	*1,765*	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	6	*4*	9	*7*	12	*2*	5	*5*	1	*5*	1	*3*	—	*1*	—	—	1	*1*	78	*58*	36
Banqueroute	37	8	—	6	—	—	—	4	—	—	*1*	2	—	—	—	—	—	24	*11*	47	*15*	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	36	*56*	35	*69*	31	*60*	48	*35*	10	*10*	51	*61*	1	*3*	—	—	245	*271*	908	*960*	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	—	—	1	*1*	3	—	—	—	1	—	1	*1*	—	—	—	—	28	—	41	*4*	39
Recel	40	11	*29*	25	*10*	8	*8*	4	*3*	11	*9*	7	*6*	—	—	—	—	60	*10*	189	*187*	40
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	5	*16*	3	*9*	3	*7*	3	*11*	6	*16*	2	*9*	—	—	—	—	2	*1*	51	*151*	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	11	*16*	12	*5*	15	*9*	3	*4*	11	*6*	14	*7*	—	—	—	—	1	—	128	*115*	45
TOTAUX		889	*1,105*	811	*912*	681	*719*	511	*585*	487	*605*	526	*610*	3	*8*	—	*1*	1,140	*752*	9,588	*10,151*	
		1,992		1,723		1,433		1,096		1,092		1,136		11		1		1,872		19,842		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1904 : 531,805 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.	JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	OCTOBRE A MARS. Récidivistes	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Récidivistes.	TOTAL. Primaires	TOTAL. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	4	2
Faux en écritures	3	—	4	—	1	1	—	1	5	1	2	—	1	1	—	3	1	3	1	—	—	1	3	1	1	—	—	—	—	10	8	22	27	3
Faux témoignage et faux serment	4	2	1	—	—	3	—	1	1	1	—	—	—	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	5	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	6	13	6	3	3	2	6	13	7	3	3	6	3	3	3	6	6	3	8	8	3	4	7	—	—	—	—	3	2	78	69	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	12	37	25	61	16	51	41	56	41	66	30	79	39	71	36	63	26	60	37	86	21	38	28	50	—	—	—	—	—	—	382	721	7
id. de police	8	6	6	14	9	9	7	6	11	6	9	5	9	11	6	15	9	14	4	12	4	7	12	13	6	—	—	—	—	2	—	125	92	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	3	14	4	17	4	8	4	14	11	16	3	18	7	29	3	9	3	10	8	16	8	10	4	12	—	—	—	—	3	2	71	163	9
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	2	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	2	11	5	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle.	15	—	2	2	—	—	1	—	—	—	1	7	5	2	4	—	2	1	1	—	—	3	3	—	2	—	—	—	—	24	7	39	28	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	10	5	12	7	17
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés d'une peine correctionnelle.	18	1	3	8	6	7	8	5	17	7	15	3	12	12	7	5	11	15	6	10	4	7	6	6	5	—	—	—	1	11	9	99	106	18
id. de police	19	—	—	—	1	7	1	2	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	4	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	21	4	19
Adultère et bigamie	20	6	4	3	3	3	6	7	3	4	4	4	3	6	4	7	7	3	4	2	2	3	2	3	2	—	—	—	—	9	7	64	51	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	21
id. correctionnelle.	22	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle.	24	21	67	45	68	41	74	42	56	55	72	58	105	57	91	68	82	54	88	42	70	38	64	42	55	—	—	—	—	5	8	549	900	24
id. de police	25	57	59	60	48	80	49	69	52	84	85	93	66	127	71	111	45	84	54	67	57	69	44	67	50	—	—	—	—	1	—	960	656	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	5	1	2	—	—	—	—	—	3	—	1	—	1	—	—	2	1	—	2	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	8	19	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	1	—	1	3	2	1	—	3	3	4	2	6	3	8	10	3	2	8	5	12	3	2	1	4	—	—	1	—	1	1	37	49	28
id. de police	29	7	4	12	4	12	6	6	3	16	16	7	14	27	6	17	3	11	6	10	7	6	3	2	3	—	—	—	—	1	1	134	78	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	34
id. correctionnelle.	35	37	21	10	29	50	56	27	27	22	14	18	33	38	21	32	38	45	25	24	21	18	22	13	33	—	—	—	—	96	73	436	596	35
id. de police	36	3	7	11	6	17	7	16	3	18	4	11	1	17	8	16	2	28	17	25	5	15	8	12	5	—	—	—	—	4	2	103	76	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	9	4	15	5	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	11	11	10	11	11	14	6	7	8	15	16	28	14	8	14	14	8	12	7	15	12	7	6	15	1	—	—	—	36	22	163	205	38
id. de police	39	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	10	1	39
Recel	40	1	2	8	3	8	3	9	2	3	—	4	6	4	6	8	8	2	3	1	3	—	12	8	4	—	—	—	—	10	11	66	67	40
Incendie frappée d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle.	44	3	17	10	8	3	3	2	3	3	13	1	8	3	9	3	12	—	1	2	9	4	7	2	3	—	—	—	—	—	—	38	97	44
id. de police	45	9	9	3	3	3	1	3	2	3	7	6	6	3	3	3	8	13	3	7	7	3	3	1	9	—	—	—	—	—	—	62	66	45
TOTAUX		195	279	253	326	294	291	251	252	308	319	260	306	380	332	362	331	320	311	267	298	251	273	224	270	1	—	1	1	240	161	5,390	5,909	
		474		579		585		503		657		666		738		696		640		565		504		494		1		2		401		7,508		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1904 : 982,945 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	*1*	—	—	—	—	—	*1*	—	*2*	—	—
Faux en écritures	3	—	*2*	1	—	2	*1*	—	*1*	2	—	2	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	*1*	—	—	1	—	—	*1*	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	*9*	2	*6*	2	*6*	3	*12*	6	*4*	7	*5*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. d'une peine correctionnelle.	7	51	*46*	44	*75*	27	*53*	27	*79*	65	*111*	54	*97*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. id. de police	8	9	*12*	10	*11*	24	*16*	13	*6*	28	*21*	23	*17*
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	6	*25*	15	*25*	10	*21*	10	*10*	16	*21*	18	*29*
Avortement	10	—	—	4	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	*1*	*1*	—	—	*1*	*1*	*1*	*1*	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés. id. correctionnelle.	15	2	*1*	7	*2*	—	*4*	3	*4*	13	*2*	7	*6*
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	3	*6*	6	*6*	13	*9*	3	*3*	9	*10*	6	*14*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	1	—	2	—	1	—	3	*1*	5	—	2	*1*
Adultère et bigamie	20	6	*3*	2	*4*	2	*3*	6	*7*	14	*16*	2	*3*
Meurtre frappé d'une peine criminelle.	21	1	*1*	—	—	—	*1*	2	—	—	—	—	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	1	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	80	*116*	85	*129*	81	*121*	90	*135*	109	*158*	101	*176*
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	152	*80*	135	*120*	160	*121*	215	*127*	227	*172*	200	*187*
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	*4*	2	*1*	—	*2*	8	*3*	3	*3*	—	*1*
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	1	*1*	2	*6*	2	*4*	3	*7*	6	*6*	2	*4*
Calomnies et injures frappées id. de police	29	21	*8*	26	*17*	12	*8*	34	*16*	33	*21*	40	*26*
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	35	*56*	21	*38*	32	*50*	33	*41*	35	*55*	46	*51*
Vols et maraudages frappés id. de police	36	50	*50*	50	*41*	29	*36*	41	*25*	34	*51*	20	*37*
Banqueroute	37	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	4	*8*	11	*8*	13	*5*	8	*4*	22	*27*	31	*14*
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	1	—	4	*1*	—	—	2	—	2	—	—	—
Recel	40	1	*4*	5	*7*	8	*5*	6	*7*	7	*7*	2	*1*
Incendie frappé d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	2	*9*	17	*35*	5	*15*	20	*17*	5	*21*	5	*22*
Destructions et dommages frappés id. de police	45	52	*17*	28	*18*	19	*14*	18	*22*	28	*22*	21	*35*
TOTAUX		478	*442*	491	*555*	417	*521*	559	*546*	692	*691*	608	*726*
		917		1,049		971		1,105		1,383		1,334	

DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires	JUILLET. Récidivistes.	AOÛT. Primaires	AOÛT. Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	SEPTEMBRE. Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	OCTOBRE. Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	NOVEMBRE. Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	DÉCEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE A MARS. Primaires	OCTOBRE A MARS. Récidivistes.	AVRIL A SEPTEMBRE. Primaires	AVRIL A SEPTEMBRE. Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	—
—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	*1*	—	—	—	—	—	—	3	*3*	2
—	*2*	1	*2*	—	—	—	—	—	*3*	—	*4*	—	—	—	—	7	*4*	15	*19*	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*3*	4
4	*8*	8	*6*	—	*5*	4	*3*	3	*2*	6	*3*	—	—	—	—	1	—	48	*69*	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	—	6
66	*121*	25	*76*	25	*54*	14	*51*	15	*48*	37	*50*	—	—	—	—	—	*4*	448	*866*	7
23	*23*	27	*15*	8	*17*	15	*11*	24	*25*	21	*16*	—	—	—	—	—	—	230	*192*	8
10	*38*	17	*25*	15	*16*	3	*25*	11	*16*	6	*16*	—	—	—	—	2	*1*	135	*262*	9
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	9	—	10
—	*2*	—	—	—	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	*7*	11
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	*1*	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
1	*9*	2	*2*	3	*4*	—	*1*	—	*3*	2	*2*	—	—	—	—	12	*20*	32	*62*	15
1	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*2*	17
20	*30*	12	*2*	6	*9*	3	*4*	—	*2*	4	*3*	—	—	—	—	83	*9*	172	*101*	18
12	*2*	1	—	3	*1*	1	—	—	*1*	4	—	—	—	—	—	1	—	38	*6*	19
6	*8*	1	*4*	3	*2*	4	*4*	4	*6*	6	*8*	—	—	—	—	16	*15*	74	*85*	20
1	—	—	*1*	—	*4*	—	—	—	—	1	*1*	—	—	—	—	—	—	3	*3*	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	*1*	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
100	*212*	91	*157*	56	*129*	30	*112*	49	*91*	51	*76*	—	—	—	—	9	*5*	967	*1,627*	25
245	*158*	214	*128*	169	*121*	109	*102*	106	*88*	100	*94*	—	—	1	*3*	2	*1*	2,042	*1,502*	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
—	*1*	—	*2*	5	*2*	4	*3*	—	*1*	—	*7*	—	—	—	—	2	—	24	*30*	28
—	*5*	—	*7*	—	*2*	—	*7*	6	*7*	1	*5*	—	—	—	—	2	*3*	27	*61*	29
30	*25*	34	*36*	22	*12*	25	*9*	21	*3*	20	*8*	2	—	1	—	3	—	352	*179*	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
27	*38*	25	*31*	27	*155*	35	*50*	19	*67*	25	*32*	—	—	—	—	85	*51*	439	*749*	35
38	*37*	19	*33*	32	*42*	38	*77*	28	*42*	27	*31*	1	—	—	—	2	*4*	483	*469*	36
—	*1*	—	—	1	—	2	*1*	—	*1*	—	—	—	—	—	—	3	*6*	13	*9*	37
14	*10*	8	*16*	2	*8*	6	*17*	9	*5*	8	*7*	—	—	—	—	68	*21*	200	*150*	38
—	—	—	—	4	*1*	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	17	*4*	39
1	*7*	3	*1*	2	*4*	3	*10*	8	*6*	6	*4*	—	—	—	—	16	*25*	68	*85*	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	102	227	44
3	*37*	9	*9*	11	*19*	5	*20*	9	*16*	11	*7*	—	—	—	—	—	*1*	244	223	45
18	*15*	14	*21*	9	*11*	14	*17*	9	*15*	17	*15*	—	—	—	—	—	—	—	—	
628	*807*	544	*556*	426	*597*	341	*527*	323	*452*	334	*410*	3	—	2	*5*	320	*171*	6,210	*7,007*	
1,435		1,100		1,023		868		775		760		3		5		491		13,223		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les communes de moins de 10,000 habitants.

(Population au 31 décembre 1904 : 4,257,476 habitants.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE JANVIER. Primaires	Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	Récidivistes.	MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL. Primaires	Récidivistes.	MAI. Primaires	Récidivistes.	JUIN. Primaires	Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	1	—	1	*1*	—	—	1	—	—	*1*
Faux en écritures	3	1	*1*	3	*3*	3	*1*	3	*3*	1	*1*	—	*3*
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	*1*
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	18	*15*	18	*6*	10	*10*	15	*5*	15	*12*	26	*12*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	97	*107*	93	*131*	87	*135*	89	*127*	130	*134*	102	*177*
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	52	*43*	49	*30*	48	*28*	60	*28*	68	*56*	60	*59*
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	50	*60*	54	*50*	53	*59*	53	*75*	51	*65*	76	*77*
Avortement	10	1	—	2	*1*	—	—	—	—	1	*2*	4	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	*1*	2	—	—	*1*	3	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	8	*6*	12	*9*	5	*6*	20	*9*	16	*8*	45	*15*
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	10	*12*	7	*9*	16	*15*	25	*8*	23	*19*	52	*10*
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	3	—	5	*2*	5	*1*	2	*3*	4	*8*	2	*5*
Adultère et bigamie	20	5	*4*	15	*9*	3	*1*	12	*10*	2	*2*	2	*1*
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	2	*1*	2	*1*	—	—	1	*3*	2	*1*	1	—
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	*2*
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	272	*285*	366	*350*	208	*291*	352	*449*	323	*364*	318	*404*
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	346	*211*	384	*210*	370	*181*	430	*200*	494	*240*	474	*302*
Duel.	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	9	*7*	9	*8*	1	*6*	6	*4*	5	*9*	14	*4*
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	10	*12*	18	*5*	4	*15*	6	*12*	20	*18*	20	*21*
Calomnies et injures frappées id. de police	29	75	*17*	81	*15*	91	*27*	70	*57*	102	*55*	120	*63*
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	*3*	—	*1*	—	—	—	*1*	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	108	*91*	112	*95*	66	*101*	109	*71*	85	*85*	85	*101*
Vols et maraudages frappés id. de police	36	114	*88*	104	*78*	91	*81*	80	*54*	174	*115*	163	*74*
Banqueroute	37	4	—	1	—	—	—	2	—	—	*3*	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	16	*30*	26	*12*	23	*25*	21	*32*	32	*41*	25	*35*
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	1	*1*	2	—	—	—	4	—	3	*3*	2	—
Recel	40	7	*9*	8	*13*	10	*8*	6	*20*	10	*9*	12	*8*
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	—	—
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	4	*1*	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	30	*61*	37	*41*	27	*34*	27	*55*	40	*58*	42	*55*
Destructions et dommages frappés id. de police	45	81	*50*	51	*48*	75	*41*	65	*51*	90	*56*	66	*55*
TOTAUX.		1,306	*1,114*	1,439	*1,131*	1,281	*1,061*	1,487	*1,237*	1,713	*1,382*	1,747	*1,417*
		2,420		2,570		2,345		2,724		2,095		2,164	

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	DURANT LE MOIS DE JUILLET. Primaires	Récidivistes.	AOÛT. Primaires	Récidivistes.	SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	OCTOBRE. Primaires	Récidivistes.	NOVEMBRE. Primaires	Récidivistes.	DÉCEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE OCTOBRE-A MARS. Primaires	Récidivistes.	AVRIL-A SEPTEMBRE. Primaires	Récidivistes.	FAITS COMMIS à une époque inconnue ou indéterminée. Primaires	Récidivistes.	TOTAL. Primaires	Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	*1*	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	*1*	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	*1*	1	—	—	*2*	—	—	1	*1*	1	*1*	—	—	—	—	2	3	9	*10*	2
Faux en écritures	3	4	—	—	—	—	*1*	14	*1*	2	*1*	3	*2*	—	—	—	—	20	*9*	56	*26*	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	*2*	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	4	*4*	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	14	*21*	17	*17*	4	*15*	5	*8*	8	*10*	9	*11*	—	—	—	—	3	*3*	160	*145*	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	124	*191*	75	*170*	91	*131*	71	*173*	48	*106*	68	*116*	—	—	—	—	3	—	1,084	*1,719*	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	63	*50*	75	*49*	77	*47*	57	*51*	32	*18*	46	*30*	—	—	—	—	—	*1*	662	*405*	8
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	61	*91*	46	*76*	48	*71*	29	*51*	34	*39*	36	*65*	—	—	—	—	22	*10.*	550	*808*	9
Avortement	10	1	—	3	*2*	1	—	2	*2*	2	—	2	*1*	—	—	—	—	9	*3*	28	*12*	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	*1*	1	—	1	—	—	*1*	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	11	*3*	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	36	*11*	27	*15*	21	*12*	17	*7*	12	*6*	12	*6*	38	3	45	—	33	*11*	350	*121*	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	*1*	4	*1*	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	47	*22*	17	*20*	12	*15*	30	*7*	5	*5*	12	*5*	—	*1*	—	—	74	*15*	330	*160*	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	9	*2*	11	*2*	1	*2*	8	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	*2*	30	*25*	19
Adultère et bigamie	20	8	*5*	2	*6*	9	*9*	1	*5*	1	*1*	5	*4*	1	—	—	*1*	7	*10*	75	*68*	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle	21	—	*1*	2	—	4	—	—	*1*	1	*2*	1	*2*	—	—	—	—	—	—	16	*12*	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	*2*	22
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	334	*399*	324	*398*	289	*362*	189	*292*	105	*265*	180	*261*	—	—	—	—	6	*14*	3,498	*4,134*	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	342	*311*	313	*207*	451	*251*	367	*211*	290	*167*	276	*175*	—	—	—	—	2	*1*	4,950	*2,815*	25
Duel.	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	13	*1*	3	*6*	13	*9*	1	*7*	6	*8*	8	*8*	—	—	—	—	1	—	91	*77*	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	10	*21*	10	*15*	4	*16*	4	*11*	11	*7*	1	*1*	—	—	—	—	5	*4*	158	*159*	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	132	*46*	104	*63*	99	*41*	60	*52*	49	*29*	34	*25*	1	—	3	*1*	9	*5*	1,050	*451*	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle	34	—	*2*	—	—	—	—	—	—	—	—	*6*	—	—	—	—	—	—	—	—	*16*	34
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	116	*117*	125	*105*	72	*118*	62	*91*	78	*81*	76	*115*	—	*1*	—	—	125	*116*	1,215	*1,317*	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	122	*109*	191	*77*	151	*100*	250	*121*	127	*90*	80	*58*	—	*1*	3	—	10	*12*	1,652	*1,056*	36
Banqueroute	37	—	*2*	—	*1*	—	—	—	*1*	—	*2*	4	—	1	—	—	—	23	*10*	36	*20*	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	20	*26*	20	*25*	20	*19*	20	*15*	21	*21*	12	*20*	—	—	—	—	65	*66*	324	*368*	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	5	*1*	6	*1*	2	*2*	2	*1*	4	—	1	*1*	—	—	—	—	1	—	33	*10*	39
Recel	40	5	*7*	14	*10*	5	*19*	4	*15*	10	*10*	9	*8*	—	—	—	—	28	*29*	128	*165*	40
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	41
Incendie frappé id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	*8*	42
Destructions et dommages frappés d'une peine criminelle.	43	5	*1*	—	*2*	1	*2*	—	*2*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1*	43
Destructions et dommages frappés id. correctionnelle.	44	—	—	—	*1*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	*1*	389	*321*	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	29	*51*	52	*41*	25	*42*	21	*32*	14	*39*	15	*36*	—	—	—	*1*	1	*2*	676	*409*	45
TOTAUX.		1,766	*1,519*	1,638	*1,126*	1,405	*1,290*	1,228	*1,145*	986	*966*	962	*964*	41	*6*	49	*5*	456	*359*	17,554	*15,051*	
		2,315		3,094		1,695		2,371		1,952		1,926		47		52		815		32,605		

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés primaires.

Récapitulation des quatre tableaux précédents. (*Infractions commises par les primaires.*)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ — DURANT LES MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS: en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre le sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	3	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteintte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	3	4	3	2	1	3	2	—	2	3	—	—	17	41	5	—	46	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	25	6	21	16	17	9	8	20	7	21	10	14	—	—	362	534	62	2	598	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	2	1	4	3	3	1	3	—	—	—	—	1	—	—	1	23	—	—	23	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	39	30	31	31	32	72	40	45	25	33	32	30	—	—	34	537	7	—	544	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	2	—	—	1	—	—	30	—	—	—	—	15	47	—	—	47	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	225	227	204	235	343	299	324	225	224	156	155	192	—	—	6	2,785	5	—	2,800	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	63	113	113	128	143	127	149	143	134	102	80	109	—	—	2	1,416	1	—	1,417	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	60	38	50	82	91	112	93	81	79	47	65	52	—	—	52	906	7	—	913	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	3	11	3	1	15	7	3	11	2	3	2	7	—	—	32	98	—	—	98	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	1	2	1	6	1	—	1	1	2	3	—	—	—	1	21	—	—	21	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	3	—	2	—	—	—	1	—	—	1	4	—	—	4	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	14	27	15	20	35	62	45	35	30	19	15	14	58	45	82	501	—	—	501	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	2	—	—	—	—	3	—	1	—	—	4	—	—	19	32	—	—	32	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	30	30	38	43	35	86	115	49	46	61	27	30	—	—	101	821	2	—	823	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	6	6	15	7	19	12	32	14	8	18	6	6	—	—	1	150	—	—	150	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	41	34	38	31	41	25	31	37	36	28	24	30	1	—	92	522	4	1	527	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	3	—	3	3	1	2	2	4	1	2	2	—	—	—	26	—	—	26	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	1	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	5	—	—	5	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	441	337	480	360	388	372	610	338	455	325	321	311	—	—	32	5,843	3	3	5,853	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	699	739	765	862	1,002	996	1,168	1,100	898	688	591	518	1	1	15	10,077	1	1	10,079	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	2	—	—	1	6	—	—	6	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	15	12	5	17	8	16	14	3	20	3	6	9	—	—	3	133	—	—	133	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	25	26	15	11	37	25	10	29	10	11	25	3	—	1	12	242	6	—	248	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	151	141	138	142	178	191	239	189	169	122	103	84	4	4	33	1,874	—	—	1,874	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Id. du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	—	3	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	301	274	284	286	320	321	329	285	235	197	191	107	—	—	333	3,755	28	8	3,791	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	180	162	149	158	218	209	185	205	226	204	171	120	1	3	17	2,388	—	—	2,388	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	6	1	3	3	—	3	9	6	2	0	4	6	1	—	61	111	4	—	115	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	75	97	119	102	119	152	104	95	81	81	82	77	2	—	312	1,601	160	4	1,765	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	4	6	3	8	3	4	8	7	11	2	7	7	—	—	20	101	1	—	102	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	17	39	30	31	28	32	21	48	17	12	20	30	—	—	114	451	14	—	465	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	4	1	1	1	—	2	3	—	1	—	—	1	—	—	—	14	—	—	14	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	38	80	38	50	39	31	42	31	39	31	35	30	—	—	6	563	—	—	563	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	130	92	111	92	130	101	75	69	75	51	55	101	—	—	2	1,110	—	—	1,110	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
TOTAUX		2,608	2,803	2,728	2,974	3,554	3,499	3,669	3,385	2,841	2,347	2,027	2,066	48	52	2,156	36,757	312	21	37,090		TOTAUX.

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés récidivistes.

Récapitulation des quatre tableaux précédents.

(Infractions commises par les récidivistes.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ — DURANT LES MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS: en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	1	1	—	—	4	1	1	—	—	—	—	—	8	—	—	8	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	—	1	1	4	2	1	2	3	1	2	3	—	—	3	25	1	—	26	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	13	15	10	15	9	11	12	8	14	3	11	14	—	—	62	195	35	1	231	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	2	1	—	2	—	1	2	1	2	—	2	1	—	—	—	14	—	—	14	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	45	35	30	35	37	45	48	30	28	32	24	37	—	—	22	453	32	1	486	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	336	398	411	418	351	382	409	321	402	474	354	360	1	—	13	5,450	13	2	5,465	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	72	60	66	65	82	85	91	99	82	63	66	61	—	—	1	895	—	—	895	8	id. de police
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	120	127	116	125	125	158	189	135	121	112	105	121	—	—	28	1,582	23	—	1,605	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	1	2	—	1	4	—	—	5	—	5	—	2	—	—	7	25	—	—	25	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	1	2	2	—	3	3	2	2	—	—	—	—	—	17	—	—	17	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	4	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle,
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	11	15	15	15	16	30	32	20	18	15	16	12	3	—	56	277	7	—	284	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	22	26	—	—	26	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	36	42	50	55	48	51	84	50	56	26	28	21	1	1	41	591	—	—	591	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	2	6	3	3	9	9	7	3	5	—	2	2	—	—	2	55	—	—	55	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	31	30	16	33	40	20	27	29	33	17	18	22	1	1	86	404	1	1	406	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	3	2	3	1	—	1	1	2	1	2	3	—	—	—	21	—	2	23	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle,
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	1	—	1	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	6	—	—	6	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	370	391	332	376	359	384	428	372	309	366	398	471	—	—	60	8,331	8	2	8,341	24	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	440	482	401	483	370	357	400	365	342	439	409	429	—	3	4	6,567	1	1	6,569	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	22	12	12	10	15	6	4	10	15	15	15	17	—	—	—	149	—	—	149	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	23	24	28	27	36	37	38	32	29	27	19	14	—	—	26	362	0	1	3	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	44	35	39	73	127	124	100	123	84	71	50	47	—	2	9	965	—	—	966	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	32	Id. du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	3	4	—	1	—	—	2	—	—	2	0	—	—	—	—	18	—	—	18	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	330	310	370	292	322	344	328	292	384	238	280	305	3	—	38	4,245	60	12	4,317	35	id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	128	151	130	89	130	110	138	110	101	208	145	97	2	—	10	1,659	1	—	1,660	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	1	4	—	4	1	—	2	4	—	—	—	31	47	3	—	50	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	106	103	108	102	145	135	100	121	99	78	73	106	3	—	35	1,683	93	2	1,778	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	1	1	1	—	1	—	1	3	3	1	—	2	—	—	2	19	—	—	19	39	id. de police.
Recel	40	26	36	25	15	27	33	19	20	36	31	37	22	—	—	101	502	12	2	516	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	1	—	—	—	—	—	1	2	2	2	—	—	—	—	—	8	—	—	8	42	id. correctionnelle.
Destruction et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destruction et dommages frappés — id. correctionnelle	44	92	93	71	93	106	73	113	71	69	73	78	57	—	—	2	999	2	—	1,001	44	id. correctionnelle.
Destruction et dommages frappés — id. de police	45	87	74	67	70	80	88	70	62	48	47	51	53	—	1	5	813	—	—	813	45	id. de police.
TOTAUX		2,576	2,761	2,696	2,838	3,372	3,608	3,811	3,228	2,950	2,553	2,296	2,284	14	8	1,426	36,421	298	27	36,748		TOTAUX.

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés primaires et récidivistes réunis.

Récapitulation des tableaux précédents. (Infractions commises par les primaires et les récidivistes réunis.)

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ. — DURANT LES MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	À une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS: En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	À l'étranger.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	2	2	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	11	—	—	11	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politique garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	1	1	3	7	1	2	3	3	1	1	6	—	—	66	72	3	—	72	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	36	19	31	31	26	20	20	28	21	24	21	28	—	—	424	729	97	3	829	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	1	2	1	3	3	2	7	1	2	—	2	2	—	—	1	37	—	—	37	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	82	85	81	66	89	115	88	81	55	65	30	67	—	—	56	990	39	1	1,030	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	2	—	—	1	—	—	30	—	—	—	—	15	47	—	—	47	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	579	635	615	655	896	881	955	716	626	650	489	552	1	—	19	8,245	18	2	8,265	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	133	175	170	195	227	212	210	211	216	167	132	170	—	—	3	2,311	1	—	2,312	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	180	185	172	207	216	270	282	216	200	159	168	175	—	—	60	2,488	30	—	2,518	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	4	13	5	2	17	7	3	16	2	6	2	9	—	—	30	123	—	—	123	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	3	5	5	8	1	5	4	5	4	5	—	—	—	1	38	—	—	38	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	2	8	—	—	8	13	Enlèvements de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	23	12	28	12	31	101	73	53	48	52	51	26	41	45	138	778	7	—	785	15	id. correctionnel'e.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	3	—	—	—	—	3	1	1	1	—	3	—	—	11	58	—	—	58	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	66	72	108	98	105	110	197	99	102	87	55	51	1	1	252	1,412	2	—	1,414	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	8	12	18	12	28	21	39	17	13	18	8	8	—	—	3	205	—	—	205	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	75	61	51	87	81	45	58	66	69	45	42	61	2	1	178	926	5	2	933	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	6	2	6	4	1	3	3	6	2	4	3	—	—	—	47	—	2	49	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle,
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	—	1	1	1	—	3	—	1	2	1	—	1	—	—	—	11	—	—	11	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	d'une peine criminelle,
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	1,020	1,251	1,112	1,556	1,547	1,456	1,558	1,330	1,161	891	810	818	—	—	92	14,174	15	7	14,194	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	1,130	1,221	1,220	1,545	1,672	1,735	1,968	1,771	1,410	1,127	1,000	977	1	4	17	16,644	2	2	16,648	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	2	—	—	1	6	—	—	6	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	33	24	17	27	23	22	18	15	33	20	10	26	—	—	3	282	—	—	282	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	48	50	45	58	73	62	51	61	59	58	42	17	—	1	38	604	12	1	617	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	178	104	107	213	303	318	339	312	255	193	133	131	4	6	42	2,810	—	—	2,810	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	32	Id. du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	4	—	—	4	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	3	1	—	1	—	—	2	—	—	2	6	3	—	—	—	21	—	—	21	34	
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	651	581	665	578	612	668	657	575	617	433	474	202	3	—	97	8,000	88	20	8,108	35	d'une peine criminelle id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	308	296	279	247	308	328	341	384	387	302	316	217	3	3	36	4,015	1	—	4,046	36	id. de police.
Banqueroute	37	6	1	3	1	1	3	13	7	2	8	8	6	1	—	92	158	7	—	165	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	181	202	227	201	262	333	201	210	185	150	155	185	3	—	73	3,284	253	6	3,543	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	3	7	1	8	9	1	9	10	11	3	7	9	—	—	31	120	1	—	121	39	id. de police.
Recel	40	43	73	33	70	33	67	70	77	33	43	66	32	—	—	218	953	26	2	981	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	3	1	1	1	—	2	1	2	3	2	—	1	—	—	—	22	—	—	22	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	43	d'une peine criminelle,
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	130	181	109	131	163	129	133	122	108	106	111	87	—	—	8	1,562	2	—	1,564	44	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	213	166	178	162	210	189	151	151	123	98	109	151	—	1	3	1,923	—	—	1,923	45	id. de police.
TOTAUX		5,181	5,564	5,424	5,812	6,926	7,107	7,480	6,613	5,791	4,900	4,323	4,350	62	60	3,582	73,178	610	48	73,836		TOTAUX.

XLVI. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé — et des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1903.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.		communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.		communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.		communes de moins de 10,000 habitants.		FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu indéterminé ou indéterminable.		à l'étranger.		TOTAL.
		Triple.	Récidive.	Triple.	Récidive.	Triple.	Récidive.	Triple.	Récidive.	Triple.	Récidive.	Triple.	Récidive.	
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	—	—	—	1	8	24	—	—	—	36
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	9	11	2	1	1	—	17	42	32	1	—	—	84
Faux en écritures	3	20	165	9	7	4	1	44	55	81	61	—	—	591
Faux témoignage et faux serment	4	15	8	11	4	2	—	10	12	15	4	—	—	57
L'usurpation de fonctions, de titres ou de noms	5	378	149	123	66	18	5	98	158	284	140	—	—	923
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	5	1	3	—	—	—	1	3	13	1	—	—	140
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires d'une peine correctionnelle	7	807	1,797	576	176	325	125	326	446	967	2	—	1	7,805
Crimes et délits contre la sécurité publique. / particuliers, frappés / id. de police	8	341	1457	176	59	64	10	130	6	352	2	—	—	2,024
Avortement	9	145	599	59	10	11	2	30	129	283	4	—	—	2,471
Exposition ou délaissement d'enfants	10	18	3	4	1	1	—	4	21	58	2	—	—	48
Destruction ou suppression d'état	11	4	3	—	—	—	—	—	158	123	3	—	—	32
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	9	24	1	—	—	2
Attentats à la pudeur et viols, / frappés / id. correctionnelle	13	—	3	—	—	—	—	—	3	6	—	—	—	8
Prostitution ou corruption de la jeunesse	14	59	10	13	4	2	—	4	3	4	—	—	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés / id. de police	15	64	10	12	4	2	—	6	129	352	2	—	—	847
Adultère et bigamie	16	172	119	92	40	25	10	65	21	283	4	—	—	40
Meurtre, frappé	17	11	8	18	14	10	10	11	158	58	2	—	—	832
Coups et blessures volontaires, frappés / id. de police	18	155	217	98	45	66	30	55	9	123	3	—	1	116
Duel	19	5	3	1	1	1	—	3	3	24	1	—	—	750
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers, frappés / id. de police	20	1	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	39
Calomnies et injures, frappées / id. de police	21	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	10
Violation de sépulture	22	103	1	35	11	19	5	2,475	1,677	5,981	1,069	—	—	14,073
Id. du secret professionnel	23	20	1	11	3	2	—	1,402	1,346	3,177	7,787	—	—	15,981
Id. des lettres	24	322	2,607	115	35	83	19	—	—	—	—	—	—	2
Vols et maraudages, frappés / id. de police	25	19	3,282	575	170	253	—	1,402	1,429	1	—	—	—	279
Banqueroute	26	372	1	—	—	—	—	—	—	43	91	440	—	661
Abus de confiance, escroqueries, tromperies, frappés / id. de police	27	2,607	3,282	1	—	1	—	1	1	4	—	—	—	2,807
Recel	28	42	1,121	42	267	35	11	83	253	440	—	—	—	6
Incendie, frappé / id. correctionnelle	29	187	208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Destructions et dommages, frappés / id. de police	30	2,321	42	267	1	2	—	1	1	4	—	—	—	6
	31	42	1	7	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
	32	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	33	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	34	103	59	61	12	12	4	92	18	98	1	—	—	17
	35	20	10	9	2	2	—	12	4	6	—	—	—	6,814
	36	322	173	40	14	14	10	18	10	98	1	—	—	4,350
	37	19	111	14	3	3	—	10	10	6	—	—	—	150
	38	372	155	45	7	7	3	13	6	15	—	—	—	3,160
	39	5	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	121
	40	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	934
	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
	42	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	16
	43	187	145	55	16	8	2	1,402	1,429	1	—	—	—	—
	44	208	106	107	67	98	30	337	440	1,205	1,115	—	—	1,881
	45	15,563	8,236	3,382	1,719	1,081	266	6,266	12,668	18,206	14,902	394	22	1,871
			7,327		3,719		6,406			33,108		332		69,203
TOTAUX.														

XLVII. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1906, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus	112	108	129	125	128	164	155	132	105	103	90	93	7	1,451
25,000 à moins de 100,000 habitants	58	70	40	48	67	79	76	76	69	61	54	59	—	707
10,000 à moins de 25,000 habitants	72	115	84	98	140	149	161	88	70	65	71	72	1	1,184
Moins de 10,000 habitants	105	194	161	173	217	250	216	180	170	129	115	127	1	2,045
TOTAUX	327	485	414	444	552	642	608	476	413	358	328	333	9	5,387
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus	505	552	505	722	597	794	602	591	610	705	550	574	12	7,281
25,000 à moins de 100,000 habitants	207	251	209	254	275	259	291	254	265	268	215	199	5	2,906
10,000 à moins de 25,000 habitants	191	256	228	277	527	252	314	294	254	260	257	205	5	3,078
Moins de 10,000 habitants	265	500	294	569	581	587	450	565	418	308	516	289	7	4,216
TOTAUX	1,226	1,325	1,296	1,602	1,580	1,472	1,697	1,504	1,545	1,629	1,322	1,258	25	17,481
Total des deux catégories ci-dessus :														
100,000 habitants ou plus	675	640	694	847	725	758	815	725	715	808	640	669	19	8,732
25,000 à moins de 100,000 habitants	265	321	249	302	342	338	367	330	322	329	269	258	5	3,613
10,000 à moins de 25,000 habitants	263	370	312	375	467	401	475	382	324	325	308	277	4	4,262
Moins de 10,000 habitants	370	500	455	542	598	657	616	545	587	527	429	407	8	6,261
TOTAUX	1,553	1,810	1,710	2,066	2,132	2,114	2,303	1,980	1,958	1,987	1,650	1,591	34	22,868

XLVII (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1904 :														
100,000 habitants ou plus.	87	95	74	105	105	109	118	125	110	110	86	97	7	1,224
25,000 à moins de 100,000 habitants.	47	55	47	69	47	60	71	81	55	44	40	54	5	651
10,000 à moins de 25,000 habitants.	47	102	82	100	77	101	103	94	77	80	72	40	—	981
Moins de 10,000 habitants.	115	203	161	157	181	209	198	256	212	166	125	115	1	2,077
TOTAUX.	296	453	364	429	410	479	490	536	452	400	323	290	11	4,933
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1905 :														
100,000 habitants ou plus	90	95	88	96	135	133	127	134	127	102	100	94	7	1,328
25,000 à moins de 100,000 habitants.	50	59	45	59	60	57	57	85	67	55	58	58	—	668
10,000 à moins de 25,000 habitants .	80	62	85	88	84	92	135	99	94	91	81	72	2	1,063
Moins de 10,000 habitants.	101	165	150	171	157	176	188	192	185	151	120	125	1	1,858
TOTAUX.	301	379	348	414	436	458	505	508	471	399	359	329	10	4,917
Faits d'ivresse commis isolément en 1904 :														
100,000 habitants ou plus.	658	599	506	512	597	602	581	657	812	971	620	556	5	7,636
25,000 à moins de 100,000 habitants.	155	167	202	267	232	284	275	502	257	229	230	203	4	2,823
10,000 à moins de 25,000 habitants.	172	210	218	242	259	265	264	285	259	274	224	225	5	2,860
Moins de 10,000 habitants.	520	546	525	545	599	445	466	457	455	401	269	246	6	4,454
TOTAUX.	1,285	1,322	1,249	1,366	1,467	1,594	1,583	1,661	1,741	1,905	1,343	1,234	20	17,773
Faits d'ivresse commis isolément en 1905 :														
100,000 habitants ou plus.	557	497	596	681	678	688	666	566	717	645	542	577	15	7,464
25,000 à moins de 100,000 habitants.	161	219	209	199	245	225	280	276	242	222	265	207	5	2,689
10,000 à moins de 25,000 habitants.	168	197	225	228	508	257	317	251	280	205	259	205	5	2,990
Moins de 10,000 habitants.	251	274	287	329	340	316	399	389	490	285	201	278	5	3,924
TOTAUX.	1,117	1,187	1,315	1,440	1,571	1,481	1,662	1,485	1,738	1,481	1,293	1,265	24	17,067
Total des 2 catégories pour 1904 :														
100,000 habitants ou plus	725	692	580	615	702	711	699	782	922	1,081	706	653	12	8,860
25,000 à moins de 100,000 habitants.	202	222	249	336	279	344	346	585	290	303	270	245	7	3,474
10,000 à moins de 25,000 habitants.	219	312	300	342	336	366	367	379	336	354	266	269	5	3,841
Moins de 10,000 habitants.	635	749	681	702	780	652	664	675	665	567	394	389	7	6,531
TOTAUX.	1,581	1,775	1,613	1,795	1,877	2,073	2,076	2,197	2,193	2,305	1,666	1,524	31	22,706
Total des 2 catégories pour 1905 :														
100,000 habitants ou plus	647	592	684	780	815	821	795	700	841	785	642	671	20	8,792
25,000 à moins de 100,000 habitants.	191	278	254	258	305	280	337	359	309	277	261	245	5	3,357
10,000 à moins de 25,000 habitants.	248	259	308	316	592	340	430	335	374	381	340	275	5	4,053
Moins de 10,000 habitants.	552	457	417	500	497	492	587	581	682	451	414	405	6	5,782
TOTAUX.	1,418	1,566	1,663	1,854	2,007	1,942	2,167	1,993	2,209	1,880	1,657	1,594	34	21,984

XLVIII. — Table de décompte. — Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année 1906.

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . .	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Faux en écritures.	3	24	—	8	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	33	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	39	3	6	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47	4
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	d'une peine correctionnelle .	7	487	55	107	8	25	1	7	1	5	—	1	—	—	—	632	43
	d'une peine de police	8	123	18	15	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	138	23
Crimes et délits contre la sûreté publique.		9	225	20	52	4	11	1	3	—	1	—	—	—	—	—	290	25
Avortement		10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Exposition ou délaissement d'enfants. .		11	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle		13	4	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés	d'une peine correctionnelle .	18	58	9	8	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	67	10
	d'une peine de police	19	6	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7
Adultère et bigamie		20	28	8	7	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	37	10
Lésions corporelles volontaires frappées. .	d'une peine correctionnelle .	24	876	40	105	6	47	2	11	—	1	—	3	—	—	—	1,133	48
	d'une peine de police	23	867	219	93	18	18	6	2	—	1	1	—	—	—	—	981	244
Duel		26	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers		27	14	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—
Calomnies et injures frappées.	d'une peine correctionnelle .	28	10	8	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	19	9
	d'une peine de police	29	82	61	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	85	69
Vols et maraudages frappés	d'une peine correctionnelle .	33	384	75	101	17	25	6	15	7	1	6	—	4	—	(1) 9	524	122
	d'une peine de police	30	91	200	11	45	4	29	—	16	—	11	—	10	—	(2) 33	106	344
Banqueroute		37	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés	d'une peine correctionnelle .	38	171	22	30	6	14	2	3	1	1	—	—	—	—	—	221	31
	d'une peine de police	39	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1
Recel		40	46	7	14	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	61	7
Destructions et dommages frappés . . .	d'une peine correctionnelle .	44	122	4	30	—	9	1	3	—	1	—	—	—	—	—	165	5
	d'une peine de police	45	145	5	18	3	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	168	9
TOTAUX.			3,820	739	707	124	164	51	47	25	12	18	4	14	—	42	4,754	1,013
																	5,767	

(1) Dont : 3 condamnées ayant encouru 9 condamnations.
1 condamnée id. 10 id.
2 condamnées id. 11 id.
1 condamnée id. 12 id.

(2) Dont : 6 condamnées ayant encouru 9 condamnations.
6 id. id. 10 id.
2 id. id. 11 id.
3 id. id. 12 id.
3 id. id. 13 id.
1 condamnée id. 14 id.
1 id. id. 15 id.
1 id. id. 16 id.
1 id. id. 17 id.
1 id. id. 18 id.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1905-1906

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par les greffiers des tribunaux (l'année judiciaire va du 1er août au 31 juillet). Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans des registres statistiques divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

1° JUSTICES DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 222 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 83, celui de Gand 65, celui de Liége, 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une triple mission; ils agissent : 1° comme conciliateurs; 2° comme juges; 3° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce triple point de vue sont consignés dans le tableau XLIX.

Bureau de conciliation.

Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, n'est reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix ou que les parties n'y aient volontairement comparu. (Code de procédure civile, art. 48.)

Un certain nombre de contestations sont dispensées du préliminaire de la conciliation; nous citerons notamment : les demandes qui intéressent l'Etat, les communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les demandes qui requièrent célérité, les demandes en matière de commerce, les demandes de mise en liberté, celles en mainlevée de saisie-opposition, en payement de loyer, fermages ou arrérages, en vérification d'écritures, en désaveu, etc., etc. (Code de procédure civile, art. 49 et suivants.)

Juridiction contentieuse.

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs. Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 468, dans celui de Gand, de 333, et dans celui de Liége, de 303; soit pour les 222 cantons de justice de paix, un total de 1,104 notaires.

La création de nouveaux cantons de justice de paix dans ces dernières années a permis d'augmenter sensiblement le nombre des notariats.

JUSTICE DE PAIX

XLIX. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — 1905-1906. — *Actes notariés.* — 1906.

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	SUR CITATION: non conciliées.	SUR CITATION: rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: non conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: non conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par jugement: par défaut.	par jugement: d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	ACTES: d'émancipation.	ACTES: de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus pro Deo.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles 1er canton. . . .	5	41	6	—	—	—	3	41	6	148	331	517	9	1,005	1,068	7	—	1,075	1,216	864	72	253	25	20	1	2	49	28	—	172		
Id. 2e id.	1	107	16	—	—	—	1	107	16	169	215	355	1	738	265	—	—	263	432	569	88	205	52	18	—	—	6	20	—	73	17,361	4,410,310 15
Id. 3e id.	2	44	4	—	—	—	2	44	4	270	607	1,037	—	2,013	1,214	2	1	1,217	1,493	1,737	78	180	44	15	—	15	69	55	—	95		
Anderlecht.	2	28	2	—	—	—	2	28	2	65	237	140	7	448	907	7	—	914	972	390	69	208	4	18	—	8	4	18	—	131	1,784	277,984 59
Assche	—	7	—	—	—	—	—	7	—	14	44	9	—	67	70	—	—	79	93	53	9	125	—	20	—	—	4	32	—	87	1,649	71,645 74
Hal	—	6	—	—	—	—	—	6	—	24	82	9	2	117	376	1	—	377	400	94	28	198	9	36	—	2	7	31	—	208	1 485	71,525 80
Ixelles.	—	80	2	—	—	—	—	80	2	32	882	732	2	1,648	886	—	—	886	918	1,616	113	318	29	44	—	10	58	47	—	266	2,162	372,968 15
Laeken	—	23	1	—	—	—	—	23	1	55	205	96	6	362	1,548	7	—	1,555	1,603	314	52	176	22	16	—	9	18	14	—	208	1,845	371,207 64
Lennick-Saint-Quentin. . .	2	7	—	—	—	—	2	7	—	44	69	7	1	121	445	1	—	444	487	78	33	157	7	18	—	1	7	26	—	96	1,624	92,480 21
Molenbeek-Saint-Jean . . .	—	30	—	—	—	—	—	30	—	62	128	112	1	303	1,821	2	—	1,823	1,883	243	45	245	22	25	—	10	30	12	—	180	1,672	104,149 60
Saint-Gilles	4	66	2	—	—	—	4	66	2	128	307	258	7	700	1,410	4	—	1,423	1,547	576	97	228	27	25	—	12	58	17	—	155	2,662	346,595 68
Saint-Josse-ten-Noode . . .	5	50	11	—	—	—	5	56	11	58	405	222	6	691	601	2	—	603	659	635	57	258	20	28	1	15	109	28	—	150	3,480	605,057 30
Schaerbeek.	3	63	6	—	—	—	3	65	6	92	342	148	5	587	1,575	4	—	1,579	1,467	499	105	261	41	31	1	20	102	36	—	147	3,105	305,883 04
Uccle	7	25	4	—	—	—	7	23	4	100	125	78	4	305	728	—	—	728	828	205	23	161	8	17	1	7	60	16	—	110	1,430	257,031 05
Vilvorde.	—	4	—	5	8	6	3	9	6	44	31	17	—	92	684	—	—	684	728	48	16	141	1	18	—	6	2	24	—	105	1,346	79,182 70
Wolverthem	—	8	—	—	—	—	—	8	—	20	24	11	—	35	59	—	—	59	88	11	15	150	5	15	—	5	16	7	—	111	1,894	99,455 49
TOTAUX. . .	29	595	54	3	5	6	32	600	60	1,343	4,142	3,725	51	9,232	13,471	37	1	13,509	14,814	7,932	900	3,189	315	360	4	118	599	400	—	2,195	43,479	7,885,655 92
Louvain, 1er canton	—	12	3	—	—	—	—	12	3	30	28	38	—	96	533	—	—	533	563	66	10	160	6	25	—	5	56	22	—	104	5,142	440,752 18
Id. 2e id.	—	13	3	—	—	—	—	13	3	31	60	44	—	135	525	—	—	525	556	104	20	200	4	20	—	6	75	55	—	135	1,131	55,402 05
Aerschot.	—	1	—	—	—	—	—	1	—	14	33	9	6	62	112	—	—	112	126	48	8	75	—	14	—	1	1	18	—	37	1,019	58,821 47
Diest	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	45	8	2	53	423	—	—	423	423	53	4	81	3	10	—	2	—	12	14	61		
Glabbeek	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	11	—	—	15	101	—	—	101	105	11	5	60	1	5	—	2	—	15	—	52	424	17,210 40
Haecht	4	1	—	—	—	—	4	1	—	2	10	4	—	25	256	—	—	256	258	23	7	65	—	29	—	—	2	21	—	45	609	24,016 91
Léau	—	3	—	—	—	—	—	3	—	4	10	4	—	27	164	2	—	166	168	25	5	29	—	11	—	2	2	10	—	26	420	16,251 76
Tirlemont	3	8	1	—	—	—	3	8	1	42	55	51	2	108	520	1	—	530	571	67	12	118	5	16	—	4	66	16	—	76	1,913	158,454 18
TOTAUX. . .	7	39	7	—	—	—	7	39	7	127	246	138	10	521	2,643	3	—	2,646	2,770	397	69	788	17	139	—	20	202	142	14	534	10,658	758,882 32
Nivelles	1	7	2	—	—	—	1	7	2	63	88	40	1	192	861	—	—	861	924	129	14	200	11	49	—	6	—	46	2	161	2,743	199,205 61
Genappe.	1	6	—	5	13	1	6	21	1	19	28	3	—	50	395	—	—	395	414	31	14	56	2	25	—	—	5	16	—	42	1,709	165,105 67
Jodoigne.	—	6	—	—	—	—	—	6	—	22	35	18	—	75	394	—	—	394	416	53	20	88	2	21	—	7	5	27	—	78	2,069	149,145 71
Perwez	—	3	—	1	3	13	1	8	13	14	45	30	2	89	309	—	—	309	323	75	11	59	3	30	—	6	2	26	—	65	1,131	64,561 67
Wavre	—	12	3	—	—	—	—	12	3	41	152	58	2	233	1,674	—	—	1,674	1,715	192	61	124	5	76	—	4	71	51	—	120	2,458	152,440 42
TOTAUX. . .	2	34	5	6	20	14	8	54	19	159	326	149	5	639	3,633	—	—	3,633	3,792	480	120	527	23	201	—	23	81	146	2	475	10,105	710,352 08
Anvers, 1er canton	5	42	6	—	—	—	3	42	6	124	224	215	6	567	2,000	—	—	2,000	2,133	443	145	556	21	54	—	11	80	52	—	203		
Id. 2e id.	—	59	17	—	—	—	—	59	17	304	253	315	4	876	1,705	14	—	1,719	2,009	586	97	228	21	55	—	12	46	18	—	145	12,057	2,655,789 40
Id. 3e id.	1	64	4	—	—	—	1	64	4	138	288	241	4	671	2,150	7	—	2,166	2,297	540	118	218	11	23	—	20	88	17	—	240		
Boom	—	4	—	—	—	—	—	4	—	14	29	10	2	55	428	—	—	428	442	41	5	97	5	7	—	5	6	8	—	96	727	76,401 15
Borgerhout.	—	35	—	3	—	—	3	35	—	89	225	111	9	434	2,873	—	—	2,873	2,962	345	40	277	6	55	—	10	82	17	—	160	1,632	220,555 41
Brecht.	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	5	1	—	12	21	2	—	23	27	8	5	51	1	10	—	—	—	9	46	55	839	77,038 25
Contich	—	4	—	—	—	—	—	4	—	5	52	12	—	69	70	1	—	71	75	65	10	81	2	15	—	3	1	10	3	41	738	62,005 37
Eeckeren.	—	7	—	—	—	—	—	7	—	8	24	9	1	42	158	—	—	158	166	34	15	81	—	19	—	2	1	11	—	16	1,021	118,231 71
Santhoven	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	12	2	—	14	68	—	—	68	68	14	1	46	—	14	—	7	—	11	48	52	851	91,460 41
TOTAUX. . .	4	217	27	3	—	—	7	217	27	688	1,114	912	26	2,740	9,491	24	—	9,515	10,179	2,076	429	1,465	65	201	—	70	304	133	99	1,064	17,865	3,301,592 74

XLIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	1	2	—	—	—	—	1	2	—	25	74	18	1	118
Id. 2e id.	—	8	4	—	—	—	—	8	4	90	85	71	2	246
Duffel	—	4	—	—	—	—	—	4	—	11	21	6	—	41
Heyst-op-den-Berg	—	2	—	—	—	—	—	2	—	12	16	2	—	30
Lierre	—	2	—	—	—	—	—	2	—	13	20	—	—	33
Puers	—	1	—	—	—	—	—	1	—	6	17	2	—	25
TOTAUX	1	19	4	—	—	—	1	19	4	157	234	99	3	493
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	12	7	—	51
Arendonck	—	1	—	—	—	—	—	1	—	8	13	—	—	21
Herenthals	—	—	—	5	7	1	5	7	1	2	15	3	1	19
Hoogstraeten	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	5	—	—	6
Moll	4	1	—	—	—	—	4	1	—	31	22	7	1	63
Westerloo	—	1	—	—	—	—	—	1	—	4	24	2	2	32
TOTAUX	4	4	—	5	7	1	9	11	1	78	89	19	4	190
Mons	—	31	4	—	—	—	—	34	4	94	200	274	1	569
Boussu	—	6	2	—	—	—	—	6	2	92	222	240	—	554
Chièvres	1	6	—	—	—	—	1	6	—	19	28	5	5	83
Dour	—	3	4	—	—	—	—	3	4	70	69	86	1	226
Enghien	1	3	—	—	—	—	1	3	—	18	19	2	1	40
La Louvière	—	8	1	—	—	—	—	8	1	40	212	92	2	346
Lens	1	2	—	18	7	3	19	9	3	10	33	25	1	69
Pâturages	—	0	2	—	—	—	—	9	2	17	38	49	—	104
Roeulx	—	3	—	—	—	—	—	3	—	24	18	21	—	93
Soignies	1	8	1	—	—	—	1	8	1	38	44	47	1	130
TOTAUX	4	86	14	18	7	3	22	93	17	422	913	839	10	2,184
Charleroi, 1er canton	—	11	—	—	—	—	—	11	—	93	199	166	1	459
Id. 2e id.	—	8	3	—	—	—	—	8	3	40	151	115	1	310
Beaumont	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	17	9	1	39
Binche	1	15	2	—	—	—	1	13	2	46	198	183	3	410
Châtelet	1	13	—	—	—	—	1	15	—	10	277	263	3	588
Chimay	—	1	—	—	—	—	—	1	—	17	24	9	—	50
Fontaine-l'Évêque	—	13	2	76	50	21	76	63	23	98	306	325	3	732
Gosselies	2	8	—	—	16	2	2	24	2	22	180	104	4	310
Jumet	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	231	166	1	398
Merbes-le-Château	—	4	—	—	—	—	—	4	—	9	21	15	—	45
Seneffe	—	3	—	—	—	—	—	3	—	16	75	67	—	158
Thuin	—	6	4	—	—	—	—	6	4	11	53	11	—	55
TOTAUX	4	86	11	76	66	23	80	152	34	404	1,715	1,418	17	3,554

CONTENTIEUSE. — TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
90	—	—	90	115	93	20	173	3	12	—	1	32	15	—	74	3,248	405,833 44
698	—	—	698	788	156	12	157	—	45	—	8	45	38	—	140		
155	—	—	155	166	30	—	69	—	9	—	2	45	12	—	60	264	20,003 49
19	—	—	19	31	18	10	65	3	12	—	4	18	11	—	48	1,013	78,247 24
366	—	—	366	379	20	4	76	1	12	—	3	31	7	—	61	709	92,822 75
38	—	—	38	44	19	14	65	1	14	—	1	—	10	—	30	1,017	54,068 86
1,366	—	—	1,366	1,523	336	60	605	8	102	—	19	171	91	—	442	6,291	648,977 78
192	—	—	192	224	19	3	67	—	10	—	12	2	8	—	42	865	90,624 15
132	1	—	133	140	14	7	44	—	14	—	—	44	8	—	71	418	23,678 74
71	—	—	71	73	17	2	50	—	15	—	—	—	25	—	40	1,086	55,945 87
37	—	—	37	38	5	1	37	—	9	—	—	—	9	—	18	429	23,521 60
192	—	—	192	223	30	7	90	—	36	—	—	70	27	41	140	1,448	62,180 02
23	—	—	23	27	28	7	55	1	10	—	2	—	16	27	47	890	45,554 71
647	1	—	648	725	113	27	352	1	92	—	14	125	91	68	358	5,136	303,303 18
2,245	—	—	2,245	2,339	475	61	221	12	75	—	3	71	18	—	147	3,209	336,165 50
1,334	—	—	1,334	1,426	462	41	188	15	48	—	2	67	26	—	224	2,030	84,784 85
224	2	—	226	243	36	21	57	—	12	—	2	2	14	—	59	933	39,926 47
1,804	—	—	1,804	1,874	156	22	151	11	33	—	—	—	14	—	425	1,343	63,477 45
222	1	—	223	240	23	6	30	3	12	—	2	—	8	—	27	1,153	85,914 70
1,571	—	—	1,571	1,611	306	52	94	3	36	—	2	31	17	—	120	1,884	148,175 94
218	—	—	218	228	59	21	82	2	11	—	—	—	7	—	67	1,196	74,431 97
531	—	—	531	548	87	20	126	4	25	—	3	7	9	—	133	1,883	92,680 95
185	—	—	185	209	69	15	111	8	17	—	1	3	10	—	119	603	52,835 62
444	24	—	468	482	116	21	89	3	25	—	—	10	14	—	65	1,573	124,049 51
8,778	27	—	8,805	9,200	1,789	261	1,149	59	294	—	15	216	146	—	1,370	15,807	1,102,491 01
1,261	—	—	1,261	1,354	366	67	256	2	45	—	8	25	38	—	162	4,243	400,914 28
1,371	—	—	1,371	1,411	270	30	137	4	68	—	7	76	18	—	106		
159	—	—	159	171	27	5	55	4	9	—	3	—	7	—	23	1,074	59,931 21
791	—	—	791	837	364	49	135	3	59	—	1	4	26	—	129	1,825	135,452 25
5,729	5	—	5,729	5,764	553	102	152	27	29	—	2	—	19	—	72	1,783	91,475 26
205	2	—	205	220	35	22	45	2	7	—	1	—	8	—	27	1,165	129,095 01
855	2	—	855	951	636	117	205	8	102	—	3	16	24	—	227	2,029	170,225 70
841	—	—	841	863	288	76	125	3	41	—	18	2	20	—	138	1,858	101,859 60
1,163	—	—	1,163	1,163	398	29	71	1	19	1	3	—	10	—	64	1,985	151,772 06
207	—	—	207	216	36	12	52	3	14	—	1	—	9	—	54	803	46,724 81
—	—	—	—	16	142	18	125	4	25	—	2	3	17	—	114	1,943	117,576 40
210	—	—	210	221	44	20	80	3	22	—	4	—	14	—	60	1,194	90,415 15
12,783	9	—	12,792	13,187	3,159	556	1,496	66	416	1	53	126	210	—	1,148	19,902	1,496,419 83

XLIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tournai	—	6	—	—	—	—	—	6	—	14	41	17	2	77	170	—	—	170	184	63	15	131	8	19	—	9	4	19	—	70	3,114	302,295 36
Antoing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	18	8	—	30	308	1	—	309	312	27	11	104	8	14	—	1	4	16	—	53	953	54,032 12
Ath	—	7	2	—	—	—	—	7	2	18	42	7	1	68	301	—	—	304	322	50	17	56	4	16	—	4	20	11	—	73	936	71,635 33
Celles	—	4	—	—	—	—	—	4	—	1	23	1	—	25	16	—	—	16	17	24	8	41	3	5	—	1	3	3	5	32	547	28,501 03
Flobecq	—	—	—	21	8	4	21	8	4	17	9	2	—	28	237	—	—	237	254	11	8	42	—	5	—	—	34	11	—	42	855	56,393 45
Frasnes	—	3	—	—	—	—	—	3	—	5	7	2	—	12	37	—	—	37	40	9	4	30	5	5	—	7	2	0	—	34	620	45,890 00
Lessines	—	1	—	45	21	25	43	25	23	14	38	15	—	67	216	1	—	217	230	54	27	77	10	15	—	5	2	10	—	60	1,510	171,882 73
Leuze	—	2	—	—	—	—	—	2	—	9	15	6	1	29	190	1	—	191	199	21	6	80	9	16	1	—	—	5	15	41	1,001	79,628 40
Péruwelz	—	3	—	—	—	—	—	3	—	15	25	8	—	44	266	—	—	266	279	31	15	74	10	24	—	6	6	10	—	47	1,081	80,705 02
Quevaucamps	3	1	—	15	11	1	18	12	1	10	27	7	—	44	281	—	—	284	294	34	24	75	13	3	—	—	2	8	1	61	716	63,340 94
Templeuve	—	2	—	—	—	2	—	2	2	7	14	5	—	26	170	6	—	182	183	25	—	41	5	6	—	1	33	11	—	28	773	49,025 90
TOTAUX	3	29	2	79	43	30	82	72	32	110	258	78	4	450	2,204	9	—	2,213	2,314	349	135	757	77	128	1	34	119	113	21	541	12,908	1,011,604 28
Gand, 1er canton	3	44	1	33	13	3	36	59	6	43	67	64	3	177	363	2	—	365	406	136	17	171	14	20	1	8	107	12	—	110		
Id. 2e id.	—	52	8	18	49	—	18	101	8	63	66	41	—	170	401	4	—	405	464	111	13	136	21	44	—	7	104	23	—	69	5,553	1,042,002 10
Id. 3e id.	2	8	1	9	19	7	11	27	8	20	51	16	1	71	249	—	—	249	269	51	9	170	4	9	—	8	45	10	—	138		
Assenede	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	16	6	—	29	67	—	—	67	74	22	2	47	2	7	—	2	—	14	—	37	628	38,985 60
Caprycke	2	1	—	14	8	7	16	9	7	2	20	—	—	22	183	—	—	183	185	20	4	49	1	4	—	4	—	4	—	27	416	28,608 01
Cruyshautem	1	—	—	—	—	—	1	—	—	3	15	7	—	27	183	—	—	183	188	22	8	49	2	2	—	3	1	0	—	33	279	22,040 29
Deynze	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	16	8	1	26	32	—	—	32	33	25	0	63	3	8	—	2	3	6	—	41	570	35,136 72
Eecloo	—	3	—	—	—	—	—	3	—	12	7	2	1	22	184	—	—	184	196	10	5	73	6	4	—	11	2	5	—	63	811	41,771 59
Evergem	—	7	—	—	—	—	—	7	—	9	17	11	—	37	143	—	—	143	152	28	4	93	3	10	—	—	28	12	—	67	575	77,567 95
Ledeberg	—	11	1	—	—	—	—	11	1	12	24	21	2	59	451	—	—	451	463	47	13	111	5	3	—	3	8	14	—	68	425	60,598 99
Loochristy	1	2	—	1	—	—	2	2	—	15	7	3	—	25	57	—	—	57	70	12	3	61	3	10	—	3	32	12	—	39	584	31,986 26
Nazareth	1	1	—	4	2	—	5	3	—	6	8	—	—	14	88	—	—	88	94	8	—	39	3	1	—	—	1	0	—	28	482	34,288 25
Nevele	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	7	1	—	10	105	—	—	105	107	8	7	68	3	6	—	—	1	0	17	24	471	50,793 39
Oosterzeele	—	7	—	—	—	—	—	7	—	3	17	7	1	30	164	—	—	164	169	25	6	83	—	17	—	2	2	20	—	88	934	56,773 83
Somergem	1	2	—	—	—	—	1	2	—	11	9	1	—	21	39	—	—	39	50	10	—	60	—	3	—	—	1	0	—	42	522	45,451 08
Waerschot	1	—	—	—	—	—	1	—	—	10	1	3	—	14	46	—	—	46	56	4	—	22	—	11	—	2	1	7	—	13	283	16,808 19
TOTAUX	12	142	11	79	93	19	91	235	30	221	331	193	9	754	2,755	6	—	2,761	2,976	539	100	1,270	70	159	1	55	398	188	17	889	12,313	1,586,509 95
Audenarde	—	8	—	—	—	—	—	8	—	18	36	10	1	65	429	1	—	430	447	48	19	112	3	17	—	24	47	16	—	66	1,183	205,000 04
Grammont	—	4	—	—	—	—	—	4	—	1	37	8	—	46	221	—	—	221	222	45	16	87	3	11	—	4	3	14	—	55	1,228	70,440 68
Herzele	—	2	—	—	—	—	—	2	—	8	28	1	—	37	341	—	—	341	349	29	12	83	—	14	—	1	—	20	—	62	1,063	40,513 31
Hoorebeke-Sainte-Marie	1	6	—	14	5	8	15	11	8	—	21	—	—	21	314	—	—	314	314	21	—	43	5	9	—	—	23	11	—	50	486	26,436 24
Nederbrakel	—	5	—	—	—	—	—	3	—	5	22	7	1	35	31	—	—	31	36	30	18	37	3	7	—	1	—	8	—	26	557	39,062 41
Ninove	1	4	—	—	—	—	1	4	—	2	60	8	2	72	130	2	—	132	132	72	19	100	1	31	—	1	4	18	—	74	1,305	56,602 23
Renaix	—	7	—	—	—	—	—	7	—	18	55	12	—	83	71	—	—	71	89	65	10	67	2	4	—	6	—	8	—	48	689	80,757 47
Sotiegem	3	5	—	—	—	—	3	5	—	11	33	11	—	60	101	—	—	101	115	46	12	80	4	23	—	1	1	15	—	59	989	60,864 18
TOTAUX	5	39	—	14	5	8	19	44	8	66	292	57	4	419	1,638	3	—	1,641	1,704	356	106	609	19	119	—	38	80	110	—	440	7,440	592,557 46

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption.	émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Termonde	—	15	3	7	12	5	7	25	8	15	42	10	2	67	624	—	—	624	637	54	31	95	6	14	—	4	12	0	—	63	1,151	86,470 34
Alost	—	17	—	—	—	—	—	17	—	16	74	9	—	99	1,560	10	—	1,570	1,576	93	35	185	4	14	—	5	170	40	—	152	2,405	213,030 46
Beveren	1	3	—	—	—	—	1	3	—	11	12	2	2	27	243	1	—	244	254	17	6	70	5	10	—	3	20	22	—	40	1,100	90,833 18
Hamme	—	5	—	—	—	—	—	3	—	1	9	5	1	16	215	—	—	215	216	15	2	70	6	4	—	2	13	8	—	59	540	27,700 11
Lokeren	—	8	—	—	—	—	—	8	—	7	38	13	1	59	380	3	—	383	387	55	6	78	5	6	—	1	63	13	—	78	725	52,766 90
Saint-Gilles-Waes	3	2	—	—	—	—	3	2	—	17	20	8	—	45	161	—	—	161	178	28	5	60	5	4	—	4	4	9	—	56	849	57,021 36
Saint-Nicolas-Waes	—	4	—	—	—	—	—	4	—	7	15	8	1	31	207	—	—	207	214	24	6	140	5	5	—	—	3	6	—	92	887	104,850 93
Tamise	—	1	—	—	1	—	—	2	—	7	31	7	1	49	190	—	—	196	203	42	8	92	5	4	—	2	—	4	—	75	679	65,070 02
Wetteren	1	5	—	8	12	—	9	17	—	8	17	6	—	31	253	—	—	253	261	23	13	97	4	6	—	2	72	16	—	80	899	56,237 84
Zele	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	21	3	—	27	217	—	—	217	218	26	3	81	2	13	—	2	88	14	—	63	803	48,117 02
TOTAUX.	5	59	3	15	25	5	20	84	8	88	282	73	8	451	4,056	14	—	4,070	4,144	377	115	986	45	80	—	25	451	150	—	747	10,138	810,005 86
Bruges, 1er canton	—	20	—	—	—	—	—	20	—	15	49	25	1	88	646	—	—	646	659	75	14	150	7	11	—	14	82	13	—	85		
Id. 2e id.	1	19	1	—	—	—	1	19	1	30	42	40	2	114	827	—	—	827	857	84	5	165	7	25	—	17	14	28	—	83	5,030	730,847 30
Id. 3e id.	—	13	—	—	—	—	—	13	—	15	39	16	1	71	418	1	—	419	433	57	12	74	4	7	—	2	52	17	—	25		
Ardoye	—	5	—	—	—	—	—	5	—	8	19	6	—	33	174	—	—	174	182	25	5	52	—	8	—	3	26	12	—	22	468	20,186 21
Ghistelles	—	2	—	—	—	—	—	2	—	5	20	8	—	40	176	—	—	176	179	37	7	71	1	3	—	3	10	7	—	44	855	120,506 50
Ostende	—	12	3	—	2	—	—	14	5	52	107	76	1	236	1,045	—	—	1,045	1,097	184	76	165	4	21	—	8	103	16	—	97	1,363	299,043 48
Ruysselede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	11	1	—	17	103	—	—	103	105	15	3	38	—	3	—	2	10	4	—	15	323	25,146 65
Thielt	1	—	—	3	10	—	6	10	—	5	7	3	—	13	237	—	—	237	240	10	2	63	7	9	—	2	31	9	2	51	512	50,979 40
Thourout	2	9	—	—	—	—	2	9	—	30	18	2	—	50	444	—	—	444	474	20	7	113	1	26	—	1	—	28	—	63	1,321	141,477 64
TOTAUX.	4	80	6	5	12	—	9	92	6	156	324	177	5	662	4,070	1	—	4,071	4,226	507	131	857	31	111	—	52	358	136	2	485	9,887	1,415,189 25
Courtrai, 1er canton	1	2	—	—	—	—	1	2	—	8	7	6	1	22	138	—	—	138	146	14	3	63	1	9	—	11	—	10	—	51		
Id. 2e id.	2	16	2	—	—	—	2	16	2	40	15	13	—	66	365	—	—	365	405	28	3	105	5	11	—	5	—	5	—	74	1,788	245,635 09
Avelghem	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	9	3	—	18	250	—	—	250	256	12	8	34	1	8	—	2	1	5	—	30	427	36 188 72
Harlebeke	1	1	—	8	6	1	9	7	1	11	16	1	1	23	190	—	—	190	201	12	5	73	—	7	—	3	1	9	—	56	524	76,414 99
Iseghem	—	3	—	—	—	—	—	3	—	3	9	—	1	13	88	—	—	88	92	10	4	67	2	3	—	1	—	5	—	46	351	68,037 70
Menin	—	3	—	—	—	—	—	3	—	6	22	8	1	37	716	—	—	716	722	31	8	109	3	8	—	3	—	16	—	77	874	122,223 10
Meulebeke	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	4	—	—	4	13	—	—	13	13	4	—	57	1	7	—	2	55	3	—	91	462	59,119 47
Moorseele	—	3	—	—	—	—	—	3	—	6	7	4	—	17	104	—	—	104	110	11	1	46	2	6	—	8	—	4	—	31	345	43,490 28
Mouscron	—	16	—	4	8	—	4	24	—	5	46	15	1	63	270	—	—	270	273	60	5	97	3	10	—	3	12	8	—	68	989	81,858 90
Oostroosbeke	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	2	2	2	12	153	—	—	153	159	6	—	56	4	3	—	1	17	4	—	56	207	20,040 64
Roulers	—	9	—	—	—	—	—	9	—	11	43	16	—	75	271	—	—	271	285	61	34	103	1	5	—	8	—	9	—	71	493	78,107 21
TOTAUX.	4	58	2	12	14	1	16	72	3	103	174	66	7	350	2,559	—	—	2,559	2,662	247	71	812	23	77	—	47	84	78	—	652	6,440	811,603 22
Furnes	—	5	—	1	3	—	1	6	—	11	20	7	—	38	267	—	—	267	278	27	16	63	6	20	—	4	57	23	—	31	919	130,366 38
Dixmude	—	4	—	—	—	—	—	4	—	2	10	—	—	12	516	1	—	517	518	11	6	71	3	9	—	—	1	13	—	44	618	68,415 07
Haringhe	—	—	—	2	—	—	2	—	—	1	4	1	—	6	74	—	—	74	75	5	—	39	7	8	—	3	1	11	2	22	619	41,647 98
Nieuport	—	8	—	7	2	1	7	7	1	5	8	8	2	23	197	—	—	197	202	18	2	59	—	14	—	—	2	13	—	41	360	31,203 50
TOTAUX.	—	12	—	10	5	1	10	17	1	19	42	16	2	79	1,054	1	—	1,055	1,073	61	24	234	16	51	—	7	61	62	2	141	2,516	300,632 93

XLIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres, 1er canton	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	14	3	1	19
Id. 2e id.	—	3	—	3	3	1	3	6	1	5	8	3	—	16
Hooghlede	—	3	—	—	—	—	—	3	—	6	17	2	—	25
Messines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	18	8	2	32
Passchendaele	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	10	—	—	13
Poperinghe	—	1	—	8	—	—	8	1	—	1	5	—	1	7
Wervicq	—	2	—	1	—	—	1	2	—	—	10	—	2	12
TOTAUX	1	11	—	12	3	1	13	14	1	20	82	16	6	124
Liége, 1er canton	3	25	3	—	—	—	3	25	3	87	301	209	8	605
Id. 2e id.	—	51	2	—	—	—	—	54	2	138	503	468	3	1,224
Dalhem	2	2	1	—	—	—	2	2	1	1	44	8	1	54
Fexhe-Slins	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	90	9	—	99
Fléron	1	2	—	—	—	—	1	2	—	6	150	39	—	195
Grivegnée	1	3	—	—	—	—	1	3	—	20	97	58	2	177
Hollogne-aux-Pierres	3	8	1	—	—	—	3	8	1	22	238	58	3	321
Herstal	—	8	1	—	—	—	—	8	1	7	77	63	—	147
Louveigné	—	3	—	—	—	—	—	3	—	1	54	12	2	69
Saint-Nicolas	4	6	—	4	11	—	8	17	—	16	61	111	2	190
Seraing	—	13	—	—	—	—	—	13	—	31	206	172	2	411
Waremme	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	30	3	2	35
TOTAUX	14	131	6	4	11	—	18	142	8	349	1,943	1,300	25	3,617
Huy	1	10	—	4	—	5	54	16	5	21	51	70	4	149
Avennes	3	2	—	—	—	—	3	2	—	14	20	11	—	54
Ferrières	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	5	—	—	7
Héron	—	10	—	—	—	—	—	10	—	2	31	41	1	75
Jehay-Bodegnée	—	6	—	—	1	—	—	7	—	10	13	7	1	31
Landen	2	3	—	—	—	—	2	3	—	8	35	14	1	58
Nandrin	—	5	—	—	—	—	—	5	—	8	40	7	—	55
TOTAUX	6	44	—	4	1	5	10	45	5	65	204	150	7	426
Verviers	—	17	—	—	—	—	—	17	—	31	123	67	4	227
Aubel	2	1	—	—	—	—	2	1	—	1	14	15	—	30
Dison	—	8	—	—	—	—	—	8	—	2	22	9	2	35
Herve	—	5	—	—	—	—	—	5	—	2	9	6	—	17
Limbourg	—	10	—	3	1	2	3	11	2	12	48	19	1	80
Spa	—	14	—	—	—	—	—	14	—	7	75	26	3	111
Stavelot	1	4	—	—	—	—	1	4	—	11	23	7	2	43
TOTAUX	3	59	—	3	1	2	6	60	2	66	316	149	12	543

CANTONS.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) — de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Vente de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Ypres, 1er canton	135	—	—	153	154	18	5	55	2	6	—	2	5	12	—	28	1,703	244,578 01
Id. 2e id.	115	—	—	113	118	11	3	60	5	8	—	6	2	7	—	42		
Hooghlede	41	—	—	41	47	19	6	55	—	14	—	4	—	9	—	40	380	24,263 01
Messines	91	—	—	91	95	28	5	56	1	6	—	3	—	7	—	23	487	38,674 93
Passchendaele	53	—	—	53	56	10	1	10	—	8	—	5	1	11	—	33	431	24,551 17
Poperinghe	150	—	—	150	151	6	—	43	—	4	—	7	1	4	—	16	415	24,232 65
Wervicq	251	—	—	251	251	12	4	67	1	10	—	8	41	8	—	40	492	33,842 20
TOTAUX	852	—	—	852	872	104	22	393	9	56	—	35	50	58	—	228	3,918	392,197 87
Liége, 1er canton	977	5	—	982	1,064	613	58	239	20	23	1	14	4	13	—	157	7,873	1,480,543 03
Id. 2e id.	1,396	23	—	1,419	1,554	1,089	65	289	41	66	1	2	4	18	2	126		
Dalhem	167	—	—	167	168	53	18	98	14	11	—	5	22	6	—	33	927	63,161 38
Fexhe-Slins	348	—	—	348	348	99	25	85	3	15	—	8	20	7	—	92	1,364	75,712 32
Fléron	1,066	—	—	1,066	1,072	189	21	148	5	18	1	2	—	15	—	101	1,280	91,401 03
Grivegnée	974	2	—	976	994	159	18	94	7	23	—	6	104	7	—	160	428	48,006 02
Hollogne-aux-Pierres	2,497	—	—	2,497	2,519	299	76	211	2	40	1	4	5	15	—	100	1,197	86,763 76
Herstal	1,163	—	—	1,163	1,170	140	20	61	2	12	—	10	30	2	—	55	1,201	114,253 51
Louveigné	544	5	—	549	545	73	26	45	3	5	—	4	20	12	—	46	601	27,990 28
Saint-Nicolas	1,379	—	—	1,379	1,395	174	13	110	4	9	—	2	—	7	—	125	880	78,848 81
Seraing	2,370	1	—	2,377	2,407	381	22	209	4	47	—	6	9	25	—	228	2,468	208,087 85
Waremme	395	—	—	395	395	35	8	51	3	8	—	2	—	5	—	74	780	90,805 45
TOTAUX	13,282	36	—	13,318	13,631	3,304	370	1,639	108	275	4	65	233	132	2	1,394	18,999	2,384,845 92
Huy	649	2	—	651	670	127	37	120	1	32	—	3	1	20	6	84	2,060	119,868 72
Avennes	675	—	—	675	689	40	6	65	3	27	—	4	1	11	—	46	1,303	70,031 31
Ferrières	58	—	—	58	60	5	2	21	—	2	—	—	2	—	—	18	379	12,893 05
Héron	11	—	—	11	13	73	10	43	5	12	—	—	6	6	—	31	629	20,848 78
Jehay-Bodegnée	127	1	—	128	137	22	2	61	—	13	—	—	2	9	—	34	919	47,092 99
Landen	120	—	—	120	128	50	7	65	—	28	2	1	1	31	—	41	1,166	75,203 56
Nandrin	214	—	—	214	222	47	12	59	1	22	—	3	—	7	—	45	763	42,020 80
TOTAUX	1,854	3	—	1,857	1,919	364	76	442	10	136	2	11	13	84	6	317	7,159	394,050 10
Verviers	2,137	—	—	2,137	2,168	196	17	148	13	32	—	34	—	12	—	100	3,351	325,278 07
Aubel	58	1	—	59	59	30	12	37	2	5	—	2	2	7	—	17	632	67,701 46
Dison	217	2	—	219	219	35	8	65	1	8	—	3	15	3	—	41	518	50,118 67
Herve	316	—	—	316	318	15	3	23	—	9	—	8	—	3	—	10	513	35,787 02
Limbourg	233	—	—	233	245	68	22	47	3	18	—	7	14	14	—	26	669	65,776 76
Spa	489	—	—	489	496	104	38	97	5	28	—	6	9	12	—	104	867	84,965 42
Stavelot	44	—	—	44	55	32	12	40	2	5	—	—	14	7	—	18	692	55,677 48
TOTAUX	3,494	3	—	3,437	3,560	480	112	455	26	105	—	62	52	60	—	316	7,242	663,302 88

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) de la compétence du Juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tongres	2	5	—	—	—	—	2	5	—	21	9	5		35	559	—	—	530	551	13	4	78	2	51	—	—	94	17	—	48	1,256	56,852 70
Bilsen	2	5	2	5	—	—	5	5	2	25	6	5	1	35	59	—	—	59	84	10	4	58	1	19	—	—	—	10	—	37	936	58,551 06
Brée	—	4	—	—	—	—	—	4	—	5	11	5	—	19	198	—	—	198	203	14	1	51	—	9	—	—	—	11	—	24	394	15,510 94
Looz	5	5	—	—	—	1	3	5	1	25	11	2	—	36	230	—	—	230	253	13	1	62	1	45	—	2	—	58	—	48	1,306	66,426 20
Maeseyck	—	5	—	—	—	—	—	3	—	6	21	2	—	29	115	—	—	115	121	23	5	48	—	15	—	—	1	12	—	41	721	50,828 74
Mechelen	—	6	—	—	—	—	—	6	—	11	25	7	—	46	451	—	—	451	465	32	5	45	—	17	—	—	1	8	—	52	813	22,031 70
Sichen-Sussen-Bolré	—	2	—	2	—	—	2	2	—	2	10	1	—	13	203	—	—	203	205	11	5	52	—	11	1	1	20	5	—	25	481	10,262 75
TOTAUX	7	28	2	5	—	1	12	28	3	96	92	23	1	212	1,786	—	—	1,786	1,882	116	23	355	4	145	1	3	116	101	—	253	5,907	253,403 25
Hasselt	—	5	—	—	—	—	—	3	—	30	19	16	—	65	476	1	—	477	506	36	20	91	1	20	—	1	7	9	—	61	1,182	107,908 12
Achel	1	—	—	—	—	—	1	—	—	7	—	1	—	8	29	—	—	29	36	1	—	51	2	10	—	—	—	10	—	22	474	15,577 90
Beeringen	—	1	—	18	1	18	18	2	18	12	37	16	1	66	467	—	—	467	479	54	5	76	—	15	—	—	—	9	—	45	686	24,635 94
Herck-la-Ville	—	5	—	—	—	—	—	5	—	9	20	4	2	35	148	1	—	149	157	27	25	59	—	24	—	—	1	4	—	42	787	56,812 84
Peer	—	—	—	6	—	6	6	—	6	8	4	1	—	13	75	1	—	76	83	6	5	56	—	15	—	—	19	11	—	62	588	21,544 21
Saint-Trond	—	11	2	—	—	—	—	11	2	12	87	12	—	111	561	4	—	565	573	103	25	125	2	28	—	5	—	14	—	87	1,105	101,280 15
TOTAUX	1	20	2	24	1	24	25	21	26	78	167	50	3	298	1,756	7	—	1,763	1,834	227	76	438	5	110	—	6	27	57	—	320	4,822	307,809 14
Arlon	—	5	—	—	—	—	—	5	—	20	89	14	1	124	351	—	—	351	371	104	24	51	1	22	—	—	—	8	—	21	1,373	97,500 55
Etalle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	34	4	1	44	138	1	—	139	143	40	55	45	4	9	—	—	31	6	—	25	792	51,050 08
Fauvillers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	2	1	11	69	—	—	69	72	8	10	20	1	1	—	—	—	1	8	19	308	9,555 20
Florenville	1	4	1	—	—	—	1	4	1	17	60	7	1	85	189	—	—	189	206	68	25	51	—	8	—	—	5	5	—	14	452	22,551 54
Messancy	—	3	—	—	—	—	—	3	—	12	48	7	1	68	179	—	1	180	191	57	14	27	2	10	—	—	—	5	1	15	706	41,856 56
Virton	2	5	—	—	—	—	2	3	—	9	41	12	1	65	751	—	—	751	760	57	12	21	5	18	—	5	2	5	—	26	915	48,915 47
TOTAUX	3	15	1	—	—	—	3	15	1	66	280	46	6	398	1,677	1	1	1,679	1,743	334	116	196	13	68	—	3	38	26	9	118	4,546	251,388 84
Marche	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	26	20	—	47	320	—	—	320	321	46	5	22	2	12	—	1	31	5	—	10	667	59,472 55
Durbuy	—	2	—	—	1	—	—	3	—	2	6	10	—	18	109	—	—	109	111	16	5	25	1	7	—	1	1	4	—	15	547	24,575 75
Erezée	1	1	—	1	1	—	2	2	1	6	9	6	—	21	27	—	—	27	33	15	5	17	1	15	—	1	—	6	12	8	333	10,687 14
Houffalize	—	1	—	—	—	1	—	1	—	5	50	13	1	69	90	—	—	90	95	64	16	59	1	10	—	—	2	6	—	25	1,057	55,475 96
Laroche	—	1	—	—	5	—	—	4	—	8	22	6	—	36	86	—	—	86	94	28	8	55	—	16	—	1	—	8	—	27	681	25,045 10
Nassogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	3	1	10	91	—	—	91	93	8	6	20	2	5	—	2	—	—	—	14	430	15,595 50
Vielsalm	2	2	—	—	—	—	2	2	—	10	5	9	1	25	241	—	—	241	251	15	1	40	—	—	—	—	2	—	—	28	565	27,744 08
TOTAUX	4	8	—	1	5	1	5	13	1	34	122	67	3	226	964	—	—	964	998	192	44	194	7	63	—	6	36	27	12	131	4,284	194,392 06
Neufchâteau	—	7	—	—	—	—	—	7	—	20	40	24	1	85	72	1	—	73	92	66	21	50	1	25	—	2	1	2	—	31	1,118	78,088 71
Bastogne	—	1	—	—	—	—	—	4	—	22	65	10	1	96	420	—	—	429	451	74	21	52	1	6	—	3	1	3	—	16	587	50,400 58
Bouillon	—	2	—	—	—	1	—	2	1	8	20	4	—	38	26	—	—	26	34	30	40	51	5	9	—	—	8	4	4	20	637	30,701 01
Paliseul	—	5	—	—	—	—	—	5	—	6	71	20	1	98	13	—	—	13	19	92	30	42	1	12	—	3	—	2	—	24	488	20,242 35
Saint-Hubert	2	2	—	—	—	—	2	2	—	15	39	9	2	65	212	—	—	212	227	50	21	58	2	12	—	1	7	5	—	30	757	42,070 52
Sibret	—	2	—	—	—	—	—	2	—	4	5	—	—	9	72	—	—	72	76	5	—	20	—	6	—	—	—	3	—	14	367	17,250 45
Wellin	—	6	—	—	—	—	—	6	—	5	18	11	—	32	—	—	—	—	3	29	15	24	—	6	—	—	—	2	—	15	378	16,066 60
TOTAUX	2	29	—	—	—	1	2	29	1	78	262	78	5	423	824	1	—	825	902	346	146	275	8	74	—	9	17	21	4	153	4,332	235,908 47

XLIX (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES. — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement. — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton	—	25	1	—	—	8	—	25	9	107	85	181	2	375
Id. 2e id.	—	12	2	62	37	70	62	49	72	50	86	52	1	189
Andenne	—	3	1	—	—	—	—	3	1	15	38	90	2	151
Eghezée	1	4	—	5	3	—	6	7	—	31	14	10	—	64
Fosses	3	10	2	6	—	—	9	10	2	8	203	131	—	432
Gembloux	—	12	—	—	—	—	—	12	—	22	91	60	3	176
Totaux	4	66	6	73	40	78	77	106	84	236	607	536	8	1,387
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	29	20	—	84
Beauraing	—	2	—	3	1	3	3	3	3	5	22	3	—	30
Ciney	—	3	—	1	1	—	1	6	—	25	28	20	1	74
Couvin	—	2	—	—	—	—	—	2	—	5	15	10	—	30
Florennes	1	2	—	—	—	—	1	2	—	15	19	14	—	48
Gedinne	2	3	—	—	—	—	2	3	—	20	15	8	1	44
Philippeville	—	2	—	—	—	1	—	2	1	2	14	3	—	19
Rochefort	2	6	—	—	—	—	2	6	—	—	76	18	—	94
Walcourt	3	10	—	12	9	—	15	19	—	4	34	63	—	106
Totaux	8	32	—	16	11	4	24	43	4	111	252	164	2	529

CONTENTIEUSE. — TERMINÉES. — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) de la compétence du juge de paix.	exécutant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
1,872	—	—	1,872	1,979	268	40	150	9	77	—	21	149	24	—	230	4,157	320,018 11
1,080	2	—	1,082	1,130	141	10	93	7	31	—	4	108	18	—	220		
308	—	—	308	323	136	8	80	1	21	—	4	26	8	—	97	1,176	45,516 54
523	—	—	523	557	30	11	50	4	22	1	8	2	25	—	34	1,145	49,406 03
662	—	—	662	670	424	7	125	1	—	—	8	1	—	—	138	1,841	106,100 17
730	—	—	730	752	154	55	111	5	50	—	4	22	14	—	81	1,909	115,007 44
5,175	2	—	5,177	5,411	1,153	149	615	27	201	1	49	398	89	—	815	10,228	637,738 29
352	2	—	554	587	51	13	80	6	28	—	4	21	11	—	98	1,557	184,873 78
103	—	—	193	198	25	10	44	3	17	—	3	—	5	—	37	849	37,470 61
63	—	—	63	88	49	12	30	2	24	—	4	29	8	—	40	1,497	87,635 74
150	—	—	150	155	25	9	45	2	17	—	7	2	13	—	35	1,268	48,937 80
145	—	—	145	160	33	11	40	2	10	—	3	35	12	2	52	894	48,535 80
165	—	—	165	185	24	11	36	—	10	—	—	—	4	—	20	504	10,613 31
130	2	—	132	132	19	5	21	1	15	—	10	35	5	—	47	616	33,025 48
728	0	—	737	728	103	7	37	6	10	—	16	87	32	—	35	759	49,191 16
376	—	—	376	380	102	5	36	3	15	1	4	—	10	—	20	1,041	65,444 46
2,502	13	—	2,515	2,613	431	81	405	25	164	1	53	217	100	2	388	8,985	574,766 23

RÉCAPITULATION.

XLIX (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

ARRONDISSEMENTS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	SUR CITATION: non conciliées.	SUR CITATION: rayées du rôle et restées sans suite comme.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: non conciliées.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: rayées du rôle et restées sans suite comme.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: non conciliées.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: rayées du rôle et restées sans suite comme.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite comme.	SUR CITATION: par jugement: contradictoire.	SUR CITATION: par jugement: par défaut.	SUR CITATION: par jugement: d'incompétence.	SUR CITATION: Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite comme.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: par jugement (art. 7 Code de P. C.): excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite comme.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES: Conseils de famille.	ACTES: Levées de scellés.	ACTES: Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	ACTES: d'émancipation	ACTES: de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles	29	595	51	5	5	6	32	600	60	1,545	4,112	3,725	51	9,232	15,471	57	1	13,509	14,814	7,956	900	5,189	315	360	4	118	599	400	—	2,103	43,479	7,885,035 02
Louvain	7	30	7	—	—	—	7	39	7	127	246	158	10	521	2,645	3	—	2,646	2,770	397	69	783	17	139	—	20	202	142	14	534	10,658	758,882 52
Nivelles	2	34	5	6	20	14	8	54	19	159	326	149	5	639	3,633	—	—	3,633	3,792	480	120	527	23	201	—	23	81	146	2	478	10,105	710,392 08
Anvers	4	217	27	3	—	—	7	217	27	688	1,114	912	26	2,740	9,491	24	—	9,515	10,179	2,076	420	1,465	65	201	—	70	504	155	99	1,094	17,865	3,301,592 74
Malines	1	19	4	—	—	—	1	19	4	157	254	99	3	493	1,566	—	—	1,566	1,523	336	60	605	8	102	—	19	171	91	—	442	6,291	648,077 78
Turnhout	4	4	—	3	7	1	9	11	1	78	89	19	4	190	647	1	—	648	725	113	27	332	1	92	—	14	125	91	68	338	5,136	303,303 18
Mons	4	86	14	18	7	5	22	93	17	422	915	859	10	2,184	8,778	27	—	8,805	9,200	1,789	261	1,149	59	294	—	15	216	146	—	1,570	15,807	1,102,491 01
Charleroi	4	86	11	70	66	25	80	152	34	101	1,715	1,118	17	3,554	12,783	9	—	12,792	13,187	3,159	556	1,496	66	416	1	55	120	210	—	1,148	19,902	1,496,419 85
Tournai	5	29	2	70	45	50	82	72	32	110	258	78	4	450	2,201	9	—	2,213	2,314	349	135	737	77	128	1	51	119	115	21	511	12,906	1,011,604 26
Gand	12	142	11	70	95	19	91	235	30	221	351	195	9	754	2,755	6	—	2,761	2,976	539	100	1,270	70	150	1	55	596	166	17	889	12,313	1,866,809 05
Audenarde	5	59	—	11	5	8	19	44	8	66	292	57	4	419	1,638	5	—	1,641	1,704	356	106	609	19	110	—	58	80	110	—	440	7,460	592,557 46
Termonde	5	59	5	15	25	5	20	84	8	88	282	75	8	451	4,056	14	—	4,070	4,144	377	115	986	45	80	—	25	451	150	—	747	10,138	810,005 86
Bruges	4	80	6	5	12	—	9	92	6	150	521	177	5	662	4,070	1	—	4,071	4,226	507	151	857	31	111	—	52	558	156	2	485	9,867	1,415,189 25
Courtrai	4	58	2	12	11	1	16	72	3	105	174	66	7	350	2,559	—	—	2,559	2,662	247	71	812	25	77	—	47	84	78	—	652	6,440	811,605 22
Furnes	—	12	—	10	5	1	10	17	1	10	42	16	2	79	1,054	1	—	1,055	1,073	61	21	251	10	51	—	7	61	62	2	141	2,546	300,852 95
Ypres	1	11	—	12	5	1	13	14	1	20	82	16	6	124	852	—	—	852	872	104	22	595	9	56	—	55	50	58	—	228	3,918	592,197 87
Liége	11	151	8	4	11	—	18	142	8	519	1,915	1,500	25	3,617	15,282	56	—	13,318	13,631	3,304	570	1,659	108	275	4	65	255	152	2	1,501	18,899	2,584,845 02
Huy	6	44	—	4	1	5	10	45	5	65	204	150	7	426	1,851	5	—	1,857	1,919	364	70	442	10	156	2	11	15	81	6	317	7,159	394,050 10
Verviers	3	50	—	3	1	2	6	60	2	66	316	149	12	543	3,491	5	—	3,497	3,560	480	112	455	26	103	—	62	52	60	—	510	7,242	605,502 88
Tongres	7	28	2	5	—	1	12	28	3	96	92	25	1	212	1,786	—	—	1,786	1,882	116	25	555	4	145	1	5	116	101	—	255	5,907	255,405 25
Hasselt	1	20	2	21	1	21	25	21	26	78	107	50	5	298	1,756	7	—	1,763	1,834	227	76	458	5	110	—	6	27	57	—	520	4,822	507,809 14
Arlon	3	15	1	—	—	—	3	15	1	69	280	46	6	398	1,677	1	1	1,679	1,743	334	116	196	15	68	—	5	58	20	9	118	4,546	251,588 84
Marche	1	8	—	1	5	1	5	13	1	51	122	67	5	226	964	—	—	964	998	192	41	194	7	65	—	6	56	27	12	151	4,284	104,302 06
Neufchâteau	2	20	—	—	—	1	2	29	1	78	262	78	5	423	824	1	—	825	902	346	146	275	8	74	—	9	17	21	4	153	4,332	255,008 47
Namur	4	66	6	75	10	78	77	106	84	256	607	556	8	1,387	5,175	2	—	5,177	5,411	1,153	149	615	27	201	1	49	598	89	—	815	10,228	857,758 20
Dinant	8	52	—	16	11	4	24	43	4	111	252	164	2	529	2,502	15	—	2,515	2,613	431	81	405	25	164	1	55	217	140	2	588	8,985	574,766 25
Cour d'appel de Bruxelles	58	1,109	121	190	148	77	248	1,257	201	3,488	9,057	7,577	150	20,003	55,016	110	1	55,127	58,504	16,655	2,557	10,528	651	1,955	6	560	1,945	1,472	204	8,127	142,149	17,210,270 12
Cour d'appel de Gand	51	401	22	147	157	55	178	558	57	675	1,527	598	41	2,839	10,981	25	—	17,009	17,657	2,191	569	5,161	215	655	1	259	1,480	760	21	5,582	52,682	5,888,806 54
Cour d'appel de Liége	52	452	10	150	70	110	182	502	135	1,170	4,245	2,565	72	8,059	33,314	66	1	33,381	34,493	6,947	1,195	5,014	235	1,341	9	267	1,147	697	55	4,205	76,504	6,117,606 18
TOTAUX GÉNÉRAUX	141	1,942	165	467	375	228	608	2,317	393	5,340	14,809	10,538	243	30,901	105,314	201	2	105,517	110,654	25,793	4,319	20,503	1,077	3,927	16	892	4,570	2,929	260	15,914	271,335	29,225,780 84

L. — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix.			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles, 1er canton	57	—	24	18	89	15	—	8	—	—	—	174	18	127
Id. 2e id.	—	—	19	11	61	20	—	6	—	—	—	3	52	52
Id. 3e id.	49	7	57	65	173	25	—	9	—	—	—	477	4	215
Anderlecht	14	10	22	21	108	17	1	8	—	—	—	205	9	124
Assche	3	—	6	7	21	—	3	2	—	—	—	—	1	60
Hal	2	1	3	12	37	9	4	1	—	—	—	135	2	54
Ixelles	25	5	53	107	445	49	2	14	—	—	—	491	29	134
Laeken	41	2	25	22	188	25	9	16	—	—	—	124	7	65
Lennick-Saint-Quentin	3	—	12	10	72	3	9	1	—	—	—	107	3	76
Molenbeek-Saint-Jean	20	1	14	6	55	9	—	3	—	—	—	54	7	92
Saint-Gilles	69	—	20	59	115	53	1	15	—	—	—	492	21	181
Saint-Josse-ten-Noode	89	2	57	54	167	—	—	11	—	—	—	542	7	152
Schaerbeek	45	7	25	32	114	38	—	16	—	—	—	459	44	106
Uccle	20	1	8	18	42	22	—	8	—	—	—	507	6	75
Vilvorde	11	1	7	8	56	3	—	1	—	—	—	186	1	62
Wolverthem	3	1	7	2	28	12	2	1	—	—	—	16	7	66
TOTAUX	437	38	321	416	1,769	278	31	120	—	—	—	3,532	218	1,617
Louvain, 1er canton	2	1	4	0	35	—	—	3	—	—	—	84	10	85
Id. 2e id.	3	—	3	11	31	7	—	2	—	—	—	140	10	70
Aerschot	4	—	3	2	17	2	1	3	—	—	—	12	—	96
Diest	8	1	3	6	38	—	—	4	—	—	—	40	—	71
Glabbeek	3	—	1	—	3	3	—	1	—	—	—	15	—	52
Haecht	4	—	2	4	12	2	—	2	—	—	—	—	3	53
Léau	1	1	4	—	13	4	—	2	—	—	—	3	—	70
Tirlemont	6	—	4	4	25	3	2	4	—	—	—	45	7	57
TOTAUX	35	3	33	36	196	21	3	21	—	—	—	337	30	556
Nivelles	11	—	11	3	23	—	3	9	—	—	—	171	4	52
Genappe	3	—	8	3	41	15	—	—	—	—	—	12	1	93
Jodoigne	1	—	1	3	22	0	2	2	—	—	—	34	1	30
Perwez	2	1	4	7	20	1	2	3	—	—	—	16	1	73
Wavre	21	—	23	20	103	17	3	11	—	—	—	104	4	117
TOTAUX	38	1	52	46	308	37	10	25	—	—	—	337	11	385
Anvers, 1er canton	37	1	30	48	178	30	—	11	—	—	—	551	4	108
Id. 2e id.	72	2	17	24	47	66	2	14	—	—	—	510	16	154
Id. 3e id.	21	4	15	17	73	15	15	14	—	—	—	157	8	71
Boom	3	—	2	4	18	2	1	2	—	—	—	40	—	37
Borgerhout	4	1	21	14	47	22	2	3	—	—	—	33	4	40
Brecht	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	10	—	95
Contich	—	—	0	2	17	—	1	—	—	—	—	20	—	22
Eeckeren	—	—	0	3	32	—	1	—	—	—	—	19	3	33
Santhoven	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	0	—	98
TOTAUX	139	8	106	114	412	177	52	46	—	—	—	1,364	35	662

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	20	3	15	10	67	8	1	6	—	—	—	—	—	92
Id. 2e id.	7	—	48	65	169	14	—	2	—	—	—	27	1	100
Duffel	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	52
Heyst-op-den-Berg	4	—	4	3	22	2	2	3	1	—	—	12	—	73
Lierre	2	—	2	3	21	2	1	3	—	—	—	—	12	104
Puers	2	—	4	9	36	2	—	2	—	—	—	8	—	62
TOTAUX	42	3	73	92	315	28	4	18	1	—	—	59	13	483
Turnhout	1	—	2	—	3	—	2	—	—	—	—	8	—	69
Arendonck	2	—	3	3	12	1	—	2	—	—	—	13	—	46
Herenthals	—	—	—	4	13	3	3	1	—	—	—	3	1	103
Hoogstraeten	—	—	1	—	2	—	—	1	—	—	—	2	—	10
Moll	—	—	2	—	7	—	—	2	—	—	—	18	—	54
Westerloo	—	—	1	4	8	1	—	2	—	—	—	18	—	56
TOTAUX	3	—	9	11	45	7	5	8	—	—	—	64	1	340
Mons	3	—	3	12	38	1	3	—	—	—	—	966	47	196
Boussu	33	—	9	14	68	4	7	3	—	—	—	185	3	52
Chièvres	2	—	9	4	32	3	2	3	1	—	—	40	2	151
Dour	16	13	4	8	36	3	32	3	—	—	—	61	3	115
Enghien	2	—	4	8	20	3	4	2	—	—	—	17	—	50
La Louvière	3	—	8	6	26	10	9	8	—	—	—	116	2	116
Lens	9	—	22	2	67	3	3	10	—	—	—	21	4	70
Pâturages	—	—	4	14	38	8	2	—	—	—	—	20	—	46
Rœulx	—	—	1	1	8	3	3	—	—	—	—	16	—	47
Soignies	9	—	3	3	22	3	3	—	—	—	—	33	3	81
TOTAUX	119	15	67	72	355	49	90	31	1	—	—	1,504	64	901
Charleroi, 1er canton	9	—	17	26	188	27	4	16	—	—	—	96	4	55
Id. 2e id.	10	—	9	20	68	11	—	15	—	—	—	92	3	61
Beaumont	—	—	4	—	19	1	—	3	—	—	—	9	9	74
Binche	6	—	9	31	93	19	6	7	—	—	—	81	1	52
Châtelet	7	—	37	61	307	9	8	17	—	—	—	309	11	86
Chimay	6	—	15	4	58	4	3	10	—	—	—	14	—	51
Fontaine-l'Evêque	8	—	22	37	187	12	15	21	—	—	—	242	6	52
Gosselies	6	—	23	17	91	—	13	3	—	—	—	98	2	51
Jumet	7	—	31	22	96	21	17	18	—	—	—	30	2	30
Merbes-le-Château	2	—	—	2	4	1	—	1	—	—	—	3	—	48
Seneffe	3	—	8	—	13	2	1	—	—	—	—	1	—	76
Thuin	2	—	10	8	31	1	4	—	—	—	—	62	—	26
TOTAUX	69	—	185	248	1,177	101	71	113	—	—	—	1,059	40	640

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	5	—	5	4	18	—	—	—	—	—	—	142	—	71
Antoing	—	—	8	—	30	—	6	—	—		—	—	—	48
Ath	11	—	10	1	35	—	4	4	—	—	—	52	5	99
Celles	2	—	5	1	10	—	—	—	—	—	—	5	—	58
Flobecq	8	—	6	2	34	—	4	—	—	—	—	54	25	56
Frasnes	—	—	4	—	17	—	—	—	—	—	—	4	—	18
Lessines	19	2	10	20	102	11	7	6	2	—	—	24	5	81
Leuze	1	—	2	—	12	—	2	1	—	—	—	5	—	51
Péruwelz	4	—	4	—	18	6	6	1	—	—	—	1	—	61
Quévaucamps	1	—	2	5	19	—	—	5	—	—	—	21	—	62
Templeuve	—	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—	4	5	56
TOTAUX	51	2	56	33	307	17	29	15	2	—	—	268	34	644
Gand, 1er canton	9	5	8	4	20	2	2	5	—	—	—	75	17	104
Id. 2e id.	31	15	6	12	42	8	2	6	—	—	—	316	8	104
Id. 3e id.	9	5	7	5	25	4	1	2	—	—	—	31	4	104
Assenede	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	60
Caprycke	—	—	—	1	1	2	—	1	—	—	—	4	18	53
Cruyshautem	5	—	2	4	11	—	1	2	—	—	—	25	—	158
Deynze	5	—	5	4	27	1	—	—	—	—	—	9	4	42
Eecloo	1	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	7	5	52
Evergem	5	—	2	—	5	—	1	—	—	—	—	58	—	111
Ledeberg	5	2	6	—	15	2	—	—	—	—	—	35	4	52
Loochristy	1	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	15	—	56
Nazareth	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	11	1	102
Nevele	2	—	2	—	6	1	2	—	—	—	—	15	—	58
Oosterzeele	6	1	2	2	11	—	—	2	—	—	—	16	—	80
Somergem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75
Waerschot	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	17
TOTAUX	74	26	38	41	181	20	9	19	—	—	—	645	62	1,160
Audenarde	5	2	—	16	59	1	1	8	—	—	—	—	—	58
Grammont	1	1	6	7	31	1	2	2	—	—	—	20	28	52
Herzele	2	1	2	2	7	5	5	1	—	—	—	8	—	122
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	101
Nederbrakel	1	1	9	14	51	—	7	2	—	—	—	61	—	106
Ninove	2	—	20	10	62	22	19	6	—	—	—	66	1	148
Renaix	—	—	—	6	17	—	2	—	—	—	—	76	—	58
Sottegem	2	—	—	8	21	5	4	2	—	—	—	49	12	91
TOTAUX	11	5	37	63	231	35	38	21	—	—	—	294	43	739

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	18	1	12	6	51	15	6	8	—	—	—	49	3	140
Alost	11	1	6	14	57	—	—	1	—	—	—	68	11	47
Beveren	4	—	—	4	7	—	2	2	—	—	—	98	—	147
Hamme	4	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	75
Lokeren	11	1	4	6	20	—	1	4	—	—	—	55	1	160
Saint-Gilles-Waes	—	1	5	6	16	—	6	1	—	—	—	24	5	82
Saint-Nicolas-Waes	2	—	—	—	—	5	1	1	—	—	—	61	—	146
Tamise	6	—	2	—	9	1	1	—	—	—	—	18	1	100
Wetteren	5	—	4	8	42	3	1	2	—	—	—	100	6	57
Zele	—	—	—	3	8	—	—	—	—	—	—	9	—	145
TOTAUX	61	4	29	47	170	22	18	21	—	—	—	459	27	1,097
Bruges, 1er canton	15	4	5	15	50	10	2	—	—	—	—	70	—	120
Id. 2e id.	—	—	2	4	15	—	—	1	—	—	—	55	4	95
Id. 3e id.	2	—	6	9	28	—	3	2	—	—	—	52	—	121
Ardoye	3	—	—	2	0	1	—	2	—	—	—	37	—	104
Ghistelles	—	—	2	—	3	—	2	—	—	—	—	27	—	68
Ostende	11	2	26	24	98	10	1	7	—	—	—	—	—	151
Ruysselede	—	—	2	2	15	3	—	—	—	—	—	8	—	100
Thielt	2	—	—	1	1	1	—	2	—	—	—	24	—	99
Thourout	3	1	6	4	21	—	2	3	—	—	—	27	21	152
TOTAUX	34	7	47	61	240	25	10	17	—	—	—	300	25	988
Courtrai, 1er canton	3	—	—	3	7	—	—	1	—	—	—	20	1	104
Id. 2e id.	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	203	32	95
Avelghem	2	—	2	12	25	—	—	3	—	—	—	58	1	30
Harlebeke	3	—	4	2	10	—	—	—	—	—	—	18	—	71
Iseghem	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	16	—	118
Menin	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	47	—	156
Meulebeke	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	20
Moorseele	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	—	89
Mouscron	2	—	4	1	12	2	—	1	—	—	—	7	4	107
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	52
Roulers	12	—	18	11	69	—	1	4	—	—	—	89	1	67
TOTAUX	23	1	28	34	130	3	4	9	—	—	—	484	39	978
Furnes	3	—	10	1	41	4	—	3	1	—	—	21	—	105
Dixmude	1	—	2	—	8	—	3	1	—	—	—	50	—	109
Haringhe	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	64
Nieuport	1	—	2	—	3	—	—	2	—	—	—	6	—	81
TOTAUX	7	—	14	5	60	4	5	6	1	—	—	57	—	359

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres, 1er canton	—	—	1	—	1	—	—	4	—	—	—	57	2	71
Id. 2e id.	—	—	3	2	15	1	1	2	—	—	—	30	3	98
Hooglede	1	—	3	3	16	—	—	—	—	—	—	25	—	104
Messines	2	—	—	4	8	1	2	—	—	—	—	6	—	75
Passchendaele	1	—	—	2	6	—	1	3	—	—	—	35	—	59
Poperinghe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	67
Werviecq	6	—	—	1	2	—	—	4	—	—	—	4	30	95
Totaux.	10		7	14	46	2	4	13	—	—	—	143	37	569
Liége, 1er canton	31	—	12	27	82	20	4	10	—	—	—	321	4	89
Id. 2e id.	25	—	14	13	110	27	6	5	—	—	—	201	8	85
Dalhem	3	—	4	1	14	3	15	1	—	—	—	9	2	33
Fexhe-Slins	6	—	9	4	38	2	9	6	—	—	—	68	—	87
Fléron	15	—	11	6	23	—	9	4	—	—	—	14	—	72
Grivegnée	13	2	8	1	28	3	7	6	—	—	—	261	1	79
Herstal	3	—	10	4	33	3	2	4	—	—	—	314	7	72
Hollogne-aux-Pierres	20	—	12	18	104	2	17	9	—	—	—	74	3	97
Louveigné	4	—	7	6	33	3	8	3	—	—	—	36	—	87
Saint-Nicolas	13	—	1	7	23	1	2	2	—	—	—	96	4	66
Seraing	12	—	10	21	76	12	7	7	—	—	—	208	3	138
Warzemme	2	—	6	3	31	1	4	1	—	—	—	78	—	52
Totaux.	147	2	104	113	630	80	88	58	—	—	—	1,976	36	997
Huy	6	—	7	11	48	7	3	6	—	—	—	38	2	83
Avennes	1	—	7	4	32	—	4	3	—	—	—	41	1	60
Ferrières	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	20
Héron	4	—	1	2	10	3	—	2	—	—	—	49	1	52
Jehay-Bodegnée	2	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	20	1	46
Landen	1	—	4	10	24	—	3	2	—	—	—	57	3	43
Nandrin	1	—	3	—	15	22	1	1	—	—	—	40	—	30
Totaux.	15	—	22	27	127	35	14	15	—	—	—	255	8	365
Verviers	11	1	6	1	22	3	2	8	—	—	—	266	—	178
Aubel	4	—	—	1	1	—	2	1	—	—	—	14	—	62
Dison	3	—	10	2	44	1	1	—	—	—	—	21	3	59
Herve	1	1	1	1	12	—	—	—	—	—	—	23	—	52
Limbourg	3	—	9	7	43	2	2	2	—	—	—	66	—	71
Spa	3	—	3	27	80	13	1	2	—	—	—	150	—	115
Stavelot	3	3	7	6	19	8	4	6	—	—	—	16	—	70
Totaux.	34	5	38	45	223	31	12	19	—	—	—	558	3	607

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	2	—	1	—	5	1	—	—	—	—	—	10	—	138
Bilsen	—	—	2	—	2	—	—	1	—	—	—	11	—	104
Brée	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	50
Looz	3	—	2	—	13	—	—	—	—	—	—	8	1	108
Maeseyck	—	—	6	—	13	—	—	2	—	—	—	10	—	60
Mechelen	6	—	4	—	44	—	1	3	—	—	—	18	—	53
Sichen-Sussen-Bolré	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	13	—	90
Totaux.	11	—	16	2	78	1	1	8	—	—	—	70	1	623
Hasselt	3	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	34	1	63
Achel	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	93
Beeringen	2	1	1	—	2	—	—	2	—	—	—	18	—	48
Herck-la-Ville	3	6	4	11	37	1	—	4	—	—	—	20	—	91
Peer	3	—	—	2	6	1	—	7	—	—	—	13	1	73
Saint-Trond	13	2	9	22	57	10	10	12	—	—	—	94	6	80
Totaux.	27	9	16	35	105	12	10	25	—	—	—	185	8	425
Arlon	—	—	18	33	173	24	14	3	—	—	—	246	9	62
Etalle	3	—	14	6	77	19	5	3	—	—	—	141	—	41
Fauvillers	—	—	—	1	1	4	2	1	—	—	—	33	—	26
Florenville	—	—	15	9	31	12	7	3	—	—	—	48	—	23
Messancy	3	—	20	16	48	14	6	12	—	—	—	41	21	47
Virton	6	—	11	16	77	6	2	2	—	—	—	31	3	96
Totaux.	12	—	78	81	427	79	36	24	—	—	—	540	36	297
Marche	1	—	4	4	20	6	3	1	—	—	—	27	2	50
Durbuy	1	—	1	—	3	6	1	—	—	—	—	—	1	48
Erezée	—	—	—	2	5	2	1	—	—	—	—	22	1	26
Houffalize	—	—	10	11	53	2	3	5	—	—	—	37	—	31
Laroche	1	—	6	10	46	—	3	2	—	—	—	21	—	53
Nassogne	1	—	2	2	26	—	2	1	—	—	—	6	—	66
Vielsalm	—	—	2	—	33	—	—	—	—	—	—	—	—	52
Totaux.	4	—	25	29	195	16	13	9	—	—	—	116	4	346
Neufchâteau	—	—	10	3	41	3	3	4	—	—	—	77	4	52
Bastogne	2	1	6	1	16	4	2	3	—	—	—	47	—	48
Bouillon	—	—	6	8	31	1	2	2	—	—	—	39	1	52
Paliseul	—	—	6	10	33	0	6	8	—	—	—	24	1	31
Saint-Hubert	1	—	7	8	30	6	1	3	—	—	—	41	1	66
Sibret	1	—	6	—	12	—	—	3	—	—	—	7	—	38
Wellin	—	—	1	3	15	—	—	3	1	—	—	40	6	32
Totaux.	4	1	42	37	232	23	16	26	1	—	—	284	13	319

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton	10	—	8	8	31	3	2	3	—	—	—	435	6	52
Id. 2e id.	11	—	20	22	97	14	1	8	—	—	—	225	40	60
Andenne	2	—	6	8	10	11	3	2	—	—	—	32	3	78
Eghezée	2	—	3	2	21	—	—	1	—	—	—	9	—	05
Fosses	3	—	4	8	21	—	1	3	—	—	—	39	—	40
Gembloux	12	—	34	21	171	3	14	8	—	—	—	86	3	74
TOTAUX	42	—	84	69	360	35	23	25	—	—	—	844	61	394
Dinant	—	—	2	7	13	—	—	1	—	—	—	200	—	31
Beauraing	—	—	6	11	33	0	—	2	—	—	—	21	8	30
Giney	3	—	11	2	41	14	2	1	—	—	—	49	—	02
Couvin	2	—	3	3	33	3	1	—	—	—	—	7	—	20
Florennes	—	—	2	7	32	13	1	—	—	—	—	11	1	40
Gedinne	—	—	3	2	27	—	2	1	—	—	—	77	6	20
Philippeville	1	—	1	1	6	—	—	—	—	—	—	—	1	32
Rochefort	6	—	6	7	28	21	—	8	—	—	—	8	4	01
Walcourt	1	—	—	8	18	2	1	2	—	—	—	37	2	30
TOTAUX	13	—	36	50	235	64	7	15	—	—	—	413	22	450

RÉCAPITULATION.

L (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	427	70	521	416	1,760	276	71	120				3,382	218	1,617
Louvain	33	3	33	36	193	21	3	21	—	—	—	337	30	330
Nivelles	38	1	32	46	308	37	10	25	—	—	—	337	11	385
Anvers	159	8	106	114	412	177	32	46	—	—	—	1,364	38	602
Malines	42	3	75	92	315	28	4	18	1	—	—	89	15	465
Turnhout	3	—	9	11	45	7	5	8	—	—	—	64	1	340
Mons	119	15	67	72	333	49	90	31	1	—	—	1,304	64	901
Charleroi	68	—	185	248	1,177	101	71	115	—	—	—	1,069	40	640
Tournai	31	2	56	33	307	17	20	15	2	—	—	268	34	044
Gand	74	26	58	41	181	20	9	10	—	—	—	645	02	1,160
Audenarde	11	3	37	65	231	33	38	21	—	—	—	204	45	750
Termonde	61	4	29	47	170	22	18	21	—	—	—	430	27	1,097
Bruges	34	7	47	61	240	25	10	17	—	—	—	300	25	988
Courtrai	25	1	28	34	130	3	4	9	—	—	—	484	39	078
Furnes	7	—	14	5	60	4	5	6	1	—	—	37	—	330
Ypres	10	—	7	14	46	2	4	13	—	—	—	145	37	360
Liége	147	2	101	115	630	80	88	58	—	—	—	1,076	30	997
Huy	15	—	22	27	127	33	14	15	—	—	—	233	8	303
Verviers	34	3	38	45	223	31	12	10	—	—	—	338	3	607
Tongres	11	—	16	2	78	1	1	8	—	—	—	70	1	625
Hasselt	27	0	16	33	103	12	10	23	—	—	—	183	8	423
Arlon	12	—	78	81	427	70	36	24	—	—	—	310	30	207
Marche	4	—	23	20	103	10	13	9	—	—	—	110	4	316
Neufchâteau	4	1	42	37	232	23	16	20	1	—	—	284	13	319
Namur	42	—	84	69	360	33	23	23	—	—	—	844	61	394
Dinant	13	—	36	30	233	64	7	13	—	—	—	413	22	430
Cour d'appel de Bruxelles	952	70	902	1,068	4,884	713	203	307	4	—	—	8,324	446	6,208
Cour d'appel de Gand	220	43	200	263	1,038	111	88	106	1	—	—	2,382	233	3,800
Cour d'appel de Liége	309	17	161	188	2,012	376	220	224	1	—	—	3,241	102	4,823
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,481	130	1,263	1,321	8,334	1,202	603	727	6	—	—	16,147	871	16,921

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre Ier du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

LI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	NATURE DES AFFAIRES.														NOMBRE des affaires restant à juger.
	AFFAIRES A JUGER.						AFFAIRES TERMINÉES								
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire.		Nombre total des affaires à juger.	PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrètement, transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	reinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	ordinaires.	sommaires.		sur plaidoiries	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	4,465	11	40	1,749	2,009	8,034	898	206	12	971	2,087	584	344	3,015	5,289
Louvain	252	5	—	141	99	475	162	—	—	65	227	89	—	316	159
Nivelles	275	5	—	190	114	580	145	18	—	83	246	90	—	336	244
Anvers	1,505	—	2	576	741	2,882	256	67	—	280	603	578	147	1,128	1,754
Malines	158	1	1	117	66	323	45	19	—	41	105	52	—	157	166
Turnhout	21	1	2	27	35	84	21	9	—	7	37	14	1	52	32
Mons	857	—	—	281	232	1,370	192	18	—	165	375	102	—	537	833
Charleroi	676	22	11	455	515	1,657	252	120	—	371	743	171	9	923	734
Tournai	575	6	1	156	151	667	180	—	—	75	255	119	—	374	293
Gand	200	—	2	252	221	655	217	70	—	105	390	62	—	452	203
Audenarde	65	1	—	88	75	232	56	17	—	59	112	20	9	141	91
Termonde	59	—	—	16	127	182	79	—	—	55	114	35	—	149	33
Bruges	180	—	—	180	167	533	115	50	—	95	256	85	5	346	187
Courtrai	170	—	2	81	164	417	98	52	—	58	168	66	—	234	183
Furnes	19	6	—	40	52	97	18	21	—	15	54	17	1	72	25
Ypres	45	—	—	51	36	112	51	5	—	10	46	16	—	62	50
Liége	1,215	56	14	595	542	2,402	389	152	—	525	844	306	16	1,226	1,176
Huy	95	—	2	104	124	325	86	46	—	45	177	48	1	226	99
Verviers	161	6	—	151	176	477	115	25	—	96	236	65	—	299	178
Tongres	58	—	1	40	49	128	44	16	—	29	89	16	—	105	23
Hasselt	59	8	—	47	75	189	72	20	—	24	116	16	6	138	31
Arlon	145	—	—	102	34	279	105	6	1	17	127	19	5	149	130
Marche	46	—	1	74	17	138	14	8	—	36	58	14	—	72	66
Neufchateau	40	—	—	47	49	136	20	7	—	19	46	16	8	70	66
Namur	373	—	1	236	145	775	92	51	—	104	247	89	—	336	439
Dinant	207	5	1	140	114	465	72	27	—	68	167	48	20	244	221
Cour d'appel de Bruxelles	8,608	47	57	3,652	3,978	16,342	2,149	457	12	2,060	4,678	1,459	701	6,838	9,504
Cour d'appel de Gand	724	10	4	668	822	2,228	612	195	—	333	1,140	301	15	1,456	772
Cour d'appel de Liége	2,362	53	20	1,536	1,323	5,294	1,007	338	1	761	2,107	695	63	2,865	2,429
TOTAUX GÉNÉRAUX.	11,694	110	81	5,856	6,123	23,864	3,768	990	13	3,154	7,925	2,455	779	11,159	12,705

LII. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	Durée des instances à partir de l'inscription au rôle.											
	AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites						AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	916	384	312	461	11	2,087	1,212	1,558	1,351	1,156	52	5,289
Louvain	21	35	37	92	22	227	42	25	26	52	14	159
Nivelles	125	26	41	48	8	246	51	51	29	87	45	244
Anvers	216	157	101	118	11	603	504	397	247	490	116	1,754
Malines	58	9	10	25	5	105	35	20	30	35	28	166
Turnhout	10	3	8	7	—	37	21	2	3	1	5	32
Mons	197	35	41	86	18	375	115	79	122	314	205	833
Charleroi	444	54	121	104	20	743	155	115	180	192	116	734
Tournai	28	35	79	99	14	255	49	45	51	99	68	293
Gand	207	121	49	12	1	390	106	70	20	6	1	203
Audenarde	10	17	34	50	1	112	25	21	17	25	3	91
Termonde	70	14	27	2	1	114	13	5	3	9	3	33
Bruges	28	45	147	38	—	256	16	35	76	19	11	187
Courtrai	70	65	21	8	1	168	12	30	53	45	43	183
Furnes	41	7	2	4	—	54	6	10	3	3	1	25
Ypres	21	10	8	7	—	46	15	10	9	11	5	50
Liége	120	126	190	305	94	844	255	177	182	459	125	1,176
Huy	107	28	14	25	3	177	20	35	12	13	17	99
Verviers	128	22	41	42	3	236	62	27	41	39	9	178
Tongres	30	14	25	—	—	89	9	6	8	—	—	23
Hasselt	74	10	20	6	—	116	17	9	3	2	—	31
Arlon	28	27	30	11	2	127	25	37	32	17	1	130
Marche	34	8	7	8	1	58	16	10	13	11	16	66
Neufchâteau	26	3	6	7	2	46	10	12	13	13	7	66
Namur	121	56	48	33	7	247	72	40	110	117	82	439
Dinant	51	35	33	40	3	167	45	31	14	120	2	221
Cour d'appel de Bruxelles	2,022	736	770	1,041	109	4,678	2,162	2,051	2,202	2,414	645	9,504
Cour d'appel de Gand	447	277	311	101	4	1,140	223	181	181	118	69	772
Cour d'appel de Liége	731	337	443	477	119	2,107	536	393	459	782	259	2,429
TOTAUX GÉNÉRAUX.	3,200	1,350	1,524	1,619	232	7,925	2,921	2,625	2,842	3,344	973	12,705

LIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil (rectification, transcriptions, etc.)	2	1	1	1	1	2	—	2	—	2
TITRE V. — Mariage (opposition, nullité, autorisation maritale, etc.)	38	20	9	19	19	38	—	37	1	38
TITRE V. — Pension alimentaire	596	422	174	267	329	317	4	315	6	321
TITRE VI. — Divorce. Garde d'enfants	703	585	120	289	414	703	—	685	18	703
TITRE VI. — Séparation de corps	95	80	15	40	55	95	—	94	1	95
TITRE VII. — Paternité. Filiation	16	11	5	6	10	14	2	14	2	16
TITRE X. — Tutelle (nomination, destitution de tuteur, etc.)	8	6	2	4	4	8	—	8	—	8
TITRE X. — Reddition de compte de tutelle	12	5	7	12	—	4	—	4	—	4
TITRE XI. — Interdiction	91	87	4	13	78	89	2	91	—	91
TITRE XI. — Conseil judiciaire	38	37	1	17	21	38	—	37	1	38
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière (revendication)	24	11	13	22	2	8	—	8	—	8
TITRE II. — Propriété mobilière (revendication)	124	59	65	98	26	21	—	19	2	21
TITRE IV. — Servitudes	25	20	6	25	5	9	—	9	—	9
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions. Partages et liquidations, licitations	777	728	49	511	266	463	14	473	4	477
TITRE II. — Donations entre vifs et testaments	76	41	35	59	17	27	—	26	1	27
TITRE III. — Conventions (exécution, résolution, interprétation)	60	36	24	51	9	20	—	20	—	20
TITRE III. — Payement de sommes	1,411	1,033	378	726	685	551	15	322	42	584
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (dommages-intérêts)	893	286	547	707	56	408	15	373	30	423
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparations de biens	370	307	3	89	281	360	1	339	2	361
TITRE VI. — Ventes (nullité, résolution, rescision)	60	33	25	47	13	12	—	10	2	12
TITRE VIII. — Contrat de louage (baux à loyers, fermages)	472	391	81	177	295	101	4	101	1	105
TITRE XVIII. — Loi du 16 décembre 1851. Des priviléges et hypothèques (mainlevée, radiation, nullité)	33	25	8	23	10	21	—	21	—	21

LIII (suite). — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	64	24	40	43	21	11	1	12	—	12
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	413	367	46	127	286	101	11	107	8	115
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	317	134	183	300	17	74	8	72	10	82
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	12	5	7	12	—	9	—	7	2	9
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	332	307	25	129	203	210	24	252	2	234
Loi du 17 avril 1855. — Expropriation pour cause d'utilité publique	663	544	119	662	1	629	—	583	46	629
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers	20	18	2	9	11	19	—	19	—	19
Autres matières	239	157	82	198	41	136	20	152	10	162
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,925	5,871	2,054	4,771	3,154	4,501	125	4,415	211	4,626
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Bruxelles	4,678	3,421	1,257	2,618	2,060	2,760	83	2,722	121	2,843
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Gand	1,140	788	352	807	333	690	23	695	18	713
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Liége	2,107	1,662	445	1,346	761	1,051	19	998	72	1,070
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,925	5,871	2,054	4,771	3,154	4,501	125	4,415	211	4,626

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 13 adoptions.

Sur les 855 jugements statuant sur des demandes en dommages-intérêts, renseignés au présent tableau :

273	concernent	les accidents de travail	(73	accueillent,	200 rejettent en tout ou en partie la demande).
89	id.	les accidents de chemins de fer	(29	id.	60 id. id.)
54	id.	les autres accidents	(12	id.	42 id. id.)
46	id.	les lésions corporelles	(16	id.	30 id. id.)
19	id.	les injures et calomnies	(9	id.	10 id. id.)
92	id.	les délits de presse	(42	id.	50 id. id.)
1	id.	les contrefaçons de brevets, etc.	(		1 rejette id. id.)
39	id.	l'inexécution de conventions de travaux	(29	id.	10 rejettent id. id.)
3	id.	les ruptures de bail	(		3 id. id.)
17	id.	les ruptures de promesse de mariage	(2	id.	15 id. id.)
200	id.	d'autres objets	(85	id.	117 id. id.)

LIV. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1905-1906.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	192	15	10	—	7	5	69	4	2	4	—	—	42	4	53	5	10	5	56	1	1	1
	rejetées	20	2	2	—	—	1	5	—	1	2	—	—	5	—	4	1	2	1	2	1	—	—
	abandonnées	30	3	1	—	1	2	—	—	3	—	1	—	3	—	16	1	6	3	9	—	—	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		242	20	13	—	8	8	72	4	6	6	1	—	48	4	75	7	18	9	74	2	1	1
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		483	58				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		10	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	—	—	—
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		232	20	13	—	7	8	72	4	4	6	1	—	48	4	74	7	18	9	69	2	1	1
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		469	58				
Demandes formées	par le mari	110	1	6	—	5	1	29	1	5	2	1	—	22	2	50	1	9	2	42	—	—	—
	par la femme	120	19	7	—	3	7	41	3	3	4	—	—	23	2	41	6	9	7	30	2	1	1
	par consentement mutuel	12	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	4	—	—	—	2	—	—	—
		242	20	13	—	8	8	72	4	6	6	1	—	48	4	75	7	18	9	74	2	1	1
Situation de famille	ayant des enfants	98	15	11	—	2	4	34	4	4	3	—	—	21	3	32	4	11	6	42	2	—	—
	n'ayant pas ou plus d'enfants	134	3	2	—	3	4	38	—	—	1	—	—	23	1	30	3	6	2	20	—	1	1
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	12	—	1	1	7	—	—	—
		232	20	13	—	7	8	72	4	4	6	1	—	48	4	74	7	18	9	69	2	1	1
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	53	2	2	—	1	—	5	1	—	—	—	—	7	—	13	2	2	—	12	—	—	—
	De 5 à 10 ans	78	4	3	—	4	3	22	—	1	3	—	—	14	2	23	—	7	—	21	—	—	—
	De 10 à 20 ans	69	7	7	—	1	2	30	3	2	1	1	—	18	2	28	3	7	7	26	1	1	—
	De 20 à 30 ans	23	4	1	—	1	1	9	—	1	2	—	—	6	—	6	2	2	1	7	—	—	1
	De 30 à 40 ans	3	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—
	De 40 à 50 ans	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—
		232	20	13	—	7	8	72	4	4	6	1	—	48	4	74	7	18	9	69	2	1	1
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	139	12	6	—	5	3	30	1	1	1	—	—	23	3	42	5	7	4	31	1	1	1
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	30	7	3	—	—	3	3	—	2	2	1	—	6	—	18	2	8	3	14	1	—	—
	Adultère du mari — accueillies	12	1	2	—	—	—	10	—	—	—	—	—	3	—	4	—	1	—	3	—	—	—
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme — accueillies	23	—	1	—	2	—	18	—	1	—	—	—	10	1	4	—	1	1	14	—	—	—
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	3	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	12	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	4	—	—	—	2	—	—	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		242	20	13	—	8	8	72	4	6	6	1	—	48	4	75	7	18	9	74	2	1	1

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	2	2	10	2	6	2	1	1	—	1	80	11	3	1	27	3	1	—	—	2	—	1	3	2	—	—	8	1	7	2	596	75
	rejetées	—	—	4	1	—	1	—	—	1	—	13	—	—	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	69	12
	abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	1	—	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	73	19
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	14	5	2	29	6	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	738	106
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										99	13																			156	35		
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	1
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	13	4	2	29	5	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	718	104
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel										94	13																			155	39		
Demandes formées	par le mari	2	—	6	—	4	—	1	—	1	—	45	—	4	—	18	—	—	—	1	1	—	—	3	—	—	—	3	—	4	—	347	11
	par la femme	—	2	8	3	2	3	—	1	—	1	35	14	1	2	10	6	1	—	—	3	1	2	—	3	—	—	6	2	3	2	365	95
	par consentement mutuel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	26	—
		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	14	5	2	29	6	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	738	106
Situation de famille	ayant des enfants	2	—	6	1	1	1	—	—	1	1	34	7	3	—	19	4	—	—	—	3	1	2	—	3	—	—	6	1	4	1	360	66
	n'ayant pas ou plus d'enfants	—	2	2	2	1	2	1	1	—	—	39	5	1	2	10	1	1	—	1	1	—	1	3	—	—	—	3	1	3	1	322	36
	situation inconnue	—	—	6	—	4	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	36	2
		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	13	4	2	29	5	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	718	104
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1
	De 1 à 5 ans	1	1	1	1	1	—	—	1	—	—	19	1	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	—	1	—	1	—	129	12
	De 5 à 10 ans	—	1	3	1	—	—	—	—	1	1	28	1	1	—	7	1	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3	—	3	1	225	20
	De 10 à 20 ans	1	—	6	1	1	—	1	—	—	—	37	6	3	2	15	4	—	—	1	3	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	266	43
	De 20 à 30 ans	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	12	4	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	74	17
	De 30 à 40 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	8	6
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	10	4
		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	13	4	2	29	5	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	718	104
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	2	2	6	2	1	2	—	1	1	1	67	11	2	1	21	3	1	—	—	2	—	1	4	2	—	—	5	1	3	2	403	72
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	—	—	4	1	—	1	—	—	—	—	13	3	—	1	2	1	—	—	1	2	1	1	—	1	—	—	1	1	—	—	129	31
	Adultère du mari — accueillies	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	58	1
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme — accueillies	—	—	5	—	4	—	1	—	—	—	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	99	2
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	10	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	13	—
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	26	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2	2	14	3	6	3	1	1	1	1	97	14	5	2	29	6	1	—	1	4	1	2	5	3	—	—	10	2	7	2	738	106

LV. — Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		RECTIFICATION d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			AUTORISATIONS de vendre des biens	
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.		d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	de délibérations de conseils de famille concernant tous autres objets.	de mineurs.	d'interdits.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	2,148	25	2	2,175	1,350	21	40	5	92	33	341	9
Louvain	314	7	—	321	92	5	24	—	2	7	127	—
Nivelles	172	4	—	176	99	25	2	—	8	4	107	—
Anvers	761	10	—	771	415	8	57	14	48	1	149	—
Malines	205	5	11	219	77	2	6	1	4	9	83	—
Turnhout	100	1	2	109	3	1	4	—	3	2	82	—
Mons	737	15	4	756	440	7	28	1	18	9	135	1
Charleroi	1,286	68	68	1,422	890	66	55	1	31	4	196	1
Tournai	298	4	—	302	135	4	17	—	16	15	99	1
Gand	504	19	7	530	259	19	57	2	4	12	111	5
Audenarde	175	8	3	186	44	7	16	1	4	7	61	3
Termonde	195	20	9	224	65	17	7	1	6	—	73	—
Bruges	187	4	9	200	61	4	25	—	4	7	65	1
Courtrai	251	4	—	255	86	4	26	—	9	2	49	—
Furnes	69	3	1	73	14	3	1	—	3	4	20	—
Ypres	108	1	1	110	17	1	17	—	9	—	42	—
Liége	1,118	60	53	1,231	715	59	56	7	6	41	146	1
Huy	281	34	—	295	91	29	7	—	15	5	105	—
Verviers	503	15	—	518	251	15	9	—	6	10	68	—
Tongres	191	1	—	192	10	—	20	—	20	1	110	—
Hasselt	200	4	—	204	33	4	5	—	18	17	87	2
Arlon	149	3	2	156	33	3	12	—	7	—	73	—
Marche	103	4	—	107	18	3	0	—	7	—	52	—
Neufchâteau	114	7	—	121	17	0	3	—	14	—	50	1
Namur	343	11	—	354	112	8	18	2	20	7	102	4
Dinant	238	—	—	238	48	—	10	—	8	11	114	1
Cour d'appel de Bruxelles	6,027	137	87	6,251	3,481	137	202	22	222	82	1,317	12
Cour d'appel de Gand	1,487	59	32	1,578	527	55	127	4	39	62	330	9
Cour d'appel de Liége	3,222	139	55	3,416	1,349	127	128	9	128	101	973	9
TOTAUX.	10,736	335	174	11,245	5,357	319	457	35	389	225	2,720	30

ARRONDISSEMENTS.	RÉFÉRÉS JUGÉS		ORDONNANCES d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		ORDONNANCES d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDRES d'arrestation par voie de correction paternelle contre		ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		ARRONDISSEMENTS.
	contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		un fils.	une fille.	en matière civile.	en matière commerciale.	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	
Bruxelles	1,117	463	872	335	8	132	30	10	27	—	Bruxelles.
Louvain	29	3	37	37	3	20	—	—	—	—	Louvain.
Nivelles	18	12	81	38	3	17	—	—	—	—	Nivelles.
Anvers	209	157	255	115	1	26	31	13	1	24	Anvers.
Malines	13	7	39	32	2	21	—	—	—	1	Malines.
Turnhout	2	—	14	17	—	3	—	—	—	—	Turnhout.
Mons	49	7	70	77	3	30	—	1	—	—	Mons.
Charleroi	117	92	103	102	1	35	6	1	—	—	Charleroi.
Tournai	28	8	122	96	4	48	1	3	—	—	Tournai.
Gand	67	4	112	110	7	36	7	2	—	—	Gand.
Audenarde	8	—	10	37	1	13	1	—	—	—	Audenarde.
Termonde	8	2	6	83	1	16	—	—	—	—	Termonde.
Bruges	18	5	17	75	1	23	—	—	—	—	Bruges.
Courtrai	11	—	32	66	2	20	—	2	—	—	Courtrai.
Furnes	—	—	22	28	1	13	—	—	—	—	Furnes.
Ypres	9	—	22	28	3	—	—	—	—	—	Ypres.
Liége	152	54	455	131	4	40	8	17	7	—	Liége.
Huy	6	1	35	30	2	4	—	—	—	—	Huy.
Verviers	21	8	58	35	2	24	2	1	3	—	Verviers.
Tongres	1	—	4	30	—	4	—	—	—	—	Tongres.
Hasselt	8	—	20	22	3	7	1	—	—	—	Hasselt.
Arlon	6	1	127	48	—	9	—	—	—	—	Arlon.
Marche	2	1	22	24	—	—	—	—	—	—	Marche.
Neufchâteau	3	1	37	20	—	2	—	—	2	—	Neufchâteau.
Namur	18	7	39	60	3	11	4	1	—	—	Namur.
Dinant	14	3	79	57	—	22	—	—	—	—	Dinant.
Cour d'appel de Bruxelles	1,573	749	1,676	997	25	338	68	30	28	25	Cour d'appel de Bruxelles.
Cour d'appel de Gand	121	11	221	477	18	145	8	4	—	—	Cour d'appel de Gand.
Cour d'appel de Liége	211	76	860	526	16	129	15	19	12	—	Cour d'appel de Liége.
TOTAUX.	1,905	836	2,757	2,000	59	612	91	53	40	25	TOTAUX.

LVI. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des jugements rendus.	JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.						
		contradictoires			par défaut.	sur requête.	Jugements par défaut suivis d'opposition.	Serments prêtés à l'audience			Enquêtes			Interrogatoires sur faits et articles.
		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.				déférés par l'une des parties à l'autre	référés.	déférés d'office.	sommaires.	devant juge commissaire directes.	devant juge commissaire contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,565	351	525	712	665	291	58	9	—	5	187	82	37	16
Louvain	93	60	7	—	25	1	1	7	2	2	10	5	5	1
Nivelles	125	74	25	—	26	—	2	4	—	—	4	7	5	4
Anvers	690	106	478	—	108	—	2	1	2	1	51	52	25	6
Malines	95	57	25	—	35	—	2	1	—	1	1	9	5	5
Turnhout	28	12	16	—	—	—	—	1	1	—	—	5	5	—
Mons	170	85	49	—	37	1	4	—	—	—	27	13	8	4
Charleroi	311	125	138	—	250	—	10	6	—	1	16	24	4	4
Tournai	185	80	—	—	45	60	1	—	—	—	4	10	5	6
Gand	357	119	57	—	140	21	—	14	5	7	45	52	17	10
Audenarde	86	25	55	—	7	1	2	1	—	1	—	9	8	1
Termonde	172	95	—	—	79	—	—	4	—	—	1	14	8	1
Bruges	126	51	54	—	51	50	2	1	—	—	—	15	4	3
Courtrai	79	26	46	—	7	—	2	6	—	6	—	6	6	—
Furnes	51	15	8	—	10	—	—	—	—	—	—	5	1	1
Ypres	48	18	21	9	—	—	1	1	—	—	—	6	3	2
Liége	971	201	470	—	300	—	17	1	—	1	6	49	19	5
Huy	60	35	21	—	4	2	2	1	—	1	—	14	7	4
Verviers	126	40	48	—	31	4	2	1	—	—	—	35	19	3
Tongres	15	9	5	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1	1
Hasselt	88	41	47	—	—	—	1	6	—	—	—	2	2	0
Arlon	49	35	12	—	2	—	—	—	—	—	—	11	7	4
Marche	35	11	19	—	3	—	—	1	—	—	—	8	3	1
Neufchâteau	19	7	11	—	1	—	3	—	—	—	4	2	2	1
Namur	117	60	50	—	7	—	1	—	—	—	—	12	3	0
Dinant	110	28	37	—	35	12	1	3	—	3	—	8	3	11
Cour d'appel de Bruxelles	4,438	929	1,277	712	1,167	353	60	29	5	10	310	185	93	44
Cour d'appel de Gand	879	323	221	9	274	52	7	27	3	14	44	83	47	20
Cour d'appel de Liége	1,588	465	718	—	386	19	27	16	—	5	10	141	70	48
TOTAUX GÉNÉRAUX	6,905	1,717	2,216	721	1,827	424	94	72	8	29	364	409	210	112

LVII. — Procédure d'ordre et de contribution

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION								Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1903-1906.
	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler	A RÉGLER				TERMINÉES				Restant à régler.
	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.		pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	1		1	2	—	1	—	1	1	9	12	—	21	—	2	7	9	12	43
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	6
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	15
Anvers	—	—	1	1	—	1	—	1	—	3	—	—	5	—	1	—	1	4	17
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	5
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Mons	9	—	2	11	—	2	—	2	9	6	—	—	6	—	—	1	1	5	30
Charleroi	61	—	11	72	—	9	—	9	63	17	—	1	18	—	2	—	2	16	35
Tournai	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	7
Gand	—	—	1	1	—	1	—	1	—	4	—	—	4	—	—	—	—	4	7
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Bruges	2	—	—	2	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	—	1	1	—	18
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	4
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Liége	1	—	1	5	—	2	1	3	2	10	—	1	11	—	—	—	—	11	28
Huy	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	3	4	—	1	—	1	3	10
Verviers	—	—	2	2	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	20
Hasselt	4	—	1	5	—	2	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Arlon	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	3	10
Marche	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	9
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Namur	6	—	2	8	7	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Dinant	2	1	3	6	—	—	1	1	3	1	—	1	2	—	—	1	1	1	27
Cour d'appel de Bruxelles	71	—	16	87	—	14	—	14	73	39	12	3	54	—	7	8	15	39	166
Cour d'appel de Gand	2	—	1	3	—	3	—	3	—	5	—	1	6	—	—	1	1	5	49
Cour d'appel de Liége	20	1	10	31	7	6	4	17	14	16	—	7	23	—	2	1	3	20	184
TOTAUX	93	1	27	121	7	23	4	34	87	60	12	11	83	—	9	10	19	64	399

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (*Constitution, art. 105, 2e alinéa.*)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 20 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES.													Causes restant à juger.
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES			PAR JUGEMENTS							
								contradictoires							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.	TOTAL des causes à juger.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	TOTAL.	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles	2,791	1,415	91	14,819	821	19,938	4,541	715	7,458	12,712	—	5,017	17,729	2,209
	Louvain	137	—	—	457	20	603	53	49	189	291	7	158	456	147
Nivelles		155	7	—	390	22	572	115	10	170	299	125	3	427	145
	Anvers	3,047	101	19	5,151	561	8,688	3,210	566	1,041	4,626	623	268	5,517	3,171
Malines		246	5	4	524	93	872	154	8	231	373	175	47	595	277
Turnhout		10	—	1	65	8	93	17	6	26	49	17	7	73	20
	Mons	572	14	7	1,335	102	2,050	551	123	642	1,116	180	248	1,550	500
Charleroi		501	12	19	2,102	580	3,020	249	474	1,378	2,101	384	142	2,627	393
	Tournai	251	11	1	557	146	946	265	—	269	534	176	—	710	236
	Gand	1,478	—	12	2,502	182	4,174	966	200	674	1,840	255	68	2,161	2,013
Audenarde		53	—	—	240	2	277	34	55	79	168	44	9	221	56
	Alost	235	—	1	515	110	659	175	—	125	296	105	—	399	260
	Saint-Nicolas	65	—	1	264	55	363	116	74	57	247	36	7	290	73
Termonde		5	1	—	61	56	106	49	—	6	55	20	5	87	19
	Bruges	185	—	—	500	15	698	153	30	140	323	161	15	499	199
	Ostende	92	—	—	356	72	500	54	69	136	259	105	28	392	108
	Courtrai	415	—	2	765	14	1,192	197	61	274	532	240	2	774	418
Furnes		12	1	—	51	12	76	11	16	14	41	21	5	67	9
Ypres		33	—	—	51	21	105	14	19	16	49	33	—	82	23
	Liége	818	92	40	2,650	374	3,954	905	378	1,201	2,482	457	274	3,193	761
Huy		40	—	1	170	62	273	52	34	73	159	57	9	225	48
	Verviers	141	2	2	689	95	929	165	99	332	594	64	89	747	182
Tongres		21	—	1	101	21	144	21	9	69	99	30	—	129	15
Hasselt		28	2	—	241	21	292	48	45	148	241	20	9	270	22
Arlon		41	—	—	102	22	168	32	10	40	88	33	2	125	43
Marche		10	—	—	37	27	83	5	5	21	29	20	5	49	34
Neufchâteau		61	—	10	78	24	176	11	15	39	63	36	5	104	72
	Namur	345	—	—	600	151	1,386	159	56	285	478	167	233	878	508
Dinant		102	3	1	256	55	397	57	20	121	178	83	12	275	122
	TOTAUX.	11,892	1,670	213	35,438	3,521	52,734	12,120	2,952	15,250	30,322	3,669	6,660	40,651	12,083
Cour d'appel de	Bruxelles	7,517	1,564	142	25,383	2,176	36,782	8,942	1,755	11,404	22,101	1,693	5,890	29,684	7,098
	Gand	2,553	5	16	5,081	495	8,150	1,767	524	1,519	3,810	1,025	137	4,972	3,178
	Liége	1,822	101	55	4,974	850	7,802	1,411	673	2,327	4,411	951	633	5,995	1,807
Tribunaux	civils	1,122	34	37	1,419	1,012	6,651	827	751	2,451	3,992	1,111	253	5,356	1,298
	de commerce	10,770	1,636	176	31,989	2,509	46,080	11,205	2,218	12,819	26,330	2,558	6,407	35,295	10,785

LIX. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS.	DE COMMERCE.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles	10,659	750	708	624	12,712	968	451	331	470	2,209
	Louvain	259	20	14	18	291	65	25	29	30	147
Nivelles		65	77	88	69	299	57	47	29	32	145
	Anvers	2,010	591	1,585	440	4,626	882	1,021	1,037	231	3,171
Malines		315	21	26	13	373	55	55	55	150	277
Turnhout		38	5	5	1	49	6	5	4	5	20
	Mons	896	129	65	28	1,116	135	97	120	148	500
Charleroi		1,829	140	98	34	2,101	86	107	72	128	393
	Tournai	451	45	41	16	534	45	41	44	108	236
	Gand	945	557	194	166	1,840	552	609	517	335	2,013
Audenarde		42	50	80	16	168	28	11	11	6	56
	Alost	249	92	21	4	296	180	72	8	—	260
	Saint-Nicolas	208	16	15	8	247	52	7	9	25	73
Termonde		47	6	1	1	55	10	4	5	—	19
	Bruges	40	58	141	84	323	55	27	51	68	199
	Ostende	197	26	25	11	259	41	25	21	21	108
	Courtrai	339	47	67	59	532	270	60	40	48	418
Furnes		33	4	1	1	41	6	1	1	1	9
Ypres		33	6	7	3	49	2	5	6	10	23
	Liége	1,393	609	417	61	2,482	400	221	87	53	761
Huy		155	17	5	2	159	18	9	10	11	48
	Verviers	105	225	170	54	594	75	59	41	9	182
Tongres		91	7	1	—	99	9	4	2	—	15
Hasselt		189	36	11	5	241	7	7	6	2	22
Arlon		19	22	32	15	88	15	10	8	10	43
Marche		19	5	5	4	29	25	5	5	5	34
Neufchâteau		42	6	9	6	63	17	10	15	32	72
	Namur	319	115	12	2	478	125	216	167	—	508
Dinant		128	10	9	31	178	47	21	20	34	122
	TOTAUX.	21,159	3,558	3,849	1,756	30,322	4 163	3,188	2,727	2,005	12,083
Cour d'appel de	Bruxelles	16,474	1,756	2,628	1,243	22,101	2,275	1,805	1,701	1,317	7,098
	Gand	2,153	752	552	353	3,810	1,154	821	669	534	3,178
	Liége	2,532	1,050	669	160	4,411	734	562	357	154	1,807
Tribunaux	civils	3,025	590	376	201	3,992	564	270	225	450	1,298
	de commerce	18,151	5,168	5,175	1,555	28,330	5,709	2,009	2,502	1,555	10,785

LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond 1905-1906. Actes d'instruction préparatoire 1904-1905. — Actes de société 1906 (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.							ACTES concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
			Contradictoires					Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
													déféré d'office		
CIVILS.	DE COMMERCE.	TOTAL.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	sur requête.		par écrit.	sans écrit.		déféré par la partie.	référé.	sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	908	751	—	120	37	871	29	72	15	10	3	47	36	2,308
	Louvain . . .	75	28	27	20	—	5	3	25	—	4	—	—	—	89
Nivelles. . . .	. . . . .	67	47	10	1	—	8	1	10	—	5	—	5	—	48
	Anvers. . . .	707	405	159	72	15	80	6	26	3	6	—	—	12	1,172
Malines. . . .	. . . . .	78	70	6	2	—	7	2	27	—	6	—	1	—	59
Turnhout. . .	. . . . .	7	7	—	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	10
	Mons.	58	58	—	—	—	26	—	11	—	3	—	—	—	259
Charleroi . . .	. . . . .	178	119	36	6	17	29	15	68	1	14	—	8	—	508
	Tournai . . .	145	127	—	18	—	9	2	17	1	1	—	—	2	151
	Gand.	254	224	22	—	8	31	20	—	12	7	—	1	1	227
Audenarde . .	. . . . .	39	15	22	2	—	2	8	—	—	—	—	3	—	25
	Alost.	44	41	—	—	—	6	2	13	2	4	—	4	1	65
	Saint-Nicolas .	20	18	2	—	—	2	6	8	1	—	—	—	—	48
Termonde. . .	. . . . .	68	31	—	35	2	—	3	4	—	—	—	—	—	20
	Bruges	39	23	16	—	—	3	1	13	—	1	—	—	—	87
	Ostende. . . .	101	64	36	—	1	4	4	21	—	—	—	2	1	26
	Courtrai . . .	58	32	20	—	—	8	2	13	1	2	—	1	6	95
Furnes	. . . . .	3	2	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	12
Ypres	. . . . .	28	8	6	12	—	—	3	2	1	—	1	—	1	19
	Liége.	554	216	324	—	14	143	38	117	11	9	—	—	3	642
Huy	. . . . .	30	23	3	—	—	3	3	7	3	—	—	1	—	61
	Verviers . . .	108	61	40	—	1	16	4	13	1	1	3	3	—	209
Tongres . . .	. . . . .	10	9	1	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	30
Hasselt	. . . . .	49	22	27	—	—	2	4	2	2	4	—	3	2	46
Arlon	. . . . .	57	31	20	—	—	3	4	20	—	4	—	1	1	42
Marche	. . . . .	11	2	9	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	24
Neufchâteau. .	. . . . .	17	9	8	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	13
	Namur	63	36	27	—	—	45	40	—	—	4	—	—	—	102
Dinant	. . . . .	62	30	25	4	3	3	4	10	4	1	—	—	—	86
Cour d'appel de	TOTAUX . . .	3,836	2,572	874	292	98	1,322	212	524	61	87	7	80	66	6,566
	Bruxelles . . .	2,223	1,670	247	239	67	1,042	58	259	20	49	3	59	50	4,613
	Gand.	652	481	131	49	11	61	53	75	17	14	1	11	10	629
	Liége	961	441	496	4	20	219	101	190	24	24	3	10	6	1,324
Tribunaux . .	civils	702	427	189	62	24	64	55	175	14	35	1	20	4	1,028
	de commerce .	3,134	2,145	685	230	74	1,258	157	349	47	52	0	60	62	5,538

(1) *En ce qui concerne les actes de société*, les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1905 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire, les chiffres donnés depuis se rapportent à l'année civile.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut être également accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LXI. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de DEMANDES de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES avant toute procédure.	REJETÉES pour défaut de majorité.	admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite sur aveu pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	70	28	—	—	—	32	10
Louvain	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	5	1	—	—	—	—	2
Anvers	47	25	5	7	2	5	0
Malines	15	9	1	5	—	—	—
Turnhout	1	1	—	—	—	—	—
Mons	5	1	—	4	—	—	—
Charleroi	19	15	3	1	—	—	—
Tournai	5	2	3	—	—	—	—
Gand	11	5	6	—	—	—	—
Audenarde	5	2	3	—	—	—	-
Alost	5	4	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas	2	1	—	1	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	9	6	—	1	—	—	2
Ostende	8	2	2	1	—	2	1
Courtrai	1	1	—	—	—	—	—
Furnes	1	1	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	15	7	1	5	—	—	2
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	4	3	—	—	—	—	1
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	2	—	—	2	—	—	—
Arlon	3	3	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	1	—	—	1	—	—	—
Namur	11	9	—	1	—	—	1
Dinant	1	1	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	172	78	12	15	2	35	30
Cour d'appel de Gand	42	22	11	4	—	2	3
Cour d'appel de Liége	35	23	1	7	—	—	4
TOTAUX GÉNÉRAUX	249	123	24	26	2	37	37

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LXII. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF. Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	151	14	25	21	25	23	15	14	18
Louvain	15	1	8	2	1	1	—	1	1
Nivelles	12	—	6	3	1	1	1	—	—
Anvers	48	1	9	8	6	11	3	6	4
Malines	8	—	2	2	1	1	—	—	2
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	31	3	10	6	3	2	1	—	4
Charleroi	45	—	12	21	3	4	2	—	1
Tournai	17	—	3	6	2	1	2	1	—
Gand	37	3	8	7	3	6	8	2	—
Audenarde	4	—	—	2	—	2	—	—	—
Alost	13	—	6	3	—	3	1	—	—
Saint-Nicolas	16	—	6	3	2	3	—	—	2
Termonde	11	1	2	2	1	2	1	1	1
Bruges	17	1	4	5	4	3	—	—	—
Ostende	18	1	4	6	2	3	2	—	—
Courtrai	26	2	10	4	7	1	2	—	—
Furnes	4	—	1	—	2	1	—	—	—
Ypres	6	—	3	1	—	—	—	—	—
Liége	43	4	6	7	1	3	2	2	13
Huy	2	1	—	—	—	—	1	—	—
Verviers	11	1	3	2	—	1	1	3	—
Tongres	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Hasselt	11	—	4	2	1	—	—	—	4
Arlon	4	—	1	1	1	1	—	—	—
Marche	2	1	—	—	—	1	—	—	—
Neufchâteau	3	—	—	2	—	—	—	—	1
Namur	19	1	3	8	2	1	2	—	—
Dinant	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	327	21	77	69	42	44	22	22	30
Cour d'appel de Gand	152	8	46	33	21	24	14	3	3
Cour d'appel de Liége	97	8	20	22	8	9	7	5	18
TOTAUX GÉNÉRAUX	(1) 576	37	143	124	71	77	43	30	51

(1) En outre, 6 faillites ont été réouvertes dans le courant de l'année.

4 après révocation du concordat { 1 à Nivelles. 1 à Tournai. 2 à Verviers.

2 après clôture pour défaut d'actif { 1 à Bruxelles. 1 à Marche.

FAILLITES DÉCLARÉES.

LXIII. — Circonstances personnelles aux faillis.

ARRONDISSEMENTS.	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	FAILLITES PRONONCÉES. sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers sur assignation.	sur requête.	d'office.	ORIGINE DES FAILLIS. Belge.	Etranger.	Inconnue.	RÉSIDENCE DES FAILLIS. Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	151	132	9	3	7	109	19	12	11	125	28	—	120	—	12	10
Louvain	15	14	1	—	—	11	1	2	1	15	—	—	—	6	3	6
Nivelles	12	9	—	1	2	3	9	—	—	11	1	—	—	—	2	10
Anvers	48	44	1	—	3	25	21	2	2	37	11	—	42	—	2	4
Malines	8	7	1	—	—	5	5	—	2	8	—	—	—	8	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	31	20	2	—	—	21	7	2	1	29	2	—	—	7	17	7
Charleroi	45	38	5	2	—	11	20	9	5	44	1	—	—	7	19	10
Tournai	17	12	3	1	1	3	0	3	2	17	—	—	—	6	—	11
Gand	37	32	4	—	1	16	13	—	8	36	1	—	25	—	3	11
Audenarde	4	2	—	1	1	1	—	—	3	4	—	—	—	—	2	2
Alost	13	12	—	1	—	2	—	10	1	12	1	—	—	7	1	5
Saint-Nicolas	16	14	1	1	—	5	1	7	3	15	1	—	—	8	3	5
Termonde	11	11	—	—	—	4	—	2	5	11	—	—	—	—	6	5
Bruges	17	16	1	—	—	8	1	8	—	16	1	—	—	8	1	8
Ostende	18	16	2	—	—	8	1	3	4	16	2	—	—	11	1	6
Courtrai	26	22	1	1	2	10	3	13	—	20	—	—	—	7	9	10
Furnes	4	4	—	—	—	1	—	2	1	4	—	—	—	—	—	4
Ypres	6	6	—	—	—	1	—	5	—	6	—	—	—	—	2	4
Liége	43	36	2	1	4	1	30	2	1	36	7	—	22	5	7	9
Huy	2	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1
Verviers	11	11	—	—	—	3	5	3	—	9	2	—	—	7	—	4
Tongres	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Hasselt	11	11	—	—	—	3	2	—	6	10	1	—	—	—	6	5
Arlon	4	3	—	1	—	—	4	—	1	4	—	—	—	—	3	1
Marche	2	2	—	—	—	2	—	—	1	2	—	—	—	—	—	2
Neufchâteau	3	3	—	—	—	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	3
Namur	10	15	—	1	3	3	3	12	1	18	1	—	—	5	—	14
Dinant	1	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Cour d'appel de Bruxelles	327	285	22	7	13	184	89	30	24	284	43	—	171	34	55	67
Cour d'appel de Gand	152	135	9	4	4	54	19	52	27	146	6	—	23	41	28	60
Cour d'appel de Liége	97	85	2	3	7	12	55	21	9	86	11	—	22	17	17	41
TOTAUX GÉNÉRAUX	576	505	33	14	24	250	163	103	60	516	60	—	216	92	100	168

LXIV. — Faillites déclarées.

RELEVÉ PAR PROVINCE.

Brabant	178	Liége	56
Anvers	56	Limbourg	12
Hainaut	93	Luxembourg	9
Flandre orientale	81	Namur	20
Flandre occidentale	71		

POUR LE ROYAUME : **576.**

LXV. — Faillites terminées.

Dividende distribué.

MONTANT DES DIVIDENDES.		1905-1906	MONTANT DES DIVIDENDES.		1905-1906
Dividendes des faillites terminées par concordat	Rien	—	Dividendes des faillites terminées par liquidation	Rien	41
	Moins de 10 °/₀	1		Moins de 10 °/₀	157
	De 10 à 20 °/₀	4		De 10 à 20 °/₀	49
	De 20 à 30 °/₀	7		De 20 à 30 °/₀	21
	De 30 à 50 °/₀	11		De 30 à 50 °/₀	12
	De 50 à 75 °/₀	7		De 50 à 75 °/₀	1
	75 °/₀ et plus	2		75 °/₀ et plus	3
	Paiement intégral	2		Paiement intégral	7
	Inconnu	—		Inconnu	—
Faillites révoquées		14			
Id. abandonnées faute d'actif		231			
Id. pendantes à la fin du mois de juillet 1906		835			

LXVI. — Faillites terminées. — Durée de la procédure.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES FAILLITES TERMINÉES PAR					DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									
	révocation.	abandon à défaut d'actif.	concordat.	liquidation.	TOTAL.	Moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 à 3 ans.	3 à 4 ans.	4 à 5 ans.	5 à 6 ans.	6 ans et plus.	Inconnue.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	1	88	10	74	173	29	22	17	5	1	4	—	6	—	84
Louvain	1	6	—	4	11	1	1	1	—	—	—	—	1	—	4
Nivelles	2	3	—	3	8	—	1	2	—	—	—	—	—	—	3
Anvers	3	21	3	5	32	3	4	1	—	—	—	—	—	—	8
Malines	—	3	—	1	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Turnhout	—	—	—	5	5	—	—	—	1	1	2	—	1	—	5
Mons	1	16	—	20	37	4	8	3	1	—	2	—	—	—	20
Charleroi	1	15	7	16	39	3	4	7	3	—	1	—	3	—	23
Tournai	—	8	1	10	19	2	2	1	1	2	—	—	3	—	11
Gand	—	18	3	20	41	6	6	4	3	1	1	—	2	—	23
Audenarde	—	—	1	3	4	1	2	—	1	—	—	—	—	—	4
Alost	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	1	1	6	8	2	3	2	—	—	—	—	—	—	7
Termonde	—	1	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	—	3	2	6	13	6	1	1	—	—	—	—	—	—	8
Ostende	—	3	2	11	19	8	4	2	1	—	1	—	—	—	16
Courtrai	1	7	1	13	22	2	4	3	—	3	1	1	—	—	14
Furnes	—	2	1	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres	—	1	—	3	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3
Liége	2	9	—	35	46	10	7	8	2	1	—	1	—	—	33
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	1	9	2	10	22	2	1	1	1	1	3	2	1	—	12
Tongres	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Hasselt	—	1	—	3	4	1	—	—	—	1	—	1	—	—	3
Arlon	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	4	4	1	2	1	—	—	—	—	—	—	4
Neufchâteau	—	—	—	2	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2
Namur	1	3	—	15	19	1	4	1	1	1	—	1	—	4	13
Dinant	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Totaux par ressort. Bruxelles	8	162	22	138	330	43	42	34	12	4	9	—	16	—	160
Totaux par ressort. Gand	1	41	11	66	119	27	21	14	5	4	3	1	2	—	77
Totaux par ressort. Liége	4	28	2	70	104	21	16	12	6	4	3	5	1	4	72
TOTAUX GÉNÉRAUX	14	231	34	274	553	90	79	60	23	12	15	6	19	4	308

LXVII. — Faillites à terminer.

ARRONDISSEMENTS.	FAILLITES OUVERTES DEPUIS								TOTAUX.
	moins de 6 mois.	6 mois à 12 mois.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	46	21	16	11	8	3	1	4	110
Louvain	3	2	1	2	3	—	—	5	18
Nivelles	7	2	1	2	2	1	—	5	22
Anvers	16	16	15	10	3	2	4	2	68
Malines	3	1	3	4	2	1	—	4	20
Turnhout	—	—	1	—	3	—	—	—	4
Mons	7	5	8	4	3	4	2	14	47
Charleroi	15	20	26	24	15	2	4	85	187
Tournai	10	3	2	2	2	—	1	8	28
Gand	14	6	7	6	—	4	1	1	39
Audenarde	3	—	—	2	—	—	—	1	6
Alost	10	1	3	1	—	1	—	—	16
Saint-Nicolas	7	3	2	3	2	—	—	—	19
Termonde	4	6	3	—	—	—	—	—	13
Bruges	3	4	3	1	2	1	1	1	18
Ostende	3	3	1	2	1	—	—	—	12
Courtrai	11	6	8	2	3	2	1	3	36
Furnes	2	1	2	—	1	—	—	1	7
Ypres	1	2	—	1	2	1	—	—	7
Liége	14	8	3	2	2	1	1	1	34
Huy	1	1	1	—	—	—	—	1	4
Verviers	3	3	6	2	3	1	—	4	24
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Hasselt	0	3	1	—	—	—	1	—	11
Arlon	3	1	3	—	2	1	—	3	13
Marche	—	1	2	1	—	1	—	—	5
Neufchâteau	—	2	3	1	—	—	—	9	15
Namur	12	2	3	2	0	3	3	7	41
Dinant	—	1	4	—	1	3	1	2	12
Totaux par ressort. Bruxelles	109	70	75	59	39	13	12	125	502
Totaux par ressort. Gand	62	34	29	18	11	9	3	7	173
Totaux par ressort. Liége	41	22	28	8	17	10	6	28	160
TOTAUX GÉNÉRAUX	212	126	132	85	67	32	21	160	835

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVIII. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Bruxelles	354	266	620	35	115	30	46	15	206	45	32	77	283	337	Bruxelles.
Louvain	29	18	47	1	4	—	7	1	12	9	5	14	26	21	Louvain.
Nivelles	51	26	57	1	9	3	—	1	13	2	1	3	16	41	Nivelles.
Anvers	142	63	205	4	31	11	15	6	63	16	4	20	83	122	Anvers.
Malines	9	15	24	—	6	2	—	—	8	1	—	1	9	15	Malines.
Turnhout	8	4	12	—	2	—	2	—	4	—	—	—	4	8	Turnhout.
Mons	63	40	103	1	20	2	9	—	31	12	8	20	51	52	Mons.
Charleroi	155	58	191	4	31	8	11	2	52	17	2	19	71	120	Charleroi.
Tournai	45	24	69	1	13	—	9	1	23	10	4	14	37	52	Tournai.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	Cassation.
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	3	4	—	—	—	3	1	4	—	—	—	4	—	Conseils de discipline.
Appels de jugements d'arbitres	19	11	30	—	4	1	—	—	5	5	5	10	15	15	Appels de jugements d'arbitres.
Référés	15	38	53	—	22	7	4	1	34	3	1	4	38	15	Référés.
Affaires portées directement devant la cour	2	1	3	—	1	—	—	—	1	1	1	2	3	—	Affaires portées directement.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. DE COMMERCE. Bruxelles	205	179	474	17	62	24	22	9	117	35	16	51	168	306	TRIBUNAUX DE : Bruxelles.
Louvain	9	4	13	—	1	—	1	—	2	4	—	4	6	7	Louvain.
Nivelles	11	7	18	1	3	2	3	—	8	2	—	2	10	8	Nivelles.
Anvers	240	141	381	7	47	14	17	3	81	22	12	34	115	266	Anvers.
Malines	4	3	7	—	—	—	—	1	1	1	—	1	2	3	Malines.
Turnhout	2	4	6	—	—	—	—	—	—	4	—	4	4	2	Turnhout.
Mons	22	13	35	1	3	1	1	2	7	3	3	8	15	20	Mons.
Charleroi	65	16	79	1	15	2	4	3	22	18	5	23	45	34	Charleroi.
Tournai	19	16	35	1	7	2	2	—	11	2	2	4	15	20	Tournai.
Appels de jugements d'arbitres	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	Appels de jugements d'arbitres.
Affaires portées directement devant la Cour	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Affaires portées directement.
Référés	2	4	6	—	1	2	—	—	3	—	1	1	4	2	Référés.
TOTAUX. Affaires civiles	852	528	1,420	47	250	64	106	28	457	121	63	184	641	770	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	669	388	1,057	28	138	47	50	18	253	95	39	134	387	670	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,521	956	2,477	75	397	111	156	46	710	216	102	318	1,028	1,449	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	152	159	311	14	78	11	30	9	128	24	21	45	173	138	Première chambre.
Deuxième id.	165	181	346	12	56	10	18	6	90	20	25	54	144	202	Deuxième id.
Troisième id.	176	160	336	10	56	19	21	6	102	47	—	47	149	187	Troisième id.
Quatrième id.	255	155	388	14	71	25	16	12	124	24	12	36	160	228	Quatrième id.
Cinquième id.	171	160	331	19	58	26	31	2	117	17	17	34	151	180	Cinquième id.
Sixième id.	541	126	467	4	51	15	27	8	101	66	23	89	190	277	Sixième id.
Septième id.	251	45	296	2	25	5	15	3	44	9	4	13	57	257	Septième id.
Vacations.	—	4	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	4	—	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVIII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminé s.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Gand	33	30	63	12	29	15	6	5	55	7	1	8	63	22	Gand.
Audenarde	5	26	29	2	9	5	2	—	16	2	—	2	18	11	Audenarde.
Termonde	7	10	17	—	5	3	2	—	10	—	—	—	10	7	Termonde.
Bruges	20	37	57	11	16	9	4	2	31	4	—	4	35	22	Bruges.
Courtrai	3	18	21	2	6	2	1	—	9	2	—	2	11	10	Courtrai.
Furnes	4	9	13	—	6	2	—	—	8	—	—	—	8	5	Furnes.
Ypres	6	9	15	—	4	2	1	—	7	1	—	1	8	7	Ypres.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	3	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	Renvoi après cassation.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.															TRIBUNAUX DE
Gand	31	39	70	7	22	8	7	—	37	8	—	8	45	25	Gand.
Audenarde	3	2	5	—	4	1	—	—	5	—	—	—	5	—	Audenarde.
Alost	2	19	21	6	5	5	2	—	19	2	1	3	13	8	Alost.
Saint-Nicolas	8	4	12	1	2	4	1	—	7	2	—	2	9	5	Saint-Nicolas.
Termonde	9	8	17	5	7	3	—	1	11	—	1	1	12	5	Termonde.
Bruges	4	1	5	—	1	2	—	—	3	—	—	—	3	2	Bruges.
Ostende	4	1	5	—	2	—	1	—	3	1	—	1	4	1	Ostende.
Courtrai	1	3	4	—	1	—	—	—	1	2	—	2	3	1	Courtrai.
Furnes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Furnes.
Ypres	—	2	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	Ypres.
TOTAUX. Affaires civiles	78	102	240	27	74	40	16	7	137	16	1	17	154	86	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	62	80	142	19	43	23	11	1	76	15	2	17	93	47	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	140	242	382	46	117	63	27	8	213	31	3	34	249	133	TOTAUX GÉNÉRAUX
Première chambre	71	123	194	13	53	20	12	5	90	22	1	23	113	81	Première chambre.
Deuxième id.	69	119	188	33	64	43	15	3	125	9	2	11	136	52	Deuxième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVIII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.		
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance, Liége	94	162	256	7	75	10	27	7	123	11	5	16	139	117	Liége.
Huy	24	27	51	4	16	5	2	—	23	2	1	3	26	25	Huy.
Verviers	26	29	55	—	20	2	5	—	27	4	3	7	34	21	Verviers.
Tongres	7	7	14	1	2	2	1	—	5	2	—	2	7	7	Tongres.
Hasselt	3	8	11	—	4	1	—	—	5	1	—	1	6	8	Hasselt.
Arlon	15	21	36	3	8	3	0	—	20	—	1	1	21	15	Arlon.
Marche	3	4	7	—	2	1	1	1	5	—	—	—	5	2	Marche.
Neufchâteau	2	3	5	1	2	—	—	—	2	—	1	1	3	2	Neufchâteau.
Namur	15	26	41	1	9	4	1	—	14	4	—	4	18	23	Namur.
Dinant	14	22	36	—	6	6	1	1	14	1	1	2	16	20	Dinant.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.															TRIBUNAUX DE :
Liége	32	40	72	8	23	7	6	1	37	1	8	9	46	26	Liége.
Huy / —	4	6	10	—	3	—	1	—	4	1	—	1	5	5	Huy.
Verviers / —	11	15	26	5	5	2	3	—	10	3	3	6	16	10	Verviers.
Tongres / —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Tongres.
Hasselt / —	3	—	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	Hasselt.
Arlon / —	2	1	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	3	—	Arlon.
Marche / —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Marche.
Neufchâteau / —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Neufchâteau.
Namur / —	7	9	16	1	4	2	2	1	8	2	1	3	11	5	Namur.
Dinant / —	4	2	6	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	5	Dinant.
TOTAUX. Affaires civiles	205	360	512	17	142	40	47	9	238	25	12	37	275	257	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	65	75	136	12	39	11	12	2	64	7	12	19	83	55	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	266	382	648	29	181	51	59	11	302	32	24	56	358	290	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	88	117	205	14	47	13	15	4	79	12	6	18	97	108	Première chambre.
Deuxième id.	90	126	216	10	69	17	20	3	109	10	9	19	128	88	Deuxième id.
Troisième id.	88	139	227	5	65	21	24	4	114	10	9	19	133	91	Troisième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXVIII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE		TOTAL	TOTAL général des causes terminées.		
						CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.				
						confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	Tribunaux de première instance en matière civile	814	514	1,328	47	231	56	90	26	412	112	56	168	580	748	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	80	30	110	2	16	4	7	4	31	25	5	30	61	49	Id. (affaires commerciales.)
	Id. de commerce	585	353	938	26	120	41	45	14	218	68	33	101	319	619	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	1	1	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	Id. étrangers.
	id. consulaires (hors chrétienté)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. consulaires.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	3	4	—	—	—	3	1	4	—	—	—	4	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	21	11	32	—	4	1	—	—	5	7	5	12	17	15	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	2	2	4	—	2	—	—	—	2	1	1	2	4	—	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	17	42	59	—	23	9	4	1	37	3	2	5	42	17	Référés.
Gand	Tribunaux de première instance en matière civile	78	150	237	27	73	40	16	7	136	16	1	17	153	81	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	12	13	25	3	12	4	—	1	17	—	1	1	18	7	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	30	87	117	14	31	19	11	—	61	15	1	16	77	40	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	3	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Liége	Tribunaux de première instance en matière civile	203	309	512	17	142	40	47	9	238	25	12	37	275	237	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	13	9	22	—	7	—	1	1	9	1	—	1	10	12	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	30	84	114	12	32	11	11	1	55	6	12	18	73	41	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Totaux	Tribunaux de première instance en matière civile	1,095	982	2,077	91	446	136	162	42	786	153	69	222	1,008	1,069	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	105	52	157	7	35	8	8	6	57	26	6	32	89	68	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	685	484	1,169	52	183	71	65	15	334	89	46	135	469	700	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	1	4	5	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	3	Id. étrangers.
	id. consulaires (hors chrétienté)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. consulaires.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	3	4	—	—	—	3	1	4	—	—	—	4	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	21	11	32	—	4	1	—	—	5	7	5	12	17	15	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	2	2	4	—	2	—	—	—	2	1	1	2	4	—	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	17	42	59	—	23	9	4	1	37	3	2	5	42	17	Référés.
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,927	1,580	3,507	150	695	225	242	65	1,227	279	129	408	1,635	1,872	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Totaux par ressort.	Bruxelles	1,521	956	2,477	75	397	111	156	46	710	216	102	318	1,028	1,449	Bruxelles.
	Gand	140	242	382	46	117	63	27	8	215	31	3	34	249	133	Gand.
	Liége	266	382	648	29	181	51	59	11	302	32	24	56	358	290	Liége.

LXIX. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil	6	4	2	5	1	6	—	5	1	6
TITRE V. — Mariage. (Opposition — nullité — autorisation maritale)	9	5	4	8	1	9	—	9	—	9
TITRE V. — Pension alimentaire	17	7	10	16	1	14	—	13	1	14
TITRE VI. — Divorce (garde d'enfant)	89	51	38	73	16	89	—	81	8	89
TITRE VI. — Séparation de corps	12	6	6	12	—	12	—	11	1	12
TITRE VII. — Paternité. Filiation	3	1	2	2	1	3	—	3	—	3
TITRE VIII. — Adoption	10	10	—	10	—	10	—	10	—	10
TITRE IX. — Puissance paternelle	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE X. — Tutelle	7	6	1	5	2	7	—	7	—	7
TITRE XI. — Interdiction et conseil judiciaire	3	2	1	2	1	3	—	2	1	3
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété	13	2	11	13	—	9	—	8	1	9
TITRE IV. — Servitudes	3	2	1	3	—	2	—	2	—	2
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions, partages et liquidations	39	21	18	39	—	21	—	21	—	21
TITRE II. — Dons	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—
TITRE II. — Testaments	10	6	4	10	—	4	—	4	—	4
TITRE III. — Conventions. (Exécution, résolution, interprétation)	36	18	18	35	1	9	—	7	2	9
TITRE III. — Payement de sommes	141	75	68	131	10	74	—	58	16	74
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (dommages-intérêts)	220	100	120	217	3	125	—	114	9	123
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparation de biens	14	8	6	11	3	12	—	12	—	12
TITRE VI. — Ventes. Nullité. Résolution. Rescision	5	3	2	3	—	4	—	4	—	4
TITRE VIII. — Contrat de louage. (Baux et loyers. Fermages)	19	5	14	18	1	7	—	7	—	7
TITRE X. — Prêt	2	1	1	2	—	1	—	—	1	1
TITRE XI. — Dépôt et séquestre	3	3	—	3	—	1	—	1	—	1
TITRE XII. — Vente	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE XIV. — Cautionnement	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TITRE XVIII. — Privilèges et hypothèques	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Code de procédure et lois spéciales.										
Ire PARTIE, LIVRE II, TITRE XIV. — Des rapports d'experts	4	2	2	4	—	3	—	3	—	3
LIVRE II, TITRE XXV. — Procédure devant les tribunaux de commerce	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE IV, TITRE II. — De la requête civile	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies-arrêts ou oppositions	8	4	4	8	—	4	—	4	—	4
LIVRE V, TITRE VIII. — Des saisies-exécutions	4	3	1	4	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE XI. — De la distribution par contributions	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE XII. — Saisie-immobilière	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
IIe PARTIE, LIVRE I, TITRE XI. — De l'interdiction	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE I. — De l'apposition des scellés après décès	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Brevets d'invention. Loi du 24 mai 1854	9	8	1	9	—	7	—	7	—	7
Compétence. Loi du 25 mars 1876	12	11	1	12	—	12	—	11	1	12
Expropriation pour cause d'utilité publique. Loi du 17 avril 1835	101	50	51	101	—	101	—	87	14	101
Expulsion des locataires. Loi du 20 décembre 1854	2	2	—	1	1	1	—	1	—	1
Opposition à contrainte. Loi du 29 avril 1849	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Poursuites disciplinaires. Loi du 14 décembre 1810	4	2	2	3	1	1	—	1	3	4
Prescription en matière fiscale ou disciplinaire. Loi du 17 août 1875	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854	8	3	5	7	1	8	—	8	—	8
Autres matières	5	2	3	3	—	4	—	4	—	4

LXIX (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires commerciales.										
Code de commerce.										
LIVRE Ier.										
Du commerce en général.										
TITRE I à V. — Des commerçants, etc.	340	198	144	320	20	106	—	99	7	106
TITRE VI. — Du gage. Loi du 5 mai 1872	2	1	1	2	—	1	—	1	—	1
TITRE IX. — Des sociétés	15	5	10	15	—	7	—	7	—	7
TITRES X et XI. — Des assurances	2	1	1	2	—	1	—	1	—	1
LIVRE II.										
Du commerce maritime.	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—
LIVRE III.										
Des faillites, banqueroutes et sursis.	34	15	21	33	1	33	—	30	3	33
TOTAL	395	216	179	374	21	148	—	138	10	148
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	457	253	224	429	28	311	—	268	43	311
Cour d'appel de Gand	137	92	45	130	7	113	—	110	3	113
Cour d'appel de Liége	238	104	134	220	9	151	—	138	13	151
TOTAL	832	429	403	788	44	575	—	516	59	575
Affaires commerciales.										
Cour d'appel de Bruxelles	253	137	96	235	18	85	—	80	5	85
Cour d'appel de Gand	78	33	45	77	1	39	—	35	4	39
Cour d'appel de Liége	64	26	38	62	2	24	—	23	1	24
TOTAL	395	216	179	374	21	148	—	138	10	148
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	1,227	645	582	1,162	65	723	—	654	69	723

LXX. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT à JUGER.
1	2	3	4	5	6
A. — En matière civile.					
Depuis moins de 3 mois	74	14	8	96	262
— 3 à 6 mois	102	6	20	128	123
— 6 mois à 1 an	241	12	44	297	251
— 1 à 3 ans	521	12	120	453	368
— 3 à 5 ans	45	—	38	83	89
— 5 à 10 ans	5	—	8	13	9
TOTAL	788	44	238	1,070	1,102
B. — En matière commerciale.					
Depuis moins de 3 mois	27	2	8	37	140
— 3 à 6 mois	42	4	11	57	82
— 6 mois à 1 an	115	4	38	155	215
— 1 à 3 ans	171	10	85	266	280
— 3 à 5 ans	20	1	25	46	52
— 5 à 10 ans	1	—	3	4	1
TOTAL	374	21	170	565	770
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	420	28	184	641	770
Cour d'appel de Gand	150	7	17	154	80
Cour d'appel de Liége	220	9	37	275	257
TOTAL	788	44	238	1,070	1,102
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	255	18	134	387	670
Cour d'appel de Gand	76	1	17	95	47
Cour d'appel de Liége	62	2	19	83	53
TOTAL	374	21	170	565	770
TOTAL GÉNÉRAL	1,162	65	408	1,635	1,872

COUR DE CASSATION (1re CHAMBRE).

LXXI. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER pendantes au commencement de l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER introduites pendant l'année judiciaire.	CAUSES A JUGER TOTAL.	ARRÊTS d'instruction.	ARRÊTS AU FOND Cassation.	ARRÊTS AU FOND Rejet.	ARRÊTS DÉCRÉTANT la déchéance.	ARRÊTS DÉCRÉTANT le désistement.	TOTAL des ARRÊTS.	Causes restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant en matière civile.										
Bruxelles	6	20	26	—	2	15	1	2	18	8
Gand	2	12	14	—	2	1	—	—	3	11
Liége	6	7	13	—	1	2	—	1	4	9
Cours d'appel jugeant en matière de commerce.										
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux jugeant en première instance.										
Bruxelles	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Louvain	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	1	2	3	—	—	1	—	—	1	2
Charleroi	2	—	2	—	—	1	—	—	1	1
Gand	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Courtrai	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—
Liége	3	—	3	—	—	1	—	—	1	2
Huy	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Verviers	3	—	3	—	—	1	—	—	1	2
Tongres	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Hasselt	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Namur	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Tribunaux de commerce	—	2	2	—	—	2	—	—	2	—
Justices de paix	4	2	6	—	1	2	—	1	4	2
TOTAUX	39	46	85	—	11	24	1	4	40	45

LXXII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.				ARRÊTS sur incidents.	ARRÊTS de désistement.	ARRÊTS de cassation.	ARRÊTS de rejet.	TOTAL par matière.	TOTAL général.
Code civil.									
Livre.	Titre.	Chapitre.							
I	V	V	Des obligations qui naissent du mariage	—	—	—	1	1	
	VI		Du divorce	—	—	—	1	1	
II	IV	III	Comment s'établissent les servitudes	—	—	1	—	1	11
III	I	IV	Des successions irrégulières	—	—	1	—	1	
	III	IV	De l'effet des obligations	—	1	—	1	2	
		VI	De la preuve littérale	—	—	1	4	5	
			Total des arrêts relatifs au code civil	—	1	3	7	11	
Code de procédure.									
PREMIÈRE PARTIE.									
II	XXV		De la procédure devant les tribunaux de commerce	—	—	—	1	1	1
			Total des arrêts relatifs au code de procédure	—	—	—	1	1	
Code de commerce.									
I	IX		Des sociétés	—	1	1	3	5	6
II			Du commerce maritime	—	—	—	1	1	
			Total des arrêts relatifs au code de commerce	—	1	1	4	6	
Lois et matières diverses.									
Constitution, art. 97. Défaut de motifs				—	—	1	1	2	
Constitution, art. 107. Application des lois et règlements par les cours et tribunaux				—	—	—	1	1	
Décret du 10 vendémiaire an IV. Police intérieure des communes				—	—	—	1	1	
Loi du 22 frimaire an VII. Enregistrement				—	—	1	—	1	
Arrêté du 4 novembre 1814. Prestation de serment				—	—	—	1	1	
Loi du 30 mars 1836. (Loi communale)				—	—	1	—	1	
Loi du 16 décembre 1851. Des privilèges et hypothèques				—	—	1	—	1	
Loi du 24 mai 1854. Brevets d'invention				—	—	—	3	3	22
Loi du 3 juillet 1858 et 9 avril 1881 relatives à la dot de la princesse Charlotte de Belgique et de la princesse Stéphanie de Belgique				—	—	—	2	2	
Loi du 5 juillet 1860. Autorisant la suppression du droit d'enregistrement sur la vente des marchandises réputées être dans le commerce				—	—	—	1	1	
Loi du 10 mai 1862. Concessions de péages				—	1	—	—	1	
Loi du 18 juin 1869. Organisation judiciaire				1	—	1	—	2	
Loi du 25 mars 1876. Compétence				—	—	2	1	3	
Loi du 1er avril 1879. Marques de fabrique				—	—	—	1	1	
Loi du 31 mars 1898. Unions professionnelles				—	1	—	—	1	
Total relatif aux lois et matières spéciales				1	2	7	12	22	
Total général				1	3	11	24	40	

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1906.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction, page L.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXXIII. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS	Capacité. CELLULES OU PLACES										Population					
	ordinaires.		d'infirmerie.		de pistole.		pour dettes.		de désencombrement.		TOTAL.		moyenne.		maximum.		minimum.	
	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. . . .	371	—	24	—	—	—	—	—	—	—	595	—	381	—	572	—	346	—
Prison centrale à Gand. { Quartier commun des criminels . . .	202	—	28	—	—	—	—	—	—	—	230	—	120	—	125	—	115	—
Quartier cellulaire . Id. de discipline et des jeunes condamnés.	69	—	6	—	—	—	—	—	—	—	75	—	65	—	69	—	56	—
Totaux.	387	—	13	—	—	—	—	—	—	—	402	—	190	—	206	—	178	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	523	—	29	—	—	—	—	—	—	—	552	—	500	—	591	—	228	—
Prison à Saint-Gilles.	597	—	12	—	—	—	—	—	—	—	616	—	604	—	654	—	572	—
Id. à Bruxelles.	162	88	5	8	1	2	—	—	13	6	165	113	112	73	180	98	50	44
Id. secondaire à Louvain. .	140	98	6	5	3	1	5	—	22	6	177	41	146	12	173	10	124	5
Id. à Nivelles	102	63	6	1	1	1	6	—	—	—	118	16	93	8	115	14	81	9
Id. à Anvers.	338	62	9	3	2	1	1	—	20	—	393	67	358	42	390	65	281	27
Id. à Malines	64	65	4	2	1	—	4	—	—	—	74	18	57	12	80	16	43	8
Id. à Turnhout.	144	18	9	1	—	—	—	—	—	—	156	16	132	11	167	10	107	5
Id. à Mons	230	44	8	4	1	1	—	—	55	22	283	71	210	50	230	37	183	21
Id. à Charleroi.	108	20	4	1	2	—	—	—	10	—	115	23	94	16	126	23	69	10
Id. à Tournai	130	23	6	5	1	—	1	—	25	0	189	37	133	11	153	16	113	5
Id. secondaire à Gand. . .	233	51	10	2	2	—	—	—	60	8	326	63	207	38	344	32	196	20
Id. à Termonde	117	28	4	2	1	—	—	—	10	—	135	32	113	15	156	10	96	6
Id. à Audenarde	65	0	3	2	1	—	—	—	—	—	67	11	51	3	58	6	9	—
Id. à Bruges.	218	57	3	2	1	—	1	—	—	—	225	60	183	37	224	43	139	31
Id. à Courtrai	131	14	4	1	1	—	—	—	—	—	137	16	107	11	142	16	81	7
Id. à Furnes.	31	8	2	—	1	—	2	—	—	—	36	9	20	0	43	10	13	3
Id. à Ypres	65	15	5	1	2	—	5	—	—	—	71	17	62	0	85	13	47	0
Id. à Liége	184	53	4	2	2	—	—	—	12	—	202	57	171	31	203	40	134	21
Id. à Verviers	154	24	2	1	2	—	—	—	106	10	284	37	138	11	159	19	111	6
Id. à Huy.	30	13	2	1	2	—	—	—	8	5	42	18	27	5	54	7	20	3
Id. à Tongres	12	2	—	—	—	—	—	—	—	—	12	2	3	—	11	2	2	—
Id. à Hasselt	52	11	2	1	1	—	—	—	8	—	63	13	31	4	65	11	35	1
Id. à Arlon	62	16	2	1	1	—	—	—	6	2	74	21	65	4	84	8	53	2
Id. à Marche	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	6	—	15	2	1	—
Id. à Neufchâteau	19	7	1	1	1	—	—	—	8	—	27	9	22	1	30	4	15	1
Id. à Namur.	92	26	2	1	1	—	—	—	6	2	103	32	76	12	100	10	53	5
Id. à Dinant.	53	5	1	—	2	—	1	—	4	1	38	9	30	3	39	3	21	1
Totaux.	4,108	651	143	46	28	4	28	4	337	81	4,673	810	3,606	403	4,436	588	2,903	252
Totaux généraux.	5,334	651	216	46	28	4	28	4	337	81	5,975	810	4,542	403	5,408	588	3,798	252

LXXIV. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.		POPULATION au 31 décembre 1905.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement.			ENTRÉES. Venant d'une autre prison ou réintégrés après évasion, libération provisoire ou translation dans un autre établissement.			TOTAL des entrées, y compris la population au 31 décembre 1905.			SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés.			SORTIES. Transférés dans un autre établissement ou évadés.			TOTAL des sorties.			POPULATION au 31 décembre 1906.			JOURNÉES de détention.		
		Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Louvain.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	66	—	66	10	—	10	2	—	2	78	—	78	—	—	—	6	—	6	6	—	6	71	—	71	23,473	—	25,475
	Travaux forcés à perpétuité.	74	—	74	9	—	9	4	—	4	87	—	87	3	—	3	7	—	7	10	—	10	77	—	77	27,878	—	27,878
	Travaux forcés à temps.	234	—	234	44	—	44	23	—	25	303	—	303	26	—	26	31	—	31	57	—	57	247	—	247	88,072	—	88,072
	Reclusion.	77	—	77	20	—	20	11	—	11	108	—	108	14	—	14	16	—	16	30	—	30	78	—	78	27,417	—	27,417
	Emprisonnement correctionnel.	102	—	102	19	—	19	5	—	5	126	—	126	19	—	19	14	—	14	33	—	33	95	—	93	35,869	—	35,869
Prison centrale à Gand.	Quartier commun des criminels. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	41	—	41	—	—	—	6	—	6	47	—	47	2	—	2	1	—	1	3	—	3	44	—	44	15,800	—	15,800
	Travaux forcés à perpétuité.	45	—	45	—	—	—	5	—	5	50	—	50	2	—	2	4	—	4	6	—	6	44	—	44	16,506	—	16,506
	Travaux forcés à temps.	23	—	23	—	—	—	17	—	17	40	—	40	1	—	1	17	—	17	18	—	18	22	—	22	8,642	—	8,642
	Reclusion.	7	—	7	—	—	—	4	—	4	11	—	11	—	—	—	2	—	2	2	—	2	9	—	9	2,755	—	2,755
	Quartier cellulaire. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	3	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	—	1	1	—	1	2	—	2	766	—	766
	Travaux forcés à perpétuité.	5	—	5	—	—	—	5	—	5	10	—	10	—	—	—	2	—	2	2	—	2	8	—	8	2,553	—	2,553
	Travaux forcés à temps.	14	—	14	—	—	—	11	—	11	25	—	25	2	—	2	3	—	5	7	—	7	18	—	18	5,867	—	5,867
	Reclusion.	7	—	7	—	—	—	2	—	2	9	—	9	1	—	1	2	—	2	3	—	3	6	—	6	2,391	—	2,391
	Emprisonnement correctionnel.	25	—	25	6	—	6	24	—	24	55	—	55	12	—	12	10	—	10	22	—	22	33	—	33	11,825	—	11,825
	Emprisonnement de police	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	222	—	222
	Quartier de discipline et des jeunes condamnés. Indisciplinés.	—	167	167	—	5	5	—	77	77	—	249	249	—	102	102	—	37	37	—	139	139	—	156	156	—	57,370	57,370
	Jeunes condamnés . .	—	33	35	—	58	58	—	16	18	—	109	109	—	15	15	—	19	19	—	34	34	—	29	29	—	11,854	11,854
	Totaux	724	202	928	108	63	171	121	93	214	953	358	1,311	82	117	199	119	56	175	201	173	374	752	185	937	272,038	69,224	341,262

LXXIV (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 décembre 1905.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			TOTAUX DES ENTRÉES y compris la population au 31 décembre 1905.			SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.			POPULATION au 31 décembre 1906.			JOURNÉES de détention.	
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	258	—	258	452	—	452	1,037	—	1,037	1,489	—	1,489	1,747	—	1,747	910	—	910	448	—	448	1,358	—	1,358	389	—	389	109,680	—
Prison à Saint-Gilles	599	—	599	2,370	—	2,370	2,384	—	2,384	4,754	—	4,754	5,353	—	5,353	1,679	—	1,679	3,094	—	3,094	4,773	—	4,773	580	—	580	220,298	—
Id. à Bruxelles	73	64	137	6,195	2,317	8,510	4,611	362	4,973	10,804	2,679	13,483	10,877	2,745	13,620	7,268	2 288	9,556	3,520	393	3,913	10,788	2,681	13,469	89	62	151	40,802	26,071
Id. secondaire à Louvain	138	11	140	964	150	1,114	325	5	330	1,289	155	1,444	1,427	166	1,593	895	141	1,036	393	11	404	1,288	152	1,440	139	14	153	53,227	4,457
Id. à Nivelles	95	7	102	372	45	417	361	13	374	733	58	791	828	65	893	568	47	615	168	12	180	736	59	795	92	6	98	34,819	2,812
Id. à Anvers	504	28	532	3,848	807	4,655	858	37	895	4,706	844	5,550	5,010	872	5,882	3,162	749	3,851	1,574	70	1,653	4,676	828	5,504	334	44	378	125,367	15,406
Id. à Malines	40	0	58	584	27	591	108	10	118	672	37	709	721	46	767	556	28	564	130	8	138	686	36	702	55	10	65	20,733	4,224
Id. à Turnhout	135	6	130	684	23	707	469	21	490	1,153	44	1,197	1,286	50	1,336	699	30	729	454	10	464	1,153	40	1,193	133	10	143	48,202	4,145
Id. à Mons	220	24	235	1,226	178	1,404	307	18	315	1,533	186	1,719	1,762	210	1,972	1,110	165	1,275	437	15	452	1,547	178	1,725	215	32	247	76,695	11,030
Id. à Charleroi	96	18	114	2,285	246	2,531	524	20	544	2,809	266	3,075	2,903	284	3,189	1,415	207	1,622	1,391	62	1,455	2,806	269	3,075	99	15	114	34,381	5,014
Id. à Tournai	128	10	138	711	72	783	284	4	288	995	76	1,071	1,123	86	1,209	620	64	684	367	13	380	987	77	1,064	130	9	145	48,685	4,097
Id. secondaire à Gand	241	34	275	3,044	366	4,310	1,523	100	1,625	5,467	466	5,933	5,708	500	6,208	3,051	339	3,390	2,374	122	2,496	5,425	461	5,886	285	39	322	97,587	14,014
Id. à Termonde	96	6	102	1,502	96	1,598	131	14	145	1,633	110	1,743	1,729	116	1,845	1,294	89	1,383	318	14	332	1,612	103	1,715	117	13	130	41,936	4,835
Id. à Audenarde	45	—	45	495	34	529	96	6	32	521	40	561	566	40	606	408	27	435	126	12	138	534	39	573	32	1	33	11,264	921
Id. à Bruges	179	38	217	1,868	108	1,974	307	56	363	2,173	164	2,337	2,352	202	2,554	1,040	116	1,156	556	52	588	2,176	168	2,344	176	34	210	67,516	13,037
Id. à Courtrai	119	11	130	2,262	132	2,394	349	24	373	2,611	156	2,767	2,730	107	2,897	1,534	110	1,644	1,071	49	1,120	2,605	159	2,764	125	8	133	38,014	3,923
Id. à Furnes	25	4	29	303	32	335	34	7	41	337	39	376	302	45	405	266	31	297	62	4	66	323	35	363	34	8	42	10,510	2,018
Id. à Ypres	64	7	71	508	42	550	90	9	99	598	51	649	662	58	720	415	27	442	191	22	213	606	49	655	56	9	65	22,708	3,378
Id. à Liége	193	32	225	2,231	413	2,644	844	20	864	3,075	433	3,508	3,208	465	3,733	2,040	337	2,405	1,062	80	1,142	3,108	437	3,545	160	28	188	62,243	11 320
Id. à Verviers.	131	9	140	582	92	674	224	11	235	806	103	909	957	112	1,049	541	87	628	245	15	260	786	102	888	151	10	161	50,365	4,071
Id. à Huy.	30	4	34	130	17	150	65	7	72	204	24	228	254	28	282	117	19	136	91	3	94	208	22	230	26	6	32	9,875	1,891
Id. à Tongres	2	—	2	49	3	52	16	1	17	65	4	69	67	4	71	19	2	21	43	2	45	62	4	66	5	—	5	1,071	28
Id. à Hasselt	46	3	49	765	75	830	139	17	156	894	92	986	940	93	1,033	804	84	888	332	9	341	896	93	989	44	2	46	18,303	1,541
Id. à Arlon	57	3	60	536	27	563	265	8	271	599	35	634	656	38	694	585	19	404	204	12	216	589	31	620	67	7	74	22,890	1,531
Id. à Marche	8	—	8	222	13	235	6	1	7	228	14	242	236	14	250	91	9	105	137	5	142	231	14	245	5	—	5	-2,310	129
Id. à Neufchâteau	24	3	27	264	12	276	28	3	31	292	15	307	316	18	334	112	7	119	178	7	185	290	14	304	26	4	30	8,004	732
Id. à Namur	78	13	91	744	65	809	336	8	344	1,080	73	1,153	1,158	86	1,244	645	60	705	436	15	451	1,081	75	1,156	77	11	88	27,847	4,513
Id. à Dinant	27	2	29	268	18	286	30	3	33	298	21	319	325	25	348	175	16	191	115	4	119	290	20	310	35	3	38	11,088	1,078
TOTAUX.	3,467	346	3,813	36,139	5,410	41,549	15,678	775	16,454	51,818	6,185	58,003	55,285	6,531	61,816	32,108	5,116	37,224	19,497	1,030	20,527	51,605	6,146	57,751	3,680	385	4 065	1,316,366	148,171

LXXV. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail.	TOTAL des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain	24,159	140,274	175,415	24,990	6,991	—	97	224,711
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels.	5,057	28,516	35,055	6,156	3,536	254	58	45,703
Quartier cellulaire	6,085	15,359	19,424	3,398	750	—	45	23,624
Quartier de discipline.	1,825	45,571	47,196	8,278	1,656	—	260	57,370
Quartier des jeunes condamnés.	—	9,859	9,859	1,799	180	—	27	11,854
Totaux.	37,686	240,159	285,825	44,601	12,561	254	478	341,262
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	40,150 5/4	47,560 1/4	87,711	16,457	5,296	—	216	109,680
Prison à Saint-Gilles	26,049	135,196	162,145	51,210	6,766	—	177	220,298
Id. à Bruxelles	6,580	41,021	47,610	19,400	454	—	29	67,473
Id. secondaire à Louvain	5,335	39,645	44,996	10,841	1,754	76	57	57,684
Id. à Nivelles	4,575	27,058	31,655	5,995	5	—	—	37,651
Id. à Anvers	15,356	91,551	104,867	50,207	5,606	—	55	158,775
Id. à Malines	5,595	10,422	16,815	5,139	»	—	3	24,057
Id. à Turnhout	5,581	34,525	39,906	10,054	1,881	—	14	52,455
Id. à Mons	9,757 3/4	57,680	67,425 3/4	17,255 1/4	5,022	—	44	87,745
Id. à Charleroi	4,508	17,817	22,185	17,920	184	—	—	40,205
Id. à Tournai	4,905	34,585	39,480	12,404	8	830	34	52,782
Id. secondaire à Gand	11,547	68,665	80,212	20,671	4,509	—	9	111,401
Id. à Termonde	6,072	30,717	36,789	8,884	951	120	67	46,811
Id. à Audenarde	1,423 1/4	7,041	8,564 1/4	2,715 3/4	9	70	20	12,185
Id. à Bruges	9,300	32,855	62,215	17,407	1,058	440	9	81,175
Id. à Courtrai	4,501	25,685	27,986	14,072	155	—	24	42,857
Id. à Furnes	2,205	7,885	10,080	2,340	125	—	3	12,558
Id. à Ypres	5,244	18,550	21,805	4,195	20	19	30	20,085
Id. à Liége	7,877	42,040	50,825	21,815	100	770	51	75,505
Id. à Verviers	7,150	31,668	38,824	14,558	1,040	—	34	54,456
Id. à Huy	1,057 1/2	7,010 1/2	8,067	2,334	525	127	5	11,766
Id. à Tongres	415	755	1,148	775	76	—	—	1,9'9
Id. à Hasselt	2,471	12,527	14,798	4,977	265	—	6	20,044
Id. à Arlon	5,810	13,845	19,655	4,614	102	—	56	24,127
Id. à Marche	502	—	502	2,077	—	—	—	2,459
Id. à Neufchâteau	1,507	4,456	6,025	2,478	—	—	35	8,550
Id. à Namur	4,426	19,946	24,372	7,217	771	—	—	32,360
Id. à Dinant	1,384 1/4	7,059 3/4	9,524	2,818	—	—	24	12,166
Totaux.	194,405 1/2	896,025 1/2	1,090,519	338,154	52,451	2,478	975	1,484,357
Totaux généraux.	232,179 1/2	1,142,164 1/2	1,374,344	382,755	44,792	2,478	1,450	1,805,799

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXVI. — Détenus par voie de correction paternelle. — Mouvement des entrées et sorties.

DÉSIGNATION DE L'AGE AU MOMENT DE L'INCARCÉRATION.	DÉTENUS au 1er janvier 1906. G.	F.	Nombre d'enfants incarcérés pendant l'année, d'après la durée de la détention à subir. 5 jours. G.	F.	6 jours. G.	F.	8 jours. G.	F.	10 jours. G.	F.	14 jours. G.	F.	15 jours. G.	F.	1 mois. G.	F.	2 mois. G.	F.	3 mois. G.	F.	6 mois. G.	F.	TOTAUX des entrées. G.	F.	TOTAUX des entrées et de la population au 1er janvier. G.	F.	Nombre d'enfants sortis pendant l'année. par suite expiration du terme fixé. G.	F.	par translation. G.	F.	par décès. G.	F.	retirés par la famille. G.	F.	TOTAUX des sorties. G.	F.	DÉTENUS au 31 décembre 1906. G.	F.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11 ans	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12 ans	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13 ans	1	—	—	—	—	—	6	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14 ans	—	—	—	—	—	—	8	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15 ans	—	—	—	—	—	—	9	3	—	—	1	—	1	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	16	3	17	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
16 ans	—	—	—	—	—	—	13	3	1	—	1	—	1	—	3	—	3	—	1	—	—	—	—	—	23	3	24	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
17 ans	—	—	—	—	—	—	12	3	1	—	1	—	1	—	3	—	4	—	1	—	—	—	—	—	23	3	24	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
18 ans	—	—	—	—	—	—	21	3	1	—	1	—	1	—	3	—	4	—	2	—	—	—	—	—	32	3	33	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
19 ans	—	—	—	—	—	—	13	3	1	—	1	—	1	—	3	—	5	—	2	—	—	—	—	—	26	3	27	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
20 ans	1	—	—	—	—	—	9	3	1	—	1	—	1	—	3	—	5	—	2	—	—	—	—	—	22	3	24	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
Totaux.	2	—	—	—	—	—	95	23	5	—	10	—	9	—	21	—	24	—	7	—	—	—	—	—	182	23	192	—	—	—	—	—	9	—	9	—	18	—

LXXVII. — Détenus par voie de correction paternelle. — Durée de la détention subie par les enfants retirés avant l'expiration du terme fixé.

AGE.	Retirés le jour même de leur incarcération.		RETIRÉS APRÈS UNE DÉTENTION DE																Totaux.	
			1 jour.		2 à 8 jours.		9 à 15 jours.		plus de 15 jours à 1 mois.		plus de 1 à 2 mois.		plus de 2 à 3 mois.		plus de 3 à 4 mois.		plus de 4 à 5 mois.		plus de 5 à 6 mois.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
9 ans	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
10 ans	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
11 ans	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
12 ans	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
13 ans	—	—	—	—	3	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2
14 ans	—	—	1	—	3	1	1	1	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3
15 ans	—	—	—	—	4	1	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5
16 ans	—	—	1	—	10	10	2	1	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7
17 ans	—	—	—	1	3	3	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6
18 ans	—	—	—	—	10	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
19 ans	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
20 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	—	—	3	1	19	18	7	6	7	4	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	40	31

LXXVIII. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.*						B. — *Prisons secondaires.*					
	HOMMES fréquentant l'école à titre			JEUNES CONDAMNÉS ET INDISCIPLINÉS fréquentant l'école à titre			HOMMES fréquentant l'école à titre			FEMMES fréquentant l'école à titre		
	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.	obligatoire.	facultatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	494	—	494	202	—	202	704	22	816	50	14	64
Détenus admis à l'école pendant l'année	109	—	109	148	—	148	1,218	341	1,559	90	13	103
Totaux	603	—	603	350	—	350	2,012	363	2,375	140	27	167
Détenus sortis de l'école pendant l'année	102	—	102	165	—	165	1,156	343	1,501	87	19	106
Population de l'école au 31 décembre	501	—	501	185	—	185	856	18	874	53	8	61
Détenus dispensés de l'école pendant l'année	23	—	23	—	—	—	44	—	44	—	—	—
Id. exclus id. id.	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—

LXXIX. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

| CATÉGORIES. | État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction | | | | | | | | | | | | | | | |

LXXX. — Punitions infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	NOMBRE des détenus punis.	INFRACTIONS DÉNONCÉES.																			PUNITIONS INFLIGÉES.												
		Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir confectionné des objets en fraude.	Avoir fumé en cellule.	Avoir jeté des objets divers aux préaux ou par la fenêtre.	Avoir tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	Avoir détérioré ses effets d'habillement ou de couchage.	Avoir été vu à la fenêtre de sa cellule.	Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communications et tentatives de communication.	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, inconduite, moquerie, insultes, insolence, réponses inconvenantes, inconvenance, menaces, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies.	Mauvaise propreté, paresse.	Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant à l'établissement.	Soustraction d'objets appartenant aux détenus.	Tentatives d'évasion.	Trafics et tentatives de corruption.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les codétenus.	TOTAL des infractions.	Punitions prononcées conditionnellement.	Réprimandes et avertissements.	Remboursement du dommage causé.	Privation de faveurs.	Mise au pain et à l'eau en cellule ordinaire ou dans le quartier.	Placement en cellule ordinaire avec ou sans la mise au pain et à l'eau de détenus des quartiers communs.	Réclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme maximum de 3 jours.	Réclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme de 4 à 9 jours.	Exclusion de l'école	Totaux des punitions.	Totaux des journées de punition emportant privation de travail.	Totaux des journées de punition autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
A. — Prisons centrales.																																					
Condamnés criminels . . forçats	95	—	3	—	1	—	1	3	—	—	—	26	9	1	57	4	—	2	1	—	—	—	—	9	117	—	31	3	12	—	33	10	7	—	100	128	481
Condamnés criminels . . reclusionnaires .	28	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	11	—	—	16	—	—	1	—	—	—	—	—	—	30	—	11	—	2	—	3	3	3	—	28	36	61
Condamnés correctionnels	36	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	10	3	—	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44	—	14	1	6	—	11	2	4	—	38	24	170
TOTAUX.	161	—	3	—	4	1	1	3	1	—	—	47	12	1	101	4	—	3	1	—	—	—	—	9	191	—	56	6	20	—	51	17	16	—	166	188	712
Jeunes condamnés	21	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	2	—	10	—	—	—	1	—	—	—	—	3	29	—	1	1	—	—	19	—	—	—	21	27	30
Indisciplinés	175	—	1	—	—	—	1	5	2	2	—	20	10	2	147	1	—	—	1	8	—	—	—	24	233	1	1	1	2	—	173	—	—	—	178	260	150
TOTAUX.	196	—	1	—	—	—	2	6	2	2	—	22	21	2	166	1	—	—	2	8	—	—	—	27	262	1	2	2	2	—	192	—	—	—	199	287	180
B. — Prisons secondaires.																																					
HOMMES. Prévenus et accusés	393	2	2	—	21	5	1	4	24	—	4	157	87	15	76	4	17	3	2	2	—	1	1	—	428	2	25	90	52	260	—	20	—	—	447	50	1,125
HOMMES. Condamnés criminels . . forçats . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
HOMMES. Condamnés criminels . . reclusionnaires	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	3
HOMMES. Condamnés correctionnels	2,408	10	6	—	33	15	100	41	69	38	25	940	360	20	718	63	81	48	35	7	—	2	34	10	2,680	6	85	369	524	1,413	103	215	17	4	2,738	862	12,499
HOMMES. Condamnés de police	101	—	—	—	—	1	48	1	2	—	1	9	21	—	18	1	—	—	—	—	—	—	—	—	102	—	11	23	1	68	—	6	—	—	109	6	95
HOMMES. Autres catégories	43	1	—	—	—	—	2	3	3	—	—	5	15	—	12	1	—	—	—	—	—	—	—	2	46	—	2	18	—	20	—	8	—	—	48	15	26
TOTAUX.	2,949	13	8	—	56	19	150	51	98	38	28	1,113	483	44	825	69	98	51	37	9	—	3	35	21	3,259	8	121	500	577	1,763	105	249	17	4	3,344	933	13,749
FEMMES. Prévenues et accusées	11	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	2	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	2	2	8	—	—	—	—	12	—	20
FEMMES. Condamnées criminelles . . forçats . . .	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	2	—	1	—	1	1	—	5	9	3
FEMMES. Condamnées criminelles . . reclusionnaires.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
FEMMES. Condamnées correctionnelles.	100	3	1	2	—	1	—	—	3	1	1	34	17	1	41	6	1	4	—	—	—	—	—	—	116	—	1	17	27	50	—	11	—	—	106	31	696
FEMMES. Condamnées de police.	17	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	9	2	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—	—	2	—	11	—	1	—	—	17	2	31
FEMMES. Autres catégories	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	2	—	2	—	—	—	—	4	—	3
TOTAUX.	137	4	1	2	—	1	1	—	6	1	1	46	25	2	54	6	1	4	—	—	—	—	—	—	155	—	1	25	29	75	—	13	1	—	144	42	753

INFIRMERIE.

LXXXI. — Mouvement général des entrées et des sorties pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 DÉCEMBRE 1905.			ENTRÉES PENDANT L'ANNÉE.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE.													EN TRAITEMENT au 31 DÉCEMBRE 1906.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.										
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	9	3	12	50	47	97	59	50	109	41	49	90	—	—	—	3	—	3	1	—	1	45	49	94	14	1	15	4,446	1,008	5,454	—	—	—
Id. du système nerveux et des organes du sens.	4	1	5	9	7	16	13	8	21	6	6	12	—	—	—	1	—	1	3	—	3	10	6	16	3	2	5	1,489	44	1,533	—	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	1	—	1	7	2	9	8	2	10	4	1	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1	5	1	6	3	1	4	494	13	507	—	—	—
Id. id. respiratoire	9	1	10	14	8	22	23	9	32	12	8	20	—	—	—	1	1	2	—	—	—	15	9	22	10	—	10	3,205	296	3,501	—	—	—
Id. id. digestif	2	—	2	7	7	14	9	7	16	9	5	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	14	—	2	2	374	72	446	—	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	—	—	—	2	2	4	2	2	4	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—	65	9	74	—	—	—
Etat puerpéral	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	—	1	1	5	23	28	5	24	29	5	21	26	—	—	—	—	2	2	—	—	—	3	25	28	—	1	1	87	338	445	—	—	—
Id. des organes de la locomotion	2	—	2	6	9	15	8	9	17	4	9	13	1	—	1	—	—	—	1	—	1	6	9	15	2	—	2	316	85	401	—	—	—
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affections produites par des causes extérieures	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	27	6	33	100	105	205	127	111	238	83	101	184	1	—	1	5	3	8	6	—	6	95	104	199	32	7	39	10,536	1,825	12,361	—	—	—

INFIRMERIE.

LXXXI (suite). — Mouvement général des entrées et des sorties pendant l'année.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 décembre 1905.			ENTRÉES pendant l'année.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE.									EN TRAITEMENT au 31 décembre 1906.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	15	10	25	125	24	149	140	34	174	67	13	80	8	1	9	42	10	52	2	—	2	119	24	143	21	10	31	5,610	1,786	7,396	1,508	2,496	3,804
Id. du système nerveux et des organes des sens.	7	4	11	35	9	42	40	13	53	17	3	20	3	2	5	7	5	12	3	1	4	30	11	41	10	2	12	1,458	632	2,090	335	521	876
Id. de l'appareil circulatoire	4	3	7	33	14	47	37	17	54	14	5	19	1	—	1	10	6	16	5	1	6	30	12	42	7	5	12	1,190	343	1,533	467	1,829	2,296
Id. id. respiratoire	14	1	15	83	9	92	97	10	107	53	4	57	3	—	3	24	3	27	8	—	8	88	7	95	9	3	12	3,020	276	3,296	2,137	546	2,683
Id. id. digestif	2	14	16	107	31	138	109	45	214	130	24	154	1	1	2	17	14	31	1	—	1	149	39	188	20	6	26	1,978	1,318	3,296	3,925	2,900	6,825
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	8	—	8	42	5	47	50	5	55	23	2	25	—	—	—	21	1	22	1	—	1	45	3	48	5	2	7	1,019	200	1,219	940	62	1,002
Etat puerpéral	—	—	—	—	18	18	—	18	18	—	8	8	—	2	2	—	7	7	—	—	—	—	17	17	—	1	1	—	84	84	—	650	650
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	1	1	2	48	1	49	49	2	51	33	—	33	—	—	—	15	—	15	—	—	—	48	—	48	1	2	3	360	84	444	750	305	1,095
Id. des organes de la locomotion	3	—	3	31	—	34	37	—	37	27	—	27	—	—	—	9	—	9	—	—	—	30	—	36	1	—	1	660	—	666	1,084	—	1,084
Vices de conformation	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	51	51	—	—	—
Vieillesse	6	—	6	30	2	32	36	2	38	30	2	32	—	—	—	4	—	4	—	—	—	34	2	36	2	—	2	572	72	644	631	—	631
Affections produites par des causes extérieures	—	—	—	6	—	6	6	—	6	3	—	3	—	—	—	2	—	2	—	—	—	5	—	5	1	—	1	28	—	28	222	—	222
Maladies mal définies	—	—	—	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	90	90	30	—	30
TOTAUX	60	33	93	602	115	717	662	148	810	397	61	458	16	7	23	152	46	198	20	2	22	585	116	701	77	32	109	15,881	4,955	20,837	11,829	9,369	21,198

LXXXII. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Forçats.	Réclusionnaires.	Correctionnels.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Maladies générales	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. du système nerveux et des organes des sens	3	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—	2	—	—	1
Maladies de l'appareil circulatoire	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—
Id. des organes de la locomotion	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Totaux	6	—	—	1	1	—	1	3	6	—	—	—	2	1	1	2
Morts subites	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux	6	—	—	1	1	—	1	3	6	—	—	—	2	1	1	2

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.								NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Bon.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	2	—	—	2	2	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	6	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—										—	—	—
—	—	—	2	—	—	2	2	—										6	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies générales	Hommes.	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Id. du système nerveux et des organes des sens	Hommes.	3	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	2
	Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Maladies de l'appareil circulatoire	Hommes.	5	—	—	1	—	—	—	4	—	1	—	4
	Femmes.	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Id. id. respiratoire	Hommes.	8	—	—	—	1	4	1	2	1	—	1	6
Id. id. digestif	Hommes.	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	Hommes.	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Totaux	Hommes.	20	—	—	2	2	5	1	10	1	2	1	16
	Femmes.	2	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1
Morts subites	Hommes.	2	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	1
Totaux généraux		24	—	—	2	2	6	3	11	2	3	1	18

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.								NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Bon.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Oui.	Mauvais. Existence de la maladie qui a occasionné le décès. Non.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1
2	1	—	—	2	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
1	2	1	1	3	—	2	—	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	2	3	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
3	2	2	1	5	—	2	1	—	4	2	—	1	—	—	—	1	—	1	6	1
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
9	5	4	2	11	2	4	2	1	9	4	2	2	1	—	—	2	—	5	10	5
1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—
—	—	—	2	2	—	—	—	—										2	—	—
10	5	4	5	14	2	4	2	2										8	11	5

LXXXIII. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE de l'infraction.			DURÉE de la condamnation.			MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Emprisonnement. Moins de 5 ans.	Emprisonnement. Plus de 5 à 10 ans.	Mise à la disposition du gouvernement jusqu'à 21 ans.	Pendaison.	Saut au dessus de la balustrade.	Autres.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Condamnés correctionnels	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Totaux.	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Élèves du quartier de discipline	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—
Totaux généraux.	1	1	1	—	1	—	—	2	—	—	1	1	—	2	—	—	1	1	1	1	—	1	1	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.		TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.			DURÉE DE LA CONDAMNATION.						MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.								
		accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Correction paternelle.	Vagabondage.	Désertion.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mise à la disposition du gouvernement.	Pendaison ou strangulation.	Saut par dessus la balustrade.	Autres.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
Prévenus et accusés.	Hommes.	1	5	—	5	—	1	—	5	1	—	3	1	2	1	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—
	Femmes.	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Condamnés.	Hommes.	2	8	1	6	—	2	1	5	4	1	—	6	4	5	5	—	—	—	—	1	1	—	1	7	—	10	—	—	—	—	2	3	3	2	—	—	—
	Femmes.	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds.	Hommes.	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1.	—	—	—
Passagers autres catégories.	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Correction paternelle.	Id.	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	Hommes.	3	15	2	11	1	3	1	12	5	1	4	8	6	6	8	1	1	1	1	1	1	—	1	7	1	16	1	1	1	—	6	5	3	3	—	—	—
	Femmes.	1	2	1	2	—	—	—	2	—	1	—	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—
Totaux généraux.		4	17	3	13	1	3	1	14	5	2	4	10	7	7	9	1	4	1	1	1	1	—	1	8	1	16	2	3	1	1	—	7	3	3	—	—	—

LXXXIV. — Aliénés colloqués pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE DE LA CONDAMNATION.					DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	MARIÉS OU VEUFS avec enfants.	MARIÉS OU VEUFS sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	ATTENTAT CONTRE LES personnes.	ATTENTAT CONTRE LES propriétés.	ATTENTAT CONTRE LES mœurs.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Reclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 5 ans.	Plus de 5 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Prison centrale à Louvain.	3	—	—	1	2	—	—	—	3	—	—	1	2	1	2	—	—	1	—	1	1	1	—	1	—	1
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels.	8	—	—	1	3	4	—	—	2	5	1	6	2	5	3	—	—	1	7	—	—	—	—	2	2	4
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire	2	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier des jeunes condamnés.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	13	—	—	2	7	4	—	—	5	7	1	10	3	7	6	—	—	2	8	2	1	1	—	3	4	5

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS (1).			NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.								DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	MARIÉS OU VEUFS avec enfants.	MARIÉS OU VEUFS sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	ATTENTAT CONTRE LES personnes.	ATTENTAT CONTRE LES propriétés.	ATTENTAT CONTRE LES mœurs.	Militaires.	Mendiants et vagabonds.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à perpétuité.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à temps.	PEINE CRIMINELLE. Reclusion.	PEINE CORRECTIONNELLE DE moins de 6 mois.	PEINE CORRECTIONNELLE DE 6 mois à 1 an.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 1 à 3 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 3 à 5 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Prévenus et accusés. Hommes.	44	1	—	15	15	8	3	2	32	8	4	—	—	—	10	20	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	21	1	—	1	—	—
Prévenus et accusés. Femmes.	2	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. Hommes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés. Hommes.	28	—	—	12	10	3	1	—	14	10	4	—	20	8	6	18	4	—	—	—	—	—	5	5	7	7	6	—	—	1	11	3	4	2	1	4
Condamnés. Femmes.	5	—	1	1	1	1	1	—	2	2	1	—	2	3	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	3	1	—	1	—
TOTAUX. Hommes.	72	1	—	27	25	13	4	2	46	18	8	—	20	8	16	38	18	—	—	—	—	—	5	3	7	7	6	—	—	22	32	6	4	3	1	4
TOTAUX. Femmes.	7	1	1	1	1	1	2	—	3	3	1	—	2	3	4	2	1	—	—	1	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	2	3	1	—	1	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	79	2	1	28	26	14	6	2	49	21	9	—	22	11	20	40	19	—	—	1	—	—	5	3	10	7	7	—	—	22	34	9	5	3	2	4

(1) Ces renseignements ne sont pas recueillis pour les prévenus et accusés.

Condition au moment de la collocation.

centrales.

ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE DE LA CONDAMNATION.					DURÉE DE LA DÉTENTION.				
Récidivistes.	Non récidivistes.	ATTENTAT CONTRE LES personnes.	ATTENTAT CONTRE LES propriétés.	ATTENTAT CONTRE LES mœurs.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Reclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 5 ans.	Plus de 5 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
2	1	1	2	—	—	1	—	1	1	1	—	1	—	1
6	2	5	3	—	—	1	7	—	—	—	—	2	2	4
2	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	3	7	6	—	—	2	8	2	1	1	—	3	4	5

secondaires.

L'INFRACTION.		NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.										DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
Militaires.	Mendiants et vagabonds.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à perpétuité.	PEINE CRIMINELLE. Travaux forcés à temps.	PEINE CRIMINELLE. Reclusion.	PEINE CORRECTIONNELLE DE moins de 6 mois.	PEINE CORRECTIONNELLE DE 6 mois à 1 an.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 1 à 3 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 3 à 5 ans.	PEINE CORRECTIONNELLE DE plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	21	1	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	5	3	7	7	6	—	—	1	11	3	4	2	1	4
—	—	1	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	3	1	—	1	—
—	—	—	—	—	5	3	7	7	6	—	—	22	32	6	4	3	1	4
—	—	1	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	2	3	1	—	1	—
—	—	1	—	—	5	3	10	7	7	—	—	22	34	9	5	3	2	4

LXXXV. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL. pour compte de particuliers.	POUR COMPTE DE L'ÉTAT. Département de la justice.	Autres départements.	TOTAL.	PERTE SUR LE TRAVAIL. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Prison centrale à Gand	18,728 05	22,948 02	5,093 86	46,670 83	—	46,670 83
Id. à Louvain	60,552 84	9,998 39	19,399 39	89,930 62	—	89,930 62
Prison à Saint-Gilles	70,047 26	619 08	11,768 68	91,435 02	—	91,435 02
Id. à Bruxelles	3,766 94	552 50	—	4,319 44	—	4,319 44
Id. secondaire à Louvain	12,516 27	—	134 61	12,650 88	—	12,650 88
Id. à Nivelles	10,338 52	—	—	10,338 52	—	10,338 52
Id. à Anvers	35,289 86	56 14	—	35,346 »	—	35,346 »
Id. à Malines	7,957 39	—	—	7,957 39	—	7,957 39
Id. à Turnhout	11,330 98	—	—	11,330 98	—	11,330 98
Id. à Mons	30,411 49	68 »	—	30,479 49	—	30,479 49
Id. à Charleroi	3,226 74	—	—	3,226 74	—	3,226 74
Id. à Tournai	18,167 39	—	—	18,167 39	—	18,167 39
Id. secondaire à Gand	24,899 67	770 50	—	25,670 17	—	25,670 17
Id. à Termonde	9,196 87	—	—	9,196 87	—	9,196 87
Id. à Audenarde	1,658 77	—	—	1,658 77	—	1,658 77
Id. à Bruges	16,409 47	105 49	—	16,514 96	—	16,514 96
Id. à Courtrai	7,306 37	335 55	—	7,641 92	—	7,641 92
Id. à Furnes	1,518 45	—	—	1,518 45	—	1,518 45
Id. à Ypres	6,666 45	217 17	—	6,883 62	—	6,883 62
Id. à Liége	11,762 12	42 65	—	11,804 77	—	11,804 77
Id. à Verviers	14,625 47	—	—	14,625 47	—	14,625 47
Id. à Huy	2,032 07	—	—	2,032 07	—	2,032 07
Id. à Tongres	151 96	—	—	151 96	—	151 96
Id. à Hasselt	3,351 44	—	—	3,354 44	—	3,354 44
Id. à Arlon	5,608 90	—	—	5,608 90	—	5,608 90
Id. à Marche	—	—	—	—	40 50	40 50
Id. à Neufchâteau	1,952 33	—	—	1,952 33	—	1,952 33
Id. à Namur	4,974 44	21 »	—	4,995 44	—	4 995 44
Id. à Dinant	3,907 14	—	—	3,907 14	—	3,907 14
TOTAUX	407,330 55	35,043 49	36,996 54	479,370 58	40 50	479,411 08

DÉPENSES. A. Salaires accordés aux détenus occupés aux travaux industriels. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la reclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. Salaires accordés aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. Menues dépenses. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. Traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur LE TRAVAIL.	TOTAL GÉNÉRAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
7 220 11	825 20	5,865 54	» 77	14,033 12	5,256 71	550 05	24,274 51	44,695 09	1,975 74	46,670 83
6,220 27	3,704 91	12,332 12	—	22,307 30	1,895 54	6,158 78	22,892 50	53,492 12	36,438 50	89,930 62
29,545 86	18 40	54 50	5,385 50	34,954 53	5,151 90	5,045 24	16,570 03	59,719 54	31,715 48	91,435 02
1,114 28	—	—	754 57	1,878 85	1,056 60	53 47	—	2,971 18	1,348 26	4,319 44
4,213 77	—	—	446 15	4,659 90	592 85	92 65	—	5,345 40	7,303 48	12,650 88
5,401 70	—	—	309 61	5,771 40	482 70	40 65	—	4,294 75	6,045 77	10,338 52
10,886 66	—	65 85	2,756 26	15,688 77	1,600 96	294 15	—	15,583 86	19,762 14	35,346 »
2,665 74	—	5 41	225 77	2,894 92	594 98	66 55	—	3,356 45	4,600 94	7,957 39
3,910 66	—	—	94 21	4,010 87	759 40	45 50	—	4,793 57	6,537 41	11,330 98
9,905 54	41 90	161 51	1,370 95	11,477 95	1,267 15	111 20	—	12,856 28	17,623 21	30,479 49
601 56	—	4 88	1,045 97	1,652 21	616 50	22 05	—	2,290 56	936 18	3,226 74
6,207 77	—	—	305 25	6,511 02	665 50	44 60	—	7,218 92	10,948 47	18,167 39
8,014 77	—	115 95	1,788 26	9,916 98	1,515 52	95 75	—	11,526 25	14,345 92	25,670 17
3,046 40	—	—	344 20	3,390 60	775 65	50 10	—	4,216 44	4,980 43	9,196 87
499 80	—	—	101 17	601 05	225 01	14 25	—	900 89	757 88	1,658 77
4,779 19	6 48	242 48	1,189 65	6,217 78	1,169 55	150 55	—	7,517 86	8,997 10	16,514 96
2,255 55	—	29 42	874 07	3,159 02	571 20	55 35	—	3,764 47	3,877 45	7,641 92
500 45	—	—	61 57	562 02	251 60	16 90	—	830 52	687 93	1,518 45
2,379 51	—	5 87	295 25	2,678 43	561 55	57 80	—	3,077 78	3,805 84	6,883 62
3,404 05	8 39	8 28	1,408 70	4,820 42	980 15	91 25	—	5,900 82	5,903 95	11,804 77
5,048 70	—	—	133 24	5,182 05	890 52	64 95	—	6,137 50	8,487 97	14,625 47
685 54	—	—	51 65	750 99	245 68	» 55	—	983 02	1,049 05	2,032 07
7 26	—	—	91 88	99 14	42 90	1 90	—	143 94	8 02	151 96
1,009 62	—	5 40	317 42	1,330 44	249 22	21 95	—	1,601 61	1,752 85	3,354 44
1,880 55	—	9 49	120 81	2,010 05	471 64	144 55	—	2,632 62	2,976 28	5,608 90
—	—	—	—	—	40 50	—	—	40 50	—	40 50
650 85	—	—	64 50	715 50	200 50	16 50	—	932 19	1,020 14	1,952 33
1,404 62	1 75	6 25	488 50	1,901 18	444 54	42 80	—	2,478 32	2,517 12	4,995 44
1,251 45	45	—	220 80	1,481 77	200 55	54 25	—	1,722 57	2,184 57	3,907 14
123,587 59	4,695 57	19,142 48	20,244 84	167,670 49	26,119 33	13,298 35	63,736 86	270,825 02	208,586 06	479,411 08

LXXXVI. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1906.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand.	535,312 48	268,715	1.52	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	275,580 55	212,744	1.29	
Id. à Saint-Gilles	255,151 41	221,418	1.14	
Id. à Bruxelles	92,712 75	67,679	1.37	
Id. secondaire à Louvain	70,119 44	57,747	1.21	
Id. à Nivelles	59,707 06	37,905	1.58	
Id. à Anvers	144,401 08	140,088	1.03	
Id. à Malines	31,505 92	24,978	1.25	
Id. à Turnhout	70,901 95	52,504	1.35	
Id. à Mons	89,020 45	88,046	1. »	
Id. à Charleroi	71,554 58	40,725	1.76	
Id. à Tournai	64,017 10	55,255	1.22	
Id. secondaire à Gand	125,823 98	112,527	1.12	
Id. à Termonde	62,269 85	46,828	1.35	
Id. à Audenarde	20,476 42	12,205	2.10	
Id. à Bruges	98,477 80	83,427	1.18	
Id. à Courtrai.	60,548 54	45,101	1.40	
Id. à Furnes	25,486 47	12,725	2. »	
Id. à Ypres	51,520 61	26,197	1.20	
Id. à Liége	108,288 28	75,840	1.47	
Id. à Verviers.	77,805 08	54,458	1.45	
Id. à Huy.	25,457 85	11,770	2.16	
Id. à Tongres	10,099 28	1,099	9.55	
Id. à Hasselt	27,760 50	20,081	1.38	
Id. à Arlon	52,244 66	24,456	1.52	
Id. à Marche	10,540 00	2,451	7.07	
Id. à Neufchâteau	25,228 71	8,541	2.72	
Id. à Namur	59,581 08	52,040	1.80	
Id. à Dinant	22,859 95	12,167	1.88	
TOTAUX.	2,424,718 46	1,846,276	1.31	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXVII. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Condamnés appartenant aux communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		FAITS COMMIS A L'ÉTRANGER.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occidle.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	7	8	9	8	13	11	11	13	11	10	10	13	1	—	1	—	1	1	1	4	63	53	116
	Id. (militaires)	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
	Femmes	—	3	1	—	2	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	7	11
	TOTAUX	7	8	10	8	17	12	14	14	12	11	2	3	1	—	1	—	2	1	2	4	69	61	130
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	9	12	6	5	6	8	16	11	8	13	9	10	—	—	—	1	6	1	1	1	61	62	123
	Id. (militaires)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	6	1	7
	Femmes	—	—	1	—	—	1	3	1	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	8	2	10
	TOTAUX	10	12	7	6	6	9	19	12	10	13	10	10	2	—	3	1	7	1	1	1	75	65	140
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	13	4	11	10	30	17	40	33	24	46	4	8	6	5	7	1	8	3	4	1	147	137	284
	Id. (militaires)	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	4	1	5
	Femmes	—	—	1	1	3	3	1	2	1	—	—	1	—	1	1	—	2	1	—	—	9	9	18
	TOTAUX	14	4	12	20	33	20	44	35	25	46	4	9	6	6	8	1	10	5	4	1	160	147	307
4° Reclusion.	Hommes (civils)	6	11	5	6	5	3	4	7	7	7	4	3	4	—	3	—	1	—	—	—	39	37	76
	Id. (militaires)	2	5	1	1	1	2	2	1	—	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	8	12	20
	Femmes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	2	4
	TOTAUX	8	17	7	7	6	5	6	8	7	9	4	4	5	—	4	—	2	1	—	—	49	51	100
5° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	58	236	159	503	121	159	90	218	103	270	28	90	23	4	28	3	34	5	7	9	660	1,577	2,237
	Id. (militaires)	5	6	3	4	3	—	3	3	1	3	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	17	16	33
	Femmes	1	23	3	72	10	8	7	18	10	27	5	10	—	1	1	—	1	1	—	—	38	162	200
	TOTAUX	64	267	165	639	134	167	109	239	114	300	33	100	24	5	29	3	36	6	7	9	715	1,755	2,470
6° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
	Femmes	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
	TOTAUX	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		1	7	1	0	—	—	3	2	—	7	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	6	23	29
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	94	295	190	607	177	198	170	284	153	351	48	115	33	10	39	5	50	10	14	15	976	1,890	2,866
	Id. (militaires)	9	11	5	6	4	2	8	4	2	6	1	1	4	—	3	—	1	1	—	—	37	31	68
	Femmes	1	29	7	73	15	13	11	26	13	29	5	11	—	2	3	—	6	3	—	—	61	186	247
	TOTAUX GÉNÉRAUX	104	335	202	686	196	213	195	314	168	386	54	127	39	12	45	5	57	14	14	15	1,074	2,107	3,181

LXXXVIII. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.		AGE. moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	FILIATION. Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	DEGRÉ D'INSTRUCTION. 1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	IDIOME. Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	12	63	26	11	3	—	—	115	71	27	5	10	2	115	112	3	—	115	22	72	13	8	115	38	54	26	—	115
	Id. (militaires)	—	—	—	2	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	3	3	—	—	3	1	2	—	—	3	2	1	—	—	3
	Femmes	—	—	2	9	—	5	2		—	11	1	5	—	5	—	11	11	—	—	11	2	8	—	1	11	4	5	2	—	11
	Totaux	—	—	14	67	27	16	5	—	—	129	75	32	5	15	2	129	126	3	—	129	25	82	13	9	129	41	60	28	—	129
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	15	52	44	11	1	—	—	123	77	31	5	7	3	123	120	2	1	123	21	70	25	7	123	45	48	25	5	123
	Id. (militaires)	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	—	7	7	—	—	7	1	5	2	1	7	3	2	2	—	7
	Femmes	—	—	—	3	4	3	—	—	—	10	1	6	—	3	—	10	9	1	—	10	4	6	—	—	10	4	6	—	—	10
	Totaux	—	—	15	62	48	14	1	—	—	140	85	37	5	10	3	140	136	3	1	140	26	79	27	8	140	52	56	27	5	140
3e Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	—	1	40	157	73	20	3	1	—	284	168	80	17	16	3	284	278	6	—	284	75	110	52	38	284	82	140	60	2	284
	Id. (militaires)	—	—	1	4	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	5	5	—	—	5	1	2	2	—	5	2	2	1	—	5
	Femmes	—	1	1	6	8	2	—	—	—	18	9	4	1	4	—	18	17	1	—	18	4	11	3	—	18	5	10	3	—	18
	Totaux	—	2	42	147	81	31	3	1	—	307	182	84	18	20	3	307	300	7	—	307	80	132	57	38	307	89	152	64	2	307
4e Reclusion.	Hommes (civils)	—	—	8	42	9	15	1	1	—	76	47	21	2	5	1	76	72	4	—	76	19	28	20	0	76	20	34	21	1	76
	Id. (militaires)	—	—	4	15	1	—	—	—	—	20	17	1	—	2	—	20	20	—	—	20	2	8	7	3	20	4	5	11	—	20
	Femmes	—	—	—	2	1	—	—	1	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	2	2	—	—	4	2	1	1	—	4
	Totaux	—	—	12	59	11	15	1	2	—	100	68	22	2	7	1	100	96	4	—	100	23	38	27	12	100	26	40	33	1	100
5e Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	—	7	203	906	620	303	139	48	7	2,237	1,333	602	190	72	40	2,237	2,174	62	1	2,237	415	1,245	458	145	2,237	620	980	585	45	2,237
	Id. (militaires)	—	—	7	24	2	—	—	—	—	33	31	2	—	—	—	33	32	1	—	33	6	14	9	4	33	5	10	11	—	33
	Femmes	—	2	14	62	55	47	13	7	—	200	74	80	24	15	7	200	200	—	—	200	40	100	48	5	200	68	66	65	1	200
	Totaux	—	9	226	992	677	352	152	55	7	2,470	1,438	684	214	87	47	2,470	2,406	63	1	2,470	459	1,366	495	150	2,470	700	1,065	661	44	2,470
6e Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	1	1	—	—	2	1	—	1	—	2
	Femmes	—	—	1	3	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	1	3	—	—	4	—	4	—	—	4
	Totaux	—	—	1	4	—	1	—	—	—	6	6	—	—	—	—	6	6	—	—	6	2	4	—	—	6	1	4	1	—	6
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		2	20	1	—	—	—	—	—	—	20	20	—	—	—	—	20	20	—	—	20	7	20	2	—	20	7	10	3	1	20
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	2	34	281	1,201	772	372	147	50	7	2,866	1,727	761	219	110	49	2,866	2,787	77	2	2,866	558	1,555	150	205	2,866	819	1,272	725	52	2,866
	Id. (militaires)	—	—	12	52	4	—	—	—	—	68	63	3	—	2	—	68	67	1	—	68	11	29	20	8	68	14	20	25	—	68
	Femmes	—	3	18	78	68	57	15	8	—	247	93	93	25	27	7	247	245	2	—	247	53	139	51	4	247	83	92	71	1	247
Totaux généraux.		2	37	311	1,331	844	429	162	58	7	3,181	1,883	859	244	139	56	3,181	3,099	80	2	3,181	622	1,721	621	217	3,181	916	1,393	819	53	3,181

LXXXIX. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ETABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS — PAR LES COURS — D'ASSISES.	CONDAMNÉS — PAR LES COURS — D'APPEL.	CONDAMNÉS — PAR LES TRIBUNAUX — CORRECTIONNELS.	CONDAMNÉS — PAR LES TRIBUNAUX — DE POLICE.	CONDAMNÉS — PAR LES TRIBUNAUX — MILITAIRES.	CONDAMNÉS — TOTAL.	CONDAMNÉS — POUR INFRACTIONS — CONTRE LES PERSONNES.	CONDAMNÉS — POUR INFRACTIONS — CONTRE LES PROPRIÉTÉS.	CONDAMNÉS — TOTAL.	CONDAMNÉS — A LA PEINE DE MORT COMMUÉE EN TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ.	CONDAMNÉS — AUX TRAVAUX FORCÉS — A PERPÉTUITÉ.	CONDAMNÉS — AUX TRAVAUX FORCÉS — A TEMPS.	CONDAMNÉS — A LA RECLUSION.	CONDAMNÉS — A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.	CONDAMNÉS — A L'EMPRISONNEMENT DE POLICE.	CONDAMNÉS — TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	693	70	45	—	—	717	516	201	717	114	122	282	73	126	—	717
A. Prisons centrales. Id. (militaires)	2	—	—	—	33	35	19	16	35	3	7	5	20	—	—	35
A. Prisons centrales. Totaux	595	79	45	—	33	752	535	217	752	117	129	287	93	126	—	752
B. Quartier des jeunes condamnés	3	9	17	—	—	29	15	14	29	—	—	2	—	27	—	29
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	23	632	1,443	2	—	2,120	980	1,140	2,120	1	1	2	3	2,111	2	2,120
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	—	9	8	—	16	33	13	20	33	—	—	—	—	33	—	33
C. Prisons secondaires. Femmes	44	61	138	4	—	247	148	99	247	11	10	18	4	200	4	247
C. Prisons secondaires. Totaux	67	722	1,589	6	16	2,400	1,141	1,259	2,400	12	11	20	7	2,344	6	2,400
Totaux généraux	665	810	1,651	6	49	3,181	1,691	1,490	3,181	129	140	309	100	2,497	6	3,181

XC. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES — A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi — une condamnation	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	RÉCIDIVISTES — AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi — une condamnation	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	CONDAMNÉS — AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi — une condamnation	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	CONDAMNÉS — A LA RECLUSION ayant subi — une condamnation	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	CONDAMNÉS — A L'EMPRISONNEMENT ayant subi — une condamnation	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	TOTAL des récidivistes des diverses catégories.	NOMBRE des condamnés au 31 décembre non en état de récidive.
1	2									3	4									5	6									7	8									9	10									11	12	13
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	20	12	10	9	2	16	1	1	3	74	17	13	6	6	2	10	7	4	—	65	28	16	18	12	11	21	7	9	10	132	6	11	3	6	3	2	2	—	—	33	6	9	8	6	6	26	13	6	9	89	393	324
A. Prisons centrales. Id. (militaires)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	3	3	1	1	1	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	10
A. Prisons centrales. Totaux	21	12	10	9	2	16	1	1	3	75	17	13	6	8	3	10	7	4	—	68	29	16	18	12	11	21	7	9	10	133	7	12	6	9	4	3	3	—	—	44	6	9	8	6	6	26	13	6	9	89	409	343
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4	25
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	249	191	125	100	101	280	152	87	146	1,417	1,419	701
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	5	3	—	—	2	—	—	18	18	15
C. Prisons secondaires. Femmes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	10	9	10	8	10	11	11	3	11	92	96	131
C. Prisons secondaires. Totaux	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	2	273	203	140	111	111	297	145	90	157	1,527	1,533	867

XCI. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les CATÉGORIES AUXQUELLES ILS APPARTIENNENT.		TOTAL des LIBÉRÉS.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs ou divorcés sans enfants.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
A. — *Prisons.*														
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	32	—	—	—	9	13	4	3	2	1	20	10	2
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Reclusion.	Hommes (civils)	18	—	—	—	9	7	2	—	—	—	12	4	2
	Id. (militaires)	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	2	1	—
	Femmes	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—
Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	3,151	2	27	288	1,508	871	417	177	52	9	1,951	916	281
	Id. (militaires)	103	—	2	29	69	3	—	—	—	—	96	5	2
	Femmes	312	—	3	26	105	75	70	29	3	1	138	130	44
Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	14	—	—	1	2	5	4	1	1	—	5	6	3
	Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	8	—	—	—	4	3	1	—	—	—	5	2	1
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	3,217	2	27	289	1,528	896	429	181	55	10	1,993	950	288
	Id. (militaires)	106	—	2	29	72	3	—	—	—	—	98	6	2
	Femmes	323	—	3	26	109	78	71	32	3	1	144	134	45
TOTAUX GÉNÉRAUX.		3,646	2	32	344	1,509	977	500	213	58	11	2,235	1,078	335
B. *Quartier des jeunes condamnés*		15	1	8	6	—	—	—	—	—	—	15	—	—

ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire, ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	leur libération provisoire.	leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits contre les personnes. Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés. Récidivistes.	Non récidivistes.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	1	—	—	2	—	—	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	1	2	1	10	19	2	12	—	10	2	1	1	—	27	2	3	15	10	7	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
18	—	—	—	9	9	—	2	—	6	2	1	1	—	13	—	5	5	5	7	3
5	—	—	—	—	3	—	1	1	—	—	—	—	—	3	—	—	1	1	—	1
1	1	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—
3,033	90	28	472	1,909	627	145	520	59	172	64	1	—	—	2,782	272	97	988	544	1,169	450
102	1	—	14	69	18	2	5	—	—	1	—	—	—	92	10	1	22	26	34	21
200	15	7	58	188	65	3	29	16	29	2	—	—	—	281	28	3	49	77	114	72
14	—	—	5	9	—	—	1	—	—	—	—	—	—	14	—	—	—	1	12	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	—	3	4	1	—
3,096	91	30	478	1,937	657	145	535	59	190	68	4	2	—	2,858	274	103	1,010	558	1,195	454
103	1	—	14	69	21	2	4	1	—	1	—	—	—	93	10	1	23	27	34	22
300	16	7	60	197	65	3	29	16	31	2	—	—	—	289	31	3	53	82	115	73
3,501	108	37	552	2,203	741	150	568	76	221	71	4	2	—	3,222	315	109	1,086	667	1,344	549
15	—	—	—	3	12	—	4	—	2	—	—	—	—	12	3	—	—	9	2	4

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est actuellement réglée par la loi du 27 novembre 1891, modifié par la loi du 15 février 1897. En voici les principales dispositions :

Article premier. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis qui seront mis par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement ou dont l'admission aura été demandée par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux interessés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 24. — Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 8 ou de l'article 9 de la présente loi, n'aura pas l'âge de 18 ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de mendicité, de vagabondage est prouvé, ordonnera qu'il soit mis à la disposition du gouvernement pour être interné, jusqu'à sa majorité, dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 25. — Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Les poursuites exercées en vertu des articles 24 et 25 ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis.

Art. 26. — Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours, à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

Art. 27. — Les individus mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 25 et 26 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 29. — Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de 13 ans accomplis à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'Etat resteront, pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'Etat à l'âge de plus de 13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis resteront, pendant toute la durée de leur internement, séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

Art. 30. — Les individus mis à la disposition du gouvernement, conformément aux articles 24, 25 et 26 de la présente loi ou en vertu de l'article 72 du Code pénal, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan ; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs parents ou tuteur, être placés dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

Art. 31. — Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

Art. 32. — Les individus rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, pourront, jusqu'à leur majorité, être réintégrés dans une école de bienfaisance de l'Etat, par décision du Ministre de la justice, lorsqu'il sera reconnu que leur séjour chez leurs parents ou leur tuteur est devenu dangereux pour leur moralité.

Ils seront, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle ils auront été réintégrés.

Art. 33. — Les individus âgés de moins de 18 ans accomplis dont l'admission dans une école de bienfaisance de l'Etat sera demandée par le collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume et autorisée par le Ministre de la justice, seront placés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sous le même régime et dans les mêmes conditions que les individus mis à la disposition du gouvernement par l'autorité judiciaire.

Ils resteront à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité et, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, ils seront censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle leur admission aura été demandée par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins justifiera, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de l'individu dont l'admission dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sera demandée.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

La statistique des placements en apprentissage est extraite directement des dossiers que la direction du patronage possède pour chaque élève. Elle comprend les élèves placés dans des établissements privés. (Art. 30 *in fine*.)

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCII. — Mouvement de la population en 1906.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	Total des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 5, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891.			Total.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà.
		Article 13.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas (dépôt)	—	3,066	5	—	3,071	451	924	4,426	517	300	260	265	1,022
Wortel (refuge)	20	—	—	2,376	2,405	69	31	2,505	813	385	222	172	784
Total	29	3,066	5	2,376	5,476	500	955	6,931	1,130	685	491	435	2,706
FEMMES.													
Bruges (dépôt)	—	228	—	—	228	40	—	(1) 268	106	53	25	12	52
Bruges (refuge)	—	—	—	166	166	18	—	(2) 184	133	22	17	3	9
Total	—	228	—	166	394	58	—	452	239	57	40	15	61
Total général	29	3,294	5	2,542	5,870	558	955	7,383	1,369	742	531	450	2,767

(1) Non compris 11 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 21 id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas (dépôt)	2,955	504	1,051	136	4,606
Wortel (refuge)	2,518	125	59	82	2,584
Total	5,253	629	1,090	218	7,190
FEMMES.					
Bruges (dépôt)	103	44	—	15	(1) 252
Bruges (refuge)	175	30	—	3	(2) 208
Total	368	74	—	18	460
Total général	5,621	703	1,090	236	7,650

(1) Non compris 14 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 22 id. id.

ÉCOLES DE BIENFAISANCE.

XCIII. — Mouvement de la population en 1906.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLÈVES ENTRÉS DIRECTEMENT					TOTAL des entrées directes.	Élèves transférés d'un autre établissement.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS				TOTAL des entrées.
	Internés par autorisation du Ministre de la justice (art. 35).	Mis à la disposition du gouvernement par application de la loi du 27 novembre 1891. Article 24.	Article 25.	Article 26.	Mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du C. P.			après placement en apprentissage.	après libération conditionnelle.	après évasion.	après mise à la disposition d'un magistrat etc.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
GARÇONS.												
Ruysselede	12	105	8	—	70	199	4	6	—	8	—	217
Moll	7	40	5	—	30	91	32	24	10	9	12	178
Ypres	5	33	2	—	69	107	54	2	4	14	33	214
Saint-Hubert	—	60	1	4	15	80	15	16	16	33	33	195
Gand	—	10	4	33	—	67	50	4	6	9	8	144
TOTAL	22	255	20	57	190	544	155	52	36	75	86	948
FILLES.												
Beernem	1	14	1	—	7	23	—	—	1	—	—	24
Namur	2	64	2	7	19	94	3	3	4	—	1	105
TOTAL	3	78	3	7	26	117	3	3	5	—	1	129
TOTAL GÉNÉRAL	25	333	23	64	216	661	158	55	41	75	87	1,077

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS par expiration de terme.	TRANSFÉRÉS dans un autre établissement, mis à la disposition d'un magistrat etc.	TRANSFÉRÉS dans un établissement libre.	PLACÉS en apprentissage.	LIBÉRÉS conditionnellement. (art. 31).	ENTRÉS à l'armée.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GARÇONS.									
Ruysselede	1	48	59	71	25	3	4	1	214
Moll	15	32	11	50	45	15	9	—	173
Ypres	31	46	8	27	39	17	9	—	177
Saint-Hubert	12	69	3	67	65	6	30	1	253
Gand	26	47	3	25	41	9	3	1	155
TOTAL	83	242	84	240	215	50	55	3	972
FILLES.									
Beernem	9	1	1	12	8	—	—	1	32
Namur	40	1	10	25	35	—	—	1	112
TOTAL	49	2	11	37	43	—	—	2	144
TOTAL GÉNÉRAL	132	244	95	277	258	50	55	5	1,116

XCIV. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Dépôts et refuges :	
Merxplas (dépôt)	1,801,170
Bruges (dépôt)	151,794
Wortel (refuge)	343,052
Bruges (refuge)	86,061
TOTAL	2,382,077
Écoles de bienfaisance :	
Ruysselede-Beernem	273,565
Moll	106,546
Ypres	125,688
Saint-Hubert	152,307
Namur	122,071
Gand	57,370
TOTAL	817,545
TOTAL GÉNÉRAL	3,199,622

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1906.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas (dépôt)	206	132	176	126	3,782	5,112
Wortel (refuge)	374	202	120	109	392	1,197
TOTAL	670	634	596	235	4,174	6,309
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	101	70	45	25	119	418
Bruges (refuge)	152	55	20	6	13	206
TOTAL	293	105	65	29	132	624
TOTAL GÉNÉRAL	963	739	661	284	4,306	6,933

XCVI. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1906.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans	29	54	26	51	De 45 à 49 ans	833	111	46	25
De 21 à 24 ans	279	26	42	33	De 50 à 54 ans	792	150	47	15
De 25 à 29 ans	306	54	29	21	De 55 à 59 ans	685	145	51	17
De 30 à 34 ans	386	70	25	11	De 60 à 69 ans	297	339	61	19
De 35 à 39 ans	569	79	34	14	De 70 ans et plus	200	116	14	6
De 40 à 44 ans	738	75	45	16	TOTAL	5,112	1,197	418	206

XCVII. — Age des élèves.

ÉTABLISSEMENTS.	Entrés directement âgés de					Se trouvant à l'établissement au 31 décembre de l'année, âgés				
	moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.	de moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
GARÇONS.										
Ruysselede	5	164	18	15	202	2	223	195	127	547
Moll	—	2	88	1	91	—	—	132	166	298
Ypres	—	—	100	7	107	—	—	118	235	353
Saint-Hubert	—	1	4	75	80	—	—	60	272	338
Gand	—	—	3	64	67	—	—	1	155	156
TOTAL	5	167	213	162	547	2	225	510	955	1,692
FILLES.										
Beernem	—	22	1	—	23	—	42	47	112	201
Namur	—	—	60	45	105	—	—	131	336	467
TOTAL	—	22	61	45	128	—	42	178	448	668
TOTAL GÉNÉRAL	5	189	274	207	675	2	267	688	1,403	2,360

XCVIII. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1906.

A. — *Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892* (1) *jusqu'au 31 décembre 1905.*

	ETABLISSEMENTS.		TOTAL général.	1892-1896.	1897.	1898.	1899.	TOTAL des trois années.	1900.	1901.	1902.	TOTAL des trois années.	1903.	1904.	1905.	TOTAL des trois années.
Ecoles de bienfaisance.	Garçons.	Ruysselede	1,725	823	110	113	116	339	79	108	92	279	124	87	75	284
		Saint-Hubert	1,358	616	85	98	75	258	93	85	80	258	77	86	65	228
		Ypres	401	153	19	27	52	78	55	58	34	107	22	28	13	63
		Moll	482	47	47	45	25	113	51	51	44	146	46	76	54	176
		Gand	369	51	25	22	24	71	71	40	43	154	44	22	21	87
		Namur (2)	285	285	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Filles.	Beernem	169	50	7	12	9	28	11	15	15	41	13	12	19	44
		Namur	384	49	21	19	48	88	50	56	48	140	46	52	29	107
		Bruges (3)	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .		5,168	2,081	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343	274	989
Comités de patronage qui ont effectué les placements, — 1er janvier 1892 au 31 décembre 1905.		Anvers	388	245	10	17	17	44	24	20	12	56	12	22	9	43
		Lierre	165	8	16	19	21	56	16	15	22	53	21	16	11	48
		Malines	3	1	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—
		Turnhout	5	—	1	4	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—
		Bruxelles	786	507	38	39	31	108	21	41	33	97	31	32	11	74
		Louvain	5	2	1	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	1
		Nivelles	125	42	17	15	11	43	22	5	3	30	4	4	2	10
		Charleroi	161	43	16	14	2	32	14	12	11	37	22	10	17	49
		Mons	527	275	31	20	20	74	34	20	22	105	29	25	21	73
		Tournai	88	17	11	3	2	18	2	10	11	23	15	8	7	30
		Bruges	15	10	—	1	1	2	—	1	—	1	2	—	—	2
		Courtrai	94	27	8	14	8	30	17	7	8	32	2	2	1	5
		Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Thielt	283	—	18	41	34	93	23	20	30	82	34	40	25	108
		Ypres	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
		Audenarde	11	1	1	—	1	2	1	—	3	4	2	—	2	4
		Gand	82	25	4	2	2	8	5	5	8	18	18	6	7	31
		Termonde	44	7	4	2	3	9	3	2	7	12	5	5	6	16
		Huy	72	27	3	3	4	10	4	9	5	18	7	4	6	17
		Liége	532	219	20	19	33	101	41	41	31	119	33	36	24	93
		Seraing	45	21	3	3	1	9	2	5	2	9	3	2	1	6
		Verviers	74	57	1	2	2	5	—	4	3	7	1	1	3	5
		Arlon	72	17	15	15	7	33	8	7	2	17	1	3	1	5
		Marche	172	44	10	15	12	37	14	10	13	46	17	15	13	45
		Neufchâteau	279	89	28	27	26	81	25	16	19	58	13	21	17	51
		Dinant	52	14	4	7	4	15	4	4	7	15	—	4	4	8
		Namur	240	50	5	9	6	20	30	26	30	95	30	22	23	75
		Hasselt	47	1	—	1	1	2	1	2	9	12	8	14	10	32
		Tongres	194	88	14	14	16	44	29	16	5	50	7	3	2	12
		Directeurs	605	243	20	27	42	89	26	41	57	127	54	41	51	146
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .		5,168	2,081	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343	274	989

(1) Date de la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891, sur la répression du vagabondage et de la mendicité.
(2) Le quartier des garçons à Namur a été supprimé en 1896.
(3) Le quartier de discipline des filles à Bruges a été supprimé en 1896.

XCVIII*bis*. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1906.

B. — *Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1905.*

PROFESSIONS.	TOTAL général.	1892-1896	1897	1898	1899	TOTAL des trois années.	1900	1901	1902	TOTAL des trois années.	1903	1904	1905	TOTAL des trois années.
Cultivateurs. Domestiques. Manouvriers.	2,309	735	166	187	157	510	194	204	180	578	188	177	121	486
Cordonniers. Selliers. Bourreliers	216	78	12	16	17	45	28	18	13	59	16	11	7	34
Charrons. Forgerons. Maréchaux-ferrants. Mécaniciens. Serruriers-poêliers	361	97	27	25	21	71	20	37	35	101	29	37	26	92
Chaudronniers. Ferblantiers. Plombiers-zingueurs	30	8	1	2	4	7	1	3	3	7	2	4	2	8
Charpentiers. Ebénistes. Menuisiers. Tonneliers	165	55	12	16	6	34	15	8	10	31	15	17	13	45
Chaisiers. Sabotiers. Tourneurs en bois	29	13	3	1	2	6	2	1	5	8	—	1	1	2
Tailleurs de limes. Tailleurs de métaux. Repousseurs sur cuivre	5	—	1	1	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Tailleurs de pierres. Marbriers. Ardoisiers.	11	10	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Couvreurs. Maçons. Rejointoyeurs	7	2	—	1	2	3	1	—	1	2	—	—	—	—
Tailleurs-Casquetiers	262	73	30	24	24	78	17	20	18	55	25	14	17	56
Expatriés	3	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Bouchers-Charcutiers	27	12	2	3	1	6	1	—	1	2	4	—	3	7
Boulangers-meuniers	215	58	19	20	17	56	19	15	14	48	21	17	15	53
Graveurs sur verre	3	1	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Houilleurs	28	24	1	2	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—
Imprimeurs	14	5	2	—	—	2	2	2	1	5	1	—	1	2
Jardiniers	46	11	1	3	2	6	3	2	4	11	3	3	8	18
Magasiniers-Comptables	24	4	2	—	1	3	1	2	3	6	4	7	—	11
Mousses	9	2	—	—	2	2	2	4	1	5	—	—	—	—
Peintres, vitriers	47	9	2	1	6	9	3	3	4	12	4	6	7	17
Photographe	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1
Placements industriels	5	2	—	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—
Plafonneur	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Quincailliers	3	—	—	—	—	—	1	2	—	3	—	—	—	—
Relieurs-cartonniers	2	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—
Scieurs de long	4	—	—	—	1	1	1	1	—	2	—	—	1	1
Tanneur	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Tapissier	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vanniers	15	4	1	—	2	3	3	—	1	4	—	3	1	4
SERVANTES	554	106	28	51	57	116	67	51	65	181	39	44	48	131
TOTAUX GÉNÉRAUX.	4,399	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125	372	343	274	989

XCIX. — Nombre d'élèves placés en apprentissage au 1er janvier 1906. — Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

GARÇONS.

Numéro d'ordre.	COMITÉS de PATRONAGE.	TOTAL GÉNÉRAL.	RUYSSELEDE. 1883	1884	1885	1887	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	Total.	SAINT-HUBERT. 1897	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	Total.	YPRES. 1901	1902	1904
1	Anvers	39	1	2	1	—	2	3	2	3	2	—	4	6	28	1	—	—	2	1	—	6	1	11	—	—	—
2	Lierre	42	—	—	—	1	4	5	3	—	—	4	3	4	24	—	—	—	1	3	—	6	6	16	—	—	—
3	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	95	—	2	1	8	3	4	4	10	8	17	16	9	82	—	2	—	—	2	—	2	—	6	—	—	1
6	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Nivelles	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
8	Charleroi	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—	—	—	—	3	4	7	—	—	1
9	Mons	69	—	—	—	2	—	2	4	4	4	12	10	15	51	—	2	4	3	—	1	1	2	12	—	—	—
10	Tournai	18	—	—	1	—	—	—	—	—	2	3	3	3	14	—	—	—	1	—	1	—	—	2	—	—	—
11	Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	Courtrai	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	42	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	2	7	15	—	—	—	—	—	1	6	3	10	1	—	1
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	4	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Gand	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	Termonde	9	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	1	—	—	2	3	6	—	—	—
19	Huy	12	—	—	—	—	—	—	2	—	1	2	2	7	—	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—
20	Liége	49	—	—	—	1	—	2	2	3	1	3	6	1	22	—	—	—	1	1	1	3	3	11	—	1	2
21	Seraing	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	1	1	5	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—
22	Verviers	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—
23	Arlon	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—
24	Marche	29	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	—	3	10	—	—	3	1	—	4	3	2	15	—	—	—
25	Neufchâteau	34	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	3	—	1	—	—	1	6	8	11	27	—	—	—
26	Dinant	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	4	—	—	—
27	Namur	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	—	2	1	—	—	—	4	—	—	—
28	Hasselt	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	1
29	Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	Directeurs	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX	547	1	4	3	12	10	17	16	25	21	53	52	66	280	1	6	8	11	12	15	44	48	145	1	1	6

GARÇONS.

Numéro d'ordre.	COMITÉS de PATRONAGE.	MOLL. 1905	Total.	GAND. 1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	Total.	TOTAL DES GARÇONS.
1	Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39
2	Lierre	—	—	1	1	—	—	—	—	2	—	42
3	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	—	1	—	—	—	—	—	1	1	2	91
6	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Nivelles	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3
8	Charleroi	1	2	—	—	—	—	—	1	—	1	16
9	Mons	1	1	—	—	—	1	—	—	3	4	69
10	Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	17
11	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
12	Courtrai	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	6
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	2	4	—	1	1	—	—	1	3	8	42
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4
17	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6
18	Termonde	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	9
19	Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	12
20	Liége	1	4	1	—	—	1	—	1	3	8	49
21	Seraing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
22	Verviers	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	6
23	Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
24	Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	28
25	Neufchâteau	1	1	—	—	—	1	—	—	1	2	34
26	Dinant	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	6
27	Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
28	Hasselt	—	1	—	—	—	—	2	—	3	5	11
29	Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	Directeurs	1	1	—	—	—	—	1	2	10	13	17
	TOTAUX GÉNÉRAUX	8	16	2	2	1	3	5	8	34	55	522

FILLES.

Numéro d'ordre.	BEERNEM. 1893	1902	1903	1904	1905	Total.	NAMUR. 1902	1903	1904	1905	Total.	TOTAL DES FILLES.
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	—	—	—	—	1	1	—	2	—	3	4
6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
21	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1
22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	—	1	—	1	—	2	—	2	3	7	12	14
28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	—	1	—	1	2	4	—	—	—	1	1	5
	1	2	—	2	2	7	1	2	5	8	16	25

C. A. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1906. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

N° d'ordre.	COMITÉS de PATRONAGE.	Total des placements effectués.	GARÇONS.						FILLES.		
			Ruysselede.	St-Hubert.	Ypres.	Moll.	Gand.	Total.	Beernem.	Namur.	Total.
1	Anvers	16	7	2	1	6	—	16	—	—	—
2	Lierre	15	8	7	—	—	—	15	—	—	—
3	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	38	34	1	2	—	—	37	—	1	1
6	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Nivelles	3	—	—	1	2	—	3	—	—	—
8	Charleroi	24	—	14	5	5	2	24	—	—	—
9	Mons	20	6	2	3	7	2	20	—	—	—
10	Tournai	4	2	1	—	—	—	3	1	—	1
11	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	Courtrai	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	16	8	—	4	4	—	16	—	—	—
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	3	—	1	—	2	—	3	—	—	—
17	Gand	3	1	—	—	—	2	3	—	—	—
18	Termonde	4	—	1	1	2	—	4	—	—	—
19	Huy	12	5	5	—	2	—	12	—	—	—
20	Liége	30	9	4	9	—	8	30	—	—	—
21	Seraing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22	Verviers	3	2	—	—	1	—	3	—	—	—
23	Arlon	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
24	Marche	23	5	9	—	5	8	23	—	—	—
25	Neufchâteau	22	5	13	1	1	2	22	—	—	—
26	Dinant	6	1	3	1	1	—	6	—	—	—
27	Namur	27	1	—	—	1	—	2	—	25	25
28	Hasselt	7	1	2	—	4	—	7	—	—	—
29	Tongres	4	2	1	—	—	1	4	—	—	—
30	Directeurs	24	2	—	—	9	—	11	11	2	13
	TOTAUX GÉNÉRAUX	306	89	75	29	48	25	266	12	28	40

B. — Tableau groupant les élèves d'après l'importance du lieu de naissance.

	100,000 habitants et plus.	25,000 à — 100,000.	10,000 à — 25,000.	Moins de 10,000.	Étranger.
Elèves sortis de l'école et placés en apprentissage pendant l'année 1906	65	38	20	118	8

C1. — Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage pendant l'année 1906.

Cultivateurs-domestiques	168
Charrons	3
Forgerons	6
Maréchaux-ferrants	11
Serruriers-poëliers	4
Tailleurs	15
Bourrelier	1
Cordonniers	16
Boulangers-pâtissiers	20
Meuniers	2
Menuisiers	5
A reporter	251

Report	251
Coiffeur	1
Tonnelier	1
Ebénistes	2
Chaudronnier-ferblantier	1
Plombier-zingueur	1
Peintres-vitriers	2
Jardiniers-pépiniéristes	3
Magasinier-comptable	1
Bouchers	2
Vannier	1
SERVANTES	40
TOTAL	306

CII. — Résultats généraux des placements en apprentissage, par école et par comité de patronage.

Année 1906.

		NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES EN PLACEMENT pendant l'année 1906.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS.				ÉVADÉS NON RÉINTÉGRÉS.			ÉLÈVES rendus provisoirement à leur famille.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement le terme de la mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES incorporés dans l'armée pendant le placement.	ÉLÈVES décédés pendant le placement.	TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1906.
			Rentrés volontairement.	Repris chez leurs nourriciers.	Après évasion.	Total.	Infructueusement recherchés.	Résidant à l'étranger.	Laissés en liberté.					
École de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede.	369	—	15	7	22	8	3	11	12	52	6	—	94
	Garçons. St-Hubert	220	2	15	8	23	8	3	5	12	25	9	—	83
	Garçons. Ypres	45	—	2	3	5	2	—	2	3	10	—	—	22
	Garçons. Moll	103	4	14	7	25	8	1	—	4	18	1	—	57
	Garçons. Gand	51	2	3	5	10	3	—	1	2	10	1	—	27
	Garçons. Total	788	8	47	30	85	29	7	19	33	93	17	—	283
	Filles. Beernem	21	1	—	—	1	—	—	—	—	13	—	—	14
	Filles. Namur	44	—	4	1	5	—	1	1	1	27	—	—	35
	Filles. Total	65	1	4	1	6	—	1	1	1	40	—	—	49
	Totaux généraux.	853	9	51	31	91	29	8	20	34	133	17	—	332
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	55	—	1	1	2	2	1	2	2	5	2	—	16
	Lierre	57	—	4	2	6	3	—	1	1	5	2	—	18
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	133	—	4	3	7	2	2	4	5	15	2	—	35
	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Nivelles	6	—	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	4
	Charleroi	40	—	3	3	6	4	1	2	2	4	—	—	19
	Mons	89	—	1	—	1	4	2	2	—	15	1	—	23
	Tournai	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2
	Bruges	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Courtrai	7	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	58	2	1	6	9	—	—	2	3	8	—	—	22
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde	7	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	3
	Gand	9	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	4
	Termonde	13	—	4	—	4	—	—	—	—	—	1	—	5
	Huy	24	—	3	—	3	2	—	1	4	2	1	—	13
	Liége	79	2	6	2	10	1	—	2	—	16	1	—	30
	Seraing	8	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2
	Verviers	9	—	1	—	1	1	—	—	—	1	1	—	4
	Arlon	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Marche	51	2	1	2	5	2	—	1	4	3	2	—	19
	Neufchâteau	56	1	3	2	6	3	1	1	6	6	1	—	24
	Dinant	12	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	3
	Namur	47	—	4	1	5	—	1	1	1	24	—	—	32
	Hasselt	18	—	3	1	4	—	—	1	1	2	—	—	8
	Tongres	4	—	1	—	1	1	—	—	1	2	1	—	6
	Directeurs	46	2	0	4	12	1	—	—	2	20	—	—	35
	Totaux généraux.	853	9	51	31	91	29	8	20	34	133	17	—	332

CIII. — Motifs des réintégrations. — Dénombrement des élèves placés au 31 décembre 1906, avec l'indication de l'année du placement.

ANNÉE du PLACEMENT.	NOMBRE d'ÉLÈVES restant placés.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS DE PLACEMENT PAR LA FAUTE OU L'INCONDUITE DE L'ÉLÈVE.																								TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1906.	ÉLÈVES décédés pendant le placement.	ÉLÈVES incorporés dans l'armée pendant le placement.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement le terme de la mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES rendus à leur famille.	Évadés laissés en liberté.	Évadés résidant à l'étranger.	Évadés non réintégrés.	TOTAL
		Rentrés volontairement.	Réintégrés après évasion.	Insubordination.	Indocilité.	Paresse.	Vol.	Immoralité.	Maladies. Infirmités. (Incontinence d'urine. Épilepsie.)	Incendie. Provocation de rixes. Maraudage. Absences nuit.	Fautes du patron. Renvoi intempestif.	Manque d'entente. Défaut d'aptitude.	Motif inconnu ou indéterminé.	TOTAL																			
1895.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
1896.	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
1897.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
1898.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1899.	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	6	1	1	4	—
1900.	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	8	1	2	7	—
1901.	22	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	4	6	1	2	5	—
1902.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	3	5	1	2	8	—
1903.	56	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	—	1	11	1	2	8	—
1904.	74	1	7	—	—	1	1	—	1	5	5	1	—	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—	3	10	4	10	5	—
1905.	90	3	9	1	1	—	2	—	2	12	12	4	1	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	82	—	3	10	13	15	5	—
1906.	198	5	13	—	2	—	4	—	1	7	3	8	—	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	108	—	2	40	10	15	5	—
Totaux généraux.	521	9	31	2	3	2	7	—	4	24	23	13	1	91	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	332	—	17	133	34	20	8	—

CIV. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1906, d'après l'année de leur mise en apprentissage.

	ANNÉE du PLACEMENT.	1894	1895	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	TOTAL.
Écoles de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede	1	1	6	8	6	2	4	9	10	11	25	13	94
	Saint-Hubert	—	—	—	2	4	2	7	4	7	20	23	14	83
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	6	12	22
	Moll	—	—	—	—	—	1	1	3	1	5	21	25	57
	Gand	—	—	—	—	—	2	—	2	1	2	9	11	27
	Total. . .	1	1	6	10	10	7	12	18	20	41	82	75	283
	Filles. Beernem	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	12	14
	Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	10	21	35
	Total. . .	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	10	33	48
	Totaux généraux. . .	1	1	6	10	10	7	12	19	22	44	92	108	332
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	1	—	—	2	2	—	1	—	1	3	1	5	16
	Lierre	—	—	1	1	—	2	1	2	—	5	4	4	18
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	—	1	2	7	2	2	—	5	5	4	2	9	35
	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	4
	Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4	6	8	19
	Mons	—	—	1	—	2	—	3	5	2	1	6	5	23
	Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2
	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Courtrai	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	1	—	5
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	12	4	22
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	3
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
	Termonde	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	1	5
	Huy	—	—	—	—	—	—	1	—	2	3	4	3	13
	Liége	—	—	2	—	1	2	3	4	—	3	3	10	30
	Seraing	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2
	Verviers	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	4
	Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Marche	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	3	8	19
	Neufchâteau	—	—	—	—	1	—	1	—	3	7	9	3	24
	Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
	Namur	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	13	14	32
	Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	3	8
	Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	3	6
	Directeurs	—	—	—	—	1	—	—	2	1	1	11	10	35
	Totaux généraux. . .	1	1	6	10	10	7	12	19	22	44	92	108	332

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à « deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait « encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la « date de sa dernière condamnation, soit une peine principale « de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plu- « sieurs peines principales d'un mois au moins.

« Les condamnations considérées comme non avenues en « vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en « ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis « est expiré).

« S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un « arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, « que le condamné avait commis un crime ou un délit avant « l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait « censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce « délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le Ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le Ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au Ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au Ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au Ministre de la justice, avec ses observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au Ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

CIV. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.

Propositions soumises par les directeurs	336
Libérations conditionnelles	142
Rejets	194

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	118
Mauvais antécédents	31
Défaut d'amendement	35
Internement dans un asile d'aliénés	8
Loi pas applicable	2
Requêtes envoyées au Ministre de la justice	439
Laissées sans suite	280
Libérations conditionnelles	74
Rejets	85

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	55
Antécédents	8
Défaut d'amendement	22

En résumé.

Affaires instruites	495
Libérations conditionnelles	216
Rejets	279

CV. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	185
Femmes	31

Etat civil.

Célibataires	110
Mariés	95
Veufs	10
Divorcé	1

Age.

Moins de 20 ans	12
De 20 à moins de 25 ans	64
De 25 id. 30 id.	45
De 30 id. 40 id.	67
De 40 id. 50 id.	14
De 50 id. 60 id.	9
De 60 ans et plus	5

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	127
Ayant subi une condamnation antérieure (1)	51
En ayant subi plusieurs	38

Nature des infractions.

Coups et blessures	83
Vols, escroqueries, etc.	35
Faux, usage de faux	21
Abus de confiance	4
Rébellion	3
Infanticides, avortements	23
Attentats à la pudeur	4
Faux témoignages	6
Recels	7
Incendies	5
Homicides, tentatives d'homicide	8
Provocation à commettre un crime	1
Contrefaçon de billets de banque	3
Banqueroutes	5
Distillerie clandestine. Délits douaniers	4
Enlèvement de mineure	1
Immixtion dans des fonctions publiques	3

Professions.

Ouvriers	88
Cultivateurs	50
Commerçants, industriels	18
Domestiques	11
Employés	25
Agents de change	3
Ménagères	8
Professions libérales	2
Accoucheuses	2
Garde-chasse	1
Garde-champêtre	1
Cabaretiers	3
Rentier	1
Facteur des postes	1
Marin	1
Sans profession	1

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an	83
De 1 à moins de 2 ans	57
De 2 id. 5 id.	44
De 5 id. 10 id.	16
De 10 id. 20 id.	11
De 20 ans et plus	5

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	112
De 3 à moins de 6 mois	47
De 6 mois à moins de 1 an	35
De 1 à moins de 2 ans	11
De 2 id. 3 id.	6
De 3 id. 5 id.	3
Indéfinis	2

Suites de la libération conditionnelle.

Révocations (2)	2
Temps d'épreuve expirant en 1908	181
Id. id. en 1909	11
Id. id. en 1910	6
Id. id. en 1911	3
Id. id. en 1913	3
Id. id. en 1915	2
Id. id. en 1916	2
Id. id. en 1917	2
Id. id. en 1919	2
Indéfinis	2

(1) Toute condamnation est comptée, même les condamnations à une peine de police.

(2) Outre les 2 révocations concernant des arrêtés pris en 1906, il y a eu 8 révocations concernant des arrêtés pris antérieurement :

5 arrêtés pris en 1904 ; pour deux condamnés libérés le temps d'épreuve devait expirer en 1906 ; pour le troisième en 1907 ; pour le quatrième en 1912 et pour le cinquième en 1918.

3 arrêtés pris en 1905 ; pour deux condamnés libérés le temps d'épreuve devait expirer en 1907 et pour le troisième en 1910.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans « une commune frontière de la république, se présentera à la « municipalité ; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de « suite au comité de sûreté générale pour y être visé ; il demeu- « rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, « qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de « la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, « ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres « et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y « avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance « spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs « passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, « s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la « tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du gouver- « nement sont tenus de justifier de leurs ressources ; dans le « cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant « pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de « vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la « frontière.

« ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire « reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère « qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un « dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les Etats « étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf « convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à « la demande des administrations qui pourvoient à leur assis- « tance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, com- « promet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou « qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui « donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouver- « nement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu « déterminé ou même de sortir du royaume.

« L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume « parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré « en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

CV. — Dénombrement, par nationalité, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1906.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.	NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
1	2	3	1	2	3
EUROPE.			AFRIQUE.		
Allemands	5,004	921	Algériens (ressort français)	45	3
Anglais	526	14	Canariens (ressort espagnol)	2	—
Autrichiens	717	116	Cap vert (Individus originaires du [ressort espagnol])	—	2
Bulgares	79	1	Colonies du Cap (individus originaires des [ressort anglais])	5	—
Danois	35	6	Egyptiens	7	1
Espagnols	140	8	Malgaches (ressort français)	1	—
Français	8,242	1,337	Mauriciens (ressort français)	1	—
Grecs	44	—	Tunisiens	4	—
Italiens	616	45	Zanzibarite	1	—
Luxembourgeois	479	47	TOTAL	66	6
Monégasques	3	—	AMÉRIQUE.		
Néerlandais	2,337	379	Antillais (Martinique [ressort français])	1	—
Norvégiens	29	2	Argentins	12	1
Portugais	7	2	Brésiliens	29	1
Roumains	121	1	Canadiens (ressort anglais)	9	2
Russes	1,695	61	Chiliens	7	—
Serbes	19	3	Colombiens	5	—
Suisses	240	40	Cubains	3	—
Suédois	30	6	Equatorien	1	—
Turcs	67	6	Etats-Unis (Individus originaires des)	86	33
TOTAL	20,675	3,213	Mexicains	2	—
Pour mémoire : Moresnet-Neutre, 4 résidents			Nicaragua (individu originaire du)	1	—
ASIE.			Paraguay (individus originaires du)	2	—
Caucasiens (ressort russe)	9	1	Péruviens	2	—
Chinois	18	—	Uruguay (individus originaires de l')	3	—
Hindous (Indes anglaises)	17	—	Vénézuéliens	4	—
Japonais	4	—	TOTAL	169	37
Persans	6	—	OCÉANIE.		
Turcs originaires de l'Asie-Mineure	1	—	Australie (ressort anglais)	3	—
Turc originaire de la Palestine	9	1	Indes néerlandaises (Individus originaires des)	16	2
TOTAL	64	2	Philippin	1	—
			TOTAL	20	2

RÉCAPITULATION.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
Europe	20,675	3,213
Asie	64	2
Afrique	66	6
Amérique	169	37
Océanie	20	2
TOTAL	20,994	3,260
TOTAL GÉNÉRAL	24,254	
Pour mémoire : Moresnet-Neutre	4	—

CVI. — Etat numérique, par nationalité, des renvois d'étrangers, éloignés du pays en 1906, pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité.

NATIONALITÉ.	ETRANGERS transférés à la frontière pour défaut de moyens d'existence.	VAGABONDS étrangers transférés directement à la frontière après décision judiciaire.	VAGABONDS étrangers transférés à la frontière après avoir été internés dans les dépôts ou maisons de refuge.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
EUROPE.				
Allemands	1,307	38	2	1,407
Anglais	3	12	—	15
Autrichiens	197	3	—	200
Bulgares	2	—	—	2
Danois	13	—	—	13
Espagnols	24	1	—	25
Français	4,420	99	9	4,537
Hollandais	598	14	3	615
Italiens	75	1	—	76
Luxembourgeois	151	1	1	153
Monténégrins	20	—	—	20
Norvégiens	3	—	—	3
Portugais	1	1	—	2
Roumains	1	—	—	1
Russes	130	9	—	139
Serbes	6	1	—	7
Suédois	8	1	—	9
Suisses	64	2	—	66
Turcs	26	—	—	26
TOTAUX	7,116	185	15	7,316
ASIE.				
Indou (ressort français)	—	1	—	1
Persan	—	—	—	—
Turcs (origine de l'Asie Mineure)	2	—	—	2
TOTAUX	3	1	—	4
AFRIQUE.				
Algériens (ressort français)	10	—	—	10
Cap Vert (individus originaires du ressort espagnol)	—	2	—	2
Maltais (ressort anglais)	—	1	—	1
Marocains	—	2	—	2
Tunisien	—	1	—	1
TOTAUX	10	6	—	16
AMÉRIQUE.				
Argentins	1	1	1	3
Colombien	—	—	1	1
Etats-Unis (individus originaires de)	—	11	—	11
Péruviens	1	—	—	1
TOTAUX	2	12	2	16
OCÉANIE.				
Australiens (ressort anglais)	—	1	—	1
TOTAUX	—	1	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,131	205	17	7,353 (1)

(1) Au tableau CVII, le chiffre de 7,335 est obtenu par l'addition des colonnes 7 et 9.

CVII. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉE.	Étrangers expulsés pour motif de poursuite ou condamnation pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à l'extradition.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport politique.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport non politique.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation ou le chef de mendicité ou de vagabondage.	Étrangers non résidents conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière avec feuille de route pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.	Total.	NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1900	212	288	12	9	2	7,151	144	264	372	223	9	8,865	30,765

Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 28 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.

Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

Article premier. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

Art. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

Art. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

Art. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

Art. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

Art. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

Art. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

Art. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et paraphé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

Art. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

Art. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

Art. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

Art. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Art. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

Art. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

CVIII. — Mouvement de la population pendant l'année 1906. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTS au 1er janvier.	ADMIS					TOTAL des existants et des admis.	SORTIS							DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge (1).	TOTAL des admissions.		guéris.	améliorés.	non modifiés.	évadés.	transférés.	non aliénés.	TOTAL des sortis.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	71	26	—	1	1	28	99	8	5	2	—	—	—	15	13	—	—	13	28	71	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	69	19	5	—	—	24	93	5	2	1	—	2	—	8	9	—	—	9	17	76	Malines. — Hospice des Frères Alexiens.
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	636	98	19	8	4	129	765	15	52	5	12	4	—	64	68	—	—	68	132	633	Mortsel. — Asile Saint-Amédée.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	9	103	—	24	—	127	136	56	9	—	—	60	—	125	8	—	—	8	133	3	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	38	1	1	—	1	3	41	—	—	—	—	2	—	2	1	—	—	1	3	38	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	220	80	21	4	17	122	342	55	16	8	1	6	—	86	30	—	—	30	114	228	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	23	11	3	—	2	16	39	6	3	2	—	—	—	11	5	—	—	5	16	23	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	93	4	1	—	—	5	98	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	3	95	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	64	20	1	—	5	26	90	8	7	1	—	3	—	19	16	—	—	16	35	55	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.	28	2	1	—	—	3	31	—	1	—	—	1	—	2	1	—	—	1	3	28	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*	122	20	—	—	1	21	143	—	—	2	—	2	—	4	9	—	—	9	13	130	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	267	63	10	—	—	73	340	25	—	—	—	1	1	27	60	—	—	60	87	253	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	277	6	3	—	—	9	286	5	5	—	—	—	—	6	15	—	—	15	21	265	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	96	9	5	—	—	14	110	6	4	—	—	1	1	12	2	—	—	2	14	96	Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice	276	55	13	1	1	70	346	22	4	—	1	—	—	27	29	—	—	29	56	290	Ypres. — Hospice.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	16	8	—	—	1	9	25	5	1	—	—	—	1	5	5	—	1	4	9	16	Gand. — Etablissement des Frères de St-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	326	59	11	2	7	79	405	—	55	11	—	2	—	46	49	—	—	49	95	310	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	111	11	4	—	3	18	129	7	6	1	—	9	—	25	9	—	—	9	32	97	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	300	92	—	16	4	112	412	10	17	9	—	—	—	45	45	—	—	45	90	322	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	725	92	21	—	13	126	849	40	1	2	—	2	—	45	64	—	—	64	109	740	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	220	61	2	2	2	67	287	3	2	14	—	2	—	21	15	—	—	15	54	233	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	611	145	19	5	1	170	781	9	40	15	1	8	1	74	92	—	—	92	166	615	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Leuze — Hospice Saint-Jean de Dieu (2)	—	14	4	—	1	19	19	1	2	—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	16	Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.
Tournai. — Hospice pour hommes.	819	100	40	15	8	163	982	50	55	6	5	19	—	115	49	—	1	50	165	817	Tournai. — Hospice pour hommes.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	263	73	—	8	1	82	345	4	5	26	—	3	1	37	15	—	—	15	52	293	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants.*
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	120	46	24	6	2	78	198	28	8	2	—	11	—	49	25	—	1	26	75	123	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*	42	21	6	—	—	27	69	5	4	4	—	3	1	17	7	—	—	7	24	45	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	37	5	2	—	—	9	46	2	4	2	—	—	—	8	4	—	—	4	12	34	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Limbourg.																					**Limbourg.**
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.	712	125	46	—	10	181	893	78	20	7	—	1	1	107	50	—	—	50	157	736	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	208	40	—	3	—	43	251	9	11	4	—	—	—	24	8	—	—	8	32	219	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile.	640	166	28	1	18	213	862	22	31	20	5	15	1	96	91	2	1	97	193	669	Dave. — Asile.
TOTAL.	7,706	1,575	292	96	103	2,066	9,772	464	304	148	23	155	8	1,102	815	2	4	821	1,923	7,849	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	(3) 980	61	4	3	17	85	1,063	5	5	14	8	22	1	55	58	—	1	59	112	935	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	(3) 289	20	2	—	12	34	323	5	6	1	—	17	—	27	10	—	—	10	37	286	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL.	8,975	1,656	298	99	132	2,185	11,160	470	315	163	31	194	9	1,182	983	2	5	990	2,072	9,088	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.
(2) Au cours de l'année 1906, il a été institué à Leuze un hospice pour hommes sous la dénomination d' « Hospice Saint-Jean de Dieu »
(3) En vertu de renseignements complémentaires les chiffres de la publication précédente (année 1905, tableau CIX, colonne 20), qui expriment le nombre d'aliénés restant au 31 décembre 1905 dans les colonies de Gheel et de Lierneux ont dû être modifiés. Il faut lire : Gheel 980 et non 981 ; Lierneux 289 et non 295.

CVIII (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1906. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTES au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge (1)	TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	SORTIES TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Duffel. — Hospice	557	117	25	1	5	148	705	41	24	15	—	8	1	89	69	—	—	69	158	547	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	4	87	—	17	—	104	108	41	2	—	—	52	—	95	6	1	—	7	102	6	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises	49	5	—	—	—	5	54	1	2	—	—	—	—	3	2	—	—	2	5	49	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	401	52	6	1	1	40	441	13	—	5	—	1	—	19	25	—	—	25	44	397	Erps-Querps. — Institut Saint-Joseph.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	292	57	12	2	3	74	366	15	9	11	—	8	—	43	36	—	—	36	70	287	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	82	6	5	—	—	11	93	5	—	1	—	—	—	6	8	—	—	8	14	79	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	20	7	3	—	2	12	41	3	3	1	—	—	—	7	4	—	—	4	11	30	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	44	11	4	—	1	16	60	8	3	2	—	3	—	16	4	—	—	4	20	40	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Hospice du Fort Jacco	(2) 160	234	25	3	8	270	430	5	36	27	1	8	—	77	77	—	—	77	154	276	Uccle. — Hospice du Fort Jacco.
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	233	33	5	—	—	38	291	12	—	—	—	1	—	13	22	—	—	22	35	256	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	403	55	11	—	—	64	520	22	9	—	—	—	—	31	31	—	—	31	62	407	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Menin. — Hospice	84	14	—	—	—	14	98	7	4	—	—	1	—	12	4	—	—	4	16	82	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	463	38	9	—	—	47	510	15	7	—	—	5	—	27	16	—	—	16	43	467	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	319	68	12	—	2	80	399	16	8	—	—	2	—	26	33	—	—	33	59	340	Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	288	35	15	—	4	52	340	20	11	2	—	1	—	34	22	—	—	22	56	284	Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	86	22	6	—	—	28	114	23	1	—	—	2	—	26	2	—	—	2	28	86	Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.
Lede. — Hospice	230	22	5	1	4	32	201	14	4	4	—	—	—	22	10	—	—	10	32	230	Lede. — Hospice.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	506	76	25	—	5	104	610	30	18	9	—	2	—	59	25	—	—	26	85	525	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	60	7	6	1	—	14	74	5	3	1	—	—	—	9	1	—	1	1	10	64	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants.*	420	93	2	—	—	97	517	6	14	14	—	15	—	49	36	—	—	36	85	432	Lokeren. Hospice Saint-Benoît. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice	537	108	34	—	—	142	679	63	8	12	—	19	—	102	59	—	1	60	162	517	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	71	19	5	1	—	25	96	5	—	—	2	—	—	7	11	—	—	11	18	78	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice	47	4	4	—	—	8	55	4	3	—	—	—	—	7	2	—	—	2	9	46	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	217	59	14	11	—	84	301	12	13	10	—	11	—	46	22	—	—	22	68	233	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	33	6	4	—	—	10	43	7	5	2	—	3	—	17	6	—	—	6	23	20	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	449	82	20	—	2	104	553	23	12	3	—	4	—	42	42	—	—	42	84	469	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice	737	106	31	—	4	141	878	38	30	3	—	2	—	73	70	—	—	70	143	735	Saint-Trond. — Hospice.
TOTAL	6,912	1,399	286	38	41	1,764	8,676	454	229	122	3	148	1	957	645	1	2	648	1,605	7,071	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	(2) 801	42	4	1	19	66	927	12	4	6	—	9	—	31	44	—	—	44	75	852	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	(2) 180	10	—	—	17	30	222	3	3	—	—	7	—	13	10	—	—	10	23	199	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,959	1,460	290	39	77	1,866	9,825	469	236	128	3	164	1	1,001	699	1	2	702	1,703	8,122	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénées venant d'un asile étranger sont considérées comme admises pour la première fois.

(2) En vertu de renseignements complémentaires les chiffres de la publication précédente (année 1905, tableau CIX (suite), colonne 20), qui expriment le nombre d'aliénées restant au 31 décembre 1905 dans l'Hospice du Fort Jacco à Uccle et dans les colonies de Gheel et de Lierneux doivent être modifiés. Il faut lire : Uccle. — Hospice du Fort Jacco 160 et non 159 ; Gheel 801 et non 803 ; Lierneux 180 et non 180.

CIX. — Premières admissions : Age. — État civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Incomm.	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Séparés ou divorcés.	Incomm.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Incomm.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	26	—	1	5	13	7	—	12	11	3	—	—	7	7	6	6	—
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	19	—	—	5	10	4	—	12	7	—	—	—	5	8	1	7	—
Mortsel. — Asile Saint-Amédée.	88	—	5	26	38	20	2	45	39	10	1	2	22	22	22	20	2
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	103	3	3	12	33	32	—	42	49	11	—	1	25	18	37	25	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	80	1	3	18	33	25	—	30	32	17	1	—	16	25	19	22	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	11	—	1	1	6	4	—	3	7	1	—	—	—	3	3	1	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	4	—	—	2	1	1	—	2	1	1	—	—	1	1	1	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	20	—	—	1	8	11	—	6	9	4	1	—	6	3	3	8	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	2	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	20	18	2	—	—	—	—	20	—	—	—	—	9	11	—	—	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	63	—	3	15	26	18	1	30	22	7	4	—	19	14	12	18	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	6	—	1	1	2	2	—	3	1	—	—	—	3	—	—	1	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	9	—	—	1	3	5	—	1	8	—	—	—	2	6	—	1	—
Ypres. — Hospice	55	—	4	15	17	21	—	30	21	4	—	—	16	37	2	—	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	8	—	—	—	6	2	—	1	6	1	—	—	—	—	6	2	—
Gand. — Hospice Guislain	59	—	—	20	15	24	—	32	19	7	1	—	12	12	15	20	—
Gand. — Maison de santé du « Strop »	11	—	1	4	4	2	—	6	3	—	—	—	—	—	6	3	—
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	92	—	3	16	36	36	1	44	39	8	—	1	27	24	17	24	—
Selzaete. — Etablissement.	92	—	11	18	17	46	—	35	34	3	—	—	27	23	27	15	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	61	59	2	—	—	—	—	61	—	—	—	—	19	16	18	8	—
Hainaut.																	
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	145	—	8	17	69	51	—	70	50	23	1	1	46	38	31	30	—
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	14	—	—	2	3	7	—	7	7	—	—	—	1	6	1	6	—
Tournai. — Hospice pour hommes	100	—	2	26	37	15	—	49	46	3	—	—	28	26	28	18	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants.*	73	73	—	—	—	—	—	73	—	—	—	—	22	17	19	15	—
Liége.																	
Liége. — Hospice « les Insensés. »	46	—	1	7	18	20	—	20	19	7	—	—	8	16	10	12	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	21	—	—	7	9	5	—	10	11	—	—	—	5	8	3	5	—
Henri-Chapelle. — Etablissement.	5	—	—	1	2	2	—	3	1	1	—	—	3	1	1	—	—
Limbourg.																	
Zichseren-Saint-Trond. — Hospice.	125	—	7	30	47	39	2	72	45	9	1	—	31	31	27	36	—
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*	40	38	2	—	—	—	—	40	—	—	—	—	9	7	11	13	—
Namur.																	
Dave. — Asile.	166	10	21	31	66	38	—	70	72	21	3	—	38	31	41	36	—
TOTAL.	1,575	202	80	278	562	447	6	852	560	145	13	5	407	431	372	363	2
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	61	2	3	11	26	19	—	48	6	3	2	—	17	20	12	12	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*	20	1	2	3	7	7	—	10	10	—	—	—	5	5	7	3	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,656	205	85	292	595	473	6	910	576	150	15	5	429	456	391	378	2

CIX (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà	Incomm.	Célibataires.	Mariées.	Veuves.	Séparées ou divorcées.	Incomm.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Incomm.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Duffel. — Hospice.	117	1	8	27	43	34	2	56	41	17	—	3	30	32	22	33	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	87	1	4	15	47	21	1	39	32	15	—	1	20	24	16	27	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	5	—	—	—	4	1	—	4	—	1	—	—	1	3	1	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	32	—	1	6	12	12	1	18	8	6	—	—	10	5	6	11	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	57	—	3	10	27	11	—	17	30	8	2	—	12	17	14	14	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	6	—	—	3	2	1	—	4	2	—	—	—	2	1	2	1	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	7	—	—	1	4	2	—	4	1	2	—	—	3	3	—	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	11	—	1	2	3	3	—	3	4	2	—	—	3	3	3	2	—
Uccle. — Hospice du Fort Jacco	234	—	8	42	101	83	—	93	82	43	9	—	69	50	59	56	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*	53	—	3	9	16	5	—	12	17	4	—	—	8	12	6	6	1
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*	53	—	4	7	23	17	—	31	15	7	—	—	18	17	10	8	—
Menin. — Hospice	14	—	—	4	9	1	—	9	5	—	—	—	3	7	2	—	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*	58	—	2	10	19	7	—	25	13	2	—	—	11	11	10	6	—
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	66	—	6	21	22	17	—	40	21	5	—	—	10	23	14	10	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	53	—	1	4	16	12	—	11	13	7	—	—	9	12	3	7	—
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	22	—	—	3	8	9	—	14	3	3	—	—	6	9	1	6	—
Lede. — Hospice	22	—	—	2	9	11	—	6	13	3	—	—	6	14	2	—	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Zickhuis »	76	—	2	11	20	31	—	36	30	10	—	—	26	16	17	17	—
Velsicque-Ruddershove — Hospice.	7	—	—	3	2	2	—	4	2	1	—	—	2	2	—	3	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	93	93	2	—	—	—	—	93	—	—	—	—	23	21	23	24	—
Hainaut.																	
Mons. — Hospice	108	—	7	16	49	36	—	28	61	10	—	—	36	32	18	22	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	10	—	2	3	2	12	—	10	3	3	1	—	1	1	1	2	14
Wez-Velvain. — Hospice	4	—	—	2	2	—	—	3	1	—	—	—	2	1	1	—	—
Liége.																	
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	59	—	4	10	20	25	—	26	18	12	3	—	15	18	9	19	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	6	—	—	1	3	2	—	2	3	1	—	—	—	4	2	—	—
Limbourg.																	
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	82	—	3	19	43	17	—	45	30	7	—	—	17	3	8	21	31
Saint-Trond. — Hospice	106	—	2	20	44	40	—	50	52	24	—	—	33	26	22	23	—
TOTAL.	1,399	95	63	257	565	415	4	690	484	206	15	4	378	369	276	330	46
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	42	1	1	9	21	10	—	26	12	4	—	—	10	13	11	8	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	19	—	1	6	3	7	—	10	3	4	—	—	3	8	4	4	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,460	96	65	272	591	432	4	726	501	214	15	4	391	390	291	342	46

CX. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS												Total.
	PAR GUÉRISON âgés de				AMÉLIORÉS âgés de				NON MODIFIÉS âgés de				
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers.													
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites . . .	—	1	8	—	—	—	3	—	—	—	2	1	15
Malines. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	1	1	1	—	—	2	—	—	1	1	1	8
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	—	4	8	1	—	6	18	9	—	9	9	1	65
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . .	2	16	32	6	—	2	4	3	4	15	25	20	125
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	5	8	4	—	11	15	6	2	3	8	2	64
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*. . .	—	—	5	1	—	—	2	1	—	—	1	1	11
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	5	5	—	1	5	2	—	—	5	—	19
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	2
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	4
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	1	11	9	5	—	—	—	—	—	1	—	—	27
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*. . .	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	6
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*.	—	1	3	2	—	1	2	1	—	—	1	1	12
Ypres. — Hospice.	—	5	8	9	—	2	1	2	—	—	—	—	27
Flandre orientale.													
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	5
Gand. — Hospice Guislain	—	4	4	3	—	15	4	9	—	6	1	2	46
Gand. — Maison de santé du « Strop » . . .	—	2	5	2	—	5	3	—	—	5	4	1	23
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme. . . .	—	5	11	5	—	7	6	4	—	3	5	3	45
Selzaete. — Etablissement	—	14	10	7	—	—	—	1	—	1	1	2	45
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	1	2	—	—	2	—	—	—	16	—	—	—	21
Hainaut.													
Froidmont. — Hospice Saint-Charles.	—	2	6	1	—	6	22	12	—	8	9	8	74
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	3
Tournai. — Hospice pour hommes	—	17	23	10	—	15	16	6	—	11	15	6	115
Manage. — Hospice de la Ste-Famille. — *Enfants*.	3	1	—	—	2	1	—	—	28	2	—	—	37
Liége.													
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	10	15	5	—	5	4	1	—	2	1	10	49
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	1	4	1	—	3	1	1	—	2	2	2	17
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	2	2	—	—	1	—	—	—	2	1	8
Limbourg.													
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	—	17	39	23	—	6	10	4	—	2	5	1	107
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*.	—	1	—	—	3	7	—	—	12	—	—	1	24
Namur.													
Dave. — Asile	—	7	11	7	—	16	11	1	2	14	20	7	96
TOTAL.	7	128	226	101	7	102	134	63	67	83	110	74	1,102
Gheel. — Colonie. — *Mixte*.	—	—	3	—	—	2	3	—	2	16	22	5	53
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	3	—	—	4	2	—	—	—	10	8	27
TOTAL GÉNÉRAL.	7	128	232	101	7	108	139	63	69	99	142	87	1,182

CX (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES												Total.
	PAR GUÉRISON âgées de				AMÉLIORÉES âgées de				NON MODIFIÉES âgées de				
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers													
Duffel. — Hospice	—	13	19	10	—	6	10	8	—	8	13	2	89
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . . .	—	10	23	6	—	2	—	—	—	6	24	22	95
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	3
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	2	5	6	—	—	—	—	—	3	1	2	19
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	5	9	1	—	5	4	—	—	6	8	5	43
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	1	—	6
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte* . . .	—	—	2	1	—	—	3	—	—	1	—	—	7
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	5	5	—	—	—	1	3	—	—	3	1	16
Uccle. — Hospice du Fort Jaco	—	1	1	1	—	12	20	18	—	1	18	5	77
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte* .	—	5	6	3	—	—	—	—	—	1	—	—	13
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte* . . .	—	9	11	5	—	2	4	2	—	—	—	—	31
Menin — Hospice	—	2	6	1	—	1	—	1	—	1	—	—	12
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte* .	—	8	6	1	—	2	4	1	—	—	1	4	27
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	—	6	3	6	—	2	7	1	—	—	—	1	26
Flandre orientale.													
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.	—	5	9	9	—	5	4	2	—	1	1	2	34
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.	—	7	8	8	—	—	2	—	—	—	1	—	26
Lede. — Hospice.	—	5	5	6	—	—	2	2	—	1	1	2	22
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	8	18	4	—	4	7	7	—	2	4	5	59
Velsieque-Ruddershove. — Hospice	—	1	4	—	—	1	2	—	—	—	1	—	9
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — *Enfants*. .	4	2	—	—	4	10	—	—	10	19	—	—	49
Hainaut.													
Mons. — Hospice	—	19	29	15	—	2	4	2	1	4	18	8	102
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité . .	—	5	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	7
Wez-Velvain. — Hospice	—	2	1	1	—	2	1	—	—	—	—	—	7
Liége.													
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	—	4	5	5	—	5	9	—	—	5	10	7	46
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	5	2	1	—	1	4	1	—	—	2	1	17
Limbourg.													
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	9	9	5	—	5	4	3	—	1	5	1	42
Saint-Trond. — Hospice.	—	10	18	10	—	5	12	15	—	1	2	2	73
TOTAL.	4	140	209	101	4	68	104	66	11	61	116	70	957
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	4	7	1	—	1	2	1	—	3	7	5	31
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	—	—	—	3	—	—	2	1	—	—	3	4	13
TOTAL GÉNÉRAL.	4	144	216	108	4	69	108	68	11	64	126	79	1,001

CXI. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	4	1	—	5	1	—	—	—	1	4
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	5	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	158	18	15	51	4	14	6	8	32	157
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	1	27	10	37	15	16	3	4	58	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens			1	1					—	1
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	9	18	14	32	19	1	—	5	25	18
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	4	5	4	7	2	1	1	1	5	6
Tirlemont — Hospice des Frères Alexiens	7	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	1	1	—	—	—	—	—	2
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	115	20	5	25	7	—	—	4	11	125
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	115	2	2	4	1	—	—	4	5	114
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	22	6	3	9	3	2	1	1	7	24
Ypres. — Hospice	24	9	7	16	3	2	—	5	12	28
Flandre orientale.										
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand. — Hospice Guislain	45	22	10	32	3	13	3	15	36	39
Gand. — Maison de santé du « Strop »	28	—	—	—	1	—	1	2	4	24
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	139	41	9	50	9	8	3	—	20	169
Selzaete. — Établissement	114	8	4	12	3	—	—	2	5	121
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	169	67	12	79	6	21	15	59	79	169
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice pour hommes	126	42	7	49	12	2	7	15	34	141
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.										
Liége. — Hospice « les Insensés »	20	10	15	32	21	7	—	2	30	22
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	4	—	—	1	—	—	1	2	2
Henri-Chapelle. — Établissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.										
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	147	24	4	28	17	2	1	8	—	147
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.										
Dave. — Asile	56	21	5	27	7	3	1	4	15	68
TOTAL.	1,305	356	120	476	140	92	40	116	388	1,393
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	262	21	2	23	1	—	8	2	11	274
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	38	4	—	4	—	—	10	2	12	30
TOTAL GÉNÉRAL.	1,605	381	122	503	141	92	58	120	411	1,697

CXI (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission	Réintégration.	TOTAL.	Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Duffel. — Hospice	62	8	3	11	3	2	6	18	29	44
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	9	1	10	7	3	—	—	10	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	8	1	—	1	1	—	—	1	2	7
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	3	4	—	4	—	—	—	3	3	4
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	7	—	—	—	—	—	—	2	2	5
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	3	—	1	1	—	—	—	—	—	4
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Hospice du Fort Jacco	4	2	—	2	—	2	—	1	3	3
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	8	1	—	1	—	—	—	—	—	9
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	61	3	—	3	2	1	—	2	3	61
Menin. — Hospice	1	1	—	1	—	—	—	—	—	2
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	16	3	—	3	1	1	—	2	4	15
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	7	3	1	4	1	—	—	1	2	9
Flandre orientale.										
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	6	3	1	4	1	—	—	2	3	7
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lede. — Hospice	3	—	—	—	—	—	2	—	2	3
Saint-Nicolas. — Hospice « Zickhuis »	21	2	2	4	2	1	—	1	4	21
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Mons. — Hospice	14	6	2	8	—	—	—	6	6	16
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.										
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	1	2	1	3	1	1	—	1	3	1
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	16	4	—	4	—	—	—	2	2	18
Saint-Trond. — Hospice	9	1	1	2	—	—	—	3	3	8
TOTAL.	253	55	13	68	19	11	8	45	83	238
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	22	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	3	1	—	1	—	1	1	1	3	1
TOTAL GÉNÉRAL.	278	56	13	69	19	12	9	46	86	261

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

CXII. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1906.

NOMBRE TOTAL DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE TOUT AGE.		PROVINCES.	NOMBRE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.								TOTAL (*) SOURDS-MUETS ET AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.	
			SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION						NON-SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.			
			et ayant reçu l'instruction.		abandonnés à eux-mêmes.		TOTAL.		et recevant dans les institutions ou chez leurs parents.			
Sourds-muets.	Aveugles.		Sourds-muets. 4	Aveugles. 5	Sourds-muets. 8	Aveugles. 9	Sourds-muets. 10	Aveugles. 11	Sourds-muets. 12	Aveugles. 13	Sourds-muets. 14	Aveugles. 15
1	2											
255	204	Garçons.	138	10	4	1	186	30	7	11	193	41
196	186	Filles.	126	21	7	—	151	24	4	17	155	41
451	390	Anvers . TOTAL.	264	40	11	2	337	54	11	28	348	82
332	270	Garçons.	97	25	5	1	133	36	39	44	172	80
451	339	Filles.	215	110	23	1	238	118	32	40	270	107
783	609	Brabant . TOTAL.	310	135	28	2	371	154	71	68	442	247
112	101	Garçons.	33	13	16	1	49	16	2	2	51	18
116	91	Filles.	40	8	17	—	57	9	—	2	57	11
228	192	Flandre occidentale. TOTAL.	73	21	33	1	106	25	2	4	108	29
323	263	Garçons.	116	20	40	8	156	28	9	11	165	39
226	231	Filles.	75	18	25	6	100	24	8	14	108	38
549	494	Flandre orientale. TOTAL.	189	38	65	14	256	52	17	25	273	77
382	417	Garçons.	128	32	40	2	168	34	12	25	178	106
261	285	Filles.	65	26	26	—	91	32	9	17	100	69
643	702	Hainaut . TOTAL.	193	58	66	2	257	133	21	42	278	175
249	204	Garçons.	68	14	32	—	100	22	17	14	117	36
176	146	Filles.	65	12	15	2	80	18	10	10	90	28
425	350	Liége . . TOTAL.	133	26	47	2	180	40	27	24	207	64
87	67	Garçons.	13	9	3	1	16	11	1	—	17	11
73	68	Filles.	27	6	2	1	30	7	5	1	35	8
160	135	Limbourg TOTAL.	40	15	5	2	46	18	6	1	52	19
70	42	Garçons.	26	3	4	—	30	3	5	5	33	8
46	26	Filles.	19	3	2	—	21	5	—	5	21	10
116	68	Luxembourg TOTAL.	45	6	6	—	51	8	5	10	54	18
101	90	Garçons.	38	4	2	1	40	10	6	1	46	20
72	46	Filles.	28	4	3	1	31	5	1	—	32	15
173	136	Namur . . TOTAL.	66	8	5	2	71	34	7	1	78	35
1,921	1,658	Garçons.	677	172	176	18	876	246	96	113	972	359
1,617	1,418	Filles.	654	213	124	9	799	272	68	115	868	387
3,538	3,076	Royaume. TOTAL.	1,321	403	300	27	1,675	518	165	228	1,840	746

(*) Total des colonnes 10 et 12, 11 et 13.

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 137
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . 140
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et à l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. . . . 141
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées. 142
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises. 19
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites 145

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 31
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 40
Nombre par tribunal correctionnel :
En première instance. 118
En degré d'appel 124
Acquittés par les tribunaux correctionnels, répartis par nature d'infractions :
En première instance 46
En degré d'appel 70

Pages.

Acquittés répartis par tribunal et par nature d'infractions :
En première instance 74
En degré d'appel 110
Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement 20
Proportion des acquittés XV
Acquittés en première instance, condamnés en appel. 130
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance 130
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits 138
Acquittés par la cour, après avoir été condamnés par le jury à la simple majorité des voix . . . 141
Acquittés en matière politique et de presse. . . . 145

Adoption (Actes d'). XLVIII

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . IX, 13
Tableau comparatif des affaires entrées dans les parquets, de 1870 à 1906, et dans chaque parquet, en 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906 . . . . . X et XI
Affaires laissées sans suite par les parquets . . . 14
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . XI, 15
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil 15
Affaires jugées par chaque tribunal de police. . . 22-30

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction*.

Pages.

Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) XII
Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 45
Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel. 45
Tableau comparatif des affaires introduites dans chaque tribunal correctionnel de 1902 à 1906. XIV
Affaires portées devant les cours d'appel . . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 131
Affaires jugées par les cours d'assises 136
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Civiles.

Affaires jugées par les juges de paix . . . . . XL, 199
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XLI, 230
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XLII, 230
Nature des affaires terminées par jugement . . . XLII, 232
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. XLIV, 242
Affaires terminées par les tribunaux de commerce. XLIV, 242
Nature des affaires jugées par les tribunaux de commerce XLIV
Affaires introduites devant les cours d'appel . . . XLVII, 254
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XLVII, 254
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel. . . . . XLVIII, 262
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires en conciliation. . . . . . XL, 204

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. 236

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel *sont groupées sous les principaux* titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils . . . . . XLII, 232
Cours d'appel . . . . . XLVIII, 262

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive. . . . . XV, 45
En matière civile . . . . . XLII, 230
Dans les tribunaux de commerce. . . . . XLIV, 242
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 130
En matière civile . . . . . XLVII, 254

Pages.

Age.

Inculpés de moins de 16 ans traduits devant les tribunaux de police . . . . . XIV, 31, 40
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement par les tribunaux de police . 40
Prévenus de moins de 16 ans acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal ou de la loi du 27 novembre 1891, laissés en liberté ou mis à la disposition du gouvernement . . . . . XV, 46, 118
Répartition des condamnés par âge XXXI
Age des condamnés, répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes. 166
Femmes 168
Age des détenus qui se sont suicidés. 288
Age des détenus décédés 286
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois. 298
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 302
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge. 312
Age des élèves des écoles de bienfaisance 313
Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 340
Femmes 341
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 342
Femmes 343
Les renseignements sur les jeunes délinquants détenus dans les quartiers de discipline et de correction sont donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.)*

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés. 334
Nombre des aliénés internés dans les asiles au 31 décembre de chacune des années 1891 à 1906 LVIII
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1906 :
Hommes 336
Femmes 338
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 340
Femmes 341

Pages.

Aliénés sortis des asiles : durée du séjour, âge, époque de la sortie, décès :
Hommes 342
Femmes 343
Aliénés alcoolisés :
Hommes 344
Femmes 345
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1906. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . LV, 290

Amende.

Condamnés à l'amende détenus préventivement . 20
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 31
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police . . . 40
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections. 43
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 118
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines XVI
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 140

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.)*

Appel.

Des jugements de police. . . . . XX, 43
Id. des tribunaux correctionnels . . . XX, 130
Id. des tribunaux civils . . . . . } XLVII { 254
Id. des tribunaux de commerce. . } { 254

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux. 237
Appel de jugements d'arbitres. 254

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.)*

Attributions.

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire. 11
Comme officiers publics. 203
Des procureurs du roi et des procureurs généraux. 11
Des juges d'instruction 11
Des commissaires de police 11
Des gardes champêtres et forestiers 11
Des bourgmestres 11
Des présidents des tribunaux civils et de commerce en matière de référé . . . . . XLIII, XLV, 236
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance 11
Des chambres des mises en accusation. 1

Pages.

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.)*

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire . . . 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus . 13

Capacité des prisons . . . . . L, 272

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 5

Causes. (Voir *Affaires.)*

Causes apparentes de certains crimes 144

Célibataires. (Voir Etat de famille.)

Cellulaire (Régime) XLIX
Option du régime cellulaire LVII

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . . L, 272

Chambres.

Des tribunaux de première instance 44, 229
Des cours d'appel 129, 253
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 254
De la cour de cassation 153

Chambre du conseil.

Organisation. 11
Ordonnances rendues . . . . . XI, 15
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation 18
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 47
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . . . . . XIII, 40

Chambre des mises en accusation.

Organisation 11
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation . . . XII, 17
Nombre et résultat des arrêts. . . . . XII, 18
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.)*

Commissaires de police.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles. . . . . XXXVI, 156
Nombre des infractions individuelles commises dans chaque catégorie de communes . . . . . XXXVII, 182
Nombre des infractions individuelles commises en 1903 XXXVIII
Nombre, dans chaque catégorie de communes, des individus condamnés pour ivresse publique. XXXIX, 197

Pages.

Compétence :
- Des tribunaux de police 21
- Des justices de paix 203
- Des tribunaux correctionnels 44
- Des tribunaux civils. 229
- Des tribunaux de commerce. 241
- Des cours d'appel. 129, 253
- Des cours d'assises 135
- De la cour de cassation 153
- (Voir aussi *Attributions.*)

Compte moral (détenus) LVIII

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation.*)

Concordat préventif de la faillite. . . . . XLV, 245

Condamnés.
- Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention. 19
- Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention. . . 20
- Nombre des condamnés par tribunal de police. . 31
- Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions. 40
- Condamnés pour absence au scrutin électoral . . 43
- Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions. . . . 74
- Condamnés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires 46
- Condamnés par les tribunaux correctionnels répartis d'après la nature des peines qu'ils ont encourues et d'après leurs antécédents 118
- Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel. 130
- Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables. 137
- Condamnés par contumace 145
- Condamnés par les conseils de guerre classés par conseils de guerre 149
- Condamnés par les conseils de guerre classés d'après la nature des infractions 152
- Condamnés répartis par sexe d'après leur état civil, leur penchant à l'ivrognerie, leur âge, leur lieu de naissance, leurs antécédents judiciaires . . . . . XXIII, 160
- Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus.*)

Conditionnelles (Condamnations) :
- Prononcées par les tribunaux de police :
  - Nombre par tribunal 31
  - Nombre par nature d'infractions et espèce de peines 40

Pages.
- Prononcées par les tribunaux correctionnels :
  - Nombre par nature d'infractions et espèces de peines 46
  - Nombre par espèce détaillée de peines et par tribunal 118
  - Durée des sursis accordés. 66
  - Rechutes après une condamnation conditionnelle. XIX, 128
  - Renseignements généraux sur l'application de la loi du 31 mai 1888 créant la condamnation conditionnelle XVI
  - Prononcées par les conseils de guerre et la cour militaire . . . . . XXI, 146

Conseils de famille.
- Nombre annuel de 1899-1900 à 1904-1905. . . XL
- Nombre par canton 204
- Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 236

Conseils de guerre.
- Condamnés classés par conseils de guerre 149
- Condamnés classés d'après la nature des infractions 151

Contribution (Procédures d'ordre et de) :
- A régler et terminées 239

Correction paternelle.
- Ordres d'arrestation délivrés dans chaque arrondissement. . . . . XLIII, LI, 236
- Détenus répartis par âge d'après la durée de la détention à subir 277
- Nombre des détenus retirés avant l'expiration du terme fixé, — durée de la détention subie. . . 278

Correctionnel.
- Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux.*)
- Peines correctionnelles. (Voir *Peines.*)

Cours d'appel.
- Organisation et compétence 129, 253
- Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambre des mises en accusation.*)
- Travaux en matière répressive . . . . . XX, 130
- Travaux en matière civile et commerciale . . . . XLVII, 254

Cours d'assises.
- Organisation et compétence 135
- Travaux . . . . . XXI, 136

Cour de cassation.
- Organisation et compétence 153
- Travaux de la première chambre . . . . . XLVIII, 265
- Travaux de la deuxième chambre . . . . . XXII, 154

Cour militaire.
- Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel 152

Pages.

Crimes.
- Définition 135
- Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation. 18
- Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés.*)
- Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43 de cette statistique).
- Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie. . . . 144

Crimes correctionnalisés.
- Définition. 44
- Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée. 46
- Jugés par les cours d'appel 131
- Prévenus de ces crimes jugés par les conseils de guerre et la cour militaire. 150

Décès.
- Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . LIII, 286
- Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 309
- Dans les écoles de bienfaisance 310
- Dans les asiles d'aliénés :
  - Hommes. 336
  - Femmes 338

Décompte.
- Tableau des individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte 199

Délits.
- Définition. 44
- Dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil . . . . . XIII, 40
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 46
- Prévenus de délits jugés par les cours d'appel . . 131
- Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes.*)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.
- Dispositions législatives. 307
- Mouvement des entrées de 1898 à 1906 LX
- Mouvement de la population en 1906 309

Pages.
- Population au 31 décembre 1906 répartie par âge, par sexe et par antécédents. 312
- Journées d'entretien. 311

Détention préventive.
- Dispositions législatives. 11
- Durée de la détention préventive :
  - Des prévenus acquittés en appel. 19
  - Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation. 19
  - Des accusés de crimes ordinaires jugés par les cours d'assises 19
  - Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres du conseil 20
  - Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels 20

Détenus.
- Entrés et sortis . . . . . L, 273
- Nombre des détenus fréquentant l'école . . . . . LI, 278
- Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 279
- Punitions infligées . . . . . LII, 280
- Maladies . . . . . LII, 282
- Décès. . . . . LIII, 284
- Suicides . . . . . LIII, 288
- Aliénés . . . . . LIV, 290
- Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
  - La juridiction, le genre des affaires, la nature des peines, le lieu d'origine, l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . LVIII, LIX, 297
  - Libérés . . . . . LIX, 302

Disciplinaires (Poursuites).
- Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XLIII
- Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats. 254

Divorces.
- Demandes; situation des familles; durée du mariage; motifs des demandes. . . . . XLIII, 234

Divorcés.
- Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée.
- Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger. . . . . XLII, 231
- Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger. . . . . XLIV, 243
- Des faillites terminées par concordat ou liquidation. LXVI, 251
- De la procédure devant les cours d'appel. . . . XLVII, 264
- Des sursis accordés pour les condamnations conditionnelles. (Voir ces mots.)

Pages.

École.
Dans les prisons. . . . . LI, 278

Écoles de bienfaisance.
Dispositions législatives. 307
Mouvement comparatif des entrées de 1898 à 1906. LX
Mouvement de la population en 1906. 310
Population au 31 décembre 1906 répartie par âge. 313
Journées d'entretien. 311

Élections.
Absence au scrutin électoral 22, 43

Embarquement.
Cette peine, qui n'existe que pour les infractions au Code disciplinaire de la marine marchande, est inscrite dans les tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels, colonne des mises à la disposition du gouvernement, rubrique « Police maritime ».

Emprisonnement.
Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 20
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 31
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police 40
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 118
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines XV
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les conseils de guerre et la cour militaire. 149
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province. 137
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites 140
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. . . 142

Enquêtes.
Devant les juges de paix. 220
Id. les tribunaux de première instance. . . . 238
Id. les tribunaux de commerce. 244

Étrangers.
Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 177
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique. 191
Expulsés du pays 330, 331

Évadés.
Dépôts de mendicité. 309
Ecoles de bienfaisance 310
Placements en apprentissage. 321
Asiles d'aliénés 336

Expertises.
Ordonnées par les juges de paix 220

Faillis.
Sexe, origine, résidence. 249
Demandes en réhabilitation . . . . . XLVI, XLVIII

Faillites.
Législation 247
Montant du passif des faillites déclarées. . . . . XLV, 248
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office. . . . . XLVI, 249
Relevé par province 250
Faillites terminées : montant du dividende distribué. . . . . XLVI, 250
Faillites terminées : durée de la procédure . . . XLVI, 251

Famille (État de).
Des condamnés répartis par nature d'infractions . XXVI, 162
Des divorcés . . . . . XLIII, 234
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . LIX, 298
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année 302
Des individus libérés conditionnellement 325
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 340
Femmes 341

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Gardes champêtres.
Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Gendarmerie.
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 13

Grâces LXV

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).
Dans le tableau de la statistique de l'administration de la justice (p. 13 à 154), les infractions

Pages.

jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel, les cours d'assises, les conseils de guerre et la cour militaire sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (p. 156 à 199), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 158 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Infractions individuelles. Jugées en 1906. (Répartition par communes et par mois.) . . . . . XXXVI, 182
Commises en 1903. . . . . XXXVIII, 196

Instruction.
Détenus subissant une peine de plus de 3 mois, classés d'après leur degré d'instruction 298
Progrès accomplis pendant leur internement. . . 302

Instruction judiciaire.
Organisation en matière répressive. 11
Travaux des juridictions d'instruction 15-20
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises. 141
Actes d'instruction en matière civile posés par les juges de paix. 220
Actes d'instruction devant les tribunaux civils. . 238
Id. id. de commerce 244

Interrogatoires sur faits et articles.
Tribunaux civils. 238
Tribunaux de commerce. 244

Ivresse alcoolique.
Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XXVII
Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
Hommes 164
Femmes 165
Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1906 ou commises en 1904 et 1905, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises . . . . . XXXIX, 197 et 198
Aliénés alcooliques :
Hommes 344
Femmes 345

Journée d'entretien.
Prix de la journée d'entretien dans les prisons. . 294
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 311
Nombre des journées d'entretien dans les écoles de bienfaisance 311

Journées de détention.
Dans les prisons. 276

Juge d'instruction.
Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13
Affaires traitées et laissées sans poursuites . . . 15

Juge de paix.
Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 11
Compétence comme juge :
En matière répressive. 21
En matière civile, contentieuse et gracieuse . . 203
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 13
(Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.
Dispositions législatives. 324
Nombre annuel; nombre de 1888 à 1906 LXVI
Nombre des propositions accueillies et rejetées . 325
Motifs des rejets. 325
Renseignements relatifs aux libérés 325
Epoques où expirent les termes d'épreuve 326

Libérés.
Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . . . . LX, 302

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.
Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie . . . . . LII, 284
Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 286

Mariés. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Méthode.
Statistique pénale :
Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle IX
Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 5, 6, 7

Pages.

Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction. 12
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police et spécialement du tableau des condamnations conditionnelles 21
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 44
Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises. 135
Rédaction des tableaux relatifs aux conseils de guerre et à la cour militaire 147
Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi en 1906 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle » 156
Rédaction de la statistique des infractions individuelles 156
Rédaction de la statistique civile et commerciale. 202
Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 269
Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 307
Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 324
Rédaction de la statistique de la police des étrangers 328
Rédaction de la statistique des aliénés 334

Ministère public.

Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 45
Conclusions données en matière civile. . . . . XLII, 232

Mois.

Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 182

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Muets. (Voir *Sourds-muets.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.

Attributions et nombre des notaires 203
Nombre des actes reçus par les notaires. . . . . XLI, 205

Notoriété (Actes de).

Reçus par les juges de paix 205
Homologation par les tribunaux civils. 236

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation.

De la statistique. (Voir *Méthode.*)
Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Pages.

Parquets.

Attributions. 11
Etat des travaux. 13
Affaires laissées sans suite. 14
Tableau comparatif du nombre des affaires depuis 1870 X

Partages et liquidations.

Devant les juges de paix. 205

Parties civiles.

Affaires poursuivies devant les tribunaux de police. 22
Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels. 45

Peines.

Peines de police, définition 21
Peines correctionnelles, définition 44
Peines criminelles, énumération. 135

Condamnés classés par nature de peines :

1° Tribunaux de police :

Répartition par tribunal 31
Répartition par infraction. 40

2° Tribunaux correctionnels :

Répartition par tribunal . . . . . XVII, 118
Répartition par infraction 46
Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue. . . . . XX, 128

3° Cours d'assises :

Répartition des condamnés par province . . . 137
Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury. 144
Accusés jugés par contumace 145
Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse 145

4° Conseils de guerre :

Répartition des condamnés par conseils de guerre 149
Répartition des condamnés d'après la nature des infractions. 150

Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :

Mouvement général d'entrée et de sortie. . . . 273
Fréquentant l'école 278
Punis durant l'année 280
Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre 297
Libérés d'une peine de plus de 3 mois 302

(Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Pages.

Placements en apprentissage . . . . . LXII, 314

Plaintes.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets : 1902 à 1906. . . . . XI, 13
Autorités qui les ont reçues 13

Police.

Judiciaire : organisation, travaux 11
Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
Des étrangers 328

Population.

Du royaume X
Des différentes catégories de communes XXXVI
Mouvement de la population dans les prisons . . L, 273
Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés. 336
Mouvement de la population dans les établissements de bienfaisance. 310
Population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge, de 1892 à 1906 LX

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.

Détenus préventivement 19
Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites 46

Primaires (Condamnés).

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination. . . . . XVI, 44
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118, 127
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre total et proportionnel. XVII

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination 135
Nombre par catégorie d'infractions 142

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination. 156
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe et état civil, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise . . . . . XXIII, 160
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou de l'étranger par des condamnés primaires . XXXVI, 182

Pages.

Prisons.

(Voir *Table méthodique*, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Correction paternelle, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XL, 205
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix 210
Tribunaux de première instance. . . . . XLIII, 236

Récidivistes :

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. . . . . XVI, 44
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118-127
Nombre total et proportionnel. XVI

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes 135
Nombre par infraction 142

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination 156
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise . . . . . XXIII, 160
Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis par sexe d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues . . . . . XXXIV, 178
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger, par des récidivistes. . . . . XXXVI, 182
Récidivistes détenus dans les prisons 300

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils. 236

Réhabilitations.

Par nature d'infractions. 17
Par cour d'appel 18
Depuis la promulgation de la loi XII
Demandées par des faillis. . . . . XLVI, XLVIII

Réintégration d'élèves placés en apprentissage. . . LXII, 320

Pages.

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral 43
Délinquants âgés de moins de 16 ans. (Voir *Age.*)

Saisies immobilières.

Transcriptions . . . . . XLIII, 239

Saisons. (Voir *Mois.*)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre . 286
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 340

Scellés.

Levées de scellés . . . . . XL, 204

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Serment (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix. . . 220
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance 238
Dans des affaires jugées par les tribunaux de commerce 244

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XXV
Répartition par sexe des divorcés et des faillis. . 234, 249
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.
Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés.

Sociétés.

Faillites de sociétés . . . . . XLV, 249

Pages.

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe. 348

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XLIII, 236

Suicides :

Dans les prisons . . . . . LIII, 288
Dans les asiles d'aliénés. 336

Transferts en commun. LVII

Travail dans les prisons. . . . . . LVI, 292

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises* [*Cours d'*].)

Tribunaux :

— *De justice de paix et de police.*

Organisation, compétence 21, 203
Travaux en matière répressive. . . . . XII, 22
Travaux en matière civile . . . . . XL, 204

— *De première instance.*

Organisation, compétence 44, 229
Travaux en matière répressive. . . . . XIV, 45
Id. civile . . . . . XL, 230
Id. consulaire 242
Id. disciplinaire. XLIII

— *De commerce.*

Compétence. 241
Travaux. . . . . XLIV, 242

Ventes de biens.

Devant les juges de paix . . . . . XL, 205
Devant les tribunaux de première instance. . . . 236

Veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Visites de lieux sans experts.

Par les juges de paix 220

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Statistique pénale. Pages.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction IX
2. Tribunaux de police XII
3. Tribunaux correctionnels. — Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. XIV
4. Cours d'appel XX
5. Cours d'assises. XXI
6. Conseils de guerre et cour militaire. XXI
7. Cour de cassation XXI

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*

8. Nombre des condamnés. XXIII
9. Le sexe XXV
10. L'état civil. XXVI
11. L'ivrognerie XXVII
12. L'âge. XXXI
13. Répartition géographique des condamnés XXXIII
14. Récidive générale et récidive spéciale XXXIV
15. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par commune et par mois XXXVI
16. Nombre des infractions commises pendant l'année 1903. XXXVIII
17. Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887 XXXIX

Statistique de la justice civile et commerciale.

1. Justices de paix XL
2. Tribunaux de première instance XLI
3. Tribunaux de commerce XLIV
4. Cours d'appel XLVII
5. Cour de cassation XLVIII

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons XLIX
2. Capacité des prisons L
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne. L
4. Détenus par correction paternelle. LI
5. Ecole. LI
6. Punitions infligées aux détenus LII
7. Infirmerie LII
8. Décès LIII
9. Suicides et tentatives de suicide LIII
10. Aliénation mentale LIV
11. Travail des détenus. LVI
12. Prix de la journée d'entretien. LVII
13. Renseignements divers LVII

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* LVIII

Statistique de la mendicité et du vagabondage.

1. Dépôts de mendicité et maisons de refuge. LX
2. Ecoles de bienfaisance LX
3. Elèves des écoles de bienfaisance placés en apprentissage. Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. LXI

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle LXV
Statistique de la police des étrangers LXVII
Statistique des aliénés LXVIII

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques. 5

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive 11

I. — Etat des travaux des parquets 13

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 14

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction 15

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 16

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 17

VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts 18

VII. — Ordonnances des chambres du conseil rendues sur le fond des affaires qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation 18

VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 19

IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 19

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 19

XI. — Durée de la détention préventive : chambres du conseil et tribunaux correctionnels 20

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 21

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police . . . 22

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. . . 31

XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 40

XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels 43

XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites. 43

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 44

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 45

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites. Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels aux prévenus condamnés conditionnellement :

En première instance 46

En degré d'appel 70

XIX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites :

En première instance 74

En degré d'appel 110

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel :

En première instance 118

En degré d'appel 124

XXI. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires 127

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle, ... 128

Pages.

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 129

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus. 130

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 130

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 131

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 135

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis . . 136

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 137

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. 140

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 141

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 142

XXXI. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 144

XXXII. — Affaires jugées par contumace 145

XXXIII. — Délits politiques et de presse 145

6° Conseils de guerre et Cour militaire :

Application de la condamnation conditionnelle. — Année 1906 147

— *Conseils de guerre :*

XXXIV. — Condamnés classés par conseils de guerre. 149

XXXV. — Condamnés classés d'après la nature des infractions. 150

— *Cour militaire :*

XXXVI. — Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de la peine. 152

7° Cour de cassation :

Organisation et compétence 153

XXXVII. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 154

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 156

XXXVIII. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :

Hommes 160

Femmes 161

XXXIX. — Etat civil :

Hommes. 162

Femmes. 163

XL. — Ivrognerie :

Hommes. 164

Femmes 165

XLI. — Age. Répartition d'après la nature des infractions commises :

Hommes. 166

Femmes. 168

XLII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction 170

XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes, répartis d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues :

Hommes 178

Femmes. 180

XLV. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année :

Dans les communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus 182

Dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants 184

Dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants 186

Pages.

Dans les communes de moins de 10,000 habitants 188
Récapitulation des catégories précédentes, avec indication du nombre des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé ou commises à l'étranger. 190
XLVI. — Nombre des infractions individuelles commises en 1903 196
XLVII. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises :
Faits jugés en 1906 197
Faits commis en 1904 et 1905 198
XLVIII. — Table de décompte. Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte. 199

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale

Rédaction des tableaux 202
1° Justices de paix :
Compétence. 203
XLIX. — Etat par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés 204
Id. — Récapitulation par arrondissement. 218
L. — Actes d'instruction et de procédure. 220
Id. — Récapitulation par arrondissement 227
Tribunaux de première instance :
Compétence. 229
LI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger. 230
LII. — Durée des procès 231
LIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements 232
LIV. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps 234
LV. — Affaires sur requête, référés, ordonnances 236
LVI. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire 238
LVII. — Procédures d'ordre et de contribution 239
Tribunaux de commerce :
Compétence. 241
LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger. 242
LIX. — Durée de la procédure 243
LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société. . . . 244
Concordats. Législation 245
LXI. — Etat des concordats préventifs de la faillite 246
Faillites. Législation 247
Faillites déclarées :
LXII. — Montant du passif 248
LXIII. — Circonstances personnelles aux faillis 249
LXIV. — Relevé par province 250
Faillites terminées :
LXV. — Dividende distribué 250
LXVI. — Durée de la procédure 251
Faillites à terminer :
LXVII. — Durée de la procédure 252
Cours d'appel :
Compétence. 253
LXVIII. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées 254
Id. — Récapitulation 260
LXVIII. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par les arrêts 262
LXIX. — Durée de la procédure. 264
3° Cour de cassation :
Compétence (voir statistique pénale, p. 153).
LXX. — Pourvois en matière civile 265
LXXI. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent 266

Pages.

Statistique Pénitentiaire

Organisation des prisons. 269
Méthode employée pour la rédaction des tableaux 269

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXXII. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima 272
LXXIV. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 273
B. Prisons secondaires 274
LXXV. — Répartition des journées de détention. 276
LXXVI. — Détenus par correction paternelle. Mouvement des entrées et des sorties. 277
LXXVII. — Détenus par correction paternelle. Durée de la détention subie 278
LXXVIII. — Écoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales 278
B. Prisons secondaires 278
LXXIX. — Écoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales 279
B. Prisons secondaires 279
LXXX. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales 280
B. Prisons secondaires 280
LXXXI. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties :
A. Prisons centrales 282
B. Prisons secondaires 284
LXXXII. — Décès :
A. Prisons centrales 286
B. Prisons secondaires 286
LXXXIII. — Suicides :
A. Prisons centrales 288
B. Prisons secondaires 288
LXXXIV. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales 290
B. Prisons secondaires 290
LXXXV. — Compte en recettes et dépenses de travail effectué par les détenus. 292
LXXXVI. — Prix de la journée d'entretien 294

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXXVII. — Répartition suivant le domicile au jour de la condamnation. 297
LXXXVIII. — Id. l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome. 298
LXXXIX. — Id. la juridiction, le genre des offenses et la nature des peines 300
XC. — Id. l'état de récidive 300
XCI. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération 302

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage

Dispositions législatives 307
Méthode employée pour la rédaction des tableaux. 308
XCII. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1906 309
XCIII. — Mouvement de la population des écoles de bienfaisance en 1906 310
XCIV. — Nombre des journées d'entretien 311

Pages

XCV. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1906 312
XCVI. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1906 . . 312
XCVII. — Age des élèves 313

Placements en apprentissage :

XCVIII. — Relevé des placements effectués antérieurement au 1er janvier 1906 :
A. Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1905. 314
B. Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1905. 315
XCIX. — Nombre d'élèves qui se trouvaient placés en apprentissage au 1er janvier 1906. Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés. 316
C. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1906. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés. Répartition des élèves d'après l'importance de leur lieu de naissance 318
CI. — Métiers exercés par les élèves mis en apprentissage pendant l'année 1906 319
CII. — Résultats généraux des placements en apprentissage par école et par comité de patronage. Année 1906. 320
CIII. — Motifs des réintégrations. Dénombrement des élèves restant placés au 31 décembre 1906 avec indication de l'année de placement. 321
CIV. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1906, d'après l'année de leur mise en apprentissage. 322

Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle

Dispositions législatives 324
CIV. — Nombre des propositions accueillies et rejetées. Motifs des rejets. 325
CV. — Renseignements relatifs aux libérés 325

Statistique de la Police des Étrangers

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 328
CV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1906 329
CVI. — Etat numérique par nationalité des étrangers renvoyés du pays en 1906 pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. 330
CVII. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays 331

Statistique des Aliénés

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 334
Rédaction des tableaux. 335
CVIII. — Mouvement de la population pendant l'année 1906 :
Hommes 336
Femmes 338
CIX. — Premières admissions. Age. Etat civil. Saisons :
Hommes 340
Femmes. 341
CX. — Sorties. Age. Résultat du traitement :
Hommes. 342
Femmes 343
CXI. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 344
Femmes 345

Statistique des Sourds-muets et des Aveugles

CXII. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1906, par province et par sexe 348
Table analytique. 349